REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOÎT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXVe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

C

TOME ONZIÈME

60, 65-8

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOÎT, 20

1855

ISRAËL POTTER

LÉGENDE DÉMOCRATIQUE AMÉRICAINE.

Le peuple a besoin de grands hommes et de héros : il ne saurait s'en passer non plus que de merveilleux et même de superstitions. Il faut que les amis des lumières en prennent leur parti. Les phénomènes du moyen âge se reproduisent parmi nous ; seulement ils prennent une nouvelle forme, qui nous abuse et nous fait croire à des nouveautés là où il n'y a souvent que des faits vieux comme le monde. On avait cru l'amour du surnaturel perdu pour toujours, et voilà que la démocratique Amérique invente les esprits frappeurs et les tables tournantes ! voilà qu'elle rédige des journaux de magie noire, et donne à ses paysans *yankees* assemblés dans leurs granges le spectacle des mystères du mesmérisme et des extases somnambuliques ! De même que les peuples ont soif d'un merveilleux toujours présent, agissant dans le monde actuel, et d'un merveilleux révélateur des temps à venir, ils ont besoin d'un merveilleux historique et légendaire. L'imagination populaire aime à transformer la réalité historique, à grandir ce qui était déjà grand par soi-même, à faire des héros d'hommes qui souvent n'ont rien eu d'extraordinaire, et à transfigurer les héros en demi-dieux. On avait cru jusqu'à présent qu'une certaine perspective historique était nécessaire pour que ce fait pût s'accomplir, on avait cru que le passé ne devait pas être trop près du présent. Les États-Unis, qui ont déjà donné tant de démentis aux opinions reçues, se sont encore char-

gés de prouver le contraire. Chez eux, dirait M. Michelet, la légende a commencé de bonne heure. Nous ne plaisantons point. De plus en plus les Américains du Nord entourent d'une atmosphère merveilleuse des faits et des personnages qui sont très près de nous, et leur donnent un caractère différent de leur caractère historique. Les guerres et les acteurs de la révolution prennent sous leur plume ou dans leur bouche une grandeur gigantesque. Il n'est personne assurément, parmi ceux qui sont habitués à la lecture des livres américains, qui n'ait été mille fois étonné de voir Franklin ou Washington transformés en géans. Vous irriteriez fort un Américain, si vous lui disiez que ces deux hommes sont de taille ordinaire, que Franklin fut un homme très fin, honnêtement rusé, professant une morale excellente sans doute, mais à tout prendre trop souvent casuistique, n'aimant pas à se donner de peines inutiles et habile à se les épargner; que Washington fut tout simplement un honnête cœur et une conscience probe. Les personnages les moins poétiques de la terre tournent à la légende à une distance de moins de soixante ans. Les Américains d'aujourd'hui parlent de l'époque et des héros de leur révolution comme de la Grèce primitive et de ces générations de demi-dieux qui fondèrent les premiers états et élevèrent les premières villes.

Cette tendance n'est pas d'ailleurs particulière seulement à la foule démocratique, comme on pourrait le croire. On la retrouve chez les hommes les plus distingués de l'Amérique, et c'est au même sentiment que vient d'obéir M. Herman Melville, l'ingénieux auteur de *Typee et Omoo*, de *Mardi* et de *la Baleine*, en écrivant son dernier livre (1). Le fond de son récit est historique; son héros est un obscur soldat de la révolution, qui assista à la bataille de Bunker-Hill, fut fait prisonnier, et resta quarante-huit ans en Angleterre dans l'indigence et l'abandon. Ce ne fut qu'en 1824 que le consul américain à Londres, ayant entendu parler du pauvre exilé, lui procura un passage à bord d'un vaisseau qui partait pour l'Amérique. Arrivé dans son pays, le soldat de Bunker-Hill raconta ses aventures et les fit publier à Providence en un petit volume populaire du prix de trente et un *cents* (2), que les colporteurs répandirent dans les campagnes, et qui fit passer sans doute plus d'une heureuse soirée aux fermiers américains. Ce petit volume, imprimé dans le goût de notre *Bibliothèque Bleue* et de nos livres populaires, ne se rencontre plus guère en Amérique, et c'est d'un vieil exemplaire en lambeaux que M. Herman Melville prétend avoir tiré son récit des

(1) *Israel Potter: his fifty years of exile*; 1 vol. New-York, Putnam 1855.
(2) Un *cent*, la centième partie d'un dollar, à peu près cinq centimes de France.

aventures d'Israël Potter, devenu sous sa plume une sorte de légende à la fois démocratique et patriotique.

Depuis la préface, dédiée à *son altesse le monument de Bunker-Hill*, jusqu'aux dernières pages, qui sont réellement touchantes, ce livre semble en effet une tentative pour déployer dans le cadre d'un récit populaire deux qualités essentielles de l'esprit américain, l'amour-propre démocratique et l'orgueil national. Pour ne parler que du cadre d'abord, M. Melville a procédé comme tous les légendaires; chez lui comme chez eux, on retrouve l'amour du héros poussé en quelque sorte jusqu'à la susceptibilité, la narration lente et détaillée, le calque fidèle et minutieux de la réalité, l'apothéose et la *sublimisation*, si nous pouvons ainsi parler, des faits les plus humbles. Comme les pieux conteurs qui faisaient souvent un saint d'un honnête anachorète, M. Melville transfigure un pauvre soldat de la guerre de l'indépendance, auquel il prête toutes les vertus de la génération révolutionnaire; il le présente comme le type de ces vertus sur la terre ennemie, comme le symbole de la démocratie dans un pays aristocratique. « Nous avons voulu, dit-il, payer un tribut de reconnaissance à la mémoire de ce simple soldat, qui, pour prix de ses services et de ses longues souffrances, n'obtint pas même une pension du gouvernement. » Telle a été l'intention du spirituel biographe d'Israël Potter; mais ce qui doit nous frapper dans son récit, c'est moins encore l'heureuse application des procédés de la légende à une histoire populaire que le naïf orgueil qui l'anime, et où se reconnaît, nous l'avons dit, la double influence de la démocratie et du patriotisme. L'esprit démocratique peut seul expliquer cette glorification d'un mort inconnu, humble soldat et simple citoyen, tombé dès le début de la lutte, condamné à souffrir dès les premiers pas de la patrie, mais dont les souffrances sont indissolublement unies, quelque obscures qu'elles soient, à la naissance des États-Unis. Quant au patriotisme, qui peut en méconnaître l'empreinte dans ce type où respire un si profond sentiment de ce qui fait la force de la société américaine? Les mêmes vertus qui soutinrent quarante ans l'exilé dans sa lutte contre la détresse sont aussi celles qui pendant ces mêmes quarante années décuplaient la population de l'Amérique du Nord, défrichaient les terres, creusaient des canaux, bâtissaient des villes, et élevaient ce pays au rang de puissance du premier ordre. Israël Potter, on en jugera par le récit qu'on va lire, représente le caractère américain au moment où il était encore en formation, avant que cinquante années d'une prospérité inouie eussent transformé son assurance énergique en un imperturbable aplomb, son indépendance républicaine en un dédain orgueilleux et menaçant. L'indifférence devant la souffrance et le danger, les habitudes démocratiques

de langage et d'esprit, l'impolitesse involontaire, l'impuissance de se plier aux coutumes les plus simples des pays étrangers, toutes ces particularités du tempérament d'Israël Potter se retrouvent et se retrouveront longtemps encore dans le tempérament américain.

Le héros de M. Melville nous a rappelé un autre personnage non moins original, le Sam Slick de M. Halliburton. Entre ces deux types tracés, l'un par un patriote des États-Unis, l'autre par un tory de la Nouvelle-Écosse, il n'y a que la naïveté en moins et l'arrogance en plus; mais cette différence est considérable et suffit pour montrer le chemin que les Américains ont parcouru depuis la révolution. A notre avis, ils ont toujours les mêmes qualités, seulement sous une forme moins naïve et moins simple. Il y est entré de l'alliage. Cette indépendance est devenue de l'orgueil, cet aplomb dans le danger est devenu souvent de la jactance, et pour tout dire, quoique les Américains n'aient rien perdu des vertus essentielles de leurs pères, ils ne les ont pas améliorées; ils les ont accusées de plus en plus, ils les ont exagérées, voilà tout. Loin de les perfectionner moralement et d'en faire une force intellectuelle, ils en ont fait pour ainsi dire une force mécanique, qui agit fatalement comme la vapeur et l'électricité, si bien que dans ces vertus tout est pour ainsi dire matériel et de tempérament plutôt que moral et réellement humain. Pour notre part, nous préférons le caractère d'Israël et de ses compagnons d'armes à celui des énergiques *know nothing* et de ces aventuriers toujours prêts à partir pour la conquête de Cuba ou des états du roi Kamehameha.

I.

Les touristes qui n'ont pu encore se plier à nos habitudes de voyage à la vapeur et qui aiment à jouir paisiblement de chaque pouce de terre qu'ils foulent, de chaque site pittoresque qui s'offre à leurs yeux, peuvent visiter la partie est du comté de Berkshire dans le Massachusetts. La physionomie singulière de cette contrée inconnue leur fournira d'amples sujets de rêveries poétiques. La route passe sur des hauteurs, et, pendant presque tout le voyage, il semble que l'on se promène sur quelque terrasse de la lune : vous perdez tout à fait le sentiment des vallées qui s'étendent à vos pieds et même pour ainsi dire le sentiment de la terre. Parfois, lorsque votre cheval galope sur un terrain uni et plat comme une table, et que votre œil parcourt les cimes des paysages au-dessus desquels vous passez, il vous semble que vous êtes quelque constellation accomplissant sa course dans le ciel. Des bois et des pâturages coupés, à de rares intervalles, par quelques champs de pommes de terre composent tout ce pays, dont

les chevaux, les bœufs et les moutons sont les principaux habitans; mais durant toute l'année de tièdes colonnes de fumée, s'élevant paresseusement des profondeurs de la forêt, témoignent de la présence de ce demi-sauvage le charbonnier, et au commencement du printemps des ondulations de légère vapeur indiquent que le fabricant de sucre d'érable s'est mis à l'ouvrage. Quant à la profession de laboureur, elle est presque inconnue dans cette contrée maigre et pierreuse, dont toutes les parties arables ont été depuis longtemps épuisées.

Cependant cette contrée n'a pas été toujours aussi abandonnée et aussi stérile. C'est là que s'établirent les premiers colons, qui préférèrent d'abord ces hauteurs salubres et pauvres aux vallées plus riches, mais remplies des miasmes et de l'humidité d'une nature primitive non transformée par la main de l'homme. Peu à peu cependant ils désertèrent ces hauteurs et descendirent dans la vallée; aussi ces villages de la montagne présentent-ils un aspect singulier de désolation : on dirait qu'ils ont été visités par la peste ou la guerre. De loin en loin on rencontre une maison entièrement abandonnée. La solide charpente de ces anciennes habitations leur permet de résister aux ravages du temps. Tachées de gris et de vert par la pluie, ces habitations portent pour ainsi dire les couleurs du paysage environnant et ne font qu'un avec lui. Un de leurs caractères est l'immense cheminée en pierres grises qui s'élance du milieu du toit comme une cloche ou une tour. Les vestiges de l'ancienne activité sont encore visibles partout. La pierre abondant dans ces montagnes, les premiers colons remplacèrent les haies par des murailles épaisses et hautes. En vérité, quand on considère la hauteur et l'étendue de ces murs, les énormes blocs qui les composent, on croit voir une œuvre de titans. Que les premiers colons aient pris d'aussi rudes peines pour enclore un sol aussi ingrat, cela indique assez de quelle trempe solide était le caractère des hommes de la révolution. Aujourd'hui encore les meilleurs maçons viennent de ces contrées montagneuses.

C'est au milieu de ce paysage que naquit Israël Potter, qui certes, à l'époque où il menait paître les bestiaux de son père sur les collines de la Nouvelle-Angleterre, ne songeait pas qu'il viendrait un jour où il serait traqué comme rebelle fugitif à travers une moitié de la vieille Angleterre, qu'il échangerait les fraîches vapeurs de ses montagnes pour le *fog* épais de Londres, et que lui, l'enfant né sur les bords de l'étincelant et pur Housaton, irait passer la meilleure partie de sa vie, pauvre et mendiant, sur les bords de la Tamise.

La vie errante d'Israël Potter commença de bonne heure. A dix-huit ans, il s'émancipa du joug paternel. Il s'était pris d'amour pour

la fille d'un fermier voisin que le père Potter considérait comme un parti peu sortable pour son fils. Poussé au désespoir par la résolution de son père, le pauvre garçon prit la détermination de s'évader secrètement et d'aller chercher une autre demeure et d'autres amis. Un dimanche matin, pendant que toute la famille était à l'église, il fit un petit paquet de ses hardes, le cacha dans un bois qui s'étendait par derrière la maison, et le soir, par une chaude nuit de juillet, il mit son projet à exécution. Il se coucha au pied d'un pin afin de se reposer jusqu'à l'aurore. Lorsqu'il se réveilla et qu'il entendit le murmure si triste du pin au-dessus de sa tête, toutes les fibres de son cœur tremblèrent, et des larmes coulèrent de ses yeux; mais il pensa à la tyrannie de son père, à ses amours déçues, et alors il plaça résolument son paquet sur son épaule, puis se mit en marche.

L'intention d'Israël était de se rendre dans la contrée nord-ouest située entre les colonies hollandaises des bords de l'Hudson et les colonies *yankees* de l'Housaton, afin d'éviter toute recherche. Il y arriva sans aventures, se mit aux gages d'un fermier pour trois mois, le temps de la moisson, et puis passa sur les bords du Connecticut. Là il loua son travail pour trois mois encore, moyennant un salaire de deux cents acres de terre situées dans le New-Hampshire. Le bon marché de cette terre provenait non-seulement de son état inculte, mais des périls qui l'environnaient. Les rares habitans de cette contrée craignaient à chaque instant d'être assaillis, tués ou faits prisonniers par les sauvages du Canada, qui, depuis la guerre avec la France, ne manquaient pas une occasion de faire irruption dans ce pays sans défense.

Trompé par son maître et n'ayant en main aucun moyen légal de se faire rendre des comptes, Israël s'engagea en qualité d'aide parmi les arpenteurs royaux qui, à cette époque, dressaient le cadastre des terres qui s'étendent tout le long du Connecticut. Après avoir réuni une petite somme, Israël se fit chasseur. Daims et castors abondaient, et au bout de quelques mois notre héros avait une assez jolie provision de fourrures à vendre. Avec le produit de ses fourrures, il acheta cent acres de terre et se bâtit une cabane; en deux ans, il défricha et mit en plein rapport trente acres de sa petite propriété. Les travaux agricoles ne l'occupaient que pendant l'été; l'hiver il chassait. A la fin des deux ans, il revendit sa terre à un assez bon prix, se mit à faire le commerce avec les sauvages, et traversa le Canada en qualité de colporteur. Ce voyage fut lucratif. Content et la poche pleine, Israël eut l'envie de visiter sa fiancée et ses parens, dont, depuis trois ans, il n'avait pas de nouvelles. Ses parens furent joyeux et étonnés de le revoir, car ils l'avaient cru mort; mais le père Potter n'avait pas changé de résolution et se montra aussi inflexible

qu'autrefois. Israël céda douloureusement à la fatalité et se décida à quitter de nouveau ses belles collines, mais cette fois pour les flots bleus de l'Océan, car si un ermitage dans une forêt est la retraite favorite d'un misanthrope à l'esprit étroit, un hamac sur l'Océan est l'asile des cœurs braves et malheureux. L'Océan déborde pour ainsi dire de tragédies et de plaintes, et dans cette immensité de terreur les chagrins particuliers d'un homme se perdent comme une goutte d'eau.

Israël se rendit à pied jusqu'à Providence (Rhode-Island) et s'embarqua à bord d'un sloop chargé de chaux qui partait pour les Antilles. Dix jours après, le bâtiment prit feu, et il fut impossible d'éteindre les flammes. Les hommes de l'équipage, au nombre de huit, n'eurent que le temps de se jeter dans le bateau, et pendant deux jours errèrent abandonnés au hasard des vagues. Ils furent enfin recueillis par un vaisseau hollandais qui faisait route pour l'Europe et où ils furent humainement traités. Après une semaine, tandis que le naïf Israël s'adressait mentalement mille questions sur la Hollande et se demandait s'il y avait moyen d'y faire la chasse au daim et au castor, un brick américain apparut tout à coup. De nouveau recueilli sur ce bâtiment national, Israël parcourut quelque temps les mers, visita la côte d'Afrique et se fit même un moment baleinier. Dans cette dernière carrière, il put expérimenter par lui-même tous les périls et toutes les privations du baleinier jeté sur des mers éloignées et barbares, périls et privations qui, grâce aux efforts de la science, n'existent plus en grande partie. Puis, fatigué bientôt de l'Océan et soupirant après la terre, Israël reprit le chemin de ses montagnes.

L'espoir de revoir sa fiancée hâta son retour; mais, hélas! cet espoir devait être déçu : l'infidèle jeune fille appartenait à un autre. Israël essaya de tromper ses peines par le travail. Le travail des champs guérit l'homme de ses chagrins. Ces tranquilles occupations exigent un esprit tranquille. Là, dans cette bonne mère, la terre, vous pouvez semer et moissonner en toute sécurité, sans craindre de voir votre semence déracinée comme dans les cœurs humains, où nous jetons follement tant de germes précieux. Mais si le désert, l'Océan et la forêt, si la chasse au daim et la pêche à la baleine n'avaient pas été assez forts pour guérir le pauvre Israël de son amour sans espoir, d'autres événemens se préparaient, assez puissans pour accomplir cette cure délicate.

On était en 1774. Les difficultés longtemps pendantes entre les colonies et l'Angleterre étaient arrivées à une crise décisive. Les hostilités étaient certaines. Des compagnies se formèrent dans toutes les villes de la Nouvelle-Angleterre et se tinrent prêtes à marcher.

Israël s'enrôla dans le régiment du colonel John Patterson. La bataille de Lexington fut livrée le 18 avril 1775, et la nouvelle en arriva dans le comté de Berkshire le 20, à midi. Cette nouvelle surprit Israël à sa charrue; un demi-acre de terre restait encore à labourer. Le brave colon termina ce travail, prit son havresac, mit son fusil sur l'épaule, et se dirigea sur Boston avec le régiment de Patterson. Le régiment resta campé plusieurs jours aux environs de Charleston (Massachusetts). Le 17 juin, un millier d'hommes furent employés à fortifier Bunker-Hill. Commencée à la tombée de la nuit, la redoute était achevée au lever de l'aurore. On connaît les détails de cette célèbre bataille. Pleins d'aristocratique dédain pour leurs ennemis, les grenadiers anglais montent à l'assaut avec une lenteur impassible, et le feu des colons, chasseurs habiles et habitués à ne pas perdre inutilement leur poudre, éclaircit rapidement leurs rangs; mais bientôt les munitions viennent à manquer, on va se rencontrer corps à corps. Il n'y avait pas, du côté des Américains, un fusil sur vingt qui fût pourvu d'une baïonnette. La tête nue et les manches retroussées, les terribles fermiers, en frappant à droite et à gauche, s'ouvrent un chemin à travers les grenadiers. Au milieu de la mêlée, Israël vit tout à coup une épée dirigée vers ses pieds. Pensant que c'était quelque ennemi à terre qui cherchait à frapper encore un dernier coup, il écarte le fer avec la crosse de son fusil; mais la main qui tenait l'épée était glacée par la mort et la serrait encore vigoureusement, comme si elle eût refusé de la rendre. En ce même moment, une autre épée se dirigeait vers sa tête, et l'assaillant tombait sous les coups d'un camarade d'Israël. Cependant Potter n'échappa pas intact à cette bataille meurtrière; il y reçut quatre blessures : une blessure au coude, une à la poitrine, plus deux balles logées, l'une dans la hanche, l'autre près de la cheville. Le soldat fut transporté à l'hôpital de Cambridge, guérit de ses blessures et rejoignit bientôt son régiment.

Le 3 juillet, Washington vint du sud prendre le commandement de l'armée rebelle. Les Anglais qui composaient la garnison de Boston souffraient beaucoup du manque d'approvisionnemens. Washington prit toutes les précautions nécessaires pour les empêcher de se ravitailler. Il équipa trois vaisseaux armés pour intercepter tous les corsaires. L'un de ces vaisseaux était le brigantin le *Washington*, de dix canons, commandé par le capitaine Martindale. Il était fort difficile de se procurer des marins, et on demanda des volontaires parmi les soldats. Israël fut un de ceux qui se présentèrent. Trois jours après son départ de Boston, le brigantin fut pris par un vaisseau anglais de vingt canons. Fait prisonnier avec le reste de l'équipage, Israël fut déposé à bord de la frégate le *Tartare*, qui reçut

l'ordre de partir immédiatement pour l'Angleterre. Les prisonniers étaient au nombre de soixante-douze; Israël les excita à la révolte et forma avec eux le projet de s'emparer du vaisseau, mais ils furent trahis par un déserteur anglais, deux fois renégat, qui avait abandonné son drapeau pour passer du côté des Américains. Israël fut mis aux fers, et y resta jusqu'à l'arrivée de la frégate à Portsmouth. Pendant la traversée, la petite-vérole avait enlevé environ un tiers des captifs. Les survivans furent dirigés sur Spithead et jetés à bord d'un ponton. Là, enfoui dans l'intérieur du bâtiment, Israël vécut tout un mois comme Jonas dans le ventre de la baleine; mais un beau matin un des canotiers du bateau du commandant tomba malade, et Israël fut désigné pour le remplacer. Les officiers étant allés à terre, quelques-uns des hommes de l'équipage, en joyeux Anglais, proposèrent d'aller à un cabaret du voisinage pour y boire ensemble quelques pots d'ale. Ils partent, et Israël avec eux. En entrant dans le cabaret, Israël trouve un prétexte spécieux de laisser là ses camarades; prenant ses jambes à son cou, il fuit comme un daim, et franchit sans s'arrêter un espace de quatre milles. Il se dirigeait sur Londres, pensant sagement qu'au milieu de cette fourmilière il serait impossible de le découvrir. A une distance de dix milles, au moment où, se croyant en sûreté, il passait près d'un petit cabaret de village, il s'entend interpeller.

— Eh! arrêtez!

— Si vous voulez vous mêler de vos affaires, j'arrangerai les miennes tout seul et de mon mieux, répond froidement Israël, et il se remet à courir avec une vitesse de trente milles à l'heure; mais les cris deviennent de plus en plus nombreux : — Arrêtez le voleur! arrêtez! — Au bout de quelques minutes, l'agile cerf, essoufflé et haletant, est saisi. Voyant qu'il ne servirait à rien de mentir, Israël se déclara franchement prisonnier de guerre. L'officier qui l'avait arrêté le fit conduire à l'auberge. Deux soldats furent chargés de garder Israël, qui se trouva subitement le lion de la localité. Pendant toute la soirée, l'auberge fut remplie d'étrangers accourus pour voir le rebelle *Yankee,* qu'ils se représentaient comme une sorte d'animal curieux et jusqu'alors inconnu. Israël se montrait très affable avec eux. Ni leurs plaisanteries, ni leurs insultes n'avaient le don de l'émouvoir; il était absorbé dans une seule pensée, l'évasion.

L'officier, qui était un homme de bonne composition, donna l'ordre de servir pour cette soirée à Israël toutes les liqueurs qu'il pourrait désirer. Israël profita de la permission pour inviter les deux soldats à boire avec lui. Un farceur de la bande proposa qu'Israël divertît la société en exécutant une danse; il avait entendu dire que les *Yankees* étaient des danseurs fort habiles. On apporte un violon, et Israël,

blessé de voir ses ennemis se conduire aussi peu délicatement envers un malheureux prisonnier, mais toujours absorbé par son unique pensée, consent à danser, en se promettant de leur exécuter certains pas *yankees* de son invention. Les habitués de l'auberge ne lui permirent de s'arrêter que lorsque le souffle lui manqua et que la sueur ruissela de ses membres. Enfin ils se retirèrent. On mit les menottes au prisonnier, et on étendit une couverture auprès du lit de ses gardiens afin qu'il pût reposer. Quelques heures se passèrent dans un parfait silence. Le moment d'exécuter ses plans était venu, ou jamais. Les deux soldats étaient sous l'influence des liqueurs qu'ils avaient bues. Malheureusement Israël était garrotté. Comment faire? Il se décida à employer la ruse et à réserver la force comme dernière ressource. Un murmure se fit entendre; Israël prêta l'oreille : c'était un des soldats qui parlait dans son sommeil. — Empoignez-les! disait-il, saisissez-les! ah! ah! de grands sabres! Attrape ça, déserteur!

— Qu'avez-vous donc, Phil? répondit d'une voix coupée par le hoquet son camarade, qui n'était pas encore endormi. Tenez-vous tranquille, s'il vous plaît.

— Je vous dis que c'est un prisonnier évadé! Attrapez-le, attrapez-le!

— Allez au diable avec vos rêves d'ivrogne, dit encore son camarade. Voilà ce que c'est que de trop boire.

Quelques minutes après, le rêveur dormait profondément, et ronflait d'une manière retentissante. Quant à celui qui était éveillé, le bruit particulier de sa respiration avertit Israël que son insomnie était due aux mêmes causes que les rêves de son camarade. Il délibéra un instant pour savoir ce qu'il avait à faire. Enfin, appelant les deux soldats, il leur dit qu'une nécessité pressante l'obligeait de sortir.

— Allons, debout, Phil, cria le soldat qui était éveillé; notre homme a besoin de sortir. Dieu damne ces *Yankees!* quelle mauvaise éducation! Diable d'*Yankee*, ne pourriez-vous pas être plus convenable?

Ils se levèrent tout en grommelant, et, saisissant Israël chacun par un bras, l'accompagnèrent au bas de l'escalier. La porte ne fut pas plus tôt ouverte, que le prisonnier, prompt comme l'éclair, se débarrassa de ses deux gardiens et s'élança au milieu des ténèbres. Le jardin n'avait pas d'issue, mais un arbre s'élevait le long du mur : Israël grimpe en dépit de ses menottes, se laisse couler en dehors du clos et fuit à toutes jambes, pendant que les deux soldats errant dans les allées poussaient le cri d'alarme.

Après avoir couru l'espace de deux ou trois milles, Israël s'arrêta pour se débarrasser de ses menottes, ce qu'il ne fit pas sans de grandes difficultés. L'aurore se leva, et il se trouva dans une belle campagne

bien peignée, coupée de haies, et toute colorée des fraîches teintes du printemps de 1776. — Dieu me protége! pensa-t-il, je vais certainement être pris; je suis dans le parc de quelque gentilhomme.— Il marcha en avant, et, arrivant près d'une route, il s'aperçut alors que ce qu'il avait pris pour un parc n'était que la campagne anglaise, grand et magnifique parc en effet, enclos par les vagues de la mer. En passant près d'un champ, il aperçut deux êtres humains qui travaillaient. Ces deux personnages aux joues rosées, aux jambes musculeuses, montrant un bas bleu tiré jusqu'au genou, étaient vêtus de longues tuniques blanches d'étoffe grossière, et portaient des chapeaux de paille à larges bords. Israël ne les voyait que de profil.

— Pardon, mesdames, dit-il en ôtant son chapeau, cette route mène-t-elle à Londres?

A cette interpellation, les deux personnages se retournèrent et regardèrent avec une sorte d'étonnement stupide Israël, qui de son côté fut aussi surpris qu'ils avaient pu l'être, en s'apercevant que c'étaient des hommes et non des femmes.

— Cette route conduit-elle à Londres, messieurs?

— Messieurs! Jolis messieurs, ma foi! dit l'un des deux.

— Jolis messieurs en effet! répéta le second.

Les deux paysans posèrent leurs outils, regardèrent curieusement Israël et secouèrent la tête.

— Cette route conduit-elle à Londres, messieurs? Soyez assez bons pour répondre à un malheureux, je vous prie.

— Oh! vous allez à Londres? Oui, c'est la route, tout droit, tout droit devant vous.

Et sans ajouter un seul mot, les deux taureaux humains, après avoir satisfait leur curiosité, se retournèrent avec un flegme extraordinaire, reprirent leurs outils, et se remirent au travail.

Israël, l'instant d'après, entra dans un village tout enveloppé par le silence du matin. Il jeta un coup d'œil à travers les fenêtres d'un cabaret calme en ce moment, et y aperçut les traces des scènes bruyantes de la veille, des bouteilles vides et des pipes éteintes, dont quelques-unes étaient cassées. Il passa, et remarqua les yeux d'un homme fixés curieusement sur lui. Aussitôt il se rappela qu'il portait le costume de matelot anglais, et que c'était là probablement ce qui avait attiré l'attention de cet homme. Il s'éloigna donc en toute hâte, bien résolu à saisir la première occasion de changer de vêtemens. A un mille du village, dans un endroit écarté, il rencontra un vieux terrassier qui succombait presque sous le poids de la pioche et de la pelle qu'il portait sur son épaule. C'était une image vivante de la pauvreté, du travail et de la détresse. Israël s'approcha du vieillard, et lui offrit de changer d'habits avec lui. Le marché

fut conclu. Le terrassier revêtit l'uniforme de marin, et passa ses membres grêles dans les larges pantalons et la large jaquette. Le pauvre Israël endossa de son côté la livrée de la misère, emblème véritable des privations qu'il allait avoir à endurer. L'habit était composé de pièces et de morceaux de couleurs différentes; les pantalons bâillaient au genou, pareils à la gueule entr'ouverte d'un chien; les talons des longs bas de laine s'ouvraient comme une tirelire. Ainsi accoutré, Israël paraissait avoir quatre-vingts ans, car l'adversité pesait sur lui, et l'adversité, qu'elle vienne à dix-huit ou à quatre-vingts ans, est la véritable vieillesse de l'homme. Son nouvel habit était en parfait accord avec sa nouvelle destinée.

Le vieillard lui indiqua la route qu'il devait suivre pour aller à Londres, dont il était éloigné de soixante à soixante-dix milles; il lui apprit aussi que toute la campagne était couverte de soldats à la recherche des déserteurs de l'armée et de la marine. Après avoir solennellement enjoint au terrassier de ne pas prononcer un mot sur sa personne, Israël se remit en marche, et fit environ trente milles dans cette journée. Lorsque la nuit fut venue, il se glissa dans une grange, espérant y trouver du foin et de la paille pour se reposer; mais on était au printemps, et depuis longtemps paille et foin étaient épuisés. Israël dut donc se contenter d'une peau de mouton qu'il rencontra dans la grange, et sur laquelle il dormit jusqu'à l'aurore d'un sommeil agité et interrompu.

Au point du jour, il reprit sa marche et se trouva bientôt dans les rues d'un village considérable. Pour mieux se déguiser, il se confectionna une grossière béquille et feignit de boiter. Un roquet taquin l'accompagna pendant tout le trajet d'un jappement continuel, irritant, propre à faire naître le soupçon, si bien que le pauvre Israël eut bonne envie de lui imposer silence avec sa béquille; mais il se retint en réfléchissant que peut-être n'entrait-il pas dans le rôle d'un pauvre mendiant boiteux d'être aussi susceptible.

A quelques milles de là, il arriva dans un second village, et pendant qu'il le traversait, il fut soudainement accosté par un véritable boiteux, tout en haillons, qui lui demanda d'un air sympathique la cause de son infirmité.

— Une sueur froide, dit Israël.

— Juste mon cas, répondit l'autre; mais vous êtes plus boiteux que moi, ajouta-t-il avec un air de satisfaction, en examinant la démarche d'Israël, qui s'éloignait au plus vite. Qu'est-ce qui vous presse donc, et où allez-vous ?

— A Londres, répondit Israël en se retournant et en envoyant du fond de l'âme son interlocuteur à tous les diables.

— Vous allez mendier à Londres ?... Eh bien ! bonne chance.

— Je vous en souhaite autant, répondit poliment Israël.

A l'autre extrémité du village, il rencontra un chariot vide qui se rendait précisément à Londres. Israël supplia le charretier de permettre à un pauvre boiteux de profiter de sa voiture; il monta, mais au bout de quelques minutes, trouvant que la voiture allait avec une déplorable lenteur, il demanda à descendre, jeta sa béquille, et s'éloigna rapidement à la grande stupéfaction de son naïf ami le charretier.

A la tombée de la nuit, après son troisième jour de marche, Israël chercha de nouveau un asile dans une grange, dormit passablement et se leva de bon matin dans l'espoir d'arriver avant midi au lieu de sa destination. En se voyant si près du terme de son voyage, Israël oublia un peu la prudence dont jusqu'alors il avait fait preuve. Mal lui en prit. Vers dix heures du matin, en passant par la petite ville de Staines, il se trouva subitement en face de trois soldats. Malheureusement, lorsqu'il avait changé d'habits avec le vieux terrassier, il n'avait pu se décider à comprendre dans le troc sa chemise, laquelle portait la marque de la marine anglaise; il avait bien caché le collet, pas si bien pourtant qu'il ne fût encore trop apparent. Ces soldats, possédés de l'idée fixe de trouver des déserteurs et de gagner la récompense promise, avaient l'esprit d'observation très aiguisé, et avec un coup d'œil de lynx ils aperçurent le fatal collet.

— Ah! mon garçon, dit l'un d'eux, vous êtes un des marins de sa majesté. Venez avec nous.

Incapable de donner aucune bonne raison, Israël fut déposé dans la prison réservée aux déserteurs et aux détenus coupables de simples délits. Il y passa toute la journée sans prendre aucune nourriture, et pourtant, depuis trois jours, il n'avait mangé qu'un pain de deux sous. Les tortures de la faim devinrent de plus en plus vives, et le courage allait l'abandonner, quand il fit sur lui-même un dernier effort, et songea sérieusement aux moyens de se tirer de cette mauvaise situation. Après avoir frotté pendant deux heures ses menottes contre les barreaux de la fenêtre, il parvint à s'en débarrasser. La porte n'était pas soigneusement fermée, il l'ouvrit sans grande peine, et vers trois heures du matin il était de nouveau en liberté.

Peu de temps après le lever du soleil, il passa près de Brentford, situé à six ou sept milles de la capitale. Mourant de faim, il cueillit de l'herbe et la mangea. Lorsqu'il s'était échappé du ponton, il possédait pour toute fortune six *pennies* (1). Il en avait employé deux à

(1) Idiotisme américain sans doute, le mot anglais *penny* (deux sous de France) faisant *pence* au pluriel.

acheter un pain le jour qui suivit son évasion de l'auberge : les quatre autres lui restaient encore, l'occasion de les employer ne s'étant pas présentée. Il déchira le collet de sa chemise, le jeta dans une haie, et se hasarda à accoster un charpentier qui travaillait à une palissade pour lui demander de l'ouvrage. Le charpentier n'avait pas besoin d'aide; mais il lui dit que, s'il entendait les travaux des champs ou du jardinage, sir John Millet, dont l'habitation n'était pas très éloignée, pourrait lui procurer peut-être du travail. Il avait d'autant plus de chances d'en trouver là qu'à cette époque de l'année le baronnet employait beaucoup de monde.

Encouragé par la perspective de ne pas mourir de faim, Israël se mit à la recherche de l'habitation du gentilhomme. Il se trompa de chemin, et, en longeant une belle allée bien sablée, fut saisi de terreur à la vue d'un assez grand nombre de soldats réunis dans un jardin voisin. Il battit en retraite avant d'avoir été vu. Une bête fauve des solitudes américaines n'aurait pas ressenti plus d'émotion au bruit d'une arme à feu qu'Israël à l'aspect d'un habit rouge. Il apprit plus tard que ce jardin appartenait à la princesse Amélie.

Le fugitif prit un autre chemin et rencontra bientôt des ouvriers qui charriaient du sable : c'étaient les gens de sir John Millet. Ils lui indiquèrent la maison, où on lui montra le *squire* se promenant tête nue dans son parc avec quelques hôtes. Israël avait entendu parler de la fierté des nobles anglais; aussi son émotion fut-elle grande au moment de s'approcher de cet imposant étranger. Néanmoins il rassembla tout son courage et s'avança, tandis que les *gentlemen*, voyant venir à eux un homme couvert de guenilles, attendaient avec un certain étonnement.

— Monsieur Millet? dit Israël en s'inclinant devant le gentilhomme.

— Eh bien! qui êtes-vous, je vous prie?

— Un pauvre homme qui a besoin d'ouvrage, *monsieur*.

— Et d'une garderobe aussi certainement, dit un des hôtes, jeune homme d'un aspect élégant, satisfait de lui-même et content de la vie.

— Où est votre houe? dit sir John.

— Je n'en ai pas, *monsieur*.

— Ni d'argent pour en acheter?

— Quatre *pennies anglais* seulement, *monsieur*.

— *Pennies anglais!* Et de quel pays voulez-vous qu'ils soient?

— Des *pennies* chinois peut-être, dit en riant le jeune gentilhomme qui avait déjà parlé. Voyez sa longue queue de cheveux roux; il a l'air d'un Chinois vraiment. Quelque mandarin ruiné, je parie.

— Voulez-vous m'employer, *monsieur* Millet? dit Israël.

— Oh! c'est par trop étrange, dit le baronnet. Encore *monsieur!*

— Eh! l'ami, dit vivement un domestique en s'approchant, le gentilhomme s'appelle sir John Millet.

Le bon baronnet néanmoins sembla prendre pitié du pauvre jeune homme, et répondit à Israël que, s'il voulait revenir le lendemain, il lui fournirait une houe et lui donnerait de l'ouvrage. Encouragé par cette promesse, Israël se rendit à la boutique d'un boulanger, bien résolu à dépenser sans compter le peu d'argent qui lui restait pour satisfaire sa faim. Il déposa donc hardiment ses quatre *pennies* sur le comptoir, et demanda du pain. Il avait eu d'abord l'intention de ne manger qu'un de ses deux pains, et de réserver l'autre pour le lendemain; mais lorsqu'il eut dévoré le premier, son appétit se trouva tellement aiguisé, qu'il perdit toute prudence, et engloutit aussi le second; puis, ce repas terminé, il alla passer la nuit sur le sol nu d'une remise. Aussitôt que le jour parut, Israël se leva. Accoutumé à devancer le réveil de l'alouette, il fut très surpris, en approchant de la maison de sir John Millet, de voir que personne n'était encore debout. Il était quatre heures; il se promena longtemps devant la maison. Enfin un domestique parut, et lui apprit que les ouvriers ne se mettaient à l'ouvrage qu'à sept heures. Il se coucha sur un tas de paille, et dormit jusqu'au moment où le remue-ménage de l'activité humaine, toujours si alerte au réveil, vint l'avertir qu'il était temps de mêler son bourdonnement à celui des autres abeilles de cette ruche. — L'intendant lui donna une houe et une fourche; mais Israël était si faible, qu'il pouvait à peine tenir ses outils. Il fit tous ses efforts pour cacher sa faiblesse, et finit par être obligé de confesser sa situation. Ses compagnons se montrèrent compatissans et l'exemptèrent du travail le plus rude. Vers midi, le baronnet visita ses ouvriers; remarquant qu'Israël faisait peu d'ouvrage, il lui dit que, quoiqu'il eût de larges épaules et de longs bras, il n'aimait guère le travail. Un des ouvriers vint au secours d'Israël, et raconta tout au gentilhomme, qui immédiatement ordonna qu'on allât à l'auberge la plus voisine, et qu'on achetât un pain et un pot de bière. Ainsi restauré, Israël travailla jusqu'au soir avec ses compagnons.

Au retour des ouvriers, sir John recommanda qu'un souper fût apprêté pour Israël, et qu'un lit fût préparé pour lui dans la grange. Le lendemain il lui permit de dormir la grasse matinée, afin de refaire ses forces et d'être mieux en état de reprendre son travail.

Ce même jour, vers midi, Israël trouva sir John qui se promenait seul dans le jardin. Craignant d'être indiscret, il allait se retirer; mais le baronnet lui fit signe d'avancer et fixa sur lui un regard si pénétrant, que le pauvre Israël trembla de tous ses membres. Ses

craintes augmentèrent encore, lorsqu'il entendit le baronnet appeler un domestique. Il était sur le point de s'enfuir à toutes jambes. Heureusement ses craintes furent apaisées par ces mots du baronnet au domestique qui s'avançait : — Apportez du vin.

— Mon pauvre garçon, dit sir John en remplissant un verre de vin et en le présentant à Israël, je m'aperçois que vous êtes un Américain et, si je ne me trompe, un prisonnier de guerre fugitif; mais n'ayez point peur, buvez.

— Monsieur Millet, dit Israël en pleurant, monsieur Millet, je...

— Voilà encore *monsieur* Millet. Pourquoi ne dites-vous pas sir John, comme tout le monde?

— Je vous demande pardon, monsieur, je ne puis pas; j'ai essayé, et cela m'est impossible. Vous ne me trahirez pas pour cela?

—Vous trahir!... pauvre garçon. Écoutez, votre histoire est sans doute un secret que vous ne désirez pas divulguer à un étranger; mais, quoi qu'il vous arrive, je m'engage à ne jamais vous trahir.

— Dieu vous bénisse pour cela, monsieur Millet!

— Appelez-moi donc de mon vrai nom; je ne m'appelle pas M. Millet. Vous m'avez déjà dit *sir;* vous avez dit *John* bien souvent à d'autres. Ne pouvez-vous donc pas accoupler les deux mots? Voyons, essayez : *sir* d'abord et *John* ensuite; *sir John,* voilà tout.

— John, — je ne puis pas, — pardon, monsieur, pardon! — je ne puis pas m'habituer à cela.

— Mon bon ami, dit le baronnet en regardant fixement Israël, est-ce que tous vos concitoyens vous ressemblent? Dans ce cas, il est inutile de les combattre. J'écrirai moi-même à sa majesté à ce sujet. Bien, je vous dispense de me donner mon titre; mais, dites-moi la vérité, n'êtes-vous pas prisonnier de guerre?

Israël raconta franchement toute son histoire. Le baronnet l'écouta avec intérêt et lui recommanda de prendre garde aux soldats, les habits rouges affluant dans les environs, à cause du voisinage de diverses résidences appartenant à des membres de la famille royale. — Maintenant, lui dit-il en terminant, venez avec moi à la maison; puisque vous me dites que vous avez fait déjà un échange d'habits, vous en ferez bien un second avec moi. Qu'en dites-vous? Je vous propose un habit et des culottes en échange de vos haillons.

Bien nourri, bien choyé, rassuré par la bienveillance du baronnet, Israël prit un tel embonpoint qu'au bout de deux ou trois semaines il remplissait entièrement les vieilles culottes de sir John, qui d'abord étaient trop larges pour lui. On lui donna des occupations qui le dispensèrent de la dangereuse fréquentation des autres travailleurs. Six mois se passèrent ainsi, et au bout de ce temps sir John fit donner à Israël une bonne place dans le jardin de la princesse Amélie.

Chez le baronnet, personne ne l'avait soupçonné de n'être pas Anglais; mais chez la princesse Amélie il était obligé de travailler avec les autres ouvriers. La guerre était souvent le sujet de la conversation, et les enragés *Yankees*, le sujet de remarques déplaisantes pour une oreille américaine. Israël faisait tous ses efforts pour ne pas éclater, et plus d'une fois dans son indignation il dépassa les limites de la prudence. En outre le surveillant du jardin était un homme rude et impoli. Les ouvriers supportaient humblement ses injures; mais Israël, habitué dès son enfance à respirer un air libre, ne pouvait s'empêcher de répondre aux insolences de son supérieur. Aussi, moins de deux mois après, il se vit obligé de quitter le service de la princesse et d'aller se mettre aux gages d'un fermier de Brentford. Il n'y était pas depuis trois semaines, que la rumeur qu'il était un prisonnier de guerre *yankee* se répandit. Les soldats se mirent sur-le-champ à sa recherche; Israël fut averti à temps, mais il fut pourchassé avec une ténacité impitoyable, et fut bien souvent sur le point d'être pris. Il échappa grâce à la bienveillance de différentes personnes qui secrètement avaient de la sympathie pour la cause américaine sans oser l'avouer ouvertement. Traqué jour et nuit, harassé, fatigué de ne pouvoir prendre un repas paisible ni une heure de sommeil tranquille, Israël suivit alors le conseil qu'on lui donna, de se recommander de sir John Millet pour obtenir une place dans le jardin royal de Kew. Il lui parut plaisant de chercher un asile contre les agens du roi précisément dans les propriétés du roi lui-même. En conséquence, présenté au jardinier en chef et armé d'une lettre de sir John, il entra comme jardinier au service du roi George III.

George III venait souvent à Kew-Gardens, une de ses résidences favorites, et plus d'une fois, en sablant les allées, Israël aperçut le monarque qui se promenait sous les ombrages du parc, seul et taciturne. Plus d'une fois aussi, quand l'Américain pensait aux souffrances de son pays et à ses propres souffrances, d'horribles pensées vinrent l'assaillir; mais il les vainquit, et elles ne se présentèrent jamais plus à lui après l'unique conversation qu'il eut par hasard avec le monarque, et que nous allons rapporter.

Un jour, comme il était occupé à sabler une petite allée, le roi sortit soudain de derrière un buisson et passa devant Israël, qui mit la main à son chapeau (sans l'ôter de sa tête toutefois) et s'inclina. Cette particularité peut-être arrêta l'attention du roi; il s'approcha d'Israël et lui dit : — Vous n'êtes pas Anglais ! — pas Anglais ! — non, non !

Pâle comme la mort, Israël essaya de répondre; mais, ne sachant que dire, il resta muet et comme pétrifié.

— Vous êtes un *Yankee*, un *Yankee*, dit le roi avec ce bredouillement rapide qui lui était particulier.

Israël essaya encore de répondre, mais il ne put. Que pouvait-il dire? Pouvait-il mentir au roi?

— Oui, oui, vous appartenez à cette race obstinée, très obstinée, très obstinée. Qui vous a conduit ici?

— La fortune de la guerre, *monsieur*.

— Que votre majesté me pardonne! dit une voix; cet homme se trouve là contre les ordres donnés; il y a sans doute quelque méprise. Allez-vous-en, imbécile!

C'était un des jardiniers qui parlait ainsi. Il paraît qu'Israël avait mal compris ce matin-là les ordres qui lui avaient été donnés.

— Allez-vous-en donc! cria de nouveau le jardinier. C'est une méprise certainement, je l'assure à votre majesté.

— Allez-vous-en, allez-vous-en vous-même, reprit le roi, et laissez-moi avec cet homme.

Le roi attendit un instant que le jardinier fût parti, et se tournant de nouveau vers Israël : — Vous étiez à Bunker-Hill? ce sanglant Bunker-Hill! — Eh! eh!

— Oui, *monsieur*.

— Et vous vous êtes battu comme un diable, comme un véritable diable, je suppose?

— Oui, *monsieur*.

— Et vous avez aidé à tuer mes soldats, eh?

— Oui, *monsieur*, mais avec bien de la douleur.

— Eh! — eh! — Comment cela?

— Je considérais cela comme mon triste devoir, *monsieur*.

— Vous vous êtes trompé, grandement trompé. Pourquoi m'appelez-vous *monsieur*? Je suis votre roi, votre roi!

— *Monsieur*, dit fièrement Israël, mais avec un profond respect, je n'ai pas de roi.

Le roi lui lança un regard furieux, mais Israël resta immobile et dans une attitude de silencieux respect. Le roi s'éloigna, puis revenant brusquement sur ses pas : — On dit que vous êtes un espion, — un espion ou quelque chose d'approchant; est-ce vrai? Non, je sais que vous ne l'êtes pas. Vous êtes un prisonnier de guerre évadé, et vous avez cherché ce lieu-ci comme l'asile le plus sûr contre les poursuites, eh! eh! N'est-ce pas vrai? eh! eh! eh!

— Cela est vrai, monsieur.

— Bien, vous êtes un honnête rebelle, — rebelle, oui, rebelle : écoutez un peu, écoutez, ne parlez à personne de notre conversation. Écoutez encore. Aussi longtemps que vous resterez à Kew, j'aurai soin que vous y soyez en sûreté, en sûreté.

— Dieu bénisse votre majesté!

— Eh?

— Dieu bénisse votre noble majesté!

— Bien, bien, dit le roi avec un sourire de satisfaction. Je vous vaincrai, je vous vaincrai.

— Ce n'est pas le roi, mais la bonté du roi qui m'a vaincu, s'il plaît à votre majesté.

— Entrez dans mon armée, dans mon armée.

Israël baissa tristement les yeux et secoua silencieusement la tête.

— Vous ne voulez pas? eh bien! sablez l'allée, sablez, sablez. Une race très obstinée, — très obstinée en vérité. — Et le roi s'éloigna.

On peut voir par cette anecdote quelle magie merveilleuse et étrange possède une couronne, et avec quelle subtilité cette magnanimité facile aux rois peut agir sur des âmes bonnes et infortunées. Si le patriotisme de l'Américain n'avait pas été aussi désintéressé, s'il y fût entré un grain d'ambition ou d'égoïsme, Israël aurait porté l'habit rouge, et peut-être, grâce au patronage du roi, aurait avancé rapidement dans l'armée anglaise. Dans ce cas, nous n'aurions pas eu à le suivre, comme nous le faisons, à travers de longues années d'obscurité, de misère et de vagabondage.

II.

La saison vint où les travaux du jardinage exigèrent un moins grand nombre d'employés; Israël fut congédié et s'engagea chez un fermier du voisinage. Il y était à peine depuis une semaine, que le bruit qu'il était un rebelle, un déserteur ou un espion, circula sourdement de nouveau. Les soldats se remirent à sa recherche, les maisons où il se cachait furent souvent visitées; mais grâce à l'honnêteté de ses hôtes et à sa propre vigilance, le renard traqué parvint à échapper. Cependant ces poursuites incessantes l'avaient tellement lassé, qu'il était prêt à se rendre, lorsque la Providence sembla vouloir s'interposer entre lui et ses ennemis. — Une nuit, pendant qu'il était couché dans le grenier d'une ferme, Israël vit un homme s'approcher de lui, une lanterne à la main. Il allait fuir lorsqu'une voix bien connue, celle du fermier lui-même, le rassura. Le fermier était venu transmettre à Israël le message d'un gentilhomme qui le priait de se rendre à sa demeure dans la soirée du lendemain. D'abord Israël pensa que le fermier le trahissait, ou qu'on avait surpris sa bonne foi; mais le nom du gentilhomme qui le mandait le tira bientôt d'inquiétude : c'était un certain *squire* Woodcock, de Brentford, dont la fidélité au roi avait déjà été soupçonnée. Le lendemain, à la tombée de la nuit, Israël se rendit à la demeure du *squire*, qui ouvrit la porte lui-même et le conduisit sur le derrière de la maison, dans un appartement retiré où se trouvaient déjà deux autres gentilshommes vêtus selon la mode du temps, en longs habits brodés et en souliers à boucles.

— Je suis John Woodcock, dit le *squire*, et ces deux messieurs se nomment Horne Tooke (1) et James Bridges. Nous sommes tous trois des amis de l'Amérique; nous avons entendu parler de vous et nous avons l'intention de vous charger d'une mission qui ne pourra vous déplaire, car assurément, quoique exilé, vous désirez encore servir votre pays, et vous le pouvez, sinon comme marin ou comme soldat, au moins comme voyageur.

—Dites-moi ce que je dois faire, demanda Israël, qui ne se sentait pas parfaitement rassuré.

— Vous le saurez plus tard, répondit le *squire;* pour le moment, je ne vous poserai qu'une question. Vous fiez-vous à ma parole?

Israël regarda le *squire*, puis ses compagnons, et rencontrant l'expressive, enthousiaste et candide physionomie d'Horne Tooke, qui était alors dans tout le feu de ses débuts politiques, il n'hésita plus.

—Monsieur, reprit-il en se tournant vers le *squire*, je crois à ce que vous me dites. Maintenant que dois-je faire?

—Oh! il n'y a rien à faire de ce soir, ni peut-être de plusieurs jours. Nous voulions seulement vous avertir.

Le *squire* fit entrevoir vaguement son intention, et pria Israël de leur raconter ses aventures. L'exilé s'y prêta volontiers, sachant que tous les hommes aiment à entendre le récit de souffrances subies pour une cause juste. Avant qu'il eût commencé son histoire, le *squire* lui versa un verre de poiré et renouvela trois fois la dose pendant tout le cours de la narration; mais après le second verre Israël refusa de boire davantage, car il avait remarqué que ses hôtes le pressaient de questions, et il se tint sur la défensive. Le *squire* et ses amis furent enchantés de cette réserve; ils avaient trouvé un homme à qui ils pouvaient se fier. En conséquence ils lui exposèrent leur plan. Israël voulait-il se charger de porter à Paris un message au docteur Franklin, qui se trouvait dans cette capitale? — Toutes vos dépenses seront payées, sans compter l'immunité à laquelle vous aurez droit, dit le *squire*. Voulez-vous partir? — J'y penserai, répondit Israël, qui n'était pas encore parfaitement rassuré; mais il rencontra de nouveau le regard d'Horne Tooke, et toutes ses irrésolutions s'évanouirent. — Le *squire* lui enjoignit alors de changer de demeure jusqu'à son départ, afin d'éviter tout soupçon, et lui mit une guinée dans la main avec une lettre pour un gentilhomme de White-Whaltam, chez lequel il devait loger en attendant des ordres ultérieurs. Ces instructions une fois données, le *squire* le pria de lui tendre son pied droit.

— Pourquoi faire? dit Israël.

(1) Horne Tooke, célèbre politique et philologue anglais, qui, à l'époque de la révolution, se montra chaud partisan de la cause américaine.

— Une paire de bottes neuves pour le voyage vous déplairait-elle donc? lui dit en souriant Horne Tooke.

— Non certes.

— Eh bien! alors, laissez le cordonnier vous prendre mesure.

Israël se rendit à White-Whaltam et y logea dans la maison du gentilhomme auquel le *squire* l'avait recommandé. Un nouveau message lui ayant enjoint de revenir à Brentford, il s'y rendit de nuit et trouva les trois gentilshommes assis dans la même chambre.

— Le temps est maintenant venu, dit le *squire;* vous partirez ce matin pour Paris. Otez vos souliers.

— Mais est-ce que je dois aller pieds nus à Paris? dit facétieusement Israël, à qui la bonne chère de White-Whaltam avait rendu toute sa joyeuse humeur.

— Oh! non, répondit Horne Tooke. Nous avons pour vous des bottes de sept lieues. Ne vous rappelez-vous pas que nous vous avons pris mesure?

Le *squire* tira d'un cabinet voisin une paire de bottes neuves, pourvues de talons hauts et creux, les dévissa, et montra à Israël les papiers qui y étaient cachés.

— Marchez un peu, dit-il lorsqu'Israël les eut mises à ses pieds.

— Assurément il sera découvert, dit Horne Tooke. Entendez-vous comme elles craquent?

— Allons, allons, ne plaisantons pas, c'est une affaire trop sérieuse, répondit le *squire*. Maintenant, mon bon ami, soyez prudent, sobre, vigilant et prompt par-dessus tout.

Israël, bien muni d'instructions et d'argent, prit le chemin de la France, où il arriva en sûreté, et où, grâce à sa qualité d'Américain et aux relations amicales qui existaient alors entre les deux peuples, il fut reçu partout avec la plus grande bienveillance. Une fois à Paris, Potter se fit indiquer le domicile du docteur Franklin, et il n'eut rien de plus pressé que de s'y rendre. Comme il traversait le Pont-Neuf, il fut arrêté par un homme qui se tenait juste au-dessous de la statue de Henri IV. Une sale petite boîte contenant un pot de cirage et des brosses à souliers était étalée par terre devant lui; il tenait à la main une autre boîte qu'il brandissait gracieusement, comme pour unir la pantomime aux paroles.

— Que voulez-vous, mon ami? dit Israël quelque peu étonné.

— Ah! monsieur, s'écria-t-il, et il lâcha un torrent de phrases françaises au nez du pauvre Israël, qui n'y aurait vu que du grec, si le geste ne l'eût aidé à pénétrer le sens de ces mystérieuses paroles. Montrant la boue qui couvrait le pont, les pieds du voyageur et puis sa brosse, le décrotteur paraissait regretter qu'un *gentleman* d'une aussi imposante apparence qu'Israël fût rencontré dans la rue avec

des bottes malpropres. — Ah ! monsieur, monsieur, cria-t-il en poussant Israël du côté de sa boîte, et en prenant de force le pied droit de notre héros; mais celui-ci, illuminé par un soupçon subit, donna à la pauvre boîte un grand coup de pied, et s'enfuit à toutes jambes sans s'inquiéter des cris que poussait derrière lui le décrotteur.

Arrivé à la maison qu'on lui avait désignée, Israël frappa et fut fort étonné de voir la porte s'ouvrir devant lui comme par enchantement. Il entra sous un petit passage qui conduisait à une cour intérieure, et il y erra un moment, fort surpris de ne voir apparaître personne, lorsqu'un bruit de voix le conduisit près d'une petite fenêtre, devant laquelle étaient assis un vieillard occupé à raccommoder des souliers et une vieille femme. Celle-ci, au nom du docteur Franklin, prononcé par Israël, se leva, sortit, et accompagna le visiteur jusqu'au troisième étage. — Entrez, dit alors une voix, et immédiatement Israël se trouva en présence du docteur Franklin. Le vénérable vieillard, revêtu d'une riche robe de chambre, curieusement brodée de figures algébriques comme une robe de magicien, présent d'une riche marquise, était assis devant une large table couverte de papiers imprimés ou manuscrits, de livres et de journaux. Les murs de l'appartement avaient pour le pauvre Israël une apparence féerique; ils étaient couverts de baromètres de tous genres, de cartes des pays du Nouveau-Monde, presque blanches et marquées çà et là des six lettres du mot *désert*, et de cartes des pays européens, toutes au contraire peuplées de noms, de signes, et bariolées de couleurs.

— Comment allez-vous, docteur Franklin? dit Israël au vieillard, qui ne s'était pas retourné à son entrée.

— Oh ! je sens l'odeur des champs américains, répondit le docteur en se retournant rapidement. Un compatriote ! Asseyez-vous, mon cher monsieur. Eh bien? quelles nouvelles? un message particulier?

— Attendez une minute, docteur, dit Israël en traversant la chambre pour aller chercher une chaise. Comme il n'y avait pas de tapis sur le parquet, composé de pièces de bois rangées en forme de losanges et soigneusement frottées et cirées selon la mode française, Israël glissa sur le parquet comme sur de la glace et faillit tomber.

— Oh ! oh ! il me semble que vos bottes ont des talons bien hauts, dit le grave utilitaire. Ne savez-vous donc pas que cette mode a deux inconvéniens, d'abord celui d'employer inutilement du cuir, ensuite celui de vous exposer à vous casser une jambe? Mais je vous prie, que faites-vous donc? est-ce que vos bottes vous gênent? Quelle folie que de porter des bottes trop étroites! Si tel avait été le dessein de la nature, elle eût composé le pied d'os seulement ou même de fer, au lieu de le composer d'os, de chair et de muscles. Ah ! mais je vois, donnez.

Le vieillard se leva, alla fermer la porte et laissa le rideau tomber devant la fenêtre. — Je me suis trompé cette fois, dit-il à Israël; vos grands talons, au lieu d'être des objets de vanité, me semblent au contraire *pleins* d'intelligence.

— Très pleins, docteur, dit Israël en lui tendant les papiers. Ils viennent de l'échapper belle. — Et il raconta au docteur comment un homme suspect, sous prétexte de cirer ses bottes, avait voulu dévisser les talons et lui voler les précieux papiers.

— Mon bon ami, dit le sage, je crains que vous n'ayez souffert beaucoup, et que la souffrance ne vous ait inspiré envers vos semblables d'injustes soupçons. L'homme que vous avez rencontré était tout simplement un décrotteur qui désirait gagner deux sous, et ne savait rien de particulier à l'endroit de vos talons de bottes. Être trop soupçonneux est souvent un aussi grand défaut qu'être trop confiant.

— Oh! combien alors je suis fâché de lui avoir renversé sa boîte et de m'être enfui ensuite! Mais il n'a pas pu m'attraper.

— Comment! vous qu'on a choisi pour transporter d'importans messages, vous avez commis la faute d'aller sans raison renverser la boîte d'un pauvre homme qui ne vous avait rien fait, et qui cherchait tout simplement à exercer son métier?

— Oui, j'ai eu tort, docteur, cela est vrai; mais je croyais que cet homme avait de mauvaises intentions.

— Et c'est parce que vous le soupçonnez d'avoir de mauvaises intentions que vous commencez par mal agir. C'est un pauvre raisonnement. Pensez à ce que je vous ai dit pendant que je vais lire ces papiers.

Au bout d'une demi-heure, le docteur eut achevé sa lecture, et alors, se retournant, il fit à Israël une semonce paternelle sur l'action dont il s'était rendu coupable, semonce qu'il termina en tirant trois petites pièces de monnaie de sa bourse, et en recommandant à Israël de rechercher son homme et de réparer son action. Puis il pria Israël de lui raconter son histoire, et lorsqu'il l'eut entendue :

— Je suppose, dit-il, que vous seriez bien aise de retourner en Amérique. Peut-être me sera-t-il possible de vous en procurer les moyens.

Les yeux d'Israël étincelèrent de plaisir. Le sage, remarquant cette joie, ajouta : — Mais les événemens sont incertains; ne vous livrez jamais trop à l'espérance, et sachez, sans vous décourager, reconnaître les présages de malheurs futurs : c'est là ce que la vie m'a enseigné, mon honnête ami.

Israël fit une légère grimace, comme celle que ferait un gourmand à qui on mettrait sous le nez un *plumpudding* qu'on retirerait immédiatement.

— Je pense que dans deux ou trois jours je pourrai vous renvoyer en Angleterre avec de nouveaux papiers. Dans ce cas, vous aurez encore à faire un nouveau voyage, et alors nous verrons s'il y a moyen de vous renvoyer en Amérique.

Israël se répandit en expressions de reconnaissance que le docteur interrompit.

— On ne peut avoir trop de reconnaissance envers Dieu, mon ami; mais notre reconnaissance envers les hommes doit être limitée. Un homme ne peut servir son semblable avec tant d'efficacité qu'on lui doive une reconnaissance sans bornes. Si je puis vous procurer le moyen de retourner en Amérique, je n'aurai fait qu'une partie de mon devoir, comme agent de notre commune patrie. Pour le quart d'heure, vous ne me devez rien que ces trois petites pièces d'argent que je viens de vous donner. Au lieu de me les rendre, lorsque vous serez de retour au pays, vous les donnerez à la première veuve de soldat que vous rencontrerez. Ne l'oubliez pas : c'est une dette. Ces trois petites pièces valent environ un quart de dollar en monnaie américaine, un quart de dollar, souvenez-vous-en bien. Dans les affaires d'argent, mon ami, soyez toujours exact : peu importe à qui vous deviez, parent ou étranger, paysan ou roi.

— Bien, docteur; puisque l'exactitude en ces matières est si nécessaire, laissez-moi vous rendre l'argent. Grâce à mes amis de Brentford, j'en ai assez en ma possession pour pouvoir réparer le petit dommage que j'ai causé. Je n'avais pris cet argent que parce que je pensais qu'il ne serait pas bien de le refuser lorsque vous me l'offriez d'une manière si amicale.

— Mon honnête ami, dit le docteur, j'aime votre franchise. Je reprendrai l'argent.

— Sans intérêt, docteur, j'espère, dit Israël.

— Mon bon ami, ne vous permettez jamais de plaisanter en matière d'argent. Ne plaisantez jamais aux enterremens et pendant que vous faites des affaires. La question entre nous est une bagatelle, mais des principes importans peuvent être contenus dans des bagatelles. Allez sans retard régler vos comptes avec le décrotteur, et puis revenez immédiatement ici, où vous trouverez une chambre que vous habiterez pendant votre séjour à Paris.

— Mais j'aurais bien voulu jeter un coup d'œil sur la ville avant de retourner en Angleterre.

— Les affaires avant les plaisirs, mon ami. Il faut que vous restiez dans votre chambre comme si vous étiez mon prisonnier jusqu'à votre départ. Maintenant allez trouver le décrotteur. Attendez. Avez-vous la somme exacte que vous devez lui donner en petite monnaie? Ne tirez pas tout votre argent de votre poche en pleine rue; comp-

tez votre monnaie; c'est en argent français et non anglais que vous devez le payer. Bien; ces trois petites pièces suffiront.

— Puis-je m'arrêter pour prendre quelque chose en chemin, docteur?

— Non; c'est toujours une mauvaise affaire de dîner dehors lorsqu'on peut dîner chez soi. Revenez immédiatement, et vous dînerez avec moi.

Israël revint quelque temps après et s'assit à la table du docteur. Le repas fut frugal. Il se composait d'agneau bouilli accompagné de petits pois. Une bouteille remplie d'un breuvage incolore était placée à côté du vénérable ambassadeur.

— Laissez-moi remplir votre verre, dit le docteur.

— Dieu me pardonne! c'est de l'eau claire, dit Israël en goûtant.

— L'eau pure est un bon breuvage pour des hommes simples.

— Oui; mais le *squire* Woodcock m'a donné à boire du poiré, et le gentilhomme de White-Whaltam m'a offert du vin et de l'eau-de-vie.

— Très bien, mon honnête ami; mais si vous aimez le poiré, le vin et l'eau-de-vie, vous attendrez pour en boire que vous soyez retourné en Angleterre. Avec moi, vous ne boirez que de l'eau claire.

C'est ainsi qu'Israël passa le temps de son séjour à Paris. Grâce à la compagnie du docteur Franklin, Israël se trouva au milieu de cette ville plus surveillé que ne le fut jamais le bon Sancho Pança dans son île de Barataria. En vain l'hôtesse chargea-t-elle la table de toilette d'Israël de savons parfumés, d'essences et d'eaux de Cologne, délices inconnues à notre héros : le docteur Franklin apposait son *veto* sur ces objets convoités et les faisait disparaître comme par enchantement. Il prémunissait même le rustique Américain contre les artifices de la fille de chambre. Chacun de ses pas était surveillé, et chacune de ses actions accompagnée d'une sentence morale. Le pauvre Israël dut mener, quelquefois en rechignant, la vie du bonhomme Richard.

Un soir, comme il conversait avec le docteur Franklin, la fille de chambre entra et annonça qu'un gentilhomme très impertinent désirait parler au docteur Franklin.

— Très impertinent! dit le sage en regardant fixement la fille de chambre; cela veut dire sans doute un très beau gentilhomme qui vous a gratifié de quelque compliment énergique. Laissez-le entrer.

Quelques instans après entra dans la chambre un petit homme agile, nerveux et bruni par le soleil, tout semblable à un chef indien dépouillé de son royaume et revêtu d'habits européens. Une invincible audace brillait dans son œil sauvage. Son costume était d'une extravagante élégance, et il le portait à demi comme un barbare, à

demi comme un dandy parisien. Sa joue hâlée avait la couleur d'un fruit du tropique; une intrépidité froide régnait sur ses lèvres; son regard était celui d'un homme qui n'a jamais été, qui ne sera jamais un subordonné. Une certaine atmosphère d'orgueilleux isolement l'entourait. Bref, il y avait en lui quelque chose du poète et en même temps du bandit.

Israël resta longtemps dans la contemplation de l'étranger. Il n'avait rien vu de comparable à cet homme, qui, quoique habillé à la mode, n'avait pas la tournure d'un être civilisé. Lorsqu'enfin il sortit de sa contemplation, il entendit l'inconnu dire avec chaleur au docteur :

— Bien; faites comme il vous plaira; je ne solliciterai pas plus longtemps. Le congrès m'a donné à entendre qu'aussitôt après mon arrivée je prendrais le commandement de *l'Indien*, et maintenant, sans que je puisse savoir pourquoi, vos commissaires ont offert cette frégate au roi de France. Qu'a besoin le roi de France de cette frégate? et que ne puis-je accomplir avec elle! Donnez-moi *l'Indien*, et dans un mois vous apprendrez des nouvelles de Paul Jones (1).

— Voyons, voyons, capitaine, dit avec douceur le docteur Franklin, dites-moi, que feriez-vous de cette frégate, si vous en aviez le commandement?

— J'apprendrais aux Anglais que Paul Jones, quoique né dans la Grande-Bretagne, n'est pas un sujet du roi d'Angleterre, mais un libre citoyen de l'univers. Je leur ferais voir que, s'ils peuvent ravager les côtes de l'Amérique, les leurs sont aussi vulnérables que celles de la Nouvelle-Hollande. Donnez-moi le commandement de *l'Indien*, et je ferai pleuvoir sur la misérable Angleterre un feu comparable à celui qui engloutit Sodome.

Le regard du capitaine brillait comme le reflet d'une torche incendiaire. Le docteur approcha sa chaise de celle de son visiteur, appuya familièrement une main sur ses genoux, et se disposa à faire son métier de dompteur de bêtes et d'homme politique.

— Ne pensez plus pour le moment à l'affaire de *l'Indien*, capitaine; mais les corsaires anglais nous font un grand mal en interceptant nos approvisionnemens. On m'a dit qu'avec un petit vaisseau, celui que vous commandez par exemple, *l'Amphitrite*, vous pourriez suivre ces corsaires là où les grands vaisseaux ne peuvent s'aventurer. Au besoin, on pourrait vous adjoindre quelques frégates françaises qui se tiendraient toujours prêtes à capturer les navires auxquels vous donneriez la chasse.

(1) Paul Jones, le plus étrange des nombreux *citoyens du monde* au XVIIIe siècle, après Anacharsis Clootz cependant. Écossais de naissance, Paul Jones prit le parti des Américains et ravagea à leur profit les côtes des trois royaumes.

— Faire la chasse au profit des frégates françaises, bel emploi vraiment! Docteur, quoi qu'il fasse pour la cause de l'Amérique, Paul Jones doit avoir un pouvoir suprême et distinct. Il ne veut d'autre chef et d'autre conseiller que lui-même. Je ne vis que pour l'honneur et pour la gloire. Donnez-moi le moyen de faire quelque chose de glorieux, donnez-moi *l'Indien!* — Le docteur secoua gravement la tête. — C'est ainsi, reprit le capitaine, que par trop de timidité, faussement appelée prudence, on perd les plus belles chances de succès. Ah! pourquoi ne suis-je pas né tsar?

— Américain plutôt, répondit le docteur, qui, désireux de changer la conversation, s'apprêtait à lui expliquer le mécanisme de divers modèles de vaisseaux confectionnés par lui, lorsque la fille de chambre entra de nouveau, annonçant le duc de Chartres et le comte d'Estaing.

— Capitaine, cette visite vous concerne indirectement. Le comte a parlé au roi de l'expédition secrète dont vous aviez eu la pensée. Venez demain, et je vous informerai du résultat de la conversation.

— Il est bien tard. Ne pourrais-je passer la nuit ici? y a-t-il une chambre convenable?

— Vite, dépêchez-vous, il ne serait pas bon qu'on vous vît en cet instant chez moi; notre ami partagera sa chambre avec vous. Vite, Israël, accompagnez le capitaine.

— Allons, dit le capitaine en entrant dans la chambre d'Israël, couchez-vous, je ne veux pas vous priver de votre lit. Je vais dormir là, sur cette chaise.

— Pourquoi ne point vous coucher? dit Israël. Voyez, le lit est assez large; mais peut-être votre compagnon de lit vous déplairait-il, capitaine?

— Non certes, je ne suis pas très scrupuleux à cet endroit : dans ma jeunesse, j'ai eu pour compagnon de hamac un nègre du plus pur sang du Congo pendant toute une traversée; mais j'aime mieux dormir ainsi. Laissez brûler la lampe, j'en prendrai soin.

Israël obéit et se mit au lit. Ne pouvant dormir, il ferma les yeux à demi et s'amusa à épier le capitaine Paul Jones. Celui-ci tira ses bottes, se leva, et se mit à marcher pieds nus et avec une singulière vivacité autour de la chambre. Tout son visage respirait l'ardeur martiale et le commandement; son bras droit était collé à son côté comme celui d'un homme qui tient un sabre. Il marchait d'un pas militaire. Passant devant la glace qui décorait la cheminée, Paul s'arrêta et se regarda complaisamment, avec un air de sauvage satisfaction mêlée d'une forte dose de fatuité, puis il retroussa sa manche et regarda son bras dans le miroir. Israël tressaillit en voyant les tatouages mystérieux qui le recouvraient presque entièrement : c'étaient des

ancres, des câbles, des cœurs à l'infini. Israël se souvint d'avoir vu dans un de ses voyages des dessins semblables sur le bras d'un guerrier de la Nouvelle-Zélande. Lorsque le capitaine eut assez longtemps contemplé ces bizarres figures, objets de son orgueil, il regarda ironiquement sa main toute chargée de bijoux et d'anneaux, emblèmes d'amour et de galanterie. Ainsi, à l'heure de minuit, au sein de la métropole de la civilisation moderne, errait ce barbare en habit civilisé, comme une sorte de fantôme prophétique des scènes tragiques de la révolution française, où l'exquis raffinement de la vie parisienne devait disparaître pour faire place à la sanguinaire férocité des naturels de Bornéo, et comme pour montrer que les bijoux et les bagues, tout aussi bien que le tatouage et les anneaux portés au nez, sont des signes de cette sauvagerie primitive qui sommeille toujours dans l'esprit humain.

III.

Trois jours après l'arrivée d'Israël à Paris, le docteur Franklin entra dans sa chambre un petit paquet de papiers à la main. Son regard parlait de départ immédiat avec une telle éloquence, qu'Israël se leva, mit ses bottes, et se tint dans l'attitude d'un homme qui va partir.

— Très bien, mon cher ami, dit le docteur; vous avez sans doute les papiers dans vos bottes?

Israël se déchaussa rapidement et aida le docteur à cacher les papiers.

— Il est maintenant dix heures et demie, dit le docteur. A onze heures, la diligence pour Calais part de la place du Carrousel. Partez immédiatement. Voici quelques provisions pour le voyage. Songez bien que si vous êtes pris sur le territoire anglais avec ces papiers, vous vous perdrez et vous perdrez vos amis de Brentford. Vous ne pouvez donc être trop prudent; cependant ne soyez pas trop soupçonneux. Que Dieu vous bénisse, mon honnête ami! Partez.

Israël, arrivé à Calais, prit le paquebot. Pendant la traversée, ayant cédé au sommeil à côté de deux hommes occupés à fumer dans le gaillard d'avant, il eut un réveil assez désagréable. Un de ces hommes essayait de retirer doucement une de ses précieuses bottes; l'autre était déjà à terre à côté de lui. Israël se rappela l'aventure du Pont-Neuf et les conseils du docteur Franklin; il se contint et dit poliment: — Monsieur, je vous remercie de m'avoir déjà débarrassé d'une botte. Quant à l'autre, laissez-la où elle est, je vous prie.

— Excusez-moi, dit le drôle, praticien accompli dans l'art de

voler, j'ai jugé que vos bottes vous gênaient peut-être, et je désirais vous mettre à l'aise.

— Je vous suis bien obligé de votre bonté, monsieur, elles ne me gênent pas du tout. Je suppose toutefois que vous pensiez qu'elles ne vous gêneraient pas, vous avez le pied très petit vraiment. Est-ce que vous alliez vous disposer à les essayer?

— Non, répondit le voleur avec un sérieux imperturbable; mais avec votre permission, je les essaierais volontiers lorsque nous serons arrivés à Douvres.

— Tout bien examiné, dit Israël, il vaut mieux que vous ne les essayiez pas. Je suis un esprit fort excentrique, à ce qu'on dit du moins, et je n'aime pas à perdre mes bottes de vue.

Israël atteignit Douvres sans autre aventure, et le lendemain de son arrivée il frappait à la porte du *squire* Woodcock. Le *squire* le félicita du succès de sa mission, et lui dit que, par suite de certains symptômes alarmans qui s'étaient manifestés dans le voisinage, il lui faudrait rester caché dans la maison un jour ou deux, jusqu'à ce qu'on pût expédier une réponse à Paris.

— Ma femme a ici un grand nombre d'invités qui errent de salle en salle : je suis donc obligé de vous cacher très soigneusement pour éviter tout accident. — En parlant ainsi, le *squire* toucha un ressort près du foyer. Une des plaques de la cheminée céda à cette pression, pareille à une tombe de marbre qui s'entr'ouvre. — Vite, entrez, dit le *squire* à Israël.

— Est-ce que je dois ramoner la cheminée? dit Israël. Je n'y entends rien.

— C'est votre cachette. Allons, venez.

— Mais où cela conduit-il? Je n'aime guère l'aspect de cette entrée.

— Suivez-moi, je vais vous précéder.

Le *squire* descendit un étroit escalier de pierre, à peine large de deux pieds, qui conduisait à une petite cellule pratiquée dans les murs épais du château, aérée et éclairée par deux petites fentes ingénieusement cachées à l'extérieur sous la forme de deux bouches de griffon taillées dans une grande pierre. Un matelas était étendu dans un coin de la cellule. A terre étaient posés une cruche d'eau, une large bouteille de vin, et un plat en bois contenant du pain et du bœuf froid.

— Est-ce que je vais être enseveli tout vivant? demanda Israël en regardant autour de lui avec inquiétude.

— La résurrection suivra de près votre mort. Dans trois jours au plus tard, dit le *squire*.

— Quoique je fusse pour ainsi dire prisonnier à Paris, j'étais cependant mieux logé que cela.

— Mais vous étiez en France, c'est-à-dire dans un pays ami, tan-

dis que vous êtes en Angleterre. Si vous étiez découvert ici, il m'en arriverait malheur.

— Par amour pour vous, je resterai là où vous me mettrez. Seulement je voudrais bien des bouquets et un miroir, comme à Paris; cela me réjouirait et me tiendrait compagnie, surtout la contemplation de mon individu.

— Eh bien! restez ici, je reviens dans dix minutes.

Bien avant l'expiration de ce court délai, le *squire* revint tout essoufflé avec un grand bouquet de fleurs et un petit miroir. — Voici les objets demandés, dit-il; maintenant restez parfaitement tranquille, évitez de faire aucun bruit, et ne montez l'escalier sous aucun prétexte jusqu'à ce que je vienne.

— Mais quand reviendrez-vous?

— Je tâcherai de revenir deux fois par jour pendant tout le temps que vous passerez ici; mais on ne peut savoir ce qui arrivera. Si je ne viens vous voir que lorsque je vous délivrerai, soit dans deux, soit dans trois jours, n'en soyez pas surpris, mon ami. Vous avez assez de provisions pour tout ce temps-là. Adieu.

Israël resta un moment pensif. Il monta sur son matelas, et regarda à travers les fentes; mais il n'aperçut rien qu'un coin de ciel bleu et le feuillage d'un arbre, aussi ancien que la maison, qui s'élevait en face de la porte. « La pauvreté et la liberté, ou l'opulence et la prison, c'est ainsi, paraît-il, que je dois passer ma vie, » se dit-il. « Regardons notre physionomie. Quelle bêtise de n'avoir pas demandé du savon et un rasoir! Je me serais fait la barbe; cela m'aurait aidé à tuer le temps. Si j'avais un rasoir et un peigne, je ferais une toilette continuelle. Lorsque je sortirais, je serais éveillé comme un oiseau et frais comme une rose. Que fait maintenant le docteur Franklin? Et le capitaine Paul Jones? Ah! voilà un oiseau qui chante dans les feuilles; c'est la cloche qui m'annonce l'heure du dîner. » Et, pour passer le temps, il se mit à attaquer ses provisions. Ainsi s'écoula la première journée. La nuit vint, et les ténèbres s'étendirent autour de lui. Pas de *squire*.

Il passa une nuit très inquiète. Au point du jour, il se leva et appliqua ses lèvres contre une des bouches des griffons. Il poussa un petit sifflement qui fut suivi d'un petit murmure dans les feuilles. Un oiseau gazouilla, et trois minutes après tout l'orchestre du matin était éveillé. « J'ai réveillé le premier oiseau, se dit Israël, et il a éveillé tous les autres; déjeunons. » Les heures passèrent; midi arriva, pas de *squire*.

« Il est allé à la chasse avant déjeuner, et il est rentré fatigué, » pensa Israël. Les ombres du soir s'allongèrent dans la cellule, la nuit vint, pas de *squire*.

Nouvelle nuit sans sommeil. Le second jour se passa comme le

premier. Le troisième jour, les fleurs qui ornaient la cellule étaient déjà fanées. D'énormes gouttes d'eau tombèrent à travers les bouches des griffons. Un orage épouvantable éclata. Israël put occuper son temps à écouter les clapotemens de la pluie et les grondemens du tonnerre. « Nous voilà au troisième jour, pensa-t-il; il a dit qu'il viendrait me chercher dans trois jours au plus tard. Patientons encore. » La journée passa, toujours pas de *squire*.

Israël entra alors dans un état de frayeur extraordinaire. Le sentiment de son emprisonnement s'empara de plus en plus de son esprit, et pesa sur lui comme un mur de pierre, ou comme une des visions du cauchemar. Il erra convulsivement à travers sa cellule. De vieilles histoires d'hommes enterrés vivans se présentèrent à sa mémoire. Cette cellule avait jadis appartenu à un couvent de templiers, sur l'emplacement duquel la maison du *squire* avait été bâtie. Là autrefois des cœurs humains aussi forts que le sien avaient succombé sous le désespoir. La nuit se passa ainsi en imprécations muettes et en terreurs; enfin le matin arriva. Cette fois le *squire* ne pouvait manquer de venir le délivrer. Cependant Israël se mit à réfléchir. Peut-être était-il arrivé quelque malheur. Le *squire* avait peut-être été arrêté, arrêté sans avoir eu le temps d'informer un de ses amis qu'un homme était caché dans sa maison. Si cela était, Israël devait chercher par tous les moyens à sortir de sa prison. Il s'avança donc à tâtons, et chercha le ressort qui devait ouvrir la porte mystérieuse. Il avait déjà cherché longtemps et allait se laisser aller au désespoir, lorsqu'il entendit un léger craquement et vit un rayon de lumière. Son pied avait touché par hasard le ressort cherché; il poussa la porte et se trouva dans le cabinet du *squire*.

L'appartement avait un aspect funèbre. Les rideaux étaient couverts de crêpe; partout des nœuds de crêpe et des tentures noires. Israël soupçonna aussitôt la vérité. Évidemment le *squire* était mort, mort subitement selon toute probabilité, et sans avoir eu le temps d'annoncer qu'un étranger était muré dans sa maison. Tout le monde ignorait sa présence sous le toit du *squire*. S'il était surpris, quelle raison donner? Dirait-il la vérité? Il s'avouait coupable alors d'actes qui le faisaient tomber sous le coup des lois anglaises, et il compromettait la mémoire du bon *squire* Woodcock. Pendant qu'il était plongé dans ces réflexions, il entendit un pas qui s'approchait. Il poussa immédiatement la porte secrète et chercha un refuge dans sa cellule. Grâce à sa précipitation, la porte se referma avec un bruit sourd et singulier; lui-même tomba et fit rendre à la muraille un retentissement mystérieux qui effraya si fort la personne qui était entrée inopinément dans la chambre, qu'elle poussa un cri. D'autres voix vinrent bientôt se mêler à la première et apprirent à Israël que le bruit causé par sa chute provoquait mille conjectures. Une

pensée se présenta alors à son esprit. La servante qui était entrée avait sans doute cru entendre l'âme du *squire* Woodcock. — Profitons de cette crédulité pour nous échapper, se dit Israël.

Lorsque le soir fut venu, Israël agit en conséquence; il ouvrit la garde-robe du *squire* et revêtit le costume que portait son jovial ami la dernière fois qu'il l'avait vu. Il attendit que minuit eût sonné, et alors, la canne à pomme d'argent du *squire* en main, il ouvrit la porte et traversa le corridor. Attirées par ce bruit inattendu, plusieurs personnes parurent sur le seuil de leurs appartemens, une lumière à la main, et le regardèrent s'avancer d'un pas lent et solennel avec une terreur profonde. « Le *squire!* le *squire!* » murmuraient-elles à voix basse et comme frappées d'immobilité. Une vieille dame en deuil, près de laquelle il passa, tomba sans connaissance devant lui; mais Israël ne se laissa point troubler et marcha d'un pas ferme et délibéré. Il ouvrit la porte de la rue et traversa lentement les terrains qui environnaient la maison. Lorsqu'il fut à quelque distance, il se retourna, vit trois fenêtres ouvertes, et à ces trois fenêtres trois figures effrayées qui le regardaient s'en aller; bientôt il disparut à tous les yeux. Alors il s'arrêta. Il s'était évadé; mais le jour allait poindre, et le déguisement qui l'avait servi pouvait le trahir. Il se repentit alors de n'avoir pas songé à garder ses habits par-dessous son costume d'emprunt. Pendant qu'il réfléchissait à cette difficulté, il vit à quelques pas devant lui, dans un champ d'orge ou d'avoine, un homme en habit noir, immobile, un bras étendu et montrant la maison du *squire*. Israël marcha droit à l'apparition : c'était un mannequin habillé, destiné à protéger la moisson contre les déprédations des oiseaux. Le fugitif eut l'idée de changer d'habits avec le mannequin. Le costume qu'il allait revêtir n'était pas brillant, mais il n'était guère en plus mauvais état que celui qu'il avait acquis jadis du vieux terrassier. D'ailleurs, pour un homme qui veut ne pas attirer l'attention des passans, les haillons les plus déchirés sont les meilleurs. Qui n'évite pas la rencontre de la pauvreté en chapeau défoncé et en habit déguenillé?

Cet échange fait, Israël s'étendit à terre et dormit d'un profond sommeil. Lorsque le jour parut, il vit un paysan armé d'une fourche qui se dirigeait de son côté. La pensée lui vint que cet homme connaissait peut-être familièrement le mannequin. Pour éviter toute observation malencontreuse, Israël se mit à la place du mannequin et se tint comme lui immobile, le bras étendu vers la demeure du *squire*. L'homme passa et jeta sur le faux mannequin un coup d'œil curieux. Lorsqu'il se fut éloigné, Israël abandonna sa position et se mit en marche; mais il n'était pas sorti du champ, qu'il eut l'idée de se retourner. Sa consternation fut grande en voyant le paysan revenir à grands pas vers lui. Israël s'arrêta et reprit sa position de

statue. L'homme ne se laissa pas tromper et s'avança résolument la fourche en main. Israël, essayant de combiner à la fois deux stratagèmes, résolut d'agir sur l'imagination du paysan trop curieux. Lorsque ce dernier fut à vingt pas seulement, Israël présenta les deux poings à l'importun en grinçant des dents et en roulant les yeux d'une façon terrible. L'homme s'arrêta un moment fort étonné, mais se remit bientôt en marche vers Israël, qui reprit sa première attitude. Ralentissant alors de plus en plus son pas, le paysan s'avança jusqu'à une distance d'environ trois pieds du faux mannequin, et après l'avoir regardé un moment avec stupeur, il dirigea la pointe de sa fourche vers l'œil gauche d'Israël, qui, convaincu alors de l'inutilité de ses ruses, prit la fuite à toutes jambes. Le curieux obstiné le poursuivit dans sa course. Israël traversa un champ où une douzaine de laboureurs, reconnaissant leur vieil ami le mannequin pourchassé par l'homme à la fourche, levèrent les bras d'étonnement; mais le fugitif leur échappa et trouva un abri dans un taillis épais où il resta jusqu'à la nuit.

Tourmenté par la faim et impatient de se procurer un habillement convenable, Israël se rendit chez un fermier voisin, qui l'avait jadis employé, et lui demanda à dîner. Son repas fini, il lui proposa de lui acheter ses meilleurs habits et montra cinq pièces d'or qu'il avait trouvées dans la poche du *squire*.

— Où avez-vous pris autant d'argent? dit le fermier fort étonné. Vos vêtemens ne semblent pas indiquer que vous ayez beaucoup prospéré depuis l'époque où vous m'avez quitté.

— Peut-être bien, répondit Israël avec réserve; mais voyons, qu'en dites-vous? Voulez-vous me vendre vos habits? Voici l'argent.

— Je ne sais que vous dire, répondit le fermier avec hésitation. Voyons l'argent. Ah! une bourse de soie dans la poche d'un mendiant! Sortez de ma maison, coquin, vous vous êtes fait voleur!

Israël ne savait que répondre. Il ne pouvait évidemment raconter comment cette bourse était tombée en sa possession, ni par quelles aventures singulières il avait passé depuis qu'il avait quitté le service du fermier. Il sortit donc tristement de la maison sans répondre un mot aux injures dont le poursuivit son ancien maître. Il se dirigea vers la maison d'un autre ami, qui jadis l'avait secouru dans les plus pénibles extrémités. Cet ami dormait profondément. Israël frappa à sa porte, mais il ne réussit qu'à éveiller sa femme, personne douée d'une humeur acariâtre, qui, en voyant un misérable à cette heure avancée de la nuit et dans un aussi pitoyable costume, accabla d'épithètes injurieuses le pauvre vagabond. Il supplia en vain la mégère d'éveiller son mari. — Allez-vous-en immédiatement, dit-elle, ou je vais vous arroser. Israël recula prudemment de quelques pas, et supplia la femme de lui vendre une paire de vieilles

culottes de son mari. — Vous voyez combien j'en ai besoin; pour l'amour de Dieu, secourez-moi. — Allez-vous-en ! répéta la femme. — Les culottes, les culottes... voici l'argent, répéta Israël à demi fou de fureur. La fenêtre se ferma aussitôt, et le chien de garde, indigné sans doute de voir troubler la paix d'une famille paisible, se précipita sur les basques de l'habit d'Israël, qu'il réduisit à l'état de veste, et sur son chapeau, qu'il défonça complétement.

— Ah! voilà donc la récompense d'un patriote! dit tristement Israël en s'éloignant. Il fit une dernière tentative et se rendit chez une autre connaissance, qui heureusement fut plus charitable que les précédentes. Israël raconta à cet homme tout ce qu'il pouvait dévoiler sans indiscrétion, et lui proposa de lui acheter un habit et des culottes, marché que la vue de l'or du *squire* fit conclure sans difficulté.

— Maintenant, demanda Israël, pourriez-vous me dire où demeurent Horne Tooke et James Bridges?

— Horne Tooke? que diable avez-vous à faire avec lui? dit le fermier. N'était-ce pas un ami du *squire* Woodcock? Pauvre *squire!* qui aurait cru qu'il dût mourir aussi subitement? Mais l'apoplexie arrive comme un boulet de canon.

— Je ne m'étais pas trompé, pensa Israël. Ne pourriez-vous donc me dire, reprit-il, où demeure Horne Tooke?

— Il demeurait autrefois à Brentford, où il portait la soutane; mais, à ce qu'on m'a dit, il a vendu son bénéfice et est allé étudier le droit à Londres, où vous le trouverez probablement.

— Quelle rue et quel numéro?

— Je ne sais pas. Il s'agit pour vous de trouver une aiguille dans une meule de foin.

— Et savez-vous où demeure M. Bridges?

— Je n'ai jamais entendu parler d'aucun Bridges, sauf d'une certaine Molly Bridges, qui demeure dans Bridewell.

Que devait faire Israël? Il compta son argent et conclut qu'il en avait assez pour aller trouver à Paris le docteur Franklin. Il se rendit à Londres et de là prit la diligence pour Douvres, où il arriva juste à temps pour apprendre que cette même diligence qui l'amenait apportait aux autorités la nouvelle de la suspension indéfinie des relations entre les deux pays. Tout espoir était donc perdu, et la perspective qui se déroulait devant Israël était une perspective de misère et de douleurs. Mourir de faim ou entrer en prison, il n'avait plus d'autre alternative. Pendant qu'assis sur le rivage, les yeux fixés sur la côte lointaine de la France, il était absorbé dans ses pénibles réflexions, un étranger en habit de marin et d'apparence joviale l'accosta familièrement, et, après une courte conversation, l'invita à venir se rafraîchir à une auberge voisine. Le malheur rend

sociable, et Israël fut charmé de rencontrer un ami dans sa détresse; il jeta cependant un coup d'œil de défiance sur l'étranger, mais ce dernier l'entraîna avec une douce violence dans l'auberge, où quelques minutes après ils étaient attablés, échangeant, le verre en main, des souhaits de santé et de prospérité.

— Un second verre, dit l'étranger d'un ton jovial.

Israël, pour oublier ses ennuis, céda; le vin commençait à produire son effet.

— Êtes-vous jamais allé sur mer? reprit le nouveau compagnon d'Israël d'un ton dégagé.

— Oh! oui, à la pêche de la baleine.

— Ah! dit l'autre, je suis charmé de le savoir, je vous assure. Jim! Bill! — Deux robustes gaillards s'avancèrent, et en un instant Israël se trouva enlevé pour le service naval de sa majesté le magnanime *gentleman* de Kew-Gardens, George III.

— Au secours! cria Israël lorsque les deux hommes mirent la main sur lui.

— Bonne plaisanterie, et faite dans les règles, n'est-ce pas? dit l'affable étranger. Le gaillard m'aura valu trois guinées. Bon voyage, mon ami! — Puis, laissant Israël prisonnier, le drôle boutonna son habit et sortit de l'auberge.

— Je ne suis pas Anglais, rugit Israël, l'écume à la bouche.

— Ah! c'est là la vieille histoire, répondirent ses gardiens, venez. Il n'y a pas d'Anglais sur la flotte anglaise, tous étrangers.

Moins d'une semaine après, Israël était à Portsmouth, et faisait partie de l'équipage du navire *Unprincipled*, qui, avec deux autres vaisseaux, devait aller dans les Indes renforcer la flotte anglaise.

IV.

Tout près des îles Sorlingues, le navire aperçut à distance un *cutter* de la douane qui faisait des signes de détresse. Aucun autre vaisseau n'était en vue pour le moment; l'officier du pont, furieux d'être obligé de s'arrêter par un aussi bon vent, héla le *cutter* pour savoir de quoi il s'agissait. On lui répondit que, par suite d'un coup de vent violent, le *cutter* avait perdu ses quatre meilleurs matelots, et qu'il avait besoin d'aides pour rentrer au port.

— Je vous donnerai un homme, dit l'officier d'un ton rechigné.

— Qu'il soit bon alors, dit l'interlocuteur du *cutter*, au nom de Dieu! J'en aurais eu besoin de deux.

On donna l'ordre d'amener un bateau. Israël se tint prêt à descendre le premier, quoique les matelots, tous très disposés à profiter de l'occasion pour échapper au service maritime, se pressassent dans

la même intention que lui. Le bateau fut amené, Israël sauta dedans, et neuf autres matelots avec lui.

— Prenez celui qui vous plaira, dit le lieutenant à l'officier du *cutter*. Vite, choisissez. Asseyez-vous, dit-il en s'adressant aux matelots. Vous êtes bien pressés de vous débarrasser du service du roi. Voyons, avez-vous choisi votre homme?

— Je prends l'homme à la chevelure rousse, dit l'officier en montrant Israël.

Les neuf camarades d'Israël devinrent pâles de désappointement, et avant qu'il eût eu le temps de se lever tout à fait, il sentit un violent coup de pied que lui envoyait un des matelots refusés.

Le *cutter* s'éloigna, emportant Israël, et un instant après on avait perdu de vue le vaisseau de guerre. Les officiers du *cutter* étaient des personnes d'une médiocre amabilité; l'un envoyait au pauvre Israël de solides coups de pied, et l'autre lui distribuait d'abondans soufflets; le troisième usait généreusement de ses poings à son égard. Irrité déjà par ses malheurs récens, Israël perdit patience. Voyant qu'il n'avait affaire qu'à trois hommes (deux officiers et le capitaine), il renversa le capitaine, et s'apprêtait à terrasser un des officiers, lorsque le capitaine, se relevant, saisit Israël par sa longue chevelure rousse, en jurant qu'il allait le tuer. Le *cutter*, pendant ce temps, filait à toutes voiles sur la mer, comme s'il eût été transporté de joie du tapage qui se faisait sur le pont. Au moment où le tumulte était à son comble, un autre navire apparut subitement dans le lointain, et une voix retentissante s'écria : — Mettez en panne et envoyez un bateau à bord.

— C'est un vaisseau de guerre, dit le commandant du *cutter* très alarmé, mais ce n'est pas un compatriote.

— Amenez un bateau à bord, ou je vous coule à fond, cria de nouveau l'étranger, et un boulet qui fendit les vagues à peu de distance du *cutter* accompagna ces paroles.

— Au nom de Dieu, ne tirez pas. Je n'ai pas assez d'hommes dans mon équipage pour envoyer un bateau, répliqua le capitaine anglais. Qui êtes-vous?

— Attendez que j'envoie un bateau qui vous portera ma réponse, dit l'étranger.

— C'est un ennemi à coup sûr, dit le capitaine; nous ne sommes pas en guerre ouverte avec la France, c'est donc un pirate. Si nous essayions de lui échapper en faisant force de voiles? dit le capitaine aux officiers, qui applaudirent à ces paroles. Mais Israël resta immobile, en proie à une violente fièvre d'émotion. Il lui semblait reconnaître la voix qui partait du vaisseau de guerre. Le vaisseau se rapprochait, et ses canons envoyaient leurs boulets de plus en plus près du *cutter*. Cependant ce dernier pouvait encore échapper. A ce

moment critique, Israël, qui n'avait pas bougé malgré les ordres répétés des officiers, s'élança vers le capitaine, et, se dressant devant lui, s'écria :

— Regardez-moi bien, je suis un *Yankee*, un rebelle, un ennemi!

— Au secours! au secours! cria le capitaine. Un traître parmi nous, un traître!

Ces mots étaient à peine prononcés, que la mort avait fermé la bouche du malheureux capitaine. Réunissant toute sa force physique, Israël l'avait précipité d'un seul coup dans la mer. Un des officiers se jeta sur Israël, tandis que le second courait au gouvernail pour empêcher le navire de chavirer; l'officier glissa et tomba près des barres de fer des écoutilles. Israël lui brisa la tête contre le fer, puis courut à l'officier qui se tenait au gouvernail, et qui ignorait l'issue de la dernière lutte. Il le saisit dans une étreinte sauvage, et après l'avoir serré jusqu'à l'étouffer, le lança contre les rebords du vaisseau. En ce moment, la voix du vaisseau de guerre se fit entendre de nouveau. « J'ai fort envie de vous couler bas, pour vous faire payer votre fourberie. Enlevez-moi ce chiffon de drapeau, entendez-vous? »

Un bateau arriva au bout de quelques minutes. Lorsque son commandant s'arrêta sur le pont du *cutter*, il se heurta contre le cadavre du premier officier, et en même temps les râlemens d'agonie du second frappèrent son oreille. — Qu'est-ce que cela veut dire? demanda-t-il à Israël.

— Cela veut dire que je suis un *Yankee* pris de force pour le service du roi, et que, pour les récompenser de leurs peines, à mon tour j'ai pris le *cutter*.

Saisi de surprise, le commandant regarda le corps agonisant du second officier et dit : — Cet homme ne vaut guère mieux que s'il était mort; mais nous l'emmènerons cependant au capitaine Paul, comme témoin à notre décharge.

— Le capitaine Paul Jones! s'écria Israël.

— Lui-même.

— Il me semblait bien avoir reconnu sa voix. C'est cette voix qui m'a encouragé et m'a donné la force de faire ce que j'ai fait.

— Oui, le capitaine Paul s'entend assez bien à changer les hommes en tigres.

Ils prirent avec eux l'officier agonisant, mais avant qu'ils eussent abordé au vaisseau de guerre, l'officier avait déjà rendu l'âme. Debout sur le pont du vaisseau, se tenait un petit homme à physionomie de pirate, coiffé d'un bonnet écossais orné d'un galon d'or.

— Eh bien! drôle, pourquoi votre mauvais bateau m'a-t-il donné tant de mal? Où est le reste de l'équipage?

— Capitaine Paul, dit Israël, vous souvenez-vous de moi? Je crois

vous avoir offert mon lit à Paris il y a quelques mois. Comment va le bonhomme Richard?

— Tiens, vous êtes le courrier *yankee?* Comment vous trouvez-vous maintenant dans un *cutter* anglais?

— Saisi par la *presse*, capitaine; voilà l'histoire.

A partir de ce jour, Israël fut un des auxiliaires dévoués du capitaine Paul. Ensemble ils naviguèrent sur toutes les eaux anglaises, ensemble ils touchèrent à tous les ports de l'Écosse et de l'Irlande, ravageant, incendiant, surprenant et capturant les vaisseaux de l'ennemi. Ce fut Israël qui, au milieu de la nuit, descendit à terre chercher l'étincelle avec laquelle furent incendiés les vaisseaux réunis dans le port de Whitehaven. De toutes leurs expéditions cependant, la plus singulière fut celle qu'ils firent sur les domaines du comte de Selkirk, conseiller privé et ami particulier de George III. Le plan de Paul Jones était d'enlever le comte et de le remettre comme otage entre les mains des Américains. Paul Jones était très navré d'être obligé de se contenter d'un grand seigneur; il aurait préféré, ainsi qu'il l'avoua à Israël, enlever le roi lui-même. George III servant d'otage à la liberté américaine, cela eût été plus piquant et en même temps plus décisif.

Le *Ranger*, vaisseau de Paul Jones, aborda donc sur la côte d'Écosse à l'île de Sainte-Marie, un des domaines du comte de Selkirk. Paul débarqua avec Israël et deux de ses officiers, et s'avança vers la maison du comte. Le silence et la solitude qui régnaient dans les environs lui semblèrent d'un mauvais augure. Il laissa ses hommes à quelque distance, et, accompagné d'Israël, frappa à la porte du château. Un vieux domestique à chevelure grisonnante se présenta.

— Le comte est-il chez lui?

— Non, monsieur, il est à Édimbourg.

— Ah! Et la comtesse?

— Elle est ici, monsieur. Qui annoncerai-je?

— Un gentilhomme qui désire lui présenter ses respects. Voici ma carte.

Israël attendit dans la salle, tandis que le domestique conduisait Paul dans un appartement voisin. La comtesse parut bientôt devant le capitaine. — Charmante dame, dit le galant Paul Jones, je vous souhaite le bonjour.

— A qui ai-je l'honneur de parler, monsieur? dit la dame d'un ton sévère et en reculant effarouchée par la brusque galanterie de l'étranger.

— Madame, je vous ai envoyé ma carte...

— Qui me laisse dans une complète ignorance, dit froidement la comtesse.

— Un courrier envoyé à Whitehaven pourrait vous donner des

nouvelles très circonstanciées concernant l'homme qui a l'honneur d'être votre visiteur.

Ne comprenant pas le sens de ces paroles, la dame, quelque peu embarrassée d'ailleurs par la singulière effronterie de Paul, répondit que si le gentilhomme était venu pour visiter l'île, il avait toute liberté de le faire. Elle se retirait et allait lui envoyer un guide. — Comtesse de Selkirk, dit Paul en avançant d'un pas, j'ai besoin de voir le comte pour des affaires d'une importance urgente.

— Le comte est à Édimbourg, répondit la comtesse avec embarras et en faisant de nouveau quelques pas pour se retirer.

— Vous me donnez votre parole de femme de gentilhomme que vous dites la vérité? — La comtesse jeta sur lui un regard plein de colère et d'étonnement. — Pardonnez-moi, madame, je ne voudrais pas douter un instant de votre parole; mais je supposais que vous pouviez soupçonner l'objet de ma visite, et dans ce cas ce serait pour vous la chose la plus excusable du monde que de chercher à me cacher la présence du comte dans l'île.

— Je ne comprends pas du tout ce que vous voulez dire, répondit la comtesse très décidément alarmée cette fois et se retirant vers la porte, tout en conservant courageusement sa dignité au milieu de son effroi.

— Madame, — dit Paul en faisant un geste suppliant et en jouant avec son bonnet à galon d'or, tandis qu'une poétique expression de tristesse et de sentimentalité se répandait sur sa figure brunie, — il est dur à un homme engagé dans la profession des armes d'être parfois obligé à des actions que son cœur réprouve : cette dure condition est la mienne. Vous me dites que le comte est absent; je crois à votre parole; loin de moi la pensée de regarder comme un mensonge les paroles qui sont tombées d'une bouche aussi parfaite!

La comtesse le regarda; des émotions très diverses l'agitaient; cependant son effroi s'apaisa en partie quand elle vit que, malgré la galanterie extravagante de Paul et ses gestes hyperboliques, il ne s'écartait en aucune façon des convenances et du respect auquel elle avait droit. Paul continua : — Le comte étant absent et sa personne étant l'unique objet de ma visite, vous n'aurez rien à craindre pour vous, madame, lorsque vous saurez que j'ai l'honneur d'être officier de la flotte américaine, et que j'ai débarqué dans cette île avec l'intention d'enlever le comte de Selkirk comme otage de guerre. Je ne regrette pas mon désappointement, puisqu'il a servi à prolonger mon entrevue avec la noble dame ici présente, et qu'il aura pour résultat de ne point troubler sa tranquillité domestique.

— Dites-vous réellement la vérité? demanda la comtesse bouleversée d'étonnement.

— Madame, si vous voulez jeter un regard par la fenêtre, vous

pourrez apercevoir le vaisseau américain le *Ranger*, que j'ai l'honneur de commander. Présentez mes respects au comte, ainsi que mes sincères regrets de ne pas l'avoir rencontré chez lui. Permettez-moi de vous saluer et de me retirer.

Le capitaine s'inclina, sortit, et trouva Israël en contemplation devant une claymore de *highlander*. — Partons, mon lion, partons, dit-il; tout est perdu. Le vieux coq est parti laissant derrière lui dans le nid une belle poule, ma foi; mais il faut nous en retourner les mains vides.

— *Monsieur* Selkirk n'est donc pas chez lui? demanda Israël.

— *Monsieur* Selkirk? C'est peut-être du matelot Alexandre Selkirk que vous voulez parler. Non; il n'est pas dans l'île de Sainte-Marie; il est bien plus loin, dans l'île de Juan Fernandez, où il vit tout seul, comme un ermite. Partons.

A la porte, Paul et Israël rencontrèrent les deux officiers qu'ils avaient laissés. Paul les informa de son désappointement et ajouta qu'il ne restait plus qu'à partir immédiatement.

— Et rien pour nos peines? murmurèrent les deux officiers.

— Que voulez-vous avoir, je vous prie?

— Eh! mais un peu de pillage, quelque argenterie.

— C'est honteux. Je croyais que vous étiez des gentilshommes.

— Les officiers anglais, en Amérique sont aussi des gentilshommes, et cela ne les empêche pas de s'emparer de l'argenterie de l'ennemi quand ils peuvent mettre la main dessus.

— Allons, allons, pas de scandale. Les officiers dont vous parlez ne sont pas deux sur vingt, et ces deux, ce sont de purs filous, de petits gentilshommes aux doigts crochus, qui se servent de l'uniforme du roi pour exercer un métier infâme avec plus de sécurité; les autres sont des hommes d'honneur.

— Capitaine Paul, répondirent les deux officiers, nous vous avons suivi dans votre expédition sans attendre une solde régulière; nous comptions en revanche sur un peu de pillage honorable.

— Pillage honorable! voilà quelque chose de nouveau!

Mais les officiers n'étaient pas faciles à persuader. Ils étaient les plus habiles du vaisseau, et Paul, de crainte de les irriter, fut par politique obligé de céder. Quant à lui, il ne voulut se mêler en rien de cette affaire. Il ordonna aux officiers d'interdire à leurs hommes l'entrée de la maison, et de ne rien prendre eux-mêmes que ce que la comtesse voudrait bien leur donner. La comtesse ne fut pas peu déconcertée en recevant les officiers. Ceux-ci exposèrent leur demande avec une froide détermination. Il n'y avait pas moyen d'échapper. La comtesse se retira, et quelques instans après l'argenterie et d'autres objets de grande valeur furent déposés silencieusement devant les officiers, qui partirent chargés du butin. Arrivés à la porte,

ils rencontrèrent une fille à l'air mutin et aux joues rosées qui leur présenta les complimens de sa maîtresse, et les pria d'ajouter à leur bagage deux petits hochets d'enfant en corail et en argent. Des deux officiers, l'un était Français et l'autre Espagnol. L'Espagnol jeta avec colère son hochet contre terre et le foula aux pieds; mais le Français le prit gaiement, et le baisa en disant à la jeune fille qu'il conserverait longtemps ce fragment de corail comme souvenir de ses joues rosées.

Lorsqu'ils arrivèrent sur la plage, ils trouvèrent le capitaine occupé à écrire un billet au crayon. Lorsque Paul Jones eut terminé, il jeta un regard de reproche aux officiers, et tendit le billet à Israël en lui recommandant de le porter en toute hâte au château et de le remettre entre les mains de la comtesse de Selkirk. Ce billet contenait les excuses du capitaine pour le pillage qu'il n'avait pu empêcher. « Du fond de mon cœur, disait Paul Jones, je déplore cette cruelle nécessité. J'ai été obligé de céder. Laissez-moi vous donner l'assurance que, lorsque l'argenterie sera vendue, je ferai en sorte d'en être l'acheteur, et je me ferai un vrai plaisir de vous la renvoyer et de vous faire rentrer ainsi dans votre propriété. Je pars, madame, pour aller attaquer demain matin le vaisseau *Drake*, de vingt canons, qui se trouve près de Carrickfergus. Je me sentirais invincible comme Mars, si j'osais seulement rêver que dans quelqu'une des vertes retraites de son charmant domaine, la comtesse de Selkirk adresse à Dieu une charitable prière pour un homme qui, étant venu pour faire un captif, a été lui-même captivé. » Et le capitaine signait cette galante missive « l'ennemi adorateur de votre seigneurie! »

Paul Jones fut invincible en effet; il prit le vaisseau *Drake* malgré la supériorité de son artillerie et de son équipage, puis se rendit en France avec Israël. Il jeta l'ancre devant Brest. Trois mois après, il fit partie d'une expédition envoyée par la France sur les côtes de la Grande-Bretagne. Paul Jones commandait le vaisseau *le Duras*, vieux navire de forme antique qui avait fait souvent le voyage des Indes et qui en avait rapporté une forte odeur d'épices. — *Le Duras*, je n'aime pas ce nom, dit un soir Israël à Paul Jones; si nous le changions : si nous l'appelions *le Bonhomme-Richard*? Ce nom fut adopté, et il est resté célèbre, car l'événement le plus remarquable de cette expédition fut le combat du *Bonhomme-Richard* contre le vaisseau anglais le *Serapis*. Ce combat, qui fut la première collision remarquable sur mer entre les Anglais et les Américains, pouvait être regardé comme une prophétie des destinées de cette Amérique, intrépide, sans souci des principes, téméraire, pillarde, aux ambitions infinies, civilisée à l'extérieur seulement, sauvage au fond de l'âme, qui est et qui peut-être sera longtemps encore le *Paul Jones* des nations. Peu de combats sur mer ont été plus énergiques, plus obstinés,

plus furieux, et il serait curieux d'en retracer l'histoire, si elle se rapportait plus directement à l'histoire d'Israël Potter.

Après cette victoire, Paul et Israël, tous deux désireux de revoir l'Amérique, partirent sur le vaisseau de guerre *l'Ariel*, Paul comme commandant et Israël comme quartier-maître. Deux semaines s'étaient passées, quand ils rencontrèrent de nuit une frégate qu'ils pouvaient supposer ennemie. Les deux navires s'approchèrent l'un de l'autre. Tous deux portaient les couleurs anglaises : Paul Jones les avait adoptées pour mieux tromper l'ennemi. Pendant une heure, les capitaines des deux navires conversèrent à travers leur porte-voix. Ce fut une conversation réservée, adroite, évasive, diplomatique. Enfin Paul, exprimant quelque incrédulité relativement aux assertions de l'étranger, manifesta le désir que le commandant envoyât un bateau à bord et exhibât ses pouvoirs. L'étranger soutint que son bateau faisait eau de toutes parts. Paul, toujours poli, le supplia de considérer le danger auquel il s'exposait par un refus, et son interlocuteur lui objecta qu'il pouvait répondre par la bouche de vingt canons, et que lui et les gens de son équipage étaient de solides Anglais. Paul lui accorda cinq minutes pour se décider, et, ce délai passé, il fit hisser les couleurs américaines et courut sus au navire étranger. Il était huit heures du soir lorsque cette étrange querelle s'engagea au milieu de l'Océan.

Au bout de dix minutes de canonnade, le vaisseau étranger cria d'arrêter, qu'il se rendait, et que la moitié de ses hommes était tuée. *L'Ariel* poussa un *hourra!* et son équipage s'apprêta à prendre possession du vaisseau, qui en ce moment, changeant de position, se trouva tout près de *l'Ariel*. Israël, qui était là, sauta sur l'espars, pensant qu'il serait immédiatement suivi par ses compagnons; mais tout à coup les voiles du navire s'enflèrent, et Israël fut séparé de *l'Ariel* par un espace impossible à franchir. Le compagnon de Paul Jones monta alors sur le pont afin de ne donner aucun soupçon, et se vit au milieu de deux cents marins composant l'équipage d'un vaisseau corsaire. Le vaisseau fuyait à toutes voiles; les ordres retentissaient de toutes parts, et Israël, craignant d'être découvert, se montrait aussi empressé à les exécuter que les autres. Il réfléchit ensuite à ce qu'il devait faire. Pendant cette nuit, grâce à la ressemblance de ses vêtemens, il pouvait échapper; mais le lendemain il serait inévitablement découvert. Il remarqua cependant que les matelots n'avaient point d'uniforme, n'appartenant pas à la marine régulière, et que sa jaquette était le seul de ses vêtemens qui pût le dénoncer : il la dépouilla et la jeta à la mer. Cela fait, il s'en alla tranquillement vers la grande hune, et, s'asseyant à côté d'un groupe de huit ou dix matelots, demanda à l'un d'eux une pincée de tabac.

— Une chique, l'ami, s'il vous plaît!

— Eh! qui êtes-vous? répondit le marin. Les matelots de la hune de misaine et de l'artimon ne veulent pas que nous allions nous mêler à eux. Allons, filez.

— Vous êtes aveugle ou fou, mon vieux, répondit Israël; je suis votre camarade, n'est-ce pas, les amis? ajouta-t-il en s'adressant aux autres

— Nous ne sommes que dix dans notre service; si vous en êtes un, nous serons onze, dit un second matelot. Allons, filons vite.

— C'est bien mal, camarades, de traiter ainsi un vieux compagnon. Allons, allons, vous êtes fous. Donnez une chique. — Et il s'adressa de nouveau avec beaucoup de politesse au matelot le plus rapproché de lui.

— Écoutez bien, répondit celui-ci; si vous ne partez au plus vite, vous, espion de l'artimon, nous allons vous jeter par dessus le pont immédiatement.

Israël affecta de prendre la chose en plaisanterie et s'en alla. Pour n'être pas découvert, il avait besoin, d'une manière ou d'une autre, de se faufiler dans les rangs de quelqu'un des groupes de l'équipage; là était son seul espoir. Descendant sur le gaillard d'avant, Israël se mêla aux matelots employés au service de l'ancre de sûreté. Ceux-ci étaient à discuter sur la dernière rencontre, et exprimaient l'opinion qu'avant l'aurore le vaisseau serait hors de la vue de l'ennemi.

— Eh! l'avons-nous bien poivrée, cette vieille carcasse, amis? dit Israël. Donnez-moi une chique, quelqu'un d'entre vous. Combien avons-nous de blessés, savez-vous? Personne de tué, à ce qu'on m'a dit? N'est-ce pas un bon tour que nous leur avons joué?

— Jack Jewboy, répondit un des marins, vient de me dire qu'il n'y a eu que sept hommes blessés, et que personne n'a été tué.

— Eh! les amis, les bons amis! cria Israël en s'avançant vers un des affûts de canon où trois ou quatre hommes étaient assis, pressez-vous, pressez-vous un peu et faites place à un camarade.

— Toutes les places sont prises, mon garçon; regardez à l'autre canon.

— Les enfans! une place ici! s'écria Israël en s'avançant comme quelqu'un de la famille.

— Qui diable êtes-vous donc, vous qui faites ici tant de tapage? demanda le quartier-maître du gaillard d'avant. Êtes-vous un des hommes du gaillard d'avant? Voyons un peu. — Et avant qu'Israël eût pu échapper à l'examen, le vieux vétéran saisit une lanterne et l'approcha de son visage. — Attrapez cela, dit l'officier en donnant à Israël une poussée terrible et en le chassant ignominieusement du gaillard d'avant, comme un indiscret étranger venu des régions les plus éloignées du vaisseau.

Israël essaya de se glisser parmi d'autres groupes, toujours avec la même persévérance d'effronterie, mais toujours aussi avec le même insuccès. Partout repoussé, il chercha un refuge parmi les matelots de la cale. Plusieurs d'entre eux, plongés dans les noires entrailles du vaisseau, étaient assis autour d'une lanterne, pareils à un groupe de charbonniers dans une forêt de pins, à minuit. — Eh bien! les amis! quel est le mot pour rire? dit Israël en s'avançant, mais toutefois en se tenant autant que possible dans l'ombre.

— Le mot pour rire, c'est que vous feriez mieux d'aller là où vous devriez être, au lieu de vous faufiler là où vous n'avez rien à faire. C'est sans doute ainsi que vous vous êtes esquivé pendant le combat. Sortez d'ici. Sur le pont, vite! ou j'appelle le capitaine d'armes.

Israël décampa. Chassé de partout, il retourna, découragé, sur le pont. Il se coucha dans un hamac vide, et le lendemain essaya de renouveler ses offres de service aux divers groupes de marins, qui le repoussèrent comme la veille. Enfin un matelot irascible, dont notre aventurier avait en vain essayé de gagner les bonnes grâces, remarquant en lui quelque chose d'étrange, le pressa de s'expliquer formellement et de dire ce qu'il était. Les réponses d'Israël accrurent ses soupçons. Un groupe se forma. Les matelots éloignés, attirés par le bruit de la dispute, s'approchèrent, et tous déclarèrent qu'ils avaient déjà été ennuyés par un vagabond réclamant une place parmi eux. Le capitaine d'armes parut, prit Israël par le collet et le conduisit à l'officier du pont, qui, après avoir examiné l'Américain avec beaucoup d'étonnement, procéda à un interrogatoire en règle. Israël fut sommé de dire son nom et déclara s'appeler Peter Perkins.

— Vraiment, je n'ai jamais entendu ce nom, reprit l'officier. Voyez, je vous prie, si Peter Perkins est inscrit sur le registre, dit-il à un *midshipman*.

On parcourut le registre, ce nom ne s'y trouvait pas. — Vous n'êtes pas inscrit, monsieur. Il n'y a pas ici de Peter Perkins. Dites-moi tout de suite qui vous êtes.

— Peut-être, monsieur, dit gravement Israël, que m'étant enrôlé dans un moment où j'étais gris, j'aurai donné le nom d'une autre personne au lieu du mien, sans y songer.

— Soit. Sous quel nom êtes-vous connu parmi vos camarades depuis que vous êtes ici?

— Peter Perkins, monsieur.

L'officier se tourna vers les matelots et leur demanda s'ils connaissaient un camarade de ce nom. Ils répondirent tous négativement.

— Mauvaise défaite, monsieur, mauvaise défaite! vous voyez. Qui êtes-vous?

— Un pauvre homme *persécuté*, à votre service, monsieur.

— Qui vous persécute?

— Tout le monde, monsieur. Tout le monde semble être contre moi, personne ne veut me reconnaître.

— Dites-moi, demanda l'officier, vous souvenez-vous d'hier matin? Il faut que vous deviez l'existence à quelque combustion spontanée. Peut-être même l'ennemi vous a-t-il lancé ici dans une cartouche? Vous souvenez-vous d'hier? Voyons, puisque vous prétendez que ces hommes sont vos camarades, quels sont leurs noms?

— Oh! monsieur, je suis si intime avec eux que je ne les appelle jamais par leur vrai nom, mais seulement par leurs sobriquets; aussi, n'employant jamais leurs noms, je les ai oubliés. Quant aux sobriquets sous lesquels je les connais, ce sont *Towser*, *Bowser*, *Rowser*, *Snowser*.

— Assez. Il est fou, complétement fou; emmenez-le. Arrêtez, dit encore l'officier, qu'une étrange fascination semblait attacher à cette investigation sans résultat. Quel est mon nom?

— Eh! monsieur, un de mes camarades vient de vous nommer le lieutenant Williamson, et je ne vous ai jamais entendu appeler autrement.

— Et quel est le nom du capitaine?

— Lorsque nous parlâmes à l'ennemi la nuit dernière, je l'entendis lui-même dire par son porte-voix qu'il était le capitaine Parker, et probablement il sait son nom.

— Je vous y prends. Ce n'est pas le vrai nom du capitaine.

— Il est le meilleur juge, je pense, dans cette question, monsieur.

— Si une telle supposition n'était pas absurde, dit l'officier, je conclurais que cet homme est, par un moyen quelconque, venu du bâtiment ennemi.

— Mais en supposant que cela fût, dit un second officier, et cela est impossible, quel motif aurait pu le pousser à venir volontairement parmi des ennemis?

— Je n'en sais rien; qu'il réponde lui-même. Pourquoi avez-vous sauté du vaisseau ennemi dans celui-ci la nuit dernière?

— Moi, sauter du vaisseau ennemi, monsieur! ma place au quartier-général est au canon n° 3 du premier pont.

— Il est fou, ou c'est moi qui le suis, ou tout le monde l'est devenu. Emmenez-le.

— Mais où vais-je l'emmener, monsieur, dit le capitaine d'armes. Il ne semble appartenir à aucun service.

— Emmenez-le, dit l'officier, que ses propres perplexités rendaient furieux. Emmenez-le, vous dis-je.

— Allons, venez, mon fantôme, dit le capitaine d'armes, et, lui mettant la main au collet, il le promena dans tout le vaisseau, ici et là, ne sachant pas exactement que faire de son prisonnier. Un quart

d'heure après environ, le capitaine du vaisseau sortit de sa cabine, il remarqua les promenades indéfinies qu'on faisait subir à Israël, et en demanda la cause, ajoutant qu'il avait défendu expressément d'infliger à ses hommes des punitions dégradantes. L'officier du pont raconta toute l'histoire, au grand étonnement du capitaine, qui apostropha rudement Israël. — Drôle, n'essayez pas de me tromper. Qui êtes-vous, et d'où êtes-vous venu?

— Monsieur, mon nom est Peter Perkins, et je viens du gaillard d'avant, où le capitaine d'armes m'a conduit avant de m'amener ici.

— Auriez-vous le front de me dire que vous êtes matelot à bord de ce vaisseau depuis qu'il a quitté Falmouth, il y a dix mois?

— Monsieur, désireux de servir sous un aussi bon capitaine, j'ai été des premiers à m'enrôler.

— A quels ports avons-nous touché, monsieur? dit le capitaine, adouci par le compliment.

Israël se gratta la tête. — D'abord, monsieur, à Boston.

— Vrai, murmura un *midshipman*.

— Et ensuite?

— Eh bien! monsieur, j'ai dit que Boston était le premier port, n'est-ce pas? et...

— Le second port, c'est ce que je vous demande.

— Eh bien! New-York.

— Vrai encore, murmura le *midshipman*.

— Quand avons-nous tiré le canon pour la première fois?

— Eh mais! quand nous avons quitté Falmouth, il y a dix mois.

— Dans quel combat avons-nous tiré le premier coup de canon, voilà ce que je vous demande, et quel est le nom du corsaire que nous avons pris alors?

— Il me semble, monsieur, que j'étais malade alors. Oui, monsieur, ce doit avoir été à cette époque. J'avais la fièvre cérébrale, et j'en ai perdu la mémoire quelque temps.

Jugeant inutile de pousser plus loin l'interrogatoire, le capitaine laissa sa liberté à Israël, qui se montra si bon marin et si empressé à la manœuvre, qu'il finit par gagner le cœur de tout le monde; l'officier de la grande hune le réclama pour son service, et c'est ainsi que l'exilé fugitif acheva son voyage.

Un jour l'officier du pont, jetant les yeux sur la grande hune, aperçut Israël appuyé tranquillement sur la lisse et regardant en bas : — Eh bien! Peter Perkins, vous semblez en effet appartenir à la grande hune.

— Je vous l'ai toujours dit, répliqua Israël en souriant, et cependant vous vous le rappelez, monsieur, d'abord vous n'avez pas voulu me croire.

Enfin le vaisseau atteignit Falmouth. Au moment où il entrait dans

le port, Israël vit une grande foule se presser sur le rivage, tandis que les fenêtres des maisons voisines étaient encombrées de spectateurs. Un vaisseau de guerre débarquait son équipage, parmi lequel se trouvaient plusieurs officiers de l'armée, outre les officiers de marine. La foule se rangea sur deux haies, et alors, entre deux soldats armés jusqu'aux dents, apparut un captif de taille patagonienne, et qui s'élevait autant au-dessus de ses gardiens que le dôme de Saint-Paul au-dessus des clochers qui l'entourent. La foule poussa une acclamation; les cris : au château! au château! se firent entendre de toutes parts, et le cortége prit la route du château de Pendennis.

Le lendemain était un dimanche, et Israël obtint, avec quelques-uns de ses camarades, la permission d'aller à terre. Il se dirigea vers le château, où, selon toute probabilité, était renfermé le géant qui excitait la veille les acclamations de la foule. Du dehors on entendait la voix retentissante du prisonnier. « Ne t'enorgueillis plus, Angleterre, et considère que tu n'es qu'une petite île, disait cette voix. Fais revenir tes bataillons décimés, et couvre-toi la tête de cendres. Assez longtemps tes tories à l'âme vénale ont oublié leur Dieu et se sont courbés jusqu'à terre devant Howe et l'Allemand Kniphausen. Je vous montrerai, coquins, comment un vrai *gentleman* et un vrai chrétien sait se conduire dans l'adversité. Arrière, chiens! respectez un *gentleman* et un chrétien, quoiqu'il soit en haillons et sente l'eau de la cale. »

Frappé d'étonnement, Israël entra dans l'intérieur du château, et là, dans une cour, assis sur le gazon, il vit le géant les fers aux mains, revêtu d'un costume mi-partie de chef indien et de chasseur canadien, entouré de spectateurs curieux. Sa voix ne cessait de gronder comme un tonnerre et de lancer à ses ennemis des imprécations en langage biblique entremêlé de jargon de caserne. « Oh! oui, coquins, vous pouvez bien trembler devant Ethan Allen, le vainqueur de Ticonderoga, le soldat invincible. Vous, Turcs, jusqu'à ce jour vous n'avez jamais connu un chrétien. C'est moi, moi qui lorsque votre lord Howe essaya de me corrompre par l'offre d'une place de major-général et cinq mille acres de terre choisie dans le vieux Vermont (ah! trois hourras pour le glorieux Vermont et les enfans de nos vertes montagnes!), c'est moi qui répondis à votre lord Howe : Vous, vous m'offrez *notre* terre! vous êtes comme le diable de l'Écriture, qui offrait tous les royaumes de l'univers, tandis que le drôle n'avait pas à lui un seul pouce de terrain. »

Ce prisonnier bruyant, hautain et tapageur était en effet Ethan Allen (1), un des vainqueurs de Ticonderoga, héros bizarre taillé en Hercule, bon vivant, joyeux compagnon, et qui, quoique né dans la

(1) Le colonel Ethan Allen avait été fait prisonnier devant Montréal.

Nouvelle-Angleterre, n'avait rien de son esprit puritain. Pendant son séjour en Angleterre, il trouvait un sauvage plaisir à insulter ses ennemis, par exemple, à leur jeter à la face le nom de Ticonderoga, qui rappelait une défaite singulièrement humiliante pour l'orgueil anglais. Les fureurs d'Allen pouvaient s'expliquer par le ressentiment qu'avaient dû causer à une nature violente les mauvais traitemens de ses ennemis. Fait prisonnier, il avait dû supporter le coup de canne qu'un certain colonel Mac-Cloud lui avait administré sur la tête en lui promettant une bonne pendaison à Tyburn. Durant la traversée, il avait été mis aux fers à fond de cale par un tory implacable, le colonel Guy Johnson. Peut-être aussi, redoutant les violences et craignant d'encourager la férocité de ses geôliers s'il se montrait tranquille et stoïque, Allen avait-il voulu prendre les devans et effaroucher ses ennemis. Cette tactique lui réussit d'ailleurs parfaitement. Ses bruyantes imprécations eurent du retentissement, et on les fit cesser en l'échangeant contre des prisonniers anglais.

Il y avait au château de Pendennis d'autres captifs moins illustres et moins bruyans que le colonel Ethan Allen; c'étaient de pauvres fermiers, des paysans *yankees*, de simples marchands patriotes. Israël voulut jeter un coup d'œil sur ces compagnons d'infortune. Il regarda à travers une fenêtre grillée, et fut fort étonné d'entendre ces mots tout à coup prononcés : « Est-ce vous, Potter? Au nom de Dieu, comment êtes-vous venu ici? » Une sentinelle entendit ces mots et arrêta immédiatement Israël. On l'amena en présence des quarante prisonniers américains, et parmi eux il reconnut un certain Singles, maintenant le sergent Singles, l'homme qu'il avait, à son retour de la pêche à la baleine, trouvé marié à la jeune fille qu'il aimait. Ils s'étaient toujours haïs comme peuvent se haïr deux rivaux; mais alors, courbés sous le même malheur, ils ne se souvenaient plus du passé, et leurs âmes étaient confondues dans un même sentiment.

Israël, transformant son étonnement réel en surprise affectée, déclara qu'une ressemblance singulière avait sans doute égaré le prisonnier, qu'il n'était pas un rebelle *yankee*, mais, grâce à Dieu, un honnête Anglais, fidèle à son roi, né dans le Kent, et servant à bord d'un vaisseau porteur de lettres de marque actuellement dans le port. Le prisonnier parut surpris; mais les signes d'intelligence que lui fit Israël le décidèrent à s'excuser et à se contredire. Après plusieurs examens devant les comités militaires, notre aventurier fut laissé en complète liberté. Le lendemain cependant le bruit se répandit que le vaisseau de guerre, pour se recruter, allait prendre un tiers de l'équipage de la lettre de marque. La résolution d'Israël fut arrêtée immédiatement. Il ne voulait point servir les ennemis de sa patrie, mieux valait recommencer sa vie de vagabondage et de misère. Il s'échappa donc du navire pendant la nuit, gagna la terre à la nage,

et après avoir fait quelques milles à pied, il s'arrêta pour échanger ses vêtemens de marin contre des guenilles abandonnées qu'il rencontra sur son chemin; puis, ayant revêtu de nouveau la robe du mendiant, il se dirigea vers Londres avec cet instinct qui pousse vers la solitude le renard traqué, car les grandes foules sont précisément le véritable désert où l'homme persécuté est le plus en sûreté.

A une distance de dix ou quinze milles de Londres, le pauvre proscrit, mourant de faim et épuisé de fatigue, arriva devant une manufacture de briques, et s'engagea à raison de six shillings par semaine. Pendant quinze mortelles semaines, Israël mena la dure existence d'un ouvrier en briques, et à la fin, grâce à ses sueurs, se trouvant muni d'un costume un peu plus convenable et possesseur de quelques gros sous, il reprit sa route pour la capitale, où il entra, comme les rois qui viennent de Windsor, par le côté du Surrey. C'était un lundi matin, 5 novembre, le jour de l'anniversaire de Guy Fawkes. Londres était plein de bruit, de brouillard et d'odeur de poudre. Il devait y rester encore quarante-cinq ans sans que le malheur cessât de peser sur lui.

Ces quarante-cinq années eurent la monotonie du malheur et portent la grise livrée de la misère. On peut dire pour les misérables ce que l'on a dit des peuples heureux : ils n'ont pas d'histoire. D'abord Israël fut assez prospère, et même rassembla assez d'argent pour payer son passage en Amérique; mais le malheur voulut qu'étant traité avec beaucoup de bonté dans une boulangerie où il était employé, il tomba amoureux de la fille de boutique. Il crut ne pouvoir témoigner sa reconnaissance que par un mariage. Lorsque la paix fut conclue, ses épargnes s'étaient évanouies, et lorsque plus tard un consul américain établi à Londres eût été en mesure de lui procurer un passage gratuit, il ne put naturellement se résoudre à abandonner sa femme et son enfant.

Jusqu'alors Israël avait gagné péniblement sa vie. La conclusion de la paix fut suivie par malheur d'un encombrement des métiers et d'une baisse des salaires, provoqués par l'affluence des soldats licenciés. En même temps, selon une règle fort énigmatique, mais bien connue et tout à fait malthusienne, la famille d'Israël augmentait à mesure que ses ressources diminuaient. Onze enfans lui vinrent au monde dans un grenier de Moorfiels. Dieu lui fit la grâce d'en rappeler dix à lui. Israël essaya de gagner sa vie en se faisant rempailleur de chaises, et bientôt ce métier ne lui offrant plus de ressources, il fit et vendit des allumettes; mais la pente de la misère est fatale, et sa triste industrie ne lui réussissant pas encore, Israël fut réduit au métier de chiffonnier.

La guerre se ralluma, la grande guerre de 93, et de nouveau les armées se mirent en marche. La concurrence étant moindre, Israël

put reprendre le métier de rempailleur de chaises. Sa femme était morte et l'avait laissé seul avec un enfant qui aidait son père dans ses travaux. En 1817, la paix étant conclue, les soldats congédiés, comme autant de harpies, vinrent de nouveau retrancher chaque jour aux ouvriers des villes une bouchée de pain, et néanmoins, trait caractéristique de la nature américaine, malgré toutes ses souffrances, Israël ne tomba jamais à la condition de mendiant. Heureusement pour lui, il avait un enfant qui le soutenait dans sa misère, et qui le berçait des rêves d'un retour à la terre natale. Par ses efforts persévérans, l'enfant parvint à faire connaître au consul américain l'histoire de son père, et le consul les fit embarquer tous deux pour Boston. C'était en l'année 1826; juste un demi-siècle s'était écoulé depuis le jour où Israël avait été conduit en Angleterre.

Le navire arriva à Boston le 4 juillet. La ville était en grande fête; le vieillard eut en débarquant la joie de voir écrits sur une bannière flottante, portée sur un char de triomphe, ces mots : *Bunker-Hill, 1775. Gloire aux héros qui ont combattu dans cette journée.* — Il contempla silencieusement ce spectacle, et reprit, les larmes aux yeux, le chemin de ses montagnes; mais son retour n'était pas un retour : c'était une résurrection d'entre les morts. Personne ne le connaissait et n'avait entendu parler de lui. Le dernier survivant de sa famille, suivant l'exemple de ses voisins, avait vendu ses propriétés, et s'était retiré dans l'ouest... où? — On ne le savait pas précisément. Israël chercha la demeure de son père, elle avait été incendiée il y avait longtemps. Il chercha l'emplacement sur lequel elle s'élevait, les routes avaient été changées. Sur l'ancienne route paissaient maintenant de paisibles troupeaux. Enfin, en avançant, le vieillard arriva avec son fils auprès d'un petit tas de pierres noircies par le feu et tachetées cependant de mousses vertes. Un étranger labourait près de là, et s'arrêta tout à coup; sa charrue avait rencontré une pierre enfoncée dans la terre.

— Voilà vingt ans déjà que ma charrue frappe cette vieille plaque de foyer! Oh! une journée étouffante, vieil ami! dit-il à Israël.

— A qui était cette maison, l'ami? dit le fugitif, touchant de son bâton la pierre à demi enfouie.

— Je ne sais, j'ai oublié le nom. Ils sont allés dans l'ouest, je crois. Vous les connaissiez?

Mais le fugitif ne répondit pas; son œil était fixé sur la pierre.

— Que regardez-vous, père? dit son fils.

— Père! Oui, ici, dit-il en montrant la place avec son bâton, ici s'asseyait mon père, et ici ma mère, et moi, petit enfant, je courais entre leurs jambes à cette même place où je me traîne maintenant, mais à l'air libre et sans un toit sur ma tête. Continuez à labourer, l'ami......

Le dernier renseignement qu'on ait recueilli sur Israël Potter est relatif à une pension militaire que le vieux soldat sollicita du gouvernement américain, et que certains caprices de la législature lui refusèrent. Ainsi il fut jusqu'à la fin le représentant de ces foules inconnues et oubliées qui poursuivent leurs efforts sans en attendre le prix, et qui présentent par cela même le modèle du désintéressement. Honneur à ces foules, car elles nous donnent une grande leçon, très consolante et pleine d'optimisme : elles nous enseignent combien la vertu est naturelle à l'homme. Elles n'ont pas de renommée, pas de récompense à espérer; elles doivent être forcément désintéressées, et elles le sont. Le renoncement, le sacrifice de soi-même a été de tout temps regardé comme le dernier terme de la perfection chrétienne, comme le suprême triomphe de l'homme sur ses instincts, et cependant ce miracle s'accomplit tous les jours, et ceux qui l'accomplissent ne sont pas des grands hommes : ce sont des êtres humbles et sans facultés bien éminentes. C'est de la poussière de ces millions d'êtres humains qu'est fait le sol de la patrie, ce sont leurs cendres que nous foulons aux pieds, et quand nous contemplons avec orgueil les quelques monumens épars sur ce sol, et qui rappellent un fait impérissable ou un grand homme immortel, n'oublions pas que ce sont ces hommes ignorés qui en ont fourni les pierres et le ciment. Or, de tous les pays du monde, aucun ne doit plus de reconnaissance à ces foules anonymes que les États-Unis. Là le petit nombre d'individualités qui se sont élevées au-dessus des masses n'ont pas été leurs généraux ou leurs souverains, elles n'ont été que leurs caporaux et leurs sergens. Là ces individualités n'ont pas déterminé la destinée des multitudes, ce sont celles-ci, au contraire, qui leur ont enseigné leur devoir. Aussi la révolution américaine a-t-elle été regardée à juste titre comme le véritable avénement de la démocratie sur la scène du monde.

Oui, le vrai, le seul héros de la révolution américaine, c'est la foule; c'est à d'obscurs fermiers, à d'humbles paysans que les États-Unis doivent leur indépendance. Quoi d'étonnant si l'Amérique a pour eux une grande reconnaissance, et si elle restitue avec empressement à un simple soldat de Bunker-Hill ou de Saratoga la part de gloire qui lui appartient dans la fondation de la république? Dans d'autres pays, la gloire des grands événemens revient presque tout entière aux grands hommes; mais dans la révolution américaine il n'en est pas ainsi, et les milliers d'Israël Potter qui combattirent alors ont contribué chacun pour sa part à la victoire. C'est cette pensée qui se fait jour dans le récit de M. Melville. Israël Potter est, nous le répétons, la personnification des vertus qui assurèrent le triomphe de l'Amérique. Captif sur la terre de l'ennemi,

il bat encore l'ennemi; prisonnier, il trouve encore le moyen d'être libre; vaincu, il déconcerte l'ennemi et a toujours le dernier mot. Si misérable qu'il soit, Israël a confiance en lui et pour ainsi dire bonne opinion de lui-même. Quoique prisonnier et mis aux fers, il refusera de se croire esclave; il résistera à l'évidence de sa situation, et soutiendra encore à la face de l'Angleterre qu'il est entièrement libre, qu'il est un *Yankee*. Sa majesté George III ne serait pas capable de lui imposer obéissance, et même, poussé à l'absurde comme dans l'histoire du vaisseau corsaire, l'évidence, devant laquelle tous les hommes s'arrêtent, n'est pas capable de le désarçonner. La misère, le besoin, qui sont le fléau des foules, ne peuvent avoir aucun empire sur lui; ce n'est à ses yeux qu'un des mille détails de la vie, et Israël ne se courbe pas plus sous la tyrannie de la fatalité que sous la tyrannie de l'Angleterre.

C'est là ce qui constitue en effet la démocratie véritable, c'est de nier hautement l'existence de la tyrannie en face de la tyrannie même et de se conduire comme si elle n'était pas. Jadis cette manière de penser et d'agir n'était connue que des grandes individualités. Tous les hommes éclairés, instruits, moralisés, tous ceux en un mot qui se sont élevés à l'*individualité* savent par expérience que les plus grands malheurs et les plus grands maux n'ont pas la réalité que leur attribuent les masses superstitieuses et ignorantes, que malheur, fatalité, tyrannie, ne sont guère que des fantômes qui viennent à certains momens hanter notre esprit et obscurcir la lumière du jour, mais qui passent vite, et contre lesquels il existe des formules de conjuration. Eh bien! Israël Potter, le paysan *yankee*, eut en partie cette connaissance; il représente, ce soldat de Bunker-Hill, le moment de l'histoire où la foule a perdu son antique caractère, et où les êtres qui la composent ont senti naître en eux une *individualité*, où ils ont compris qu'ils existaient réellement, plus réellement que tous les fléaux qui ont fait peur et qui font encore peur au monde. Ce qui distingue essentiellement l'homme libre, c'est l'absence de crainte et la certitude qu'en lui seul sont tous les dangers. Ne rien craindre et être toujours prêt à tout, c'est là l'essence de l'*individualité*, et l'humble prisonnier de guerre sait cela. Dès lors qu'a-t-il besoin de récompense et de célébrité? Il peut rester obscur et ignoré, car il *existe* et il a le sentiment de son existence. La grande récompense de nos actions, ce n'est pas le nom que nous portons, ni la célébrité que nous acquérons; c'est la certitude d'être *quelqu'un*, c'est l'estime que nous avons de nous-mêmes.

ÉM. MONTÉGUT.

LE CARDINAL

DE MAZARIN

DERNIÈRE PARTIE.[1]

I.

Mazarin avait repris le pouvoir que venaient de lui rendre les fautes de ses ennemis, et sa persévérance avait vaincu leur mobilité. Si la conscience avait tenu dans les troubles de la fronde une très petite place, la part de l'esprit n'y avait certainement pas été moindre que dans les troubles de la ligue. Dans la rage avec laquelle les pamphlétaires poursuivaient le cardinal, l'œil perspicace de celui-ci croyait entrevoir quelque chose de famélique; aussi l'un de ses premiers soins après sa rentrée à Paris fut-il de faire donner aux gens de lettres portés sur les états de pension l'avis d'envoyer leurs quittances, pour être payés sur-le-champ de ce qui leur restait dû (2). Les intéressés ne considérèrent point comme une épigramme cet empressement, qu'ils prirent sans doute pour un hommage à leur puissance, et depuis ce jour-là Mazarin put compter, non sur des sympathies, qu'il ne recherchait point, mais sur un silence qui suffisait à sa politique.

Une silencieuse résignation était aussi tout ce qu'il pouvait at-

(1) Voyez les livraisons du 1er et du 15 juin.
(2) Aubery, *Histoire du roi Louis XIV*.

tendre de la magistrature, compromise par ses alliés, désertée par l'opinion, et contrainte de dissimuler durant plus d'un siècle des espérances si amèrement déçues. Le parlement, après une courte translation à Pontoise, avait été rappelé à Paris par le roi, et les *particuliers composant sa cour de justice* avaient été cités par devers lui, moins une dizaine de conseillers auxquels, de son autorité souveraine, il avait infligé la prison ou l'exil. Ceux-ci n'avaient été frappés d'ailleurs ni par un sentiment de vengeance, ni encore moins par un sentiment d'appréhension. Le jeune roi, majeur désormais, et moins émancipé par son âge que par sa victoire, avait entendu, en atteignant au sein du parlement les hommes les plus engagés dans les luttes précédentes, constater aux yeux des peuples l'impuissance, et, s'il est permis de le dire, le désarmement définitif de ce grand corps. Ce fut donc sans aucune protestation que la cour enregistra la déclaration qui établissait en même temps et la vanité de ses prétentions politiques et le dangereux triomphe obtenu par le pouvoir absolu dans le pays le moins disposé à le supporter, en même temps que le plus incapable de le restreindre. « Toute autorité nous appartient, disait le monarque adolescent; nous la tenons de Dieu seul, sans qu'aucune personne, de quelque condition que ce soit, puisse y prétendre... Les fonctions de la justice, des armes et des finances doivent toujours être distinctes et séparées. Les officiers du parlement n'ont d'autre pouvoir que celui que nous avons daigné leur conférer, pour rendre la justice à nos autres sujets. Ils n'ont pas plus le droit d'ordonner et de prendre connaissance de ce qui n'est pas de leur juridiction, que les officiers de nos armées et de nos finances n'en auraient de rendre la justice ou d'établir des présidens et des conseillers pour l'exécuter... La postérité pourra-t-elle croire que les officiers de justice ont prétendu au gouvernement général de notre royaume, former des conseils et percevoir les impôts, s'arroger enfin la plénitude d'une puissance qui n'est due qu'à nous (1)! »

En ceci la royauté avait raison sans doute contre les magistrats, dont les prétentions administratives et politiques touchaient au ridicule; mais ceux-ci avaient raison à leur tour contre le pouvoir, lorsqu'ils trouvaient mauvais un régime qui plaçait vingt-quatre millions d'hommes à la merci d'un étranger, en attendant que le progrès, plus rapide encore dans le mal que dans le bien, substituât l'omnipotence des maîtresses à celle des premiers ministres, et le gouvernement de Mme de Pompadour à celui du cardinal Mazarin. Quoi qu'il en soit, à partir de ce jour, le parlement disparut de la scène. Si les souvenirs de son ancienne puissance venaient parfois

(1) Lettres patentes adressées au parlement de Pontoise.

l'émouvoir encore, cette émotion n'était que le dernier souffle d'une tempête déjà lointaine. Lorsque le nouveau surintendant Fouquet eut réclamé la vérification de ses édits, et que cette compagnie eut élevé pour la dernière fois sous ce long règne la prétention de les discuter, on sait dans quel appareil Louis XIV accourut à Vincennes pour lui intimer l'ordre de les enregistrer sans délai et sans examen. Ceci était devenu tellement naturel en 1655, que les contemporains n'en auraient probablement témoigné nul étonnement, sans l'étrange costume et les paroles très inattendues par lesquelles un prince de dix-sept ans révélait au monde étonné sa personnalité royale.

Le parti des princes disparut plus complétement encore d'un théâtre que la royauté allait désormais occuper seule. La facilité que rencontra Mazarin pour réduire ses adversaires constata d'une manière à la fois péremptoire et déplorable l'inaptitude politique de l'aristocratie française. Afin de triompher des dernières résistances entretenues par le prince de Condé dans les provinces méridionales, Mazarin employa simultanément les négociations et les armes, le premier moyen lui réussissant d'ailleurs beaucoup trop bien pour qu'il eût à faire un emploi sérieux du second.

Entre les personnages qui avaient si vainement troublé l'état, un seul ne fut point admis à profiter de la politique dont le cardinal avait emprunté les secrets à Henri IV victorieux et aux registres de Sully, chargé d'en acquitter les frais : le cardinal de Retz, arrêté au Palais-Royal, comme l'avait été M. le Prince, le remplaça à Vincennes. Transféré, quinze mois après, au château de Nantes, on sait qu'il en sortit au risque de sa vie, et qu'il atteignit après mille périls cette Rome, éternelle patrie des proscrits, où il usa contre son heureux rival, dans des intrigues sans portée, la stérile activité que lui avait départie la nature. Homme étrange, qui, en maximant avec art les pratiques d'une vie toute de hasard, rencontra la gloire littéraire, dont il était peu touché, au lieu de la renommée politique qu'il avait poursuivie avec passion ! Vindicative et hardie, Anne d'Autriche haïssait Gondi sans le craindre; Mazarin au contraire le craignait sans le haïr, car ces deux hommes avaient constamment entretenu des relations secrètes au plus fort de leurs luttes. Le ministre jugea qu'après la rentrée de la cour à Paris, le coadjuteur était désormais le seul personnage qui pût l'inquiéter par son influence sur le clergé et sur le peuple, sur certains salons et sur quelques jeunes magistrats des enquêtes que le découragement général n'avait pas encore atteints. Les autres ne pouvaient en effet le préoccuper en aucune façon, car à peine valaient-ils l'argent qu'il dépensait pour les acheter.

Le duc d'Orléans acheva à Blois, dans la retraite, une existence qui n'avait été qu'un long enchaînement de déceptions pour les au-

tres comme pour lui-même. Le célibat fut la seule peine infligée à Mlle de Montpensier; la vieillesse ne tarda pas à venger le cardinal de Mmes de Montbazon, de Châtillon et de Chevreuse; déchu de sa royauté des halles et de sa popularité de carrefour, M. de Beaufort ne fut plus qu'un homme grossier, qui mourut transpercé par les épigrammes de Saint-Évremond. Si le prince de Conti ne fit pas une fin plus héroïque, il tira du moins un meilleur parti de sa position, et en sollicitant, après quatre années d'hostilités, la main et la dot de l'une des nièces du cardinal, l'ancien généralissime des Parisiens donna la mesure de l'esprit de la fronde et de la dignité personnelle de ses auteurs. A l'exemple de son second frère, Mme de Longueville s'accommoda avec la cour, puis, chose plus difficile, avec son époux. Cette princesse s'était jetée dans les troubles « par la croyance qu'elle passerait pour en avoir beaucoup plus d'esprit, qualité qui faisait sa passion dominante (1), » selon le témoignage d'une femme qui fut injuste peut-être envers elle, mais qui certainement la connaissait bien; elle en sortit avec une réputation flétrie, et comme noyée dans un océan de tristesse où son âme se retrempa pour la véritable grandeur. A l'exemple des ducs de Bouillon, de Rohan, d'Elbeuf et de tous les acteurs de cette pièce, La Rochefoucauld ne tarda pas à traiter de son côté avec le ministre, dont il était plus profitable d'avoir été l'adversaire que le serviteur. Entré dans la guerre civile par amour, comme il l'affirme, ou par calcul, comme l'ont prétendu des contemporains, il en sortit désabusé de tout, et se préparant à condenser les déceptions de sa vie dans des sentences, médailles impérissables d'une époque dont l'étude décourageait de la liberté, de la vertu et presque de l'honneur.

Dans cette cohue de femmes galantes et de vulgaires ambitieux, un seul homme s'était donc rencontré en face de Mazarin, et celui-là demeura longtemps encore debout et le front haut sur la scène où venaient de se succéder tant d'intrigues et tant de travestissemens. Si Condé ne fut pas un grand esprit politique, il eut du moins l'âme assez forte pour aller aux extrémités de ses haines. Durant six campagnes, il prêta à l'ennemi de son pays et de sa race le double concours de son nom et de son épée : trahison consommée toutefois avec tant de hauteur et une sérénité de conscience tellement inexplicable qu'elle ne pénètre pas moins d'étonnement que de tristesse, et qu'elle provoque l'esprit aux plus sérieuses méditations. D'une part, en effet, on voit Condé, descendu au rang de simple général espagnol et condamné à mort par un arrêt solennel du parlement (2), « porter

(1) *Mémoires* de la duchesse de Nemours. On sait que cette princesse, issue d'un premier mariage de son père, était belle-fille de la duchesse de Longueville.

(2) Le 27 mars 1653, le parlement de Paris avait déclaré le prince de Condé « con-

si loin les avantages de la première maison de l'univers qu'il consent à peine à traiter avec l'archiduc, quoique frère et fils de tant d'empereurs, et que la maison de France garde son rang sur celle d'Autriche jusque dans Bruxelles (1); » de l'autre, ce sont la plupart des régimens appartenant à sa maison, et dont l'effectif, d'environ dix mille hommes, comprenait la meilleure noblesse du royaume, qui passent sans hésiter les frontières de la patrie et qui s'engagent dans une longue guerre contre la France pour ne point abandonner le prince auquel ils se considèrent comme liés par les devoirs de la fidélité militaire. Comment ne pas conclure d'une désertion aussi éclatante, provoquée par le prince le plus illustre de son temps, qu'à cette époque les traditions féodales survivaient, dans les rangs de la noblesse militaire, aux institutions abolies, et qu'après les grands coups portés par Richelieu la victoire de Mazarin était encore nécessaire pour constituer enfin la nationalité française dans une unité sacrée pour toutes les consciences?

Depuis le rétablissement de l'autorité monarchique jusqu'à l'ouverture des négociations des Pyrénées, un grand spectacle fut donné aux hommes de guerre de tous les siècles. On vit s'engager cette admirable lutte entre Turenne et Condé dans laquelle la prudence triompha presque toujours d'une impétuosité contrariée par la lenteur espagnole. La France reconquit une portion notable des places qu'elle avait perdues, soit par la complicité de l'insurrection avec l'étranger, soit par l'impuissance militaire qui en avait été la suite. Dans cet intervalle de six années, Mazarin gouverna avec la toute-puissance d'un visir d'Orient. Toujours maître des affections d'Anne d'Autriche, encore qu'au dire de témoins oculaires il affichât pour elle, depuis son retour en France, une indifférence qu'on pouvait qualifier d'ingratitude (2), il continuait à la dominer par l'irrésistible ascendant que l'habitude ajoute à la tendresse. Surintendant de l'éducation du roi, il exerçait également sur celui-ci une autorité sans bornes, et la

vaincu des crimes de lèse-majesté et félonie; comme tel, déchu du nom de Bourbon et condamné à recevoir la mort en la forme qu'il plairait au roi. »

(1) Bossuet, *Oraison funèbre du prince de Condé.*

(2) « Le ministre triompha de tous ses ennemis, et il eût été le plus glorieux homme du monde s'il se fût contenté d'abattre ceux qui lui avaient résisté et de jouir paisiblement de l'excès de grandeur où la fortune l'avait porté, sans vouloir détruire la puissance légitime de celle qui l'avait soutenue si hautement, comme il fit sitôt qu'il se vit rétabli dans sa première place, car il réunit tout d'un coup en sa personne l'autorité de la mère et du fils, et se rendit le tyran de leur volonté plutôt que le maître. Il devint la seule idole des courtisans, il ne voulut plus que personne s'adressât à d'autres qu'à lui pour demander des grâces, et il s'appliqua avec soin à éloigner d'auprès du roi tous ceux qui y avaient été mis par la reine sa mère. » (*Mémoires* de Mme de Motteville, année 1657.)

déférence constante du jeune monarque fut le résultat spontané d'un respect tempéré par l'affection pour l'homme qui l'avait tenu sur les fonts de baptême (1). Il ne tenta jamais de se soustraire à l'influence du cardinal, quoique celui-ci n'achetât cet ascendant par aucune faiblesse, peut-être même, pourrait-on dire, par aucune complaisance. L'éducation donnée à Louis XIV fut sévère presque jusqu'à la dureté. En face de son ministre et de sa mère, le prince le plus fier et le plus ardent de son siècle se maintint toujours dans les voies de la modestie, pour ne pas dire de la timidité. Mazarin était tellement assuré de la filiale soumission de son maître, qu'il ne songea jamais à le ménager dans ses faiblesses, et il arriva, chose étrange, que celui-ci fut peut-être le seul homme de son royaume pour lequel le cardinal ne se montra ni empressé ni facile.

Ce fut en apprenant à obéir que Louis XIV apprit à commander. La direction donnée à son éducation par le cardinal fut généralement parlant irréprochable, quoi qu'en aient pu dire les valets de chambre congédiés, encore que cette éducation ait été trop négligée sous le rapport des études classiques. Mazarin aimait peu les lettres, le marquis de Villeroy les aimait moins encore; mais toute la correspondance du cardinal, qu'elle soit datée de Brühl, lieu de son exil, ou écrite durant les longues conférences des Pyrénées, constate combien il se préoccupait du soin de former l'esprit du roi aux affaires, et témoigne de ses constans efforts pour lui en inspirer l'intelligence et le goût (2). Dans vingt lettres adressées au roi pour lui exposer les phases quotidiennes de ces négociations laborieuses, Mazarin insiste pour le préparer à diriger lui-même un jour les affaires de son état, sans l'intermédiaire d'un premier ministre. L'entretien fameux qui, après la mort du cardinal, étonna si fort les secrétaires d'état réunis pour la première fois en conseil, et la résolution exprimée par le jeune roi de gouverner désormais par lui-même, furent une suprême inspiration du cardinal à laquelle il avait depuis longtemps préparé son royal élève, soit qu'il considérât comme utile d'ajouter à la force de la royauté le prestige de l'action personnelle du prince, soit qu'il voulût par-delà la tombe écarter tout successeur. Le ministre entendait laisser au roi MM. Letellier, de Lyonne, Fouquet et Colbert comme des instrumens utiles, et qu'il avait façonnés lui-même, mais il n'admettait pas qu'aucun d'entre eux fût jamais en mesure de le remplacer. Le gouvernement direct par le roi était son vœu mani-

(1) Le 21 avril 1643, le cardinal Mazarin avait tenu la place du pape au baptême du jeune dauphin.

(2) *Lettres du cardinal Mazarin pour la paix des Pyrénées*, 2 vol. in-12, Amsterdam 1745.

feste, et Mazarin dut mourir dans la ferme persuasion qu'il y avait disposé Louis XIV.

En témoignage de ses efforts constans pour préparer le jeune prince à prendre la direction personnelle des affaires, on pourrait citer presque toutes les lettres de Mazarin. Je me borne à quelques lignes extraites de celle qui ouvre sa correspondance avec le roi. « Je vous dirai sans exagération que j'ai lu votre lettre avec une extrême joie, car elle est fort bien écrite, et vous vous engagez d'une telle manière à vouloir vous appliquer aux affaires, et vous n'oubliez rien de ce que vous croyez nécessaire pour devenir un grand roi. Vous jugez aisément combien cela me touche, puisque vous savez en quels termes j'ai pris la liberté de vous parler si souvent là-dessus. Je vous réplique de nouveau qu'il ne dépendra que de vous seul d'être le plus glorieux roi qui ait jamais été, Dieu vous ayant donné toutes les qualités pour cela, et n'étant à présent besoin d'autre chose que de les mettre en usage, ce que vous ferez avec facilité et toujours de bien en mieux, acquérant par l'application aux affaires la connaissance et l'expérience qui vous est nécessaire. J'ai tâché de vous bien servir, au moins j'y ai employé mes petits talens, et il a plu à Dieu de bénir ma conduite par la bonté qu'il a pour votre personne sacrée et pour le royaume qu'il vous a soumis. Si une fois vous prenez le gouvernail, vous ferez plus en un jour qu'un plus habile que moi en six mois; car est d'un autre poids et fait un autre éclat et impression ce qu'un roi fait de droit fil, que ce que fait un ministre, quelque autorisé qu'il puisse être. Je serai le plus heureux des hommes si je vous vois, comme je n'en doute pas, exécuter la résolution que vous avez prise, et je mourrai très satisfait et content à l'instant que je vous verrai en état de gouverner de vous-même, ne vous servant de vos ministres que pour entendre leurs avis, en profiter de la manière qu'il vous plaira, et leur donner après les ordres sur ce qu'ils auront à faire (1). »

La lecture de cette correspondance suffit pour démontrer ce qu'il y a de mal fondé dans l'opinion trop généralement entretenue sur l'ignorance politique où ce ministre se serait efforcé de maintenir Louis XIV. Le peu de goût que le jeune monarque témoigne quelquefois pour les affaires y devient l'occasion de reproches journaliers; les obstacles qu'il menace de créer par sa conduite et par sa faiblesse aux négociations importantes ouvertes pour son mariage et pour le rétablissement de la paix générale provoquent chaque jour des plaintes bien plus amères encore, et le ministre les exprime avec une telle rudesse de langage, qu'elle a fait de nos jours soupçonner la

(1) Le cardinal Mazarin au roi. De Notre-Dame-de-Cléry, 29 juin 1659.

vérité de ces lettres, quoique l'authenticité en soit démontrée jusqu'à la dernière évidence.

Ceci nous conduit au dramatique incident qui, aux dernières années de la vie de Mazarin, vint mettre les devoirs de l'homme d'état en opposition avec les intérêts du chef de famille, en soumettant le cardinal à une épreuve qu'il sut traverser avec la plus honorable fermeté. Les relations journalières qu'entretenait le monarque avec les nièces du premier ministre avaient eu des conséquences imprévues pour la sollicitude paternelle de celui-ci. Après un goût passager pour Olympe Mancini, mariée depuis à un prince de Savoie, et qui fut la mère du prince Eugène, le roi s'était épris pour sa sœur cadette d'une passion d'autant plus sérieuse qu'elle était alors naïve et pure comme sa vie. Douée d'une beauté médiocre, mais pourvue d'un esprit entreprenant et résolu, Marie Mancini cultiva avec un art profond une tendresse à laquelle les promesses de l'astrologie judiciaire avaient rattaché l'espérance d'une couronne. Anne d'Autriche et Mazarin ne virent d'abord qu'une distraction sans péril dans cet attachement dont ils n'avaient pas soupçonné le caractère; mais lorsqu'il fut question du mariage du roi avec l'infante d'Espagne, et que cette union fut devenue la condition fondamentale de la paix, dont les préliminaires venaient d'être arrêtés entre le cardinal et les ministres espagnols, quand Louis XIV fut dans le cas de s'acheminer lui-même vers la frontière pour se préparer à cette alliance, on se trouva placé dans la situation la plus embarrassante.

Les détails de la vie intime du Palais-Royal devinrent l'entretien de toutes les cours étrangères, les amis du prince de Condé ne manquèrent pas de les transmettre avec force commentaires à Bruxelles et à Madrid, pendant que le roi, venant en aide à la malveillance par le redoublement de tendresse qu'il témoignait à Marie Mancini, laissait soupçonner des engagemens qui, si extravagans qu'ils pussent être, n'étaient pas moins à redouter de la part d'un prince auquel il était donné de mettre sa toute-puissance au service de son amour. Mazarin comprit le péril et prit la résolution d'éloigner sa nièce. Marie partit pour La Rochelle, à peu près brouillée avec son oncle, et n'ayant au sein de sa famille que sa sœur Hortense pour approbatrice et pour confidente. Cet éloignement provoqua chez le roi un désespoir dont l'explosion publique présenta bientôt, pour les grands intérêts alors débattus entre le cardinal Mazarin et don Louis de Haro, des inconvéniens plus graves encore. Cédant à cette considération et aux prières d'un roi de vingt et un ans, qui suppliait lorsqu'il pouvait lui prendre la tentation d'ordonner, la reine sa mère consentit à ce que les deux amans se revissent un seul jour dans la ville de Saint-Jean-d'Angély, où le roi passa en se diri-

geant sur Bordeaux. L'effet de cette rencontre fut, comme il aurait été naturel de le prévoir, de resserrer des liens que l'absence seule pouvait rompre. A cette époque, Mazarin était déjà parti pour les Pyrénées, et ce fut à Saint-Jean-de-Luz qu'il apprit avec une vive anxiété et la déplorable condescendance de la reine et les conséquences qu'elle avait provoquées. Engagé depuis plusieurs mois dans une négociation sur laquelle l'univers avait les yeux, il se pouvait voir exposé au reproche d'avoir indignement joué la cour d'Espagne, avec laquelle il aurait traité du mariage de son maître en entretenant dans son cœur la pensée d'une infâme et égoïste trahison. Les lettres qu'il recevait chaque jour de la reine, de Mme de Venel, gouvernante de ses nièces, du secrétaire d'état Letellier et de ses agens au dehors, et qui toutes portaient le témoignage de la passion du roi et de la publicité que celle-ci avait acquise, plongeaient le ministre dans des tristesses qui plus d'une fois touchèrent au désespoir. Il n'est guère de page de sa volumineuse correspondance qui ne retrace la saisissante peinture de ces douloureuses perplexités.

« Les lettres de Paris et de Flandre et d'autres endroits disent que vous n'êtes pas connaissable depuis mon départ, que vous êtes en des engagemens qui vous empêcheront de donner la paix à la chrétienté et de rendre vos sujets et vos états heureux par le mariage, et que si, pour éviter un si grand préjudice, vous passez outre à le faire, la personne que vous épouseriez sera très malheureuse, sans être coupable. On dit que vous êtes toujours enfermé à écrire à la *personne,* et que vous passez plus de temps à cela que vous ne faisiez à lui parler quand elle était à la cour; on ajoute que j'en suis d'accord, et que je m'entends en secret avec vous, vous poussant à ces choses pour satisfaire mon ambition et pour empêcher la paix. On dit que vous êtes brouillé avec la reine, et ceux qui en écrivent en termes plus doux disent que vous évitez, autant que vous pouvez, de la voir. J'apprends aussi, par les avis que j'ai de La Rochelle, que vous n'oubliez rien pour engager tous les jours la *personne* de plus en plus, l'assurant que vos intentions sont de faire des choses pour elle que vous savez qui ne se doivent pas, et qu'aucun homme de votre état ne pourrait en être d'avis, et enfin qui sont par plusieurs raisons entièrement impossibles.

« Plût à Dieu que, sans contester votre réputation, vous pussiez vous ouvrir de vos pensées à d'autres; car par ce qui vous serait dit depuis le premier jusqu'au dernier de votre royaume, vous seriez au désespoir de les avoir eues, et je ne me verrais pas dans le plus pitoyable état où j'aie jamais été, étant accablé de douleur, ne pouvant dormir un seul moment et en un mot ne sachant ce que je fais, ce qui est à un tel point que, quand je voudrais passer sur

toutes sortes de considérations pour vous servir, je n'aurais pas l'esprit pour le faire en l'assiette qu'il est avec sujet, ni pour vous rendre un aussi bon compte de vos affaires, comme j'ai fait jusqu'à présent. C'est pourquoi je vous dis hardiment qu'il n'est plus temps d'hésiter, et quoique vous soyez le maître, en certain sens, de faire ce que bon vous semble, néanmoins vous devez compte à Dieu de vos actions pour faire votre salut, et au monde pour le soutien de votre réputation; car quelque chose que vous fassiez, il en jugera, selon que vous lui en donnerez occasion (1). »

« Je commencerai par vous dire, sur le point de votre lettre du treizième, qui regarde les bons sentimens que la personne a pour moi, et toutes les autres choses qu'il vous a plu me mander à son avantage, que je ne suis pas surpris de la manière dont vous m'en parlez, puisque c'est la passion que vous avez pour elle qui vous empêche de connaître ce qui en est, et je vous réponds que sans cette passion vous tomberiez d'accord que cette personne n'a nulle amitié pour moi, qu'elle a au contraire beaucoup d'aversion, parce que je ne la flatte pas dans ses folies, qu'elle a une ambition démesurée, un esprit de travers et emporté, un mépris pour tout le monde, nulle retenue dans sa conduite, qu'elle est plus folle qu'elle n'a jamais été depuis qu'elle a eu l'honneur de vous voir à Saint-Jean-d'Angély, et qu'au lieu de recevoir de vos lettres deux fois par semaine, elle en reçoit à présent tous les jours. Vous verriez enfin qu'elle a mille défauts et pas une qualité. Vous témoignez en votre lettre de croire que l'opinion que j'ai d'elle procède des mauvais offices qu'on lui rend; est-il possible que vous soyez persuadé que je sois habile et pénétrant dans les grandes affaires, et que je ne voie goutte dans celles de ma famille?... Si je suis si malheureux que la passion que vous avez vous empêche de connaître la vérité, il ne me restera plus qu'à exécuter le dessein que je vous écrivis déjà de Cadillac et à quitter la France; car enfin il n'y a puissance qui me puisse ôter la libre disposition que Dieu et les lois me donnent sur ma famille, outre que mon honneur, — Jésus-Christ, qui est le modèle de l'humilité, disait qu'il ne donnerait son honneur à personne, *honorem meum nemini dabo* (2), — m'oblige à ne pas différer davantage à faire ce qu'il faut pour sa conservation... Il est temps de vous résoudre et de déclarer votre volonté, sans aucun déguisement; car il vaut mieux tout rompre et continuer la guerre, sans se mettre en peine des misères de la chrétienté, que d'effectuer ce

(1) Le cardinal Mazarin au roi. Lettre de Cadillac, 16 juillet 1659.

(2) N'en déplaise au cardinal, Jésus-Christ n'a jamais rien dit de pareil, et ceci est sans doute une paraphrase plus que libre d'un texte d'Isaïe : *Gloriam meam alteri non dabo*. 48, 11.

mariage, s'il n'a à produire que votre malheur et ensuite nécessairement celui de ce royaume. Pour moi, je vous proteste au surplus que rien n'est capable de m'empêcher de mourir de déplaisir, si je vois qu'une personne qui m'appartient de si près vous cause plus de préjudice en ce moment que je ne vous ai rendu de services à vous et à votre état du premier jour que j'ai commencé à vous servir (1). »

On sait que Louis XIV ne tarda pas à comprendre tous les devoirs qui lui étaient rappelés avec tant de fermeté, et que la jeune infante Marie-Thérèse fit d'ailleurs sur lui une vive et douce impression. Marie Mancini ne laissa pas même une trace dans ce cœur qu'allaient transformer les séductions de la toute-puissance. Quoi qu'il en soit, Mazarin remplit sa tâche jusqu'au bout avec une persévérance demeurée l'honneur de sa vie. Sans prétendre en rien diminuer cette gloire, il est juste toutefois de remarquer qu'une autre conduite aurait été moralement impossible dans les circonstances où venait de se dérouler ce petit drame. Le mariage de l'infante, désiré avec passion depuis plusieurs années par Anne d'Autriche et Mazarin, était la base même du traité auquel ce ministre, enfin lassé d'une guerre qui lui avait été depuis quinze ans moins utile que nuisible, attachait alors l'éclat de son nom et le repos de ses derniers jours. M. de Lyonne, secrètement envoyé à Madrid deux ans auparavant, en avait fait l'ouverture au nom du cardinal, et celui-ci venait d'engager solennellement sa parole à Lyon, à don Antonio Pimentel, venu dans cette ville pour offrir enfin la paix et la main de l'infante. Mazarin avait fait plus : il venait de rompre lui-même une promesse de mariage donnée à la princesse Marguerite de Savoie, en arguant, pour adoucir la rudesse d'un tel procédé, de l'intérêt sacré de la chrétienté. Oser dans une pareille situation donner les mains à une faiblesse qui aurait servi ses intérêts aux dépens de son honneur et probablement de sa sécurité, se poser en face de la France et de l'Europe comme l'obstacle personnel à la conclusion de la paix, insulter à la fois une petite-fille de Henri IV et une petite-fille de Charles-Quint pour faire monter la seule de ses nièces qu'il n'aimât point sur un trône au pied duquel se seraient agitées toutes les factions, c'eût été là un crime et une faute, et lors même que Mazarin manquait d'élévation, il ne manquait jamais de sagacité.

Mais si clairement que parlassent ses intérêts et ses devoirs, on peut bien croire cependant qu'il dut en coûter beaucoup au cardinal pour repousser une perspective qui aurait élevé sa famille à des hauteurs inespérées. Grandir et enrichir celle-ci, créer aux siens, par

(1) Lettre au roi. De Saint-Jean-de-Luz, 28 août 1659.

l'accumulation des honneurs et de la fortune, des situations quasi royales, telle fut durant les dernières années de Mazarin la constante préoccupation de sa pensée, le principal souci de sa vie. Si au début de sa carrière il avait eu le bon esprit de subordonner ses intérêts d'argent à ses intérêts politiques, il se dédommagea amplement de ce retard sitôt qu'il n'eut plus à s'inquiéter de ses ennemis. Depuis son retour au pouvoir jusqu'à la mort, il consacra tous ses soins à l'agrandissement de sa fortune; ne rencontrant point d'obstacles dans les institutions et se croyant autorisé par l'exemple de ses prédécesseurs, il l'eut en quelques années élevée à un chiffre presque fabuleux. Cent millions de notre monnaie, des palais, des bibliothèques, des tableaux, des statues, des diamans d'un prix inestimable, vingt-trois abbayes dont le roi le laissa souverainement disposer, un inventaire à effrayer l'imagination, tel fut le résultat d'une administration de huit années.

En offrant au roi, par une disposition qu'il savait être dérisoire, cet amas de richesses qu'aucun sujet n'avait encore possédées, Mazarin crut-il en purifier la source? alla-t-il même jusqu'à penser qu'une telle consécration fût nécessaire pour le repos de sa conscience? On peut en douter, si l'on tient compte des habitudes qui dominaient au sein de la haute administration dans ces temps où le contrôle de l'opinion publique ne s'exerçait ni par les lois ni par aucune sorte de publicité. C'est l'honneur de nos mœurs nouvelles d'avoir rendu dans les matières d'état et l'honnêteté plus stricte et l'opinion plus exigeante. En recevant un intérêt dans le produit de toutes les fermes et de tous les monopoles, en prenant ouvertement une part dans tous les marchés, en confondant enfin ses finances avec celles du royaume, à ce point que le roi, pour ses besoins personnels, s'adressait plus souvent au cardinal qu'au surintendant, Mazarin agissait comme l'avaient fait presque toujours les premiers ministres, et l'on peut croire que M. Colbert, son agent, ne pensait point voler le public en enrichissant son maître. Le monstrueux accroissement de la fortune du cardinal compromit gravement sans doute la réputation de Mazarin, mais ce fut sous le rapport de l'avarice plus que sous celui de la probité, et durant sa vie l'homme d'état, que nous flétririons aujourd'hui comme concussionnaire, ne s'entendit guère reprocher que son avidité.

En accumulant tant de trésors, Mazarin ne recherchait pas, on peut le croire, des jouissances raffinées pour la précoce vieillesse dont il sentait déjà les atteintes. Son but était d'assurer des établissemens princiers aux belles jeunes filles qui formaient comme la couronne de ses cheveux blancs. Des deux nièces que lui avait conduites en France la signora Martinozzi, sa sœur aînée, l'une eut l'honneur

d'entrer dans la famille royale, et de sceller, par son mariage avec le prince de Conti, l'humiliation de la fronde; l'autre fut admise dans la plus grande maison souveraine d'Italie, en épousant Alphonse d'Este, héritier du duché de Modène. Les cinq filles de la signora Mancini ne furent pas moins recherchées et moins grandement pourvues. Laura, la première de ses nièces établie par Mazarin, avait été demandée, au plus fort de la guerre civile, par le duc de Mercœur, de la maison de Vendôme; le ministre avait fait revivre pour l'autre, en faveur du prince de Savoie, son époux, le titre éteint de la branche royale de Soissons; mariée au connétable Colonne, Marie Mancini alla, dans les grandeurs de Rome, écouler tristement une vie empoisonnée par les rêves de sa jeunesse; une autre sœur épousa le duc de Bouillon après la mort du cardinal. Hortense enfin, la plus belle personne de son temps, vainement recherchée par le roi Charles II durant l'incertitude de sa fortune, fut destinée à perpétuer le nom du ministre en unissant son titre ducal à celui du duc de La Meilleraye, que Mazarin voulut faire l'héritier principal de ses grands biens, les plaçant ainsi, par un honorable sentiment de reconnaissance, dans la famille du cardinal de Richelieu.

De ses trois neveux, l'un était mort bravement à la bataille du faubourg Saint-Antoine; l'autre, encore enfant, avait péri victime de la cruelle imprudence de ses condisciples; à celui qui survivait il laissa un legs considérable avec un établissement princier en Italie et le titre de duc de Nivernais créé pour lui. Il n'y eut pas jusqu'au frère de Mazarin, pauvre moine oublié au fond d'un cloître d'Italie, qui, sous le couvert de ce nom devant lequel s'abaissaient toutes les barrières, n'arrivât en France pour y devenir archevêque d'Aix et bientôt après cardinal.

Le triomphe de Mazarin sur les deux factions qui lui disputèrent le pouvoir eut sans doute les plus importantes conséquences par la consolidation de la puissance monarchique; mais on reste dans les termes de la plus stricte vérité en maintenant que l'administration intérieure de ce ministre durant les dernières années de sa vie se réduisit à peu près à l'exploitation du royaume au profit de sa famille. A quels résultats pratiques aboutit entre ses mains, dans la seconde période de sa carrière, le pouvoir le moins partagé et le moins disputé qui ait jamais été conféré au premier ministre d'une grande monarchie? Quels jalons le cardinal a-t-il plantés sur cette route où il marcha neuf années sans qu'il s'élevât sur ses pas aucun obstacle? Il ne s'occupait ni des finances, que Fouquet livrait de compte à demi à l'avidité des traitans, ni de la législation générale, dont il comptait bien ne plus entendre parler depuis qu'il avait fait taire messieurs du parlement; ce ministre ne parut pas soupçonner

que la France eût à se créer une marine, à élever son commerce, à rétablir son agriculture, à fonder des colonies, à développer son génie dans les sciences et dans les lettres (1), à cultiver enfin tant d'intérêts vitaux pour l'intelligence et pour la grandeur nationales, auxquels son prédécesseur n'avait pas consacré moins de soins qu'aux plus délicates transactions diplomatiques.

Cette partie du gouvernement de Mazarin fut, à bien dire, stérile; il semblait n'en pas même soupçonner l'existence. Exclusivement préoccupé des négociations avec les cabinets étrangers et plus encore des négociations ouvertes avec ses adversaires personnels, il n'avait de temps à donner ni aux réformes législatives qui servent les intérêts, ni aux réformes administratives qui développent la richesse. Distribuer des faveurs, des abbayes et des pensions, tel fut le souci principal de l'homme qui tenait sa mission pour accomplie depuis qu'il avait triomphé. C'est à peine si l'on trouve durant ces années calmes et vides quelques traces de l'initiative du ministre. Celle-ci n'apparaît avec quelque vivacité que dans sa persévérance à provoquer l'exécution de la bulle pontificale rendue contre les cinq propositions de Jansénius. Mazarin fit contre les jansénistes des efforts presque passionnés, qui contrastent avec ses choix épiscopaux trop souvent cyniques, et surtout avec ses antipathies bien connues contre la cour romaine. Toutefois il était en ceci très conséquent avec lui-même, car l'une de ses appréhensions les plus vives était de voir un jour l'opposition politique renaître sous le couvert de l'opposition religieuse.

II.

Des discussions délicates avec les Suisses et les Hollandais, une négociation beaucoup plus importante avec Cromwell, remplirent les années dont je viens de signaler la stérilité sous le rapport administratif, et Mazarin déploya, comme il le faisait toujours en pareille matière, les éminentes qualités de son esprit. Les Suisses menaçaient de ne pas renouveler leurs capitulations, car on leur devait des sommes considérables que le trésor épuisé était dans l'impossibilité de leur payer, et l'on disait déjà : *Point d'argent, point de Suisses.* « Le cardinal, dit un de ses négociateurs, aurait bien voulu les satisfaire, mais sans argent, car il regardait les trésors du roi comme lui appartenant, et il ne pouvait se résoudre à les dépenser, quelque

(1) Il ne faudrait point opposer à ce jugement la création du collége des Quatre-Nations et le don de la bibliothèque Mazarine, que le cardinal n'opéra que par dispositions testamentaires.

avantage qu'il en pût retirer (1). » Quoi qu'il en soit, secondé par les expédiens du surintendant Fouquet, Mazarin satisfit nos vieux alliés. Il se résolut aussi, après des débats qui faillirent provoquer une rupture avec les états-généraux, à payer aux Hollandais la rançon d'une quantité considérable de bâtimens marchands capturés par nos croiseurs, que la malveillance prétendait être commandités par les fonds mêmes du ministre. Enfin Mazarin reprit avec le rude soldat qui venait de faire tomber la tête du gendre de notre Henri IV une négociation qui antérieurement avait été de sa part l'objet de tentatives réitérées, mais infructueuses. Depuis la proclamation de la république d'Angleterre, le cardinal entretenait à Londres des agens secrets dont Brienne nous a conservé les rapports. M. Gentillot et M. d'Estrade, hommes d'un vrai mérite, avaient vu leurs avances repoussées par le flegme hautain du protecteur et avaient dû quitter le sol britannique; mais lorsque Cromwell se fut pris à délibérer plus résolument avec lui-même sur la forme définitive à donner à sa puissance, quand il eut compris qu'il importait de ne point s'isoler, et que son alliance était d'un prix égal pour la France et pour l'Espagne, il écouta avec plus de complaisance les flatteuses paroles qui lui arrivaient simultanément de Paris et de Madrid.

Le cabinet de l'Escurial offrait de faire rendre à l'Angleterre la ville de Calais, cette porte de la France qu'elle avait occupée si longtemps; celui du Palais-Royal s'engagea à conquérir Dunkerque avec le concours des flottes anglaises, et à remettre à Cromwell cette possession tant convoitée, en ne retenant pour lui que Gravelines. A cet appât, l'imagination de Mazarin joignit beaucoup d'autres séduisantes perspectives. « Nous nous prévalûmes, dit le commissaire délégué par le cardinal pour cette négociation, du désir de la nation anglaise d'avoir un pied dans les Indes, et lui faisant voir la facilité qu'elle avait d'y réussir, nous lui fîmes oublier l'étroite amitié dans laquelle elle avait vécu avec les Espagnols. Nous insinuâmes que l'espérance d'un bon commerce ne devait pas empêcher les Anglais de songer à se rendre maîtres des richesses des Indes occidentales; ce qui fit impression sur l'esprit de Cromwell, d'autant plus qu'il voyait bien que si les Anglais n'étaient occupés, ils auraient peine à souffrir l'autorité qu'il prenait sur eux (2). »

On voit qu'en diplomatie comme en guerre civile, le cardinal Mazarin payait très cher le succès; peut-être même l'acheta-t-il a un prix exorbitant lorsque, pour obtenir le concours d'une flotte anglaise, il

(1) *Mémoires* du comte de Brienne, deuxième partie, année 1655.
(2) *Ibid.*, année 1656.

abandonna une position telle qu'était celle de Dunkerque, en joignant à cela la perspective de la conquête des Indes occidentales. Il va sans dire d'ailleurs que les deux cours qui se disputaient alors l'alliance de l'Angleterre, et par lesquelles Cromwell se faisait marchander tour à tour, protestaient d'une admiration égale pour le grand homme, et luttaient d'empressement à qui interdirait son territoire aux fils du monarque infortuné dont l'un versait alors pour la France l'auguste sang que lui avait transmis sa mère (1).

Quoi qu'il en soit, Mazarin ne perdit ni le profit de ses avances ni celui de ses flatteries, et Cromwell consentit à être salué par le cardinal-ministre des titres jusqu'alors réservés aux plus grands rois. Mazarin prit et livra Dunkerque en gardant Gravelines, et la guerre faite en commun par Louis XIV et par le protecteur fixa enfin la fortune. L'Espagne comprit que cette alliance aggravait tous ses périls, et que les troubles qui l'avaient servie si longtemps étaient arrivés à leur terme. Elle se retrouvait donc, en 1658, dans une situation non moins critique que celle à laquelle la fronde l'avait si heureusement arrachée dix années auparavant. De plus, Ferdinand III était mort, et la diplomatie française à Francfort avait fait introduire dans les capitulations acceptées par le nouvel empereur d'Allemagne l'engagement formel de ne seconder d'aucune manière la branche espagnole de la maison d'Autriche. Pressée par la France et par l'Angleterre, isolée de l'empire, ayant à cœur de retrouver la disponibilité de toutes ses forces pour écraser le Portugal, qu'elle ne considérait pas comme pouvant lui opposer une résistance sérieuse, la cour de Madrid en vint à désirer la paix aussi vivement qu'elle l'avait souhaitée à Munster avant les premiers troubles de Paris.

Les pertes que ces troubles avaient fait essuyer à la France, en la contraignant de son côté à restreindre ses prétentions, écartaient d'avance des négociations les difficultés contre lesquelles elles avaient échoué si longtemps. L'Espagne, en effet, avait recouvré la Catalogne par la défection du comte de Marchin, l'un des adhérens du prince de Condé; elle avait pacifié la Sicile et reconquis le royaume de Naples, la guerre civile et la faiblesse de notre marine ayant contraint ce royaume de limiter dans des bornes trop restreintes les secours donnés à l'insurrection dans laquelle le duc de Guise vint terminer par une page de roman la glorieuse histoire de sa maison. Le cabinet de Madrid comprenait d'ailleurs l'impossibilité de disputer plus longtemps à la France les conquêtes faites en Artois, en Flandre et dans le Luxembourg, et qui remontaient pour la plupart

(1) Le duc d'York était lieutenant-général dans l'armée de M. de Turenne. Il a laissé des *Mémoires* d'un intérêt véritable, particulièrement sur les opérations militaires de 1654 à 1657.

aux premiers temps de la guerre déclarée par Louis XIII à Philippe IV. Il s'était aussi résigné à lui abandonner le Roussillon et les territoires situés au-delà des Pyrénées, résignation commandée par d'évidentes nécessités, puisque l'Espagne n'avait pu les recouvrer lorsqu'elle était servie par l'épée de Condé et par l'émigration d'une si nombreuse noblesse militaire.

Les concessions auxquelles sa faiblesse conduisait cette cour étaient d'ailleurs adoucies pour elle par la perspective de donner une reine à la France. Le roi catholique avait alors deux jeunes fils; l'union de sa fille aînée avec le roi de France ne semblait donc pas devoir amener pour l'avenir de complications politiques. La nation espagnole se faisait des illusions, que son gouvernement ne pouvait partager, sur la valeur du désistement préalable que donneraient Louis XIV et l'infante de leurs droits éventuels sur la succession de Philippe IV, au cas qu'il mourût sans enfant mâle. Dans les longues négociations des Pyrénées, Mazarin toucha le plus légèrement possible aux dangereuses questions soulevées par les renonciations qu'il était dans l'obligation de souscrire, et c'est une justice à rendre à la sagacité de don Louis de Haro, que celui-ci parut singulièrement douter lui-même de l'efficacité de pareilles clauses, si les événemens fournissaient jamais à une puissante monarchie un prétexte pour s'y dérober (1).

Une objection insoluble avait seule retardé, depuis la mission secrète de M. de Lyonne à Madrid, la signature des préliminaires de paix. Il répugnait au roi d'Espagne de paraître manquer de reconnaissance pour le grand général qui lui avait prêté un si puissant concours; il lui répugnait davantage de décourager pour l'avenir les princes et les seigneurs disposés à imiter l'exemple de Condé, car c'était renoncer à la politique traditionnelle de l'Espagne. Le cabinet de l'Escurial exigeait donc, pour prix des concessions faites à la France, le rétablissement de M. le Prince dans les bonnes grâces du

(1) « Don Louis de Haro ajouta qu'il voulait sur ce propos me dire confidemment que, nonobstant que dans le conseil de son roi on n'ait jamais pensé à l'alliance qu'avec les renonciations, il n'y eut personne qui fût d'avis de marier l'infante avec le roi, parce qu'ils avaient soutenu, comme lui aussi le croyait, que nonobstant ces renonciations, si son maître venait à perdre ses deux enfans, il serait à souhaiter, et non pas à espérer, que la France ne prétendît pas de succéder, et qu'elle ne prît toutes les plus fortes résolutions pour cela. »

Cette opinion paraît avoir été partagée par Philippe IV lui-même, qui ne doutait aucunement du droit éventuel de sa fille malgré les renonciations. D'après une conversation avec Anne d'Autriche, Mme de Motteville prête ces mots au roi d'Espagne : *Esto es una pataratta, y si faltasse el principe, de derecho mia hija ha da heredar;* — c'est une sottise; si le prince mourait, ma fille devrait de droit hériter. — Déclaration d'autant plus importante à recueillir qu'au moment où la faisait Philippe IV, des deux enfans vivans à l'ouverture des négociations, le plus jeune était mort.

roi, et sa réintégration dans la plénitude de ses biens, honneurs, charges et gouvernemens; mais Mazarin, représentant convaincu et victorieux de l'autorité monarchique, se refusait avec autant de raison que de persévérance à cette réhabilitation, entendant ne rouvrir les portes de la France au prince qui l'avait si longtemps combattue qu'en vertu de lettres d'abolition, dont le seul effet aurait été de lui rendre ses biens personnels. L'obstacle fut insurmontable pendant trois ans; peut-être l'aurait-il été longtemps encore sans l'alliance que Mazarin parvint à conclure avec l'Angleterre, et sans un expédient dont l'habileté est moins contestable que la convenance. Il résolut de faire à la régente de Savoie des ouvertures, avidement accueillies par cette fille de Henri IV, et de simuler un projet de mariage entre Louis XIV et sa jeune cousine. On sait que Marguerite de Savoie, déjà saluée reine de France, fut conduite à Lyon par sa mère, et que le cabinet de Madrid, voyant s'évanouir la chance d'une paix qui lui était si nécessaire, expédia en toute hâte un agent secret à Mazarin, pour offrir l'infante en acceptant toutes les conditions antérieurement proposées par le ministre.

Les difficultés étaient levées : il n'y avait plus qu'à donner une forme à l'accord destiné à rendre la paix au monde, en constatant enfin l'irrévocable suprématie acquise par la France. L'heureuse fortune de Mazarin lui valut l'honneur insigne que son génie n'avait pu assurer à Richelieu. Avec un appareil inconnu jusqu'alors, les ministres des deux cours, dont l'une résumait toutes les grandeurs du passé, l'autre toutes celles de l'avenir, s'acheminèrent vers la frontière. Dans une île ignorée, limitrophe des deux empires, s'ouvrirent des conférences, retardées et plus d'une fois suspendues par les puérilités d'un cérémonial dont l'esprit très libre de Mazarin fait en toute occasion bonne justice, mais dont les minuties ne déridèrent jamais le flegme espagnol, heureux de dissimuler sous la stricte égalité dans la forme l'inégalité dans la puissance.

En abordant le premier ministre de Philippe IV, le cardinal s'attendait à n'avoir à rédiger qu'un contrat de mariage et un traité dont les bases avaient été fixées d'avance. On était d'accord en effet, et sur l'union royale, avec la clause des renonciations, moyennant une simple dot en argent, et sur les rétrocessions faites par la France à l'Espagne, et sur les territoires cédés par celle-ci dans les Pays-Bas et aux frontières des Pyrénées; mais l'écueil contre lequel on s'était déjà brisé reparut tout à coup, et durant quatre mois l'Europe retomba dans des perplexités dont les lettres du cardinal retracent le tableau saisissant et mobile (1). Philippe IV avait prescrit à son mi-

(1) La correspondance diplomatique de Mazarin s'ouvre le 29 juin pour finir au

nistre de tenter les derniers efforts pour le rétablissement complet du prince de Condé et du duc d'Enghien, son fils. Si difficile que fût cette tâche, don Louis de Haro, circonvenu par les nombreux agens de M. le Prince, au premier rang desquels se faisait remarquer Pierre Lenet, conçut l'espérance de l'accomplir en opposant l'impassibilité castillane à la vivacité bien connue du cardinal. Il attaqua celui-ci par son tempérament, multipliant à chaque conférence les formalités, les lenteurs et les plus subtiles inventions de l'esprit dilatoire. Don Louis comptait sur l'ennui profond qu'inspirait au ministre un séjour prolongé dans un bourg des Pyrénées; il espérait quelque chose de la mauvaise santé du cardinal, aggravée par l'insalubrité des lieux; il comptait sur le désespoir qu'il ne manquerait pas d'éprouver au milieu de ces âpres montagnes, en voyant approcher l'hiver avec ses neiges et ses frimas, sans que rien fût encore terminé entre les deux cabinets.

Mais Mazarin fit une défense aussi résolue que l'attaque, et, convaincu que la patience allait devenir le premier élément du succès, il demeura jusqu'au bout pleinement maître de lui-même. A la tactique qui consistait à ne point conclure, sans toutefois s'exposer à rompre, il opposa péremptoirement la menace d'une rupture à laquelle il savait fort bien que ne s'exposerait pas la cour d'Espagne, quelque passion qu'elle mît à servir les intérêts du prince. Il fallut donc changer de batterie pour entamer l'inflexible résolution du cardinal. Don Louis de Haro y parvint en annonçant, sur l'ordre formel du roi son maître, que celui-ci renonçait à fléchir le roi de France en faveur de son parent malheureux, mais que, ne pouvant sans déshonneur abandonner un homme qui s'était fié à elle, sa ma-

7 novembre 1659, jour de la signature du traité. Voici quelles furent les principales dispositions de ce grand acte.

Le traité des Pyrénées contient cent vingt-quatre articles. Les premiers déterminent les conditions du mariage de Louis XIV avec l'infante Marie-Thérèse, laquelle, moyennant le paiement d'une dot de 500,000 écus d'or, renonce, conjointement avec son époux, à tout droit de succession sur les états du roi d'Espagne, par quelque titre que ce puisse être (art. 1er à 33).

L'Espagne cède à la France tout l'Artois, à la réserve de Saint-Omer et Aire. Elle cède en outre dans le comté de Flandre Gravelines, Bourbourg, Saint-Venant et leurs dépendances; dans le comté de Hainault, Landrecy et Le Quesnoy avec leurs bailliages et annexes; dans le duché de Luxembourg, Thionville, Montmédy, Damvilliers, Ivoy, Chevancy, Marville et leurs dépendances; dans le pays entre Sambre et Meuse, Marienbourg, Philippeville et Avesnes; enfin elle abandonne les comtés du Roussillon et de Conflans (art. 35 à 43). — La France, de son côté, restitue à l'Espagne toutes les places et territoires non compris au traité et qu'elle occupe en Bourgogne, dans les Pays-Bas, en Italie, etc. Par l'article 60, la France s'engage à ne donner aucune assistance directe ou indirecte au roi de Portugal contre l'Espagne. Enfin d'autres dispositions règlent les intérêts des ducs de Lorraine, de Savoie et de Modène.

jesté catholique constituerait une souveraineté indépendante au prince de Condé, soit dans les Pays-Bas, soit dans une partie de ses possessions d'Italie. Un tel acte, qui n'aurait point excédé le droit du roi d'Espagne, n'allait à rien moins qu'à établir dans les meilleures places de Flandre un asile permanent pour les factieux. Mazarin comprit que sur une semblable proposition il fallait ou briser à l'instant, au risque de recommencer une guerre dont l'impopularité aurait fini par l'accabler, ou transiger de bonne grâce en tirant le meilleur parti possible d'une concession devenue nécessaire. Le cardinal eut le bon esprit de faire passer l'intérêt permanent de la France avant celui de son amour-propre. Il offrit de donner à Condé, non le gouvernement de Guienne, dont ce prince avait profité pour faire la guerre à son roi, mais celui de la Bourgogne, vieil apanage de sa maison, en attribuant sa charge de grand-maître au duc d'Enghien, innocent des fautes de son père; mais, pour prix de cette concession, faite d'un ton qui n'admettait plus de milieu entre une adhésion et une rupture, il demanda qu'aux nombreuses cessions territoriales déjà stipulées l'Espagne ajoutât celle des villes d'Avesnes, de Philippeville, de Marienbourg dans les Pays-Bas, avec le comté de Conflans du côté des Pyrénées. Il exigea de plus que Philippe IV rendît au duc de Neubourg la ville de Juliers, se désistant sur ce point-là du bénéfice des préliminaires qui l'avaient maintenu en possession de cette place.

Ces exigences étaient considérables sans doute; mais Mazarin avait enlacé son adversaire dans un cercle d'où il fallait désormais sortir par la guerre, et le cœur manquait à l'Espagne pour aller jusqu'à cette extrémité-là. Cette cour céda donc, en s'efforçant de couvrir par les pompes du mariage l'aveu de sa déchéance, et elle paya la rançon de Condé d'une manière digne d'un aussi grand homme. Le jour où ce prince se réconcilia avec la France, il lui fut en effet donné d'apporter à sa patrie autant de profit par le prestige de son nom qu'il aurait pu le faire par une victoire.

Le traité des Pyrénées fermait glorieusement pour Mazarin une carrière dans laquelle s'étaient accomplies tant de grandes choses. Quelques mois plus tard, le traité d'Oliva faisait participer le nord de l'Europe à la paix que venait d'assurer aux puissances méridionales l'union de Louis XIV et de l'infante Marie-Thérèse. Les aspirations de liberté politique qui avaient si vivement agité le monde au début de la carrière du cardinal étaient partout vaincues ou comprimées. En France, la monarchie absolue l'avait définitivement emporté; en Angleterre, la restauration des Stuarts était opérée; en Italie, l'Espagne avait triomphé de la démocratie à Naples et de l'aristocratie sicilienne à Palerme; en Danemark enfin, le despotisme venait

de recevoir, par la révolution de 1660, une consécration régulière et légale. L'idée dont Mazarin avait été l'instrument habile triomphait donc sur tous les points à la fois, et ce ministre pouvait se promettre pour son œuvre un avenir séculaire. Ce fut dans la plénitude de ses succès et de ses espérances qu'il dut payer sa dette à la mort. De cuisantes souffrances qui lui annonçaient une fin prochaine rappelèrent enfin cet esprit tout plein des intérêts de la terre à la salutaire contemplation de leur vanité. Le cœur de Mazarin n'avait battu durant vingt années que pour la puissance et pour la richesse; on l'avait vu dans les derniers temps de sa vie « prendre encore plaisir à faire repasser par ses mains quasi tout le royaume pour le donner pièce à pièce à ses nièces et à ses amis. » Cependant celui que la plus bienveillante des femmes soupçonnait « d'être à peu près sans religion » trouva, soit dans les lointains ressouvenirs de l'enfance, soit dans de miséricordieuses visitations, assez de force pour remplir d'une manière édifiante tous ses devoirs de chrétien, et pour faire jusqu'au bout « bonne mine à la mort, en la regardant avec une intrépidité pareille à celle des plus grands hommes (1). »

Ainsi finit le ministre pour lequel la postérité a commencé depuis deux siècles sans qu'il y ait encore conquis sa place définitive. J'ai voulu me donner à mon tour quelque droit de juger cette mémoire ballottée entre l'intrigue et la grandeur. J'ai dit par quelle inspiration naturelle de la régente le cardinal était monté au pouvoir pour l'aider à défendre contre les grandes factions princières le dépôt alors si menacé de l'autorité monarchique; je l'ai montré aux prises avec des difficultés surmontées quelquefois par sa souplesse, mais aggravées le plus souvent par son imprévoyance. En recueillant les témoignages contemporains, j'ai constaté l'encouragement donné aux factions par une guerre extérieure systématiquement continuée dans la pensée de les empêcher de naître. Durant la fronde, nous avons vu le cardinal courageux, mais hésitant, nouant simultanément les intrigues les plus contraires, suivant d'ordinaire les événemens sans les dominer; et si dans la victoire du représentant de l'autorité royale nous avons salué celle de la France, attaquée dans sa puissance, compromise dans son unité, nous avons dû, dans cette victoire, faire à l'impéritie des vaincus une part plus grande qu'à l'habileté du vainqueur. Sans méconnaître les rares qualités de l'homme pour lequel ni les cabinets ni les consciences n'avaient de secrets, je n'ai trouvé dans les actes de son administration intérieure ni vues, ni projets, ni rien qui s'élevât au-dessus de la manutention

(1) *Mémoires* de M[me] de Motteville. Mazarin mourut le 9 mars 1661, à l'âge de cinquante-neuf ans.

des plus tristes intérêts et des plus sordides préoccupations domestiques. Mazarin écrivit sans doute pour nos ministres en Westphalie de merveilleuses dépêches, il déploya lui-même aux conférences des Pyrénées les qualités les plus précieuses du négociateur; mais les glorieux résultats consignés dans les traités signés par lui étaient assurés du vivant du cardinal de Richelieu, dont la politique les avait préparés, et tout l'honneur de son successeur fut de les avoir maintenus. Écrivain politique et ambassadeur consommé, aussi sagace pour deviner les faiblesses que peu scrupuleux pour en profiter, Mazarin fut moins un grand ministre qu'un admirable diplomate, et il demeure le premier des hommes du second ordre.

Si le génie n'illumina point l'intelligence de Mazarin, si aucun souffle généreux n'échauffa son cœur, un bonheur sans égal le servit dans la perpétration de son œuvre. Durant dix-huit années de ministère, il n'avait poursuivi qu'un but, l'anéantissement de toutes les résistances au profit de l'autorité monarchique. A son lit de mort, il n'entretenait qu'une espérance, celle d avoir pour successeur dans l'exercice du pouvoir le royal élève qu'il avait formé. Or ce but fut atteint pour plus d'un siècle, et les premières paroles de Louis XIV en quittant la chambre mortuaire attestèrent que le vœu du cardinal allait recevoir la plus solennelle des consécrations.

III.

De toutes les forces qui s'étaient si longtemps heurtées dans la société française, il n'y survivait plus qu'une royauté exercée par un prince de vingt-deux ans, qui était en même temps et le cavalier le plus brillant de son royaume et l'homme le plus convaincu de l'impiété de toutes les résistances. La bourgeoisie venait de voir s'évanouir sous la fronde les vagues espérances qu'elle conservait encore depuis la ligue. Introduite au XIVe siècle dans les assemblées de la nation, elle avait atteint dans les luttes du XVe l'apogée de son importance politique, car si depuis lors le tiers-état alla toujours grandissant en richesse et en lumières, sa place se restreignit de plus en plus dans la constitution de l'état. Une circonstance dont la portée a été trop peu comprise avait surtout concouru à ce résultat : la bourgeoisie française avait compromis son indépendance vis-à-vis de la royauté en se jetant dans les cours de justice au lieu de s'établir solidement sur le terrain des états-généraux; elle avait donné au pouvoir prise sur elle, en développant outre mesure l'importance des compagnies judiciaires, au détriment de la véritable et légitime représentation nationale. N'ayant dès lors à invoquer, pour participer à l'action législative, que des titres aussi contestables que ceux

de ces cours elles-mêmes, elle en prit les allures incertaines, au point que, par la suite, elle conserva toujours quelque chose de timide et d'abaissé jusque dans les plus violens paroxysmes de la faction.

Un sort non moins funeste attendait l'aristocratie française. Les hauts barons et les princes apanagés qui succédèrent à ceux-ci occupaient dans la hiérarchie féodale une trop grande place pour avoir, comme les seigneurs anglais, besoin de recourir incessamment à la nation afin de résister à la couronne; ils combattaient la royauté avec leurs seules forces, et bien plus dans l'espoir de lui échapper par une quasi-indépendance qu'avec la volonté de restreindre son pouvoir, en conquérant des droits pour eux-mêmes. Au lieu de limiter la puissance du trône, ils aspirèrent à la briser, et furent toujours un péril pour la puissance de la France sans devenir jamais un point d'appui pour la liberté. Aussi le concours de l'étranger fut-il pour eux une sorte de tradition qu'ils envisageaient comme ne présentant rien d'incompatible ni avec le devoir ni avec l'honneur. Depuis les ducs de Bourgogne jusqu'aux princes de Condé, sous les Valois comme sous les Bourbons, on les vit, sans plus d'hésitation que de remords, ouvrir le royaume aux Anglais ou bien y appeler les Espagnols.

De toutes les forces qui s'étaient développées dans la France de nos pères, une seule n'avait jamais déçu les espérances de la nation. Tandis que les deux classes principales de la société s'agitaient d'une manière aussi stérile, la royauté avait été l'instrument de tous les progrès accomplis, et avait exercé durant dix siècles un rôle constamment utile, constamment identique avec lui-même. Elle avait arraché la Gaule aux barbares, maintenu le christianisme en Europe, affranchi les serfs, émancipé les communes, appelé autour d'elle le tiers état, grandi à l'ombre de son autorité tutélaire. La royauté avait jeté dans la légende les noms de Clovis et de Clothilde; elle avait mis sur les autels l'image de saint Louis; elle avait éveillé sous son toit solitaire l'héroïsme de Jeanne d'Arc; elle seule avait entretenu, durant les luttes contre l'étranger, le long espoir des générations mortes à la peine. Dans un symbolisme patriotique et religieux, l'idée monarchique résumait donc, à l'heure où elle s'incarnait dans un jeune souverain dont la nature avait plus fait un roi qu'un homme, toute la poésie, tous les souvenirs et la plupart des intérêts vitaux de la nation.

Les doctrines de toutes les écoles venaient, concurremment avec les déceptions de tous les partis, rehausser l'institution royale pour la transfigurer. Nourris dans les traditions romaines, les magistrats retrouvaient dans les chefs de la monarchie les continuateurs des césars, et les ecclésiastiques voyaient briller à leur front un reflet du sacerdoce royal institué dans Israël par le Seigneur lui-même,

lorsqu'il changeait en sceptre d'or le bâton pastoral de David. La *politique sacrée* de Bossuet fut la substitution la plus hardie en même temps que la plus sincère de l'idée judaïque à l'idée nationale. Cette transformation était alors si universellement opérée dans les esprits et dans les consciences, que Massillon n'étonnait personne lorsqu'il l'élevait à la hauteur d'une sorte de vérité dogmatique, en prêchant devant l'enfant destiné à faire tomber si bas la puissance que l'orateur sacré semblait associer à l'essence des choses divines (1).

La royauté allait donc briller d'un éclat inconnu jusqu'alors sur le sol labouré par la révolution et par les siècles; elle allait devenir la forme même dans laquelle s'encadreraient naturellement et sans effort les institutions, les idées et les mœurs de cette France façonnée à son image. La génération que nous avons vue si inquiète et si bruyante se mit en parfaite harmonie avec l'ère nouvelle, dont elle avait en vain tenté de retarder l'avénement, et acheva ses jours sous le joug universellement accepté d'une discipline forte et puissante. Ces hommes voués à l'esprit de faction, ces femmes vouées à l'intrigue et à la galanterie, devinrent les plus soumis des sujets ou les plus héroïques des pénitentes, et l'ordre rentra dans les âmes sitôt qu'il fut rentré dans la société. Ce fut seulement alors que cette génération dévoyée se mit en pleine possession de toutes ses vertus. Dans les camps et à la cour, Condé ne fut pas seulement le plus réservé des princes, il fut encore le serviteur le plus soumis, le caractère le plus facile, et les événemens le transformèrent à ce point qu'un grand homme ne s'est jamais moins ressemblé à lui-même. Il en fut ainsi de tous les acteurs de ces scènes si vite oubliées. La postérité ne connaît guère de la princesse palatine que « ces années durant lesquelles ses yeux si délicats faisaient leurs délices des visages ridés et des membres courbés sous les ans; » et si les austérités de Mme de Longueville ne furent pas, comme celles d'Anne de Gonzague, données en exemple au monde par le grand panégyriste chrétien, il était réservé à la sœur du grand Condé d'apparaître de nos jours, sous le pinceau d'un grand maître, plus radieuse dans ses douleurs que dans sa beauté.

Le règne de Louis XIV ressemble si peu aux temps qui l'ont immédiatement précédé, qu'on éprouve quelque étonnement en retrouvant les mêmes personnages dans des pièces aussi dissemblables. Ce n'est jamais sans une sorte d'hésitation et presque d'effroi que les hommes de cette époque reportent leurs pensées « vers ces tempêtes par où le ciel avait besoin de se décharger pour préparer le travail de la France prête à enfanter le règne miraculeux de Louis (2). »

(1) Petit carême prêché en 1717 devant Louis XV.
(2) Bossuet, *Oraison funèbre d'Anne de Gonzague*.

Cette société, formée sous l'aile de la royauté triomphante, vécut en quelque sorte sur elle-même, dédaigneuse du passé, étrangère surtout aux préoccupations de l'avenir. Et pourtant dans l'étroit espace où elle se trouva confinée, entre la régence d'Anne d'Autriche et la future régence du duc d'Orléans, elle eut une incomparable grandeur et quelque chose de cette quiétude qui n'appartient qu'aux idées immortelles. C'est qu'elle croyait posséder la plénitude de la vérité religieuse et sociale, c'est que dans son sein tous vivaient de la même vie, et qu'aucune note discordante n'y venait troubler l'harmonieux accord de toutes les pensées. Cet accord se révélait dans les manifestations les plus diverses de l'activité humaine : les peintures triomphales de Le Brun, les groupes de Puget et les jardins de Lenôtre en rendaient témoignage, comme les discours de Bossuet et les drames de Racine. Une génération prédestinée cueillait enfin la fleur de l'arbre arrosé par tant de sang. L'unité s'était faite non-seulement dans le territoire, mais dans les idées; jamais travail n'avait aussi complétement réussi, à ce point que tous les périls nouveaux allaient sortir de l'excès même du triomphe.

En ne poursuivant pas avec moins d'ardeur l'unité dans le pouvoir que l'unité dans la nation, en brisant les résistances au lieu de les surmonter, Richelieu, Mazarin, et tous les ouvriers de l'œuvre monarchique, lui avaient en effet préparé des épreuves aussi sérieuses que celles dont leur génie l'avait fait triompher. La seconde moitié du XVIIe siècle exprima ce qu'il y a certainement de plus passager et de plus rare parmi les hommes, l'équilibre complet entre les faits et les croyances. Pour qu'un tel état fût durable, pour qu'il pût surtout servir de base à une théorie politique, deux choses auraient été nécessaires : l'infaillibilité dans le pouvoir et l'infaillibilité dans l'esprit humain. Or les rêves de domination universelle provoquèrent les désastres du grand règne, et la société la mieux ordonnée qu'eût vue le monde alla finir bientôt dans les orgies de la régence. Bossuet vivait encore que déjà naissait Voltaire, et les protestans n'étaient chassés que pour faire place aux encyclopédistes. Le pouvoir avait marché d'entraînement en entraînement, et la pensée d'audace en audace. Malheureusement le premier restait sans aucun point d'appui pour se défendre contre lui-même, et l'anéantissement de toutes les forces régulières allait donner à l'autre les allures désordonnées de l'esprit de faction : si l'on avait assuré le présent à la royauté absolue, on avait donc donné l'avenir à la révolution.

L. DE CARNÉ.

LA NÉERLANDE

ET

LA VIE HOLLANDAISE

I.

FORMATION DU TERRITOIRE. — INONDATIONS ANCIENNES ET RÉCENTES. — DESSÉCHEMENT DU LAC DE HARLEM.

Il y a un pays où les fleuves coulent, pour ainsi dire, suspendus sur la tête des habitans, où de puissantes villes s'élèvent au-dessous du niveau de la mer, qui les domine et qui les presse, où des portions de champs cultivés ont été tour à tour envahies, cédées et reprises par les eaux, où le cours naturel des rivières a rattaché d'anciennes îles au continent par un lien de sable, et où d'anciennes parties du continent, détruites, naufragées, ont formé des îles récentes : ce pays est la Hollande. A la vue d'une constitution géographique si étrange, qui s'écarte de toutes les lois connues, on ne s'étonne point seulement qu'avec une poignée d'hommes la Hollande ait saisi et maintenu son indépendance, que sans carrières de pierre elle ait bâti des villes et des édifices remarquables, que presque sans bois elle ait construit des navires qui ont disputé la mer aux plus formidables flottes; on ne s'étonne point même qu'avec des terres stériles, inondées, défiant le soc de la charrue, elle ait fait de ses cités des marchés de bestiaux et des greniers d'abondance. Non, ce qui étonne avant tout, c'est qu'un tel pays existe. Ce qui intéresse ici le voyageur plus encore

que les accidens du paysage, le caractère des habitans, l'étendue et la prospérité du territoire, c'est le mystère d'une formation et d'une destinée singulière, qui s'expliquent en partie par la nature, en partie par l'industrie humaine.

Uni et plat comme une mer parfaitement calme, échancré par des golfes ou des baies, entrecoupé de lacs intérieurs, baigné par des fleuves qui se ramifient en plusieurs petites rivières, le sol de la Hollande paraît avoir été le théâtre d'une lutte entre la terre et les eaux. L'état actuel du pays, sorte de transaction entre les deux élémens, est évidemment la conséquence d'événemens curieux et de causes particulières. Ces événemens ne sont pas aussi anciens qu'on pourrait le croire. Quand la science veut remonter au berceau géologique des autres parties de l'Europe, elle est contrainte de s'adresser à des monumens sur l'interprétation desquels l'histoire est muette. Le génie humain poursuit à travers des ténèbres et des ruines le fil des événemens qui ont dû s'accomplir sur la terre dans un temps où l'homme, selon toute vraisemblance, était encore absent de la création. Ici, en Hollande, s'offre un spectacle plus singulier et plus nouveau : ces golfes, ces lacs, ces groupes d'îles, ces terrains d'alluvion qui constituent des provinces entières, l'homme les a vus naître; il a vu depuis les temps historiques la bouche des fleuves se fermer sous le dépôt toujours croissant des sables; il a vu la terre se convertir en eau et les mers intérieures se dessécher. Plusieurs des causes physiques auxquelles les naturalistes rapportent les très anciens changemens survenus dans l'économie du globe terrestre, — telles que les déluges, les vents, les marées, les mouvemens dans le niveau de la terre et de la mer, — sont restées, même depuis l'établissement des villes, en pleine activité sur le sol des Pays-Bas. Longtemps après que la structure du continent européen était plus ou moins arrêtée, la Hollande a commencé, a poursuivi, aujourd'hui même elle poursuit encore le cours de ses formations géographiques. L'histoire naturelle des variations du sol revêt donc ici un intérêt tout particulier. Cette histoire se lie aux destinées sociales du peuple qui habite les Pays-Bas; c'est de la géologie d'hier et d'aujourd'hui, de la géologie en action, et même, à un certain point de vue, de la géologie politique. Jusqu'ici les voyageurs et les moralistes ont trop négligé de reconstruire le théâtre physique sur lequel les diverses civilisations de l'Europe sont venues s'établir. La date et la nature de ce théâtre, les conditions au milieu desquelles il s'est formé, ne sont pourtant pas étrangères aux faits essentiels de la nationalité. Les peuples sont ce que les influences extérieures des pays qu'ils habitent les déterminent à être, ce que les font l'eau, le ciel et la terre. La valeur de ces causes topographiques augmente encore, quand une nation se

trouve placée dans des conditions uniques de position entre le continent et la mer. La géographie de ce peuple est alors la préface de son histoire, la racine de ses mœurs, de ses institutions et de son génie.

On peut savoir, à l'aide de documens certains, ce qu'était la Hollande à l'origine, ce qu'elle a subi de changemens par suite de l'action des fleuves et de la mer, ce qu'elle est devenue sous la main de l'homme, en un mot comment la Hollande s'est faite. Ce que l'action des fleuves a de puissant et souvent de terrible s'est révélé dernièrement encore dans les inondations qui ont désolé plusieurs provinces néerlandaises : c'est sur ce théâtre de désastres récens que nous l'étudierons. L'action de la mer, nous pourrons l'observer dans la région des dunes; celle de l'homme, sur tous les points du territoire, mais particulièrement aux environs de Harlem. Les élémens de l'histoire géographique de la Hollande nous seront ainsi fournis par les monumens mêmes de la nature, que viendront compléter d'autres documens tirés des collections scientifiques, trop peu connues, qui existent dans les Pays-Bas.

I.

En 1851, une commission fut nommée pour explorer scientifiquement le sol de la Néerlande (1). Cette commission établit sa résidence à Harlem, célèbre par ses orgues, par le siége soutenu en 1572 contre les Espagnols, et par l'honneur d'avoir donné naissance à Laurent Coster, qui est regardé en Hollande comme l'inventeur de l'imprimerie. Un autre titre désignait Harlem aux préférences de la commission : c'est l'abondance des documens scientifiques que renferme cette ville, dont les habitans ont eu de tout temps le goût des collections. On sait que Harlem est la ville des fleurs. Là vivent les descendans de ces fameux amateurs de tulipes qui plaçaient leur fortune et leur amour-propre dans un oignon. Aujourd'hui ce n'est plus une fureur, une manie, mais c'est encore un goût, et des plus délicats. Il y a tout un art de créer des variétés nouvelles, d'assembler des couleurs, de produire des ornemens artificiels, en un mot d'inventer des fleurs que n'avait pas prévues la nature. Sans être connaisseur, il est impossible, au mois de mai, de ne point voir avec intérêt ces riches cultures de jacinthes et de tulipes jetées en plein champ, quelquefois même sur le sable de la dune, comme un

(1) Le mot de *Néerlande* (terre basse) a été adopté de préférence à celui de Hollande pour désigner l'ensemble des provinces constituées, depuis la séparation de la Belgique, sous le titre de « royaume des Pays-Bas. » La Hollande proprement dite ne forme en effet que deux provinces de ce royaume.

châle de Perse ou de Cachemire. Des collections de fleurs, le goût s'est porté dans ces derniers temps sur les collections d'objets d'art et d'histoire naturelle. Seulement la plupart des voyageurs qui traversent la ville de Harlem à vol d'oiseau ou de vapeur ne soupçonnent pas même l'existence de ces richesses. En France, les trésors scientifiques sautent aux yeux; en Hollande, il faut les chercher. Ces dépôts, chefs-d'œuvre de patience et d'étude, la plupart des habitans eux-mêmes les ignorent, les livres n'en parlent point, et une modeste sollicitude les conserve religieusement sous clé. Ici la science sait être riche avec discrétion, mais pourtant elle n'est point avare. Une véritable urbanité hollandaise, sans faste et sans recherche, ouvre volontiers la porte aux amateurs.

A la tête des institutions estimables qui fleurissent dans la ville de Harlem, se place d'abord la *Société hollandaise des sciences,* dont un professeur distingué, M. van Breda, est le secrétaire perpétuel. Cette société existe depuis cent trois ans. Il est curieux de voir une sorte d'académie indépendante de l'état, et qui, soutenue par les contributions annuelles d'une trentaine de ses membres, possède un cabinet d'histoire naturelle, donne des prix de 1,000 florins, publie un grand nombre de mémoires. Ces créations particulières sont tout à fait dans les mœurs et dans le caractère de la Hollande. A Harlem vécut un honnête homme qui s'appelait M. Teyler : ce n'était point un savant, c'était un fabricant et un bourgeois de la ville; mais en mourant il laissa une somme considérable pour fonder, entre autres établissemens, un musée qui porte aujourd'hui son nom, le *Musée Teylérien* (1). Là, dans une maison extérieurement simple, intérieurement vaste et splendide, se cachent une bibliothèque riche en livres de science et de voyages, une galerie de tableaux dans laquelle figurent les meilleurs ouvrages des peintres hollandais vivans, un cabinet de minéralogie et de physique, une rare collection de fossiles (2). On sera peut-être étonné d'apprendre que ce musée, dont toutes les villes de la France et de l'Europe envieraient les trésors, a été fondé seulement par douze personnes. Plus libéraux encore que le donateur, les directeurs actuels admettent deux fois par semaine le public de Harlem dans ce sanctuaire de l'art

(1) Nous avons recueilli cette inscription commémorative, gravée en lettres d'or sur marbre blanc : *Musæum Teilerianum ex testamento viri optimi de posteritate bene merentis ædificandum curaverunt...* Suivent les noms des commissaires qui ont exécuté les intentions du testateur.

(2) Parmi les ruines de l'ancien monde, nous avons remarqué quatre beaux échantillons du *mystriosaurus,* reptile qui vivait et courait sur la terre, une série d'insectes trouvés dans le terrain jurassique, des débris de *squallodon* ou grand serpent de mer, huit exemplaires de la salamandre, quelques os de l'oiseau géant de la Nouvelle-Zélande, et beaucoup d'autres monumens uniques ou précieux d'une création qui n'est plus.

et de la nature; mais c'est une tolérance, on pourrait presque dire une généreuse infraction au testament.

Aux portes de Harlem s'élève un bois qui rivalise en agrément et en beauté avec celui de La Haye. Ces deux bois ont été touchés par la main de l'homme, mais avec cet art délicat et parfait qui respecte la nature en l'ornant. On n'imagine point, en été, de plus délicieuse promenade; ces parcs où errent en demi-liberté des cerfs et des daims, ces îles peuplées par des cygnes, ces pièces d'eau sur lesquelles s'écroulent pour ainsi dire des masses de fraîche et opulente verdure, ces clairs-obscurs qu'interrompt tout à coup la lumière, ces silences troublés par la voix des oiseaux, tout cela tient de l'enchantement et du rêve. Quelques parties du bois de Harlem sont évidemment de plantation récente; mais, dans les allées sombres, on rencontre des arbres au port superbe et centenaire, à l'allure vaillante, qui ont avec les arbres de La Haye un air de famille. Des naturalistes ont même cru que ces deux bois étaient les lambeaux d'une ancienne forêt, située autrefois à une assez grande distance de la mer, et qui avait été déchirée par les révolutions du sol.

C'est à l'entrée du bois de Harlem, dans une ancienne résidence royale dont on a fait un musée de tableaux, que la commission de géologie nationale a déposé le résultat de ses recherches. Ce musée des antiquités naturelles de la Hollande est encore à l'état embryonnaire : on y trouve pourtant des exemplaires curieux, — la tourbe à ses différens degrés de formation, les sédimens des rivières de la Hollande et des mers qui baignent les côtes, les variétés de couches trouvées dans les puits artésiens aux différentes profondeurs du forage, de nombreux fossiles du terrain tertiaire, les mêmes qui se retrouvent dans les environs de Paris, de Londres et de Bruxelles. La commission, composée de trois membres, MM. van Breda, président, Miquel et Staring, se propose de publier une carte géologique des Pays-Bas. A l'aide des documens recueillis, on peut déjà se former une idée de ce que sera cette carte. Sablonneuses ou argileuses dans les régions situées près de la mer, les terres de la Néerlande se transforment en craie du côté de l'Allemagne, et en faibles couches de houille du côté du Limbourg. Ces muets monumens de la nature demandent d'ailleurs à être interprétés par les vues de la commission et par l'histoire scientifique des faits.

On peut diviser en trois temps la formation du sol néerlandais sous l'action des eaux douces : — une période antérieure à l'existence du Rhin, — une autre période durant laquelle le fleuve s'est ouvert un passage vers la mer, — enfin une dernière période durant laquelle il a tracé la forme actuelle de la Hollande.

Avant la naissance du Rhin, la plus grande partie des Pays-Bas

était une mer. Limitée du côté de l'Allemagne par une chaîne de rochers, cette mer a laissé dans son ancien lit des dépôts de coquilles marines, des ossemens de baleine, de rhinocéros et de mammouth, fracassés, brisés. Ces colosses du vieux monde se retrouvent partout; la Mer du Nord est pleine de pareils débris. Ce qui étonne le plus sur le théâtre de cet océan disparu, desséché, c'est la présence d'énormes blocs de granit et de gneiss dont l'origine est aujourd'hui connue. On retrouve en effet les masses d'où ils ont été détachés, en un mot la souche de ces blocs, dans les montagnes de la Scandinavie. Il ne reste plus qu'une question à résoudre : comment sont-ils venus là? Selon toute vraisemblance, ces quartiers de roche sont venus de la Suède et de la Norvége sur des radeaux de glace. L'existence de ces glaçons voyageurs n'est point une chimère géologique : ils se promènent encore aujourd'hui sur nos mers. Ces îles flottantes, dont quelques-unes ont l'éclat blanchâtre et cristallin du sucre, ont été vues dans ces dernières années : l'une d'entre elles a même atteint le cap de Bonne-Espérance. Du temps où la Hollande était encore sous l'eau, ces bancs de glace arrivaient des mers polaires, ou bien encore c'étaient des ruines d'énormes glaciers qui, du haut des montagnes de la Scandinavie, descendaient en s'écroulant jusque dans la mer. Les quartiers de roche tombaient pêle-mêle avec les neiges. Ces débris, enlevés loin de leur gisement naturel par la rapidité de la chute, se voyaient ensuite comme portés et voiturés sur les glaçons qui traversaient en tout sens l'Océan. Les blocs erratiques se retrouvent en masse; la Mer du Nord en est pavée. Il est probable que, le radeau de glace venant à fondre, la plupart de ces blocs ont échoué sur des bancs de sable, peut-être même sur quelques îles basses, d'où ils s'élevaient à fleur d'eau, comme des pierres druidiques dans un champ de blé.

A l'époque reculée où nous nous plaçons, toute la masse imposante des Ardennes, plissée du nord-est au sud-ouest, se dressait, formant un rempart entre cette ancienne mer et des lacs grossis dans l'intérieur de l'Allemagne par l'écoulement des rivières. La mer battait les chaînes de montagnes, les blocs erratiques entraient dans les anfractuosités de ce mur, et s'arrêtaient collés aux parois comme une pierre lancée par la fronde. Un jour (si l'on peut appeler jours ces époques de la nature), soit qu'une impulsion fût communiquée à la masse des eaux douces par des tremblemens de terre, soit que la force de gravitation seule ait déterminé un conflit, les Ardennes et leurs dépendances furent battues en brèche; les lacs emprisonnés dans une ceinture de rochers s'émurent. L'obstacle était gigantesque, mais il céda, car les rochers, que le langage humain a choisis comme des termes de comparaison pour exprimer la force de résis-

tance, cèdent toujours dans la nature à la puissance formidable et lente des eaux comprimées. Une partie des montagnes fut emportée. Ce premier bond du Rhin (car c'était lui) dans la mer fut terrible. L'ouverture par laquelle il s'élança est encore là, visible, béante : cette ouverture, beaucoup plus considérable que le cours actuel du fleuve, montre par quelle masse d'eau la barrière primitive fut forcée. Les traces d'une si prodigieuse débâcle ne sont point encore effacées sur le sol de la Néerlande : l'œil les suit pour ainsi dire au loin; les ruines de la muraille du Rhin ont été portées de deux côtés à des distances énormes. Les débris de l'immense brèche ouverte par le fleuve ont servi à former des provinces entières. Le sol de la Gueldre, de l'Over-Yssel et de l'île du Texel est jonché de cailloux roulés, dans lesquels on reconnaît les fragmens des roches de basalte, de granit et de porphyre qui bordent, en Allemagne, le cours du fleuve. Ces Titans du règne minéral ont été foudroyés par l'explosion des eaux.

On le voit, le Rhin s'est fait lui-même; il s'est creusé parmi des décombres la voie orageuse qui devait le conduire à des formations nouvelles. Ici nous sortons de la nuit des âges, nous sortons de la géologie conjecturale pour entrer dans la géologie positive. Partout les fleuves tracent la physionomie des contrées qu'ils traversent; mais cette action exercée par les cours d'eau n'éclate nulle part si manifestement que dans la configuration du sol néerlandais. On a dit que l'Égypte était un présent du Nil; on pourrait dire, avec non moins de vérité, que la Hollande est un présent du Rhin. Il serait pourtant injuste de rapporter au Rhin seul l'honneur de cette formation géologique. L'ensemble des eaux courantes du pays constitue, à travers mille caprices, les deux côtés d'un triangle dont l'Océan est la base. La terre, composée en grande partie d'alluvions fluviatiles, et qui se trouve renfermée dans ces lignes d'eau, présente ainsi la figure plus ou moins régulière de la lettre grecque Δ. La Hollande est un delta du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut.

La plupart des voyageurs se sont contentés de décrire l'état actuel du Rhin; il y aurait une série d'études nouvelles à ouvrir, il y aurait à faire l'histoire de ce fleuve. Nous venons de voir que le Rhin n'avait pas toujours existé : il n'est pas maintenant ce qu'il était à sa naissance; la direction de ses eaux et le niveau de son lit ont varié depuis les temps historiques. L'homme, qui vit peu, se figure aisément que la nature ne change pas; mais celui qui étend sa pensée dans les âges et qui consulte les monumens de la science ne tarde point à reconnaître qu'il n'y a pas dans le monde physique de formes éternelles. Le cours des fleuves est lui-même temporaire, provisoire, soumis à toutes les causes de variation qui influent sur l'économie

générale des continens. Il faut connaître la loi qui préside à ces changemens, si l'on veut expliquer les événemens qui ont tracé la forme présente de la Hollande. Cette loi, la voici : — deux grandes forces sont en antagonisme perpétuel sur notre globe, les fleuves et la mer. La masse des eaux courantes rencontre aux embouchures l'action opposée des vagues, des marées et des sables. Plus que tout autre endroit du globe, la Hollande se trouve être, depuis son origine, le théâtre de cette lutte naturelle; on peut même dire que l'existence du sol néerlandais est due, en grande partie, à la rivalité du Rhin et de l'Océan. L'histoire du fleuve mérite, à ce point de vue, toute notre attention, car elle se lie à l'histoire physique de la contrée que nous cherchons à connaître.

Nous avons vu par quels obstacles les eaux avaient été retenues : une fois le passage ouvert, on vit commencer l'opposition séculaire de l'Océan et du Rhin. D'abord ce fut le fleuve qui obtint l'avantage; l'Océan recula. Tous les géologues savent que la puissance des rivières est assez forte pour jeter dans la mer des terrains d'alluvion qui prolongent, au bout d'un certain nombre de siècles, l'extrémité des continens. Le sol de la Hollande se constitua et s'étendit en vertu de ce mécanisme. Formée des sables voyageurs que le Rhin apportait de l'Allemagne, la Hollande a flotté, si l'on ose ainsi parler, dans les eaux du fleuve, tenue quelque temps en suspension par la rapidité orageuse du courant, puis déposée couche par couche au sein de l'Océan, qui battait en retraite. Les progrès du delta ne s'accomplirent d'ailleurs qu'à travers des réactions immenses. Les eaux douces et les eaux salées se disputaient tour à tour le terrain occupé maintenant par les deux plus riches provinces des Pays-Bas. Cependant le fleuve conservait une supériorité marquée; il refoulait la mer : tout annonce que le niveau relatif de la côte et des marées différait alors de ce qui existe maintenant. Puis, par un de ces reviremens de la fortune qui atteignent les puissances mêmes de la nature, le résultat de cette lutte paraît avoir tourné, depuis deux mille années, en faveur de l'Océan. Le Rhin a été vaincu; il traîne dans le cours humilié de ses eaux le sentiment de sa décadence. Entendez-vous sa plainte? Cette plainte, ce murmure étouffé des flots qui se souviennent de leur grandeur passée, tout cela ressemble à de la poésie, mais tout cela est en même temps de l'histoire. Le Rhin, dont il est si souvent parlé dans les auteurs du XVIIe siècle, finit, comme le règne de Louis XIV, par la division et l'amoindrissement.

On pourrait comparer le cours des fleuves à celui de la vie humaine : ils ont une enfance, une jeunesse, une caducité. La vieillesse du Rhin ne manque, elle, ni de mélancolie, ni de grandeur. Au nord de Clèves, un peu au-dessous du village de Pannerden, ce fleuve

se divise en deux rivières, dont l'une prend le nom de *Wahal*, tandis que l'autre retient le nom de *Vieux-Rhin*. Affaibli bientôt par des divisions nouvelles, perdant à chaque pas ses eaux et son nom, le fleuve orgueilleux de la grande Allemagne court misérablement vers sa perte. Quoi! c'est le Rhin, cela? Les habitans eux-mêmes ne le connaissent plus : ils appellent ses eaux les *eaux de la Potence*. Ce n'est pas tout, il a fallu que l'art lui vînt en aide et lui prêtât en quelque sorte la main pour le porter jusqu'à la mer, car, au commencement de ce siècle, il se mourait honteusement dans les sables (1).

Tous les fleuves de la Hollande sont en décadence. La Meuse paraît avoir été moins soumise aux changemens que le Rhin; il s'en faut pourtant que le cours de cette rivière soit aujourd'hui ce qu'il était anciennement. L'embouchure de la Meuse, près de Brielle, s'est beaucoup rétrécie depuis seulement deux siècles. C'est de là que, le 22 avril 1691, Guillaume III se rendit en Angleterre avec sa flotte, et maintenant c'est à peine si un petit bateau peut entrer dans cet étroit passage. Un auteur hollandais a constaté qu'en 1606 et 1611 cette embouchure était quatre fois plus large qu'en 1730. L'Escaut a également perdu de son importance; sa bouche a été déformée par des irruptions de la mer. Ces changemens dans le cours des fleuves ne se sont point accomplis sans de grandes perturbations intérieures. Ici les inondations ont été en quelque sorte périodiques. La force d'immobilité de la mer opposée à la force des eaux courantes, la tendance des fleuves à ensabler leurs embouchures, la violence des vents du sud-ouest, l'abondance des pluies, surtout pendant l'hiver, les dégels, toutes ces causes ont fait refluer et déborder les rivières. Les eaux, en se répandant, ont laissé dans le pays des marais, des lacs, presque des mers, dont la formation successive n'a pas peu contribué à changer, depuis les temps historiques, la physionomie de la Hollande. L'histoire des inondations connues est une histoire longue et lamentable. Grâce à des cartes anciennes, à des notices commémoratives, qu'a réunies dans sa riche collection géographique un habitant de Leyde, M. Bodel Nyenhuis, nous avons pu suivre, surtout depuis 1702, la trace de ces fléaux répétés. Notre siècle avait vu deux inondations fluviales tristement célèbres, celles de 1809 et de 1820. Il faut y ajouter maintenant une troisième date, 1855.

C'était au mois de mars dernier. Après un dur hiver, qui avait suspendu le cours du Rhin et de la Meuse, le printemps était brusque-

(1) Le Rhin n'avait pas toujours fini de cette façon. Il existe une ordonnance de 1165 qui enjoint de faire disparaître une espèce de barrage dans le Rhin près de Zwammerdam, afin de ne point interrompre le cours de la rivière, — preuve évidente que l'embouchure de Katvijk existait alors.

ment venu pour la partie de ces deux fleuves située au midi, tandis que la partie située au nord restait pétrifiée sous le froid. La surface solide du Rhin s'étant à moitié brisée, la débâcle rencontra en Hollande la masse du fleuve qui était encore gelée. Un fleuve immobile, des glaçons mouvans, ce fut un épouvantable choc. La force de résistance opposée à la force d'expansion devait amener une catastrophe. Il y eut un moment solennel et terrible durant lequel le fleuve, en lutte avec lui-même, fit entendre un sourd frémissement. Tout à coup la couche de glace gronde et se fend. Alors la force tumultueuse des eaux, exaspérée par les lourds glaçons qui s'entrechoquent, ne connaît plus d'obstacles ni de frein. Le fleuve mugit et se lève comme une mer; il déborde. Si fortes et si hautes que soient les digues, elles sont emportées, coupées par la glace comme par une lame de rasoir. Toute la campagne se change en eau. Ce n'est plus une débâcle, c'est un déluge. Les glaçons se précipitent sur les glaçons : ces ruines du dégel détruisent, arrachent, écrasent tout ce qui se rencontre sur leur passage. De grands chênes tombent brisés, fracassés, dans l'eau qui monte, monte toujours. De tous les côtés, les flots accourent comme un troupeau de loups hurlans. Le Rhin a déjà saisi un quart de la Gueldre et de la province d'Utrecht : cette terre est à lui, il s'y précipite. Une partie du Brabant septentrional a disparu sous les eaux de la Meuse. Ne cherchez plus les grasses prairies, les rians *polders*, les riches cultures hollandaises : tout ce qui se trouve au-dessous du niveau des deux fleuves est comblé par les flots débordans. Dans quelques endroits, l'eau s'élève au-dessus du toit des maisons. De frêles barques, qu'entoure un cercle de rochers mouvans et flottans, luttent seules contre cette tempête de glace. Les remparts, les ponts, sont rasés. De clocher en clocher, le tocsin s'agite, et le canon d'alarme se fait entendre le long de la ligne menacée. Une désolation infinie descend avec la nuit sur les villages, les fermes, les étables. On entend retentir sur tous les tons de la douleur et de l'épouvante ces mots : « La digue est rompue! » Les hommes craignent pour leurs foyers, pour leurs richesses rustiques, pour leurs provisions d'hiver, pour leur bétail; ils craignent pour eux-mêmes, ils craignent surtout pour leurs femmes et leurs enfans. Devant l'ennemi qui avance, sombre, irrésistible, inévitable, on abandonne les habitations; on se réfugie sur les coteaux, dans des édifices bâtis sur des lieux élevés, tels que les églises et les moulins. C'est de là que le regard effaré des habitans s'étend sur les campagnes noyées, sur les villages où l'on a laissé des amis. Apercevez-vous là-bas cette maison où brille une petite lumière? Une ombre de femme se dessine sur la vitre éclairée. Cette femme a refusé de prendre la fuite; un glaçon énorme heurte la maison et l'emporte. De moment en mo-

ment passent, dans un tourbillon d'eau et de glace, des toits, des meubles, des cadavres d'animaux domestiques. Hélas! n'avez-vous pas vu flotter un berceau vide? Qu'est devenu l'enfant? qu'est devenue la mère? Une pitié morne, taciturne, glacée comme le ciel, a d'abord engourdi les bras. Cependant tous les courages ne se laissent point abattre. Grand est le désastre, mais grand aussi est le dévouement, et l'homme se montre aussi magnanime que la nature est inexorable. Il est beau de voir, au milieu de ce fléau, des malheureux luttant avec sang-froid contre la grandeur du danger, non pour eux-mêmes, mais pour leurs semblables, qu'ils ramènent à bord tremblans, évanouis et sauvés. Le désespoir, la terreur, la joie, toutes les émotions de l'âme qui rendent l'homme fou se croisent et se combattent au milieu de la confusion des élémens, comme si les lois du monde physique et du monde moral étaient à la fois bouleversées.

Les inondations de 1855 présentent trois grands théâtres : 1° les pays submergés à partir du Wesel jusqu'à la rivière de l'Yssel, et même en-deçà, près de Deventer et jusqu'au Wahal, près de Nimègue; 2° les campagnes entre la Meuse et le Wahal, ainsi qu'entre le Wahal, le Rhin inférieur et le Leck; 3° la vallée de la Gueldre. Le déluge, embrassé dans son ensemble, défie en quelque sorte la compassion humaine, car c'est une des infirmités de notre nature de ne saisir l'ensemble de rien, pas même des grandes douleurs. Il convient donc d'arrêter notre attention sur un des points saillans du désastre. A quelques minutes du chemin de fer qui relie Utrecht et Harlem, s'élève le petit village de Venhendal (1). Assis sur d'anciennes tourbières qui ont été jadis exploitées et qui ont laissé un terrain humide, coupé de fossés remplis d'eau, surtout en hiver, il est habité par une population pauvre, dont la principale industrie consiste à filer de la laine. Il y avait cent quarante-quatre ans que ce village n'avait été inondé. Cette longue trêve avait inspiré aux habitans une confiance funeste et leur avait fait négliger les précautions que commandait la nature du sol. Le 5 mars 1855, on apprit que la digue, située entre deux collines, et qui sert de rempart à la vallée de la Gueldre, venait de se rompre. Des messagers à cheval apportaient de moment en moment des nouvelles alarmantes. Le village le plus voisin, Elst, venait d'être saisi par l'inondation. Les habitans se portèrent aussitôt dans la direction du fléau; mais, arrivés à moitié chemin, ils virent un paysan qui, pâle, éperdu, accourait en toute hâte et leur donna le conseil de retourner pour n'être point coupé par l'ennemi. Ils revinrent. A leur entrée dans le village, ils trouvèrent tous les

(1) *Venhendal* signifie en hollandais « vallée des tourbières. »

visages inquiets : les femmes étaient éplorées, les petits enfans s'accrochaient aux mères et poussaient des cris de détresse. Plus hardis, les jeunes gens, les adolescens même, aidaient à porter les meubles sur des chariots, à sauver le bétail; on enlevait les malades. Cependant les eaux ne paraissaient pas encore. A deux heures de la nuit, on vit, au clair de la lune, la glace se dresser dans les flots qui s'avançaient. L'effroi fut universel. La blancheur des glaçons rejaillissait en une lumière électrique assez semblable à celle que dégage dans la nue un tonnerre lointain. Cet éclair de glace fut suivi d'un long et terrible craquement. Les habitans des parties les plus basses du village se réfugièrent dans les parties élevées, et surtout dans l'église : les pauvres fuyards s'y précipitèrent comme pour demander à Dieu l'hospitalité. La nuit se passa dans des angoisses inexprimables. Le lendemain, les eaux pénétrèrent dans le village; elles envahirent successivement les rues et la grande route, qui furent sillonnées de bateaux (1). Deux jours plus tard, la partie la plus élevée de Venhendal était atteinte, et les chaloupes passaient sur le marché comme sur un lac. Heureusement, pendant ces tristes journées, le ciel resta calme : si le vent eût soufflé, un quart de la province eût été emporté.

A la suite de tels bouleversemens de la nature arrive un fléau plus triste encore, la faim. Les malheureux qui s'étaient réfugiés dans l'église de Venhendal manquaient de vivres. Des caravanes de femmes, d'enfans, de vieillards, erraient silencieuses et sombres autour du théâtre de l'inondation, cherchant la terre ferme et un toit pour s'y reposer de leurs fatigues. Par suite de l'entassement de toutes ces misères humaines dans les granges, des maladies commençaient à se déclarer. Cinq cents des plus pauvres habitans de Venhendal furent alors dirigés, par les ordres du roi, sur la ville d'Utrecht (2). Une vieille église de cette ancienne cité avait été disposée pour les recevoir. Les dons affluèrent: on envoyait du linge, des habits, de l'argent. Une commission, qui s'était formée volontairement, recevait les offrandes et dirigeait le service : elle se montra constamment intelligente pour le bien et supérieure aux difficultés. Nous visitâmes les pauvres inondés de Venhendal dans leur église, à l'heure du repas qu'ils prenaient en commun, autour de tables très simples, mais proprement et abondamment fournies. La figure de ces malheureux respirait un air d'indifférence et même de joie qui contrastait avec leur triste condition. La vérité est que quelques-uns

(1) Les habitans de Venhendal, comme d'ailleurs beaucoup de paysans néerlandais, se servaient, en temps ordinaire, de barques pour transporter les engrais et les produits de la terre.

(2) Une moitié du village dépend de la province d'Utrecht et l'autre de la Gueldre.

d'entre eux ne s'étaient jamais vus si bien traités : la charité publique leur avait fait des loisirs qui succédaient doucement à de pénibles émotions et à une vie de dur travail. Une vieille femme, à laquelle on demanda si elle ne s'ennuyait pas, répondit avec une naïveté touchante : « Comment voulez-vous que je m'ennuie ici? je n'ai rien à faire. » La plupart des fileuses de laine avaient cependant repris leurs occupations ordinaires; des rouets en mouvement palpitaient sous leurs doigts. Quelques-unes de ces femmes avaient cette beauté du malheur qui pénètre l'âme. Leur costume était rustique, mais convenable. Les dames de la ville avaient tout d'abord envoyé des objets de leur garde-robe pour habiller ces infortunées : le président de la commission jugea avec un goût parfait que ces vêtemens de luxe, bien loin de rehausser la condition de ces pauvres villageoises, feraient d'elles les caricatures vivantes de la bienfaisance publique. La plupart de ces femmes avaient des enfans, quelques-unes étaient même accouchées depuis la catastrophe. Ces pauvres petites créatures aux yeux bleus, aux cheveux blonds, à la figure ignorante du mal, étaient caressées par leurs mères avec un orgueil et une tendresse qui n'avaient rien d'étudié. Dans toutes les conditions de la vie, dans tous les rangs de la société, la femme ne se montre jamais si bien mère qu'après un danger qui a mis son existence en question et celle de son enfant. L'église, convertie en lieu d'asile, était appropriée, non sans art, à la nouvelle destination, et, si on l'ose dire, au culte nouveau qui venait de s'y établir. Les exercices de la journée étaient marqués par le son de la cloche : l'ordre le plus parfait régnait, et le lien de la discipline était visiblement la reconnaissance. Une partie du bâtiment avait été préparée pour la nuit: les hommes et les femmes couchaient séparément dans des cases, sur un lit de paille. Dans cette église, d'où le service religieux s'était retiré pour céder la place au soulagement des misères humaines, le christianisme en était revenu à l'histoire de la crèche. Des murs sanctifiés naguère par la prière, sanctifiés maintenant par la bienfaisance publique, des victimes rachetées par le sentiment qui honore le plus les civilisations modernes, des souffrances consolées, tout cela était bien placé dans la maison de celui qui préférait la miséricorde au sacrifice.

Le lendemain de notre visite aux inondés, nous nous rendîmes par le chemin de fer sur le théâtre même de l'inondation. Par le même convoi, des femmes que nous avions vues la veille dans l'église d'Utrecht retournaient à Venhendal; elles allaient retrouver leurs pauvres maisons et s'assurer par elles-mêmes de l'étendue des désastres. Le chemin de fer avait été lui-même frappé et rompu par les vagues : la circulation n'était rétablie que depuis une semaine. Ar-

rivé à la station, près de Venhendal, nous demandâmes la voiture qui conduisait au village; on nous montra une barque. Les chemins en effet étaient encore sous l'eau. Ce fut un triste et pénible voyage. Nous allions, à vrai dire, reconnaître un village perdu. La vue seule des lieux pouvait donner une idée des pertes que les habitans avaient essuyées. A chaque instant, le long d'une mare profonde qui avait été jadis une chaussée, nous rencontrions des toitures dont les tuiles avaient, pour ainsi dire, été effeuillées, des pans de muraille renversés, déchirés, des portes enfoncées, des vitres brisées, des greniers rompus qui pendaient tristement sur des pilotis mis à nu, en un mot des squelettes de maisons. Ailleurs, ce n'étaient plus que des lambeaux de maçonnerie, des amas de décombres et de briques, un fouillis sans nom. Plus nous avancions dans l'intérieur du village, et plus notre émotion redoublait à la vue de ces habitations sans habitans, de cette petite église qui avait servi d'arche au milieu du déluge, de ces rues qui étaient une rivière. Notre barque s'arrêta. Nous entrâmes dans quelques maisons : les moins maltraités d'entre ces pauvres gens étaient occupés à réparer ce qui pouvait encore être sauvé de leurs meubles et de leurs instrumens de travail. Une ligne onduleuse marquait sur les murs intérieurs la hauteur à laquelle les eaux s'étaient élevées. Nous avions partout devant les yeux la désolation, la destruction, la misère.

La barque que nous avions frétée se remit en route et se dirigea vers la campagne avoisinante. Ce n'était qu'une mer, au-dessus de laquelle s'élevaient des têtes d'arbres. Une bande de canards folâtres nageait avec des cris autour de la barque et insultait par sa joie à la mélancolie du paysage. Si loin que s'étendit le regard, on voyait l'eau, toujours l'eau. Un rayon de soleil était répandu comme un sourire de réconciliation ou d'ironie sur cette vallée, creusée naguère par la bêche et la charrue, labourée maintenant par la rame. Si nous avions pu oublier l'homme, nous nous serions volontiers complu dans la contemplation de ce lac, sous lequel les semailles et les espérances de l'année étaient ensevelies. La nature se montre belle jusque dans ses ravages. Nous eûmes la curiosité d'aller jusqu'à l'endroit où la digue du Rhin s'était rompue. La blessure à travers laquelle le fleuve avait perdu ses eaux était fermée par des travaux provisoires. La vue de cette cicatrice durcie au flanc du géant était bien faite pour inspirer une grande idée des ouvrages de l'homme et des forces tumultueuses de la nature. Quant au Rhin, il était rentré dans son lit, tranquille et sommeillant comme un lion dans son antre après un mauvais coup.

Si l'homme se montre supérieur à la puissance aveugle des élémens, c'est surtout par le courage moral, par l'oubli de soi-même et

par l'exercice de la générosité publique. La poésie et la peinture s'emparèrent bientôt de ces scènes locales où la sympathie, l'admiration et la pitié s'étaient égalées aux proportions terribles du fléau. On avait vu dans le pays inondé par le Rhin ce que peut le sentiment du devoir aux prises avec la fureur des élémens. Devant une calamité semblable, devant un héroïsme si désintéressé, toute la Hollande s'émut. Une souscription fut ouverte et devint une affaire nationale. Les troncs coururent de ville en ville. La Haye, à elle seule, contribua pour une somme de 65,000 florins. Dans ce pays, où chacun est en quelque sorte menacé par l'eau dans ses foyers et dans ses autels, il existe entre tous les Hollandais une fraternité touchante et soudaine pour les victimes de chaque grande inondation. Cette compassion naît de la communauté du danger, mais elle est aussi dans le sang, car la race néerlandaise se montre généralement charitable. L'émotion produite par les derniers malheurs s'est étendue au-delà des frontières hollandaises : de la Belgique, de l'Angleterre, de l'Allemagne, des secours sont arrivés aux victimes de l'inondation (1). Puisse ce généreux mouvement se propager et attirer quelques dons nouveaux sur des populations dont les plaies saignent encore ! La conscience antique frémit le jour où un acteur récita sur la scène romaine ces simples mots : *Homo sum, humani nihil à me alienum puto*. Il est temps, il est juste que les nations se disent de même : « Je suis peuple; rien de ce qui arrive aux autres peuples ne m'est étranger. »

Aujourd'hui les traces du dernier déluge ne sont pas entièrement effacées; les eaux se retirent, mais lentement, et cette retraite découvre de plus en plus l'étendue des ravages. D'énormes troncs d'arbre ont été coupés par la glace; des maisons pourries par les eaux s'écroulent encore tous les jours. Cependant le paysage renaît. C'est un spectacle tristement beau, unique dans le monde, que cet archipel d'îles, ces fermes, ces campagnes, ces villages sortant avec le printemps des flots d'une mer qui s'abaisse. Semblables à la baigneuse qui secoue au soleil ses membres retrempés et vigoureux, les terres de la Gueldre, de l'Over-Yssel, du Brabant septentrional se remontrent plus fécondes qu'avant l'inondation. Des colombes viennent, comme au temps de Noé, reconnaître que le pays est desséché et ramènent l'espérance. Il était depuis longtemps question de creuser dans la province d'Utrecht un canal vers le Zuiderzée : les eaux, depuis la dernière inondation, ont tracé elles-mêmes le plan de ce

(1) Tout dernièrement encore, une société de musique est venue de Malines donner des concerts en faveur des inondés, à La Haye, à Rotterdam, à Dordrecht. Toutes ces villes étaient pavoisées comme pour une fête. C'était une réconciliation de la Belgique et de la Hollande sur l'autel de la charité.

canal, en se frayant un passage vers le golfe. On dirait comme une nouvelle rivière provisoire que s'est donnée la Néerlande. Les changemens introduits ainsi dans la configuration du delta par le débordement des fleuves ont dû être considérables. A chaque inondation nouvelle, des terres stériles se sont trouvées fécondées par le limon de la Meuse ou du Rhin, sorte d'engrais voyageur que les eaux traînent après elles, tandis que d'autres parties fertiles de la province se sont au contraire changées en sables. Sur certains points le niveau des terres s'est élevé, sur d'autres il s'est abaissé. Cette action des fleuves est lente, il faut plusieurs déluges successifs pour qu'on puisse même la constater; mais nous devons toujours nous souvenir que les siècles sont comme de la poussière dans le sablier de la nature. Ces changemens seraient d'ailleurs plus rapides, si la main de l'homme n'était là, toujours présente, pour effacer les traces d'altération, et pour ramener le pays aux conditions artificielles de la culture des terres. Dans les temps anciens, le lit des fleuves étant bien plus incertain que maintenant et l'intervention de l'homme étant moins efficace, les inondations ont dû être plus fréquentes, et les conséquences de ces débordemens beaucoup plus graves. Une grande partie de la Hollande consiste effectivement en terrains d'origine récente, dus principalement à l'action des eaux. Ces terrains, l'époque historique les a vus naître, et ils se forment encore tous les jours sous nos yeux. Une création incessante, et dont les signes sont visibles, ne doit point nous étonner dans un pays où les déluges, qui ailleurs sont de l'histoire ancienne, presque de l'histoire fabuleuse, constituent de l'histoire toute moderne. Des fouilles nombreuses ont prouvé en outre que les terrains dont l'origine se rapporte aux eaux douces alternaient, en Hollande, avec les terrains que déposent les eaux salées. Pour expliquer le mystère de cette nouvelle formation, il est nécessaire de recourir à un autre ordre de phénomènes naturels, qui sont plus ou moins particuliers à la géographie des Pays-Bas.

II.

Nous venons d'indiquer à grands traits l'histoire des inondations fluviales : il existe pour la Hollande un autre ennemi plus terrible encore, la mer. Le Rhin et la Meuse ont plusieurs fois désolé ce pays; mais, à l'exemple du Nil, ces fleuves débordés fécondent en ravageant. Il n'en est pas ainsi des inondations marines : ces dernières laissent au contraire derrière elles la stérilité, la mort. Nous avons dit que, dans sa lutte avec l'Océan, le Rhin paraît avoir été vaincu : les défaites du fleuve peuvent s'évaluer par les empiétemens de la

mer sur le sol de la Néerlande. C'est sur ces progrès de la mer que notre attention doit maintenant se porter.

Que la forme primitive de la Hollande ait été altérée dans le cours des siècles, que, par suite des invasions successives de la mer, l'étendue de cette contrée se soit trouvée de plus en plus circonscrite, c'est un fait dont témoignent à la fois des récits douteux et des documens positifs. Il existe une ancienne tradition qui veut que, dans les temps reculés, on ait aperçu des côtes de la Hollande les côtes de l'Angleterre. Un des changemens les plus considérables qu'une portion des Pays-Bas aurait subis se rattacherait, selon quelques géologues, au cataclysme qui sépara, dit-on, la Grande-Bretagne du continent. On conçoit en effet que la langue de terre qui s'étendait entre Douvres et Calais ayant été brisée, la mer ait dû maltraiter dans ce mouvement les côtes anciennes de la Batavie.

Nous ne nous arrêterons point à ces récits plus ou moins fabuleux, à ces cataclysmes peut-être imaginaires, ou tout au moins sur la date desquels les savans ne sont pas d'accord : il est un autre ordre de monumens plus certains qui prouvent que la constitution physique du pays a changé depuis des époques relativement récentes. Il suffit de visiter avec attention les côtes du sud de la Hollande pour juger par soi-même de l'étendue des changemens introduits dans la forme du delta. Cette plage désolée qui s'étend depuis Ostende jusqu'à Harlem et depuis Harlem jusqu'au Helder, ces dunes sapées par la vague, ces bancs de sable déchirés, tout cela porte la trace des ravages de l'Océan. Au mois de mars (c'est le mois des tempêtes), nous avons vu, sur plusieurs points, les côtes de la Hollande battues, ébranlées par la fureur des vagues, que poussait un formidable vent d'ouest : c'était à croire que la terre allait s'enfoncer. Il est malheureusement trop certain que les barrières élevées contre les flots ont cédé, l'une après l'autre, sur plus d'un rivage depuis les temps historiques. Des chaînes de dunes ont été dévorées, cette perte augmente constamment, et l'on peut déjà prévoir le jour où cette défense naturelle devra être remplacée par une digue. C'est seulement au moyen de remparts artificiels que, plus loin vers le nord, quelques places ont pu être maintenues contre les forces assaillantes de la mer, et encore ces ouvrages de pierre s'affaissent-ils de divers côtés. La forme seule de la Hollande est en contradiction avec celle des autres deltas, et indique par cela même une altération lente, mais continuelle. Trois fleuves comme le Rhin, la Meuse et l'Escaut, qui déchargent concurremment leurs eaux presque sur le même point géographique, ont dû étendre autrefois dans la mer un promontoire ou tout au moins une langue de terre semblable à celle que projette le Mississipi. Or aujourd'hui on cherche en vain ce promontoire : les contours de la

Hollande sont au contraire affaissés, rentrés, comprimés; ils décrivent une courbe concave, une échancrure.

La mer ruine les côtes de la Hollande, c'est un fait constaté : l'œil peut suivre, à travers des écroulemens de sable, ce triste et silencieux travail de destruction; mais il existe de ce cataclysme perpétuel des témoins plus irrécusables encore. A Katvijk, le village de pêcheurs dont nous avons parlé, près de l'endroit où, soutenu par de magnifiques travaux d'art, le Rhin s'écoule laborieusement dans la mer, nous avons vu, par les marées basses, les fondations d'un château romain (la *maison des Brétons*) qui dominait la bouche du fleuve dans un temps où le Rhin, alors plus jeune et plus vigoureux, se portait lui-même dans l'Océan. C'est une preuve évidente que le sol a reculé; mais ce n'est point la seule. On a conservé le souvenir d'une antique forêt qui couvrait autrefois la Hollande méridionale, et qui s'étendait même très avant vers le nord; les arbres qu'on retrouve couchés dans les tourbières, à une heure et demie de la côte, sont, selon toute vraisemblance, les cadavres de cette ancienne forêt, que le vent ou les inondations ont dépeuplée, que la hache a détruite. Tout porte à croire que ces géans de la végétation du Nord s'élevaient sur des terres alors éloignées de la côte. Ces conjectures ont pour fondement certains faits positifs. Plusieurs tourbières, qui doivent leur origine à l'eau douce, se rencontrent aujourd'hui, spécialement du côté du Zuiderzée, sous le niveau de la mer. Tout dans la physionomie actuelle du delta indique donc de vastes et profondes révolutions. Une partie de ces changemens s'est accomplie presque sans désastres; d'autres fois au contraire l'homme a été non-seulement témoin, mais acteur de ce grand drame de la nature. Les anciens habitans de la Hollande ont péri par milliers au milieu des guerres intestines de la terre et de la mer. Les événemens géographiques dans lesquels se sont trouvés enveloppés des villes, des villages, des populations entières, fournissent, depuis l'ère romaine, le sujet d'une histoire tristement authentique, à laquelle ne manquent ni les dates, ni les récits des contemporains. La Hollande, ce vaste radeau flottant sur les vagues de la Mer du Nord, a vu plusieurs fois la tempête déchirer ses flancs, et lui enlever une partie de ses hommes, de ses troupeaux, de ses richesses.

Du temps des Romains, il y avait une plaine d'une grande fertilité à l'endroit où l'Ems entrait dans la mer par trois bras. Cette contrée basse projetait une péninsule au nord-est, du côté de Emden. En 1277, un déluge détruisit d'abord une partie de cette péninsule : trente-trois villages périrent (1). A cette incursion de la mer est due

(1) Le souvenir de ce désastre est consigné dans une carte géographique faite pour retracer le souvenir de l'événement; on y lit cette inscription brève et triste comme une

l'existence du Dollard, ce golfe dont le nom en hollandais signifie le *furieux*, sans doute pour exprimer l'impétuosité du choc qui rompit les défenses naturelles et ouvrit le passage aux vagues. D'autres inondations survinrent à différentes périodes dans le cours du XVe siècle. En 1507, une partie seulement de Torum, ville considérable, était demeurée debout : le reste de cette ville, en dépit de l'érection des digues et du barrage des rivières, fut enfin emporté; cinquante monastères disparurent, engloutis, balayés par les flots.

Une des plus mémorables entreprises de la mer est encore celle qui éclata le 18 novembre 1421. Sur une réunion d'îlots formés par les sables de la Meuse s'élevaient soixante-douze villages : en un instant, les sables furent remplacés par un désert d'eau. La marée avait fait éclater une écluse près de Wieldrecht, dont il n'est resté que le nom. Trente-cinq villages furent irrévocablement perdus : on n'a pu en découvrir aucun vestige, si ce n'est pourtant une vieille tour, morne, solitaire, appelée la *maison de Merwed*. Plus tard, pour fixer les lieux où il était permis aux pêcheurs de jeter les filets, on reconstitua par conjecture le cours de la rivière, le vieux Maas, qui traversait le pays avant la submersion. Chercher dans l'eau où fut une rivière, quelle sombre et biblique figure du déluge! L'endroit où les villages ont été détruits porte encore aujourd'hui le nom de *Biesbosch*, bois de joncs (1).

Tous ceux qui ont vu La Haye connaissent le village de Scheveningue, auquel conduit une des plus agréables routes qui existent dans le monde. Scheveningue était autrefois éloigné de la mer, et maintenant il touche à la plage. En 1570, la moitié de l'ancien village a disparu sous les flots. L'église actuelle, dont le charmant clocher semble demander grâce à la mer, fut élevée au milieu des sables pour en remplacer une qu'on avait construite à deux mille pas plus avant sur la côte, au centre du village d'alors, et qui fut anéantie (2). Plus loin, vers Katvijk, autre village de pêcheurs, la mer, en quinze années, et cela au XVIIe siècle, avait fait disparaître quatre-

épitaphe : *Anno 1277 maris inundatione 33 pagi hoc in loco periere*. Une autre carte manuscrite, en parchemin, représente les trente-trois villages qui existaient avant l'inondation, avec le cours des rivières et le tracé des routes. Cette carte est d'ailleurs conjecturale : les cartes positives ne remontent point en Hollande plus haut que le milieu du XVIe siècle.

(1) A ces exploits de la mer se rattachent des chroniques locales. On raconte qu'un enfant de l'un des villages sur lesquels l'inondation allait s'étendre vit, en pompant de l'eau, sortir des poissons de mer. Tout surpris, il avait divulgué le fait, mais on en avait ri. Lui, plus sage, se décida à prendre la fuite. Peu de jours après, la catastrophe survint. Cet enfant fut le seul de son village ou presque le seul sauvé. Malheureusement la tradition ajoute que l'enfant, devenu homme, fit un mauvais usage de sa sagacité : il vola et fut pendu.

(2) Lors de sa destruction, elle venait d'être érigée en paroisse, après avoir été longtemps une chapelle.

vingts maisons. Il y avait deux rues qu'on cherchait et qu'on ne trouvait plus. Nous abrégerons cette trop longue histoire. Ceux qui croient que notre planète doit périr par l'eau trouveront dans les tragiques annales de la Hollande un avant-goût de leurs sinistres prophéties. Là, l'homme a senti de siècle en siècle la terre manquer sous ses pieds; il a vu les abîmes de l'Océan monter au-dessus des contrées les plus florissantes et les balayer comme le flot qui raie le sable.

Les auteurs latins ne font aucune mention de l'énorme golfe par lequel la mer pénètre aujourd'hui si avant dans les Pays-Bas. Divers récits indiquent au contraire que la Frise touchait alors à la Hollande par la terre ferme. Il existe une carte de 1584 dans laquelle l'auteur, Abraham Ortelius, reconstruit, sur le témoignage des historiens, l'ancienne configuration du pays avant l'existence du Zuiderzée. Là s'étendait une vaste région, entrecoupée par différens lacs intérieurs : le plus considérable de ces lacs était le lac Flevo (*Vlieland*), dont parle Tacite. Ce lac s'était formé, selon Pomponius Mela, par les débordemens du Rhin. Il était traversé par une rivière du même nom (*Flevum*), qui avait son embouchure dans la mer. Un jour l'Océan s'élança, creusa un isthme et entra dans le lac Flevo : renforcé de cet auxiliaire, l'ennemi ne tarda point à s'avancer dans l'intérieur du pays. Les invasions successives par lesquelles une grande partie du territoire fut transformée en une baie commencèrent et finirent avec le XIIIe siècle. Des documens certains, des relations écrites par les habitans des provinces voisines, témoins contemporains du désastre, ne laissent aucun doute sur la formation récente du Zuiderzée. C'est par des mouvemens réitérés de la mer qu'une immense étendue de terres basses a été ensevelie. En l'année 1205, l'île appelée maintenant Wieringen, au sud du Texel, faisait encore partie de la terre ferme; elle en fut détachée par plusieurs déluges dont on connaît les dates : en 1251, la séparation était achevée. Encouragée par ces premiers succès, la mer se jeta sur un isthme riche et populeux, qui s'étendait au nord du lac Flevo, entre Staveren en Frise et Medenblick en Hollande; vers l'an 1282, toute cette région était anéantie. Il est impossible de promener ses regards sur les côtes du Zuiderzée, si belles l'été, si calmes parfois, sans songer aux catastrophes qui ont fait cette mer, aux cités florissantes qui ont trouvé leur tombeau dans ses vagues.

Ces révolutions de la nature ont exercé une influence sur l'histoire politique des Pays-Bas. La destinée des villes qui touchent aujourd'hui les bords du golfe a été modifiée par suite des changemens survenus dans la géographie de cette contrée. L'importance d'Enkhuisen, de Medenblijk, de Hoorn, anciennes métropoles de la Frise au temps où l'espace occupé maintenant par le Zuiderzée faisait

encore partie du continent, a successivement décru depuis la formation de la baie. C'est à ce déclin et aux événemens qui l'ont amené qu'Amsterdam doit d'être aujourd'hui une des principales villes du monde et un des ports les plus fréquentés par les vaisseaux. Les voyageurs qui passent à Amsterdam négligent trop généralement de visiter Marken, Urk et Schokland; ces trois îles du Zuiderzée sont les derniers vestiges du continent qui a sombré. Tout homme qui se livre à l'étude des pays et des peuples doit entreprendre ce voyage, qui est en même temps un cours d'histoire. Les habitans de ces trois îles séparées de la terre ferme et comme démembrées l'une après l'autre par de terribles inondations en sont restés aux divers degrés de l'échelle morale où le cataclysme les a saisis. Voyager dans le Zuiderzée avec ce point de vue, c'est revenir dans le passé. Quel ne fut pas notre étonnement de voir ces débris de races anciennes sortant de l'abîme des eaux et de l'océan des âges avec les mœurs, le langage, les traditions, les coutumes et les figures d'un autre temps! C'était pour nous comme une apparition des anciennes sociétés. Les Bataves et les primitifs Frisons ne sont pas morts; vous les retrouvez là. Dans ces îles, dernières traces de la terre ferme, et sur les côtes voisines du Zuiderzée, on est surpris de rencontrer un étrange assemblage de traits particuliers, de caractères physiques et surtout de costumes qui ne se retrouvent ailleurs que chez plusieurs nations différentes. Ces médailles vivantes attestent l'origine d'anciennes races qui ont conservé leur genre de vie, leurs travaux habituels, leurs modes, leur physionomie distincte. On a de la sorte sous les yeux non-seulement la preuve matérielle d'anciens déluges qui ont laissé partout des monumens de destruction, mais encore des fossiles d'un ordre nouveau qui détachent, pour ainsi dire, dans la vie les formations successives de l'histoire. A mesure qu'on s'éloigne des côtes du Zuiderzée, c'est-à-dire du théâtre des anciennes catastrophes, on voit en grande partie disparaître, chez les habitans de l'intérieur du pays, les caractères de cette originalité saisissante. Les types s'effacent dès que les communications géographiques se rétablissent. Le naufrage d'une partie du continent a donc isolé certaines populations de la société des Pays-Bas, et, en les détachant de la terre ferme, il les a, pour ainsi dire, pétrifiées dans les formes anciennes, mais diverses, de la civilisation.

La formation tempêtueuse du Zuiderzée paraît avoir été la conséquence de désastres encore plus anciens. Tout au nord de la Hollande, on rencontre une série d'îles égrenées dans l'Océan comme les perles d'un collier dont le fil est rompu. Ces îles sont les derniers reliefs d'une côte qui servait autrefois de rempart aux Pays-Bas; ce rempart a été enfoncé, et les débris en ont été dispersés dans la Mer

du Nord. Le nombre de ces îles a diminué environ d'un tiers depuis le temps de Pline, car ce naturaliste en comptait vingt-trois entre le Texel et l'Eider, tandis que nous n'en comptons plus maintenant que seize. Encore ces îles ne sont-elles que les ruines d'une ruine. L'an 800, Héligoland, situé à l'embouchure de l'Elbe, commença d'être tourmenté par les vagues; dans les années 1300, 1500 et 1640, d'autres parties de terres furent abîmées, jusqu'au moment où enfin un seul débris de l'île originelle restât debout. Un rocher de marne rouge, haut environ de deux cents pieds, est là qui surnage au désastre, comme un de ces grands chênes qui survivent aux forêts disparues.

Pour être juste envers l'Océan, nous devons placer, en face de cette sombre liste de villes détruites, noyées, de villages perdus, de régions entières supprimées, le tableau plus consolant des restitutions de la mer. Aux grandes destructions de terres succède généralement une réaction sur une certaine échelle. Entre Anvers et Nieuport s'étend une contrée basse qui consistait, du temps des Romains, en bois, marais, tourbières, et qui était protégée contre l'Océan par une chaîne de dunes; cette chaîne céda, vers le ve siècle, à la fureur des tempêtes. De mer qu'elle était devenue par suite de l'irruption des eaux, cette contrée est aujourd'hui terre ferme et supporte une assez nombreuse population. Il est vrai que ce changement est dû, en partie du moins, à l'industrie et au courage des habitans, qui ont su profiter des bancs de sable déposés par la mer pour reprendre, en quelque sorte pied à pied, le sol que la mer leur avait enlevé. Le même fait s'est reproduit dans le *Biesbosch;* là aussi l'eau a rendu une partie des terres qu'elle avait ravies. L'emplacement des villages submergés est indiqué maintenant par des terrains d'alluvion qui s'élèvent peu à peu. D'immenses plaines, portant déjà d'abondantes moissons de grains, ont pour ainsi dire oublié que là fut la mer. La vue de ces anciennes terres déchiquetées par l'eau et aujourd'hui renaissantes est un des spectacles les plus faits pour dévoiler la marche de la nature, qui crée avec la destruction même. L'eau débordée, furieuse, dépose avec le temps sur le théâtre de l'inondation le contre-poids de ses conquêtes et de ses violences. Par le mouvement naturel des choses, il se forme de siècle en siècle des bancs de sable que recouvre un limon fertile : ainsi la terre, envahie, vaincue, engloutie, se relève à la longue et se fortifie en quelque sorte de ses défaites.

Intéressante au point de vue de la géographie et de l'histoire, la formation de la Hollande ne l'est pas moins au point de vue de la géologie philosophique. Les savans se sont plus d'une fois demandé si les lois en activité sur le globe, durant l'âge embryonnaire de

notre planète, différaient beaucoup de celles qui déterminent l'économie actuelle de la nature. La réponse à cette question est peut-être dans l'histoire physique, ou, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans la genèse de la Hollande. Il n'y a pas deux systèmes dans la nature, il n'y a pas une géologie morte et une géologie vivante : partout où les causes neptuniennes ont agi dans les âges les plus reculés du globe, elles ont dû agir comme elles se comportent depuis les temps historiques sur le sol des Pays-Bas. Le duel de la terre et de la mer, qui joue dans les cosmogonies antiques un si grand rôle, se prolonge ici et amène les mêmes conséquences, — des déluges, des catastrophes, des changemens dans la forme du delta. L'Océan se retire de certaines côtes pour en occuper d'autres, rendant quelquefois ce qu'il a saisi, et saisissant de nouveau ce qu'il a lâché, sans que la loi de ces mouvemens soit encore parfaitement connue. A ce point de vue, l'histoire géographique de la Hollande est, en partie du moins, le secret de la création révélé. L'ensemble des événemens auxquels le sol néerlandais doit sa naissance, les variations qu'il a subies, nous mettent en effet sur la voie des causes qui ont plusieurs fois modifié et qui peuvent modifier encore la constitution physique de notre univers.

Quelques faits récens prouvent que l'Océan n'a pas renoncé à ses prétentions sur la Hollande. Le 4 février 1825, la mer se souleva; les eaux coururent dans l'Over-Yssel, dans la Frise, dans la Nord-Hollande et dans la Gueldre. Cette inondation gigantesque fut, il est vrai, de courte durée : elle se retira avec le reflux, mais en laissant derrière elle le sentiment du danger qu'avaient couru les Pays-Bas. A la vue de cette contrée que menace le niveau des fleuves, que secouent les vents, qu'accablent de tout leur poids les marées, on aurait lieu de craindre pour le sol de la Hollande, pour ses richesses, pour son existence même, si dans cette lutte n'intervenait un agent d'un ordre nouveau, une force morale qui fît contre-poids aux puissances aveugles de destruction. Cette force existe : jusqu'ici nous avons vu le travail de la nature; il nous reste à parler des changemens introduits dans la forme géographique des Pays-Bas par la main de l'homme.

III.

Lorsque les premiers habitans arrivèrent sur le sol de la Néerlande, que trouvèrent-ils? Un marais. — Heureusement ces anciens pionniers étaient les Bataves et les Frisons : les Bataves appartenaient à la race saxonne, race patiente et forte contre les choses, née pour la conquête du sol; les Frisons, d'origine orientale, étaient une

branche du rameau scandinave. Ils venaient à la suite des glaces et des blocs erratiques, car les déluges d'hommes suivent le chemin tracé par la nature aux grandes débâcles des élémens. Ces barbares manquaient de patrie; ils jurèrent de s'en donner une. C'était un monde à faire; il fallait commencer, comme dans les cosmogonies antiques, par séparer la terre d'avec les eaux. Ce *fiat lux* de la puissance humaine, cette seconde création dans laquelle l'industrie se montre constamment la rivale de Dieu, ce triomphe de l'intelligence sur la matière, sur le chaos, tout cela ne fut pas l'œuvre d'un jour. L'homme ne crée point d'une parole; il crée, comme la nature, avec le concours du temps et le développement successif de ses forces. Quelques terres stériles, vagues, effondrées, que se disputaient alternativement les crues des rivières et les hautes marées, voilà le berceau des Pays-Bas. Le génie néerlandais a grandi dans une lutte contre les élémens. Cette contrée, qu'habite une population nombreuse et florissante, est un véritable pays artificiel. Sans les Hollandais, la Hollande n'existerait pas. Cette patrie est leur ouvrage, leur création, et comme le Dieu de la Bible, ils ont le droit de trouver que ce qu'ils ont fait est bien fait, *et vidit quod esset bonum.* Sans l'art, jamais une telle région n'eût vu le jour; sans l'incessante vigilance de ses habitans, elle se perdrait bientôt. Sa naissance est un miracle du génie humain, sa conservation est un prodige. Nous allons étudier les conditions au milieu desquelles cette annexe du continent s'est affermie; nous rechercherons les procédés techniques à l'aide desquels l'industrie des habitans a repoussé les eaux, fondé des villes sur des sables mouvans que réclamait et que réclame encore la mer, enchaîné le cours des fleuves, introduit l'agriculture dans des terres basses et inondées, converti en un mot la Hollande primitive, — moins un sol qu'un mélange confus de terre et d'eau, — en une des plus délicieuses patries qui existent.

On peut partager l'histoire hydraulique des Pays-Bas en trois périodes : — les travaux d'endiguement entrepris contre la mer et les fleuves, — la création des polders, — l'application des machines à l'assèchement des lacs intérieurs.

Les premiers habitans se campèrent sur des tertres et des monticules qu'ils avaient eux-mêmes élevés. Cette position était sans cesse inquiétée par l'état primitif des fleuves, sortes de torrens vagabonds, inconstans dans leur lit, qui ravageaient à chaque instant les timides essais de culture. Il a fallu que l'art donnât des bords aux rivières et que les eaux apprissent à couler régulièrement vers la mer. La première date de l'endiguement du pays ne saurait être fixée. On croit que les Cimbres avaient établi des digues qui ont été détruites, puis relevées plus tard sur les mêmes bases. Ces rivages artificiels ont protégé la civilisation naissante; sans eux, la Hollande serait

restée ce qu'elle était à l'origine, une terre inhabitable. Une tradition veut que la première digue de la Hollande méridionale ait été établie contre le Rhin, aux environs de Leyde, dans le plat pays. Ce système se répandit : on se servit de semblables ouvrages pour prévenir les irruptions de la Meuse. Les historiens ne sont point d'accord sur l'origine des travaux; les uns les attribuent aux seigneurs, les autres au peuple. La noblesse avait autrefois une part dans l'établissement des digues; mais ce serait une erreur de croire que les châteaux formassent les points de départ du système hydraulique; beaucoup de châteaux, qui dominent le cours des fleuves et des rivières, sont au contraire de date beaucoup plus récente que l'endiguement. Ces remparts de terre ont été construits d'abord par districts; les propriétaires du sol se cotisaient et formaient une sorte d'assurance mutuelle pour se prémunir contre le débordement des eaux. Les districts hydrauliques furent plus ou moins étendus, plus ou moins bien constitués selon les besoins de la défense. Non-seulement la noblesse féodale fut étrangère à ce mouvement, mais encore l'administration des eaux (le *waterstaat*) donna naissance à une noblesse nouvelle, d'origine toute plébéienne. Les comtes des digues, comme on appelait les inspecteurs chargés de la surveillance des fleuves, jouissaient de pouvoirs très étendus, qui surpassaient même, dans les temps de crise, l'autorité des comtes proprement dits. Partout la noblesse s'est greffée à l'origine sur les conditions de la conquête; comme en Hollande l'ennemi c'était le sol, les fonctions qui avaient pour but la victoire de l'homme sur les élémens furent de tout temps honorées. Les travaux entrepris dans les Pays-Bas pour rectifier le cours des rivières ont été véritablement prodigieux. Avant l'ère chrétienne, Drusus avait fait creuser un canal pour joindre l'Yssel avec un bras du Rhin; un demi-siècle plus tard, les Romains lièrent un autre bras du Rhin avec le Leck, qui n'était jusque-là qu'une petite rivière; enfin, de notre temps, de gigantesques ouvrages ont réuni ce même Rhin à la Mer du Nord. Il serait trop long de rappeler les autres conquêtes obtenues sur les rivières de la Hollande, ces ennemies intimes du pays. La Bible nous représente quelque part le génie de Babylone assis superbement sur les quais de la ville, et se disant à lui-même : C'est moi qui ai fait l'Euphrate! A la vue des magnifiques canaux qui relient ensemble les bras errans des rivières, à la vue de ces fameuses digues qui retiennent, comme les bords d'une coupe, les flots toujours prêts à déborder, le génie de la Hollande peut dire avec encore plus de vérité : C'est moi qui ai fait le Rhin! c'est moi qui ai fait la Meuse! — La nature n'avait donné aux Pays-Bas que des cours d'eau incertains et ravageurs : de ces cours d'eau, l'industrie nationale a fait des fleuves.

Les procédés d'endiguement varient avec la nature des obstacles

qu'il s'agit de surmonter. Ici, les digues sont de simples murailles de terre; ailleurs, on couvre le sol inégal ou mou d'une couche de fascines, quelquefois même il est nécessaire de soutenir ces remparts avec de la brique. Malgré ces grands ouvrages, bien faits pour donner une idée considérable du peuple qui les a élevés, l'état des rivières de la Hollande laisse encore à désirer. Une commission, nommée par Guillaume Ier, publia en 1827 un volumineux rapport sur les meilleurs moyens de provoquer l'écoulement des eaux. La plupart de ces projets pour l'amélioration des rivières ne figurent encore que sur la carte : les difficultés d'exécution, jointes à l'embarras des finances, les ont fait remettre à un temps indéterminé. D'un autre côté, une opinion toute contraire s'est produite depuis ces dernières années. De ce que le système d'endiguement n'est pas toujours efficace contre le débordement des eaux, quelques écrivains ont conclu qu'on avait eu tort d'endiguer les rivières. Ce paradoxe a été soutenu par Bilderdijk, un des plus grands poètes et un des meilleurs esprits de la Hollande. Le principal grief sur lequel on s'appuie pour accuser l'intervention de l'art dans les ouvrages de la nature est tiré de l'état actuel des rivières. Le lit des rivières en Hollande s'élève insensiblement et toujours; les digues doivent s'élever dans la même proportion, et en s'élevant elles faiblissent. Fort des dangers que suspend sur le pays cette situation des eaux, on s'est demandé s'il n'aurait pas mieux valu abandonner les rivières à tous leurs caprices. Ces rivières, dit-on, auraient tracé elles-mêmes leur vie à travers les terrains d'alluvion, et la Hollande se trouverait aujourd'hui moins menacée d'être emportée. Ces visions poétiques rentrent dans le système de Jean-Jacques Rousseau, — l'optimisme de l'état de nature. Sans les travaux d'endiguement, les fleuves ne se seraient point tenus dans leur lit, l'agriculture n'aurait point obtenu le rang qu'elle a conquis en Hollande, les élémens de l'état social ne se seraient jamais dégagés de la confusion et de la barbarie. L'art doit soutenir la nature. « Si, par suite de la résistance opposée aux forces aveugles et aux élémens destructeurs, la nature proteste, si même elle se venge par des menaces de la contrainte qu'on lui impose, c'est à l'industrie humaine de découvrir dans ses ressources toujours croissantes de nouvelles armes pour combattre le danger. Malgré l'élévation des digues, qui montent, il est vrai, sur certains points à des hauteurs considérables, les ruptures et les inondations sont aujourd'hui moins fréquentes en Hollande que dans les derniers siècles. Ces fleuves qui coulent au-dessus des terres voisines se laissent mieux contenir qu'autrefois dans leurs rivages artificiels. Il est curieux, quand on voyage en barque ou en bateau à vapeur, de jeter, du haut des rivières, un regard sur les campa-

gnes, qui se trouvent comme encaissées, et de suivre, le long des bords élevés par la main de l'homme, le cours de ces eaux mécontentes, mais enchaînées.

L'éducation des rivières, qu'on nous permette cette image, n'aurait encore rien été sans un système d'endiguement et de protection contre la mer. L'Océan, cette grande force de destruction, se limite lui-même par ses dunes; mais l'industrie humaine a dû soutenir et fortifier la ceinture de sables derrière laquelle s'abritent les Pays-Bas. La première fois qu'on voit moutonner de loin ce troupeau de collines nues ou recouvertes d'une sèche végétation, on est frappé du caractère sérieux qu'elles donnent aux côtes de la Hollande. Les habitans distinguent trois rangs de dunes : les dunes extérieures, c'est-à-dire celles qui touchent la mer, les dunes du milieu, qui sont les plus hautes et les plus larges, et les dunes intérieures, qu'on croit être les plus anciennes. Cette triple défense naturelle, dont les géologues attribuent la formation à l'action combinée des vagues et des vents, pourrait servir à déterminer la date de la naissance des côtes, si la proportion suivant laquelle les sables s'avancent dans l'intérieur des terres n'était variable, et ne rendait, par conséquent, ce chronomètre fort douteux. Comme le pays est généralement plat, ces dunes forment des chaînes de montagnes relatives. Ces ouvrages avancés, qui servent de boulevart contre les eaux et d'abri contre les tempêtes, exigent un constant entretien. Les Hollandais garnissent leurs dunes avec une espèce de jonc ou de roseau qui est connu sous le nom de *arundo arenosa*, roseau des sables. On le plante au printemps ou en automne, et on l'abrite des vents dangereux avec de la paille. Quand cette herbe a pris racine, elle relie et consolide la masse mouvante des sables : c'est le ciment végétal des côtes de la Hollande. Les dunes ont, outre les vents, un ennemi très sérieux, le lapin. Cet infatigable mineur attaque sourdement le sol desséché qui s'élève comme un bourrelet entre la mer et l'intérieur du pays. Il faut donc une continuelle surveillance pour réparer les dégâts commis par ce faible animal. Sur tous les points du littoral où les dunes, ces digues naturelles, n'existaient pas, on les a créées; quelquefois même il a été nécessaire de soutenir par des ouvrages de bois, de pierre ou de cailloutage les côtes ruinées. La vue de ces travaux donne une grande idée de la puissance de l'homme. Il est difficile d'imaginer ce que les Hollandais ont mis de persévérance, de courage et de sagacité dans ce système combiné de défense naturelle et artificielle qui forme aujourd'hui le bouclier de la Hollande contre la mer.

Pour comprendre l'étendue et la nature des dangers auxquels échappent tous les jours les Pays-Bas, il faut se représenter ce que

les ingénieurs hollandais appellent l'échelle des eaux. On sait déjà qu'une grande partie de la Néerlande est située fort au-dessous du niveau de la mer et des rivières. Pour évaluer ces différences de position, l'art a tracé une ligne imaginaire qu'on a nommée le niveau d'Amsterdam. Ce plan est aux autres degrés de l'échelle hydraulique ce que le zéro du thermomètre est aux différens degrés de la température. En partant de cette base, on a pu se former une idée de la situation relative de la terre et des eaux dans le royaume des Pays-Bas. Les résultats de ces calculs, il faut bien le dire, n'ont rien de rassurant. Durant les mauvais temps ou, pour parler la langue locale, durant la tempête du nord-ouest, la marée monte, près de Katvijk, à 3m 40; la marée de la Meuse, près de Rotterdam, s'élève à 3m 20, et celle du Leeck, près de Vianen, s'élance à 5m 80 au-dessus du niveau d'Amsterdam. On voit d'ici ce que deviendrait un pays placé dans de telles conditions, si la main de l'homme venait à se retirer. L'industrie a tiré la Hollande du néant; c'est l'industrie qui la conserve. Au système des digues se lie, comme moyen de défense contre les eaux, le système des écluses. — On a dit que les Hollandais n'avaient pas d'architecture : quelques monumens civils ou religieux protestent contre cette opinion beaucoup trop exclusive; mais il faut se souvenir que toujours l'art de bâtir se moule sur la nature et sur les nécessités d'un pays. Or en Hollande l'architecture vraiment nationale est l'architecture hydraulique. Celle-ci a jeté des constructions immenses, colossales. Les premières écluses étaient de bois : aujourd'hui ce sont des monumens de pierre, et les plus magnifiques ouvrages qu'on puisse voir. Le propre de cet art n'est pas l'élégance, c'est la force. Pour se faire une idée du style de pareils travaux, il faut visiter les grandes écluses d'Amsterdam, et surtout les constructions de Katvijk. Cette forteresse, élevée contre la mer, a vraiment un caractère sévère et imposant. Trois écluses se succèdent à l'embouchure du Rhin, dans le canal destiné à soutenir le cours défaillant des eaux, et protégent de ce côté la Hollande. Les jours de grande tempête, on juge prudent de faire des concessions à la mer : les portes de l'écluse la plus avancée vers l'embouchure du fleuve livrent passage aux vagues, qui courent furieuses jusqu'à la seconde écluse et s'y brisent. Ces masses de pierre qui tiennent tête à l'Océan, ces puissantes machines que dirige un art fondé sur l'expérience, ces portes qui s'ouvrent et se ferment selon le courant et le niveau des eaux, selon la direction des vents, tout cela révèle l'existence d'un système admirable et compliqué; tout cela annonce une sorte de providence administrative qui veille sur la Hollande. Dans les autres pays de la terre, *celui qui met un frein à la fureur des flots*, c'est Dieu; ici, on dirait volontiers que c'est l'homme.

Les digues, les écluses, tous ces grands ouvrages de défense élevés contre les *eaux extérieures*, comme on appelle ici les fleuves et la mer, n'auraient point suffi à rendre la Hollande habitable, si le pays n'eût trouvé encore l'art de se débarrasser des *eaux intérieures*. Par suite des pluies, des crues et des débordemens de rivières, il s'était, de date immémoriale, formé des flaques, des lagunes, de perpétuels marais, qui s'étendaient très avant dans les terres, et qui défiaient partout la culture. Une autre cause de la présence des eaux était l'extraction de la tourbe. Manquant de bois, les habitans se virent contraints de fouiller la terre pour se chauffer, et les tourbières exploitées ne tardèrent point à se changer en lacs. La Hollande présentait alors ce singulier spectacle d'un peuple sans cesse menacé par les inondations et occupé sans cesse, malgré lui, à faire de l'eau. C'est contre un tel état de choses et contre de tels dangers que l'art hydraulique était appelé à réagir par la création des *polders*. On appela ainsi, d'un mot hollandais qui veut dire *terres endiguées*, les anciens marécages que les premiers habitans entourèrent d'enclos, de faibles digues, et qu'ils munirent de grossières écluses. Le système des *polders* se développa avec les progrès de l'agriculture et de l'industrie. Dans l'enfance de l'art hydraulique, on ignorait l'emploi des machines. Ce n'est que plus tard qu'on mit à contribution, pour le desséchement des terres, un des ennemis de la Hollande, le vent. On ne saurait dire où l'on a construit d'abord les premiers moulins occupés à tirer l'eau des *polders*. Une tradition porte à croire que ce système fut pratiqué en Hollande vers le commencement du XVe siècle. On raconte qu'en 1408, il y avait à Alkmar, dans la Hollande septentrionale, un certain Florent Alkmade, qui avait établi un moulin hydraulique à vent. Ce moulin servit de modèle à beaucoup d'autres machines du même genre, et l'invention se répandit bientôt dans les districts même éloignés.

D'abord ces moulins étaient chétifs et incomplets; ils ne pouvaient fonctionner que dans une seule direction du vent, celle du nord-ouest, mais peu à peu ils grandirent en puissance. A la fin du XVe siècle, l'emploi des moulins dans les polders hollandais s'était généralisé. De cette époque datent l'endiguement régulier des terres basses, l'établissement des fossés pour la décharge et la conduite des eaux, la construction d'écluses pour maintenir le niveau entre les réservoirs, en un mot un système tant soit peu scientifique d'asséchement. Par cette découverte, l'état intérieur du pays fut changé, l'agriculture put naître. Aujourd'hui des moulins de toutes formes et de toutes dimensions s'élèvent au milieu des riches campagnes qu'ils déchargent du superflu des eaux; leurs ailes agitées se confondent à distance dans un ciel tranquille, et donnent au paysage un caractère singulier. Quel-

ques-uns de ces moulins sont de véritables édifices qui vont chercher le vent à des hauteurs considérables; d'autres plus petits, construits en brique ou en bois, n'en étalent pas moins un véritable luxe : recouverts d'un manteau de chaume qui les abrite contre la pluie, ils montrent avec orgueil l'axe qui porte les ailes orné de reliefs et de dorures (1). Cette coquetterie champêtre, ces grandes voiles qui frémissent dans l'air comme les ailes d'oiseaux gigantesques et fabuleux, ce *tic-tac* mêlé au bruit entrecoupé des eaux, tout cela répand sur la nature si calme de la Hollande un mouvement et un charme qu'on ne peut définir. Ailleurs les moulins, ces monumens de la vie pastorale, ne sont guère appropriés qu'à un seul usage; ici au contraire, ce sont des machines hydrauliques, des scieries, des instrumens de mouture. On voit des *polders* desservis par un seul petit moulin, on en rencontre d'autres que plusieurs grands moulins travaillent à dessécher. Autrefois on se bornait à débarrasser des eaux superflues les terrains peu bas; mais depuis que la science a fait des progrès, on met le vent à l'attache pour épuiser même les marais profonds. L'art des *polders* a fait à la Hollande une seconde nature. Ce pays se trouve placé, sous le rapport agricole, dans des conditions toutes particulières : ailleurs il faut créer les produits du sol, ici il a fallu créer le sol lui-même. Lorsque maintenant on voit cette terre, créée et entretenue par la main de l'homme, se couvrir, l'été, de gras pâturages, de fruits et de légumes, souvent même d'abondantes moissons, on ne saurait trop admirer les conditions de l'art qui ont changé un sol perdu sous les eaux en un jardin de plaisir et de fertilité.

Une des difficultés consistait à maintenir l'équilibre entre les intérêts particuliers des *polders* et les intérêts généraux du système hydraulique auquel la Hollande doit son existence. Tout cela ne pouvait être réglé que par une administration pourvue de connaissances précises et délicates. Quand on songe que la mer est pour la Hollande un ennemi infatigable, quand on réfléchit à ce réseau de digues, de remparts, de canaux qui se relient entre eux et se rapportent à un système d'unité, quand on calcule les conséquences terribles de la moindre négligence dans un pays où un trou de taupe ou de rat peut mettre en question la sûreté d'une digue et ouvrir le passage aux eaux, on ne s'étonne plus que de tout temps les fonctions du *waterstaat* aient été considérées comme très importantes. Ces fonctions étaient conférées par les états-généraux et seu-

(1) Il faut voir à Delft, dans la salle des modèles, toutes les modifications, tous les genres de perfectionnement que ces machines à vent sont susceptibles de recevoir. Les grands moulins en pierre servant aux dessèchemens profonds coûtent jusqu'à 30,000 florins.

lement aux hommes du culte réformé. A Delft, il existe aujourd'hui une école spéciale dans laquelle on forme des élèves pour le génie hydraulique. Ce corps d'ingénieurs civils est la véritable armée qui veille à la défense du pays. On ne se figure point avec quelle science doivent manœuvrer les écluses pour ne point ouvrir les portes à l'ennemi, ni quel art pratique et minutieux doit présider dans tout l'intérieur du pays à l'harmonie des eaux. Notre conviction est que les Hollandais sont seuls capables de cette surveillance continuelle et méthodique, de ce travail sans distraction, faute duquel leur pays disparaîtrait à chaque instant sous les fleuves ou sous la mer. C'est à leur persévérance, aux lumières de leurs ingénieurs, à des dépenses énormes, au concours de tous les citoyens, que la Hollande doit de lutter contre les flots et de surnager, *luctor et emergo*.

Les succès obtenus dans l'assèchement des *polders*, dont quelques-uns se trouvent placés à quatre et cinq mètres au-dessous des terrains naturels, devaient inspirer à l'homme une grande confiance dans ses forces. Ce fut en effet comme une prime d'encouragement pour ouvrir des travaux plus hardis encore. Au XVIIe siècle, des étendues de terre considérables furent pour ainsi dire tirées du sein des eaux. Le premier desséchement sur une grande échelle se fit dans la Hollande septentrionale en 1614. Des lacs formés par la nature, notamment ceux du Beemster, du Purmer et du Shermer, se changèrent sous la main de l'industrie en une des campagnes les plus belles et les plus riches des Pays-Bas (1). Un observateur de ce temps-là, William Tempel, nous raconte sa surprise et son admiration quand il vit un ancien lac de deux lieues de large (le Beemster) sur lequel paissaient des bœufs! Ce sol, divisé en canaux, traversé par des voies régulières, des avenues d'arbres, formait déjà de son temps le plus joli paysage qu'on pût imaginer. De 1608 à 1640, vingt-six lacs se transformèrent ainsi dans la même province en *polders*. En 1820, on comptait dans la Hollande septentrionale plus de six mille hectares mis à sec. Dans la Hollande méridionale, le chiffre des terres restituées à l'agriculture était en 1844 de vingt-neuf mille

(1) Une chronique locale rapporte que les desséchemens dans la Hollande septentrionale furent faits par un particulier. C'était un marin ou un pêcheur. Il avait vu la grande flotte envoyée par Philippe II contre la Hollande et l'Angleterre; il avait été aussi témoin du désastre de cette flotte battue par la tempête, qui perdit de tous les côtés ses vaisseaux; il avait surtout gardé le souvenir d'un beau navire tout chargé de fer et d'or qu'il avait vu couler à fond. Ayant entendu parler des frais considérables que devait entraîner le desséchement du Purmer, il se mit en tête de reprendre à la mer les richesses qu'elle avait englouties sous ses yeux. Il se rendit dans cette intention sur la côte d'Irlande, fit plusieurs voyages mystérieux, et sut enfin, par des manœuvres habiles, découvrir la Californie sous-marine. C'est avec l'or tiré de la caisse du bâtiment espagnol que, selon la chronique, le lac aurait été converti en terre ferme.

hectares. Dans ces derniers temps, on a encore épuisé les eaux du *polder* Nootdorp, qui était un marais, et où il y a maintenant un petit village. La Hollande, à laquelle la nature semble avoir dénié tous les élémens, pour nous servir des expressions de Dante, a su se donner par le travail ce que la nature lui avait refusé. Cette histoire de terres appelées du fond des eaux et répondant à l'homme: « Nous voici, » semblerait une histoire merveilleuse, si les moyens à l'aide desquels s'opéra ce miracle de l'industrie n'étaient connus. Ces moyens sont d'ailleurs très simples : jusqu'ici tous les desséchemens ont été accomplis par le travail des moulins à vent, et ce n'est qu'à une époque récente qu'on a mis en œuvre des agens plus puissans, dont il nous reste à parler.

Malgré tant de victoires remportées sur l'ennemi intérieur, un hôte dangereux et remuant inquiétait la province de Hollande; nous voulons parler du lac de Harlem. Ce lac, les Hollandais l'avaient vu naître. L'histoire de sa formation doit être étudiée sur les anciennes cartes : on suit alors pas à pas les développemens de cette masse d'eau, qui avait fini par intimider la ville de Leyde et la ville d'Amsterdam. Il existait en 1531, dans les environs de Harlem, quatre petits lacs insignifians, et à côté de ces lacs florissaient trois villages, dont les noms ont été conservés : Nieukerk, Dorp Ryk et Wijk Huysen (*Cinq-Maisons*). En 1591, un des trois villages avait déjà disparu; en 1647, c'en était fait des deux autres. Les lacs étaient d'abord séparés; en 1531, il existait entre le lac de Harlem et celui de Leyde une ouverture encore si étroite qu'on pouvait la passer sur une planche; en 1647, les quatre lacs s'étaient réunis, et leurs noms particuliers s'étaient confondus dans celui de *Haarlemmer meer*. Il n'y avait plus qu'un point de terre, le Beinsdorp, qui surnageait; en 1687, le Beinsdorp avait diminué, et le lac s'accroissait toujours (1). Dans ces derniers temps, il avait atteint onze lieues de circonférence. C'était une mer, et une mer orageuse. Sur cette mer s'étaient livrées des batailles navales, des flottes de soixante-dix bâtimens plats avaient manœuvré, plusieurs vaisseaux avaient péri (2). Nous avons vu à Harlem, dans le cabinet d'histoire naturelle du docteur van Breda, deux individus du genre *silurus glanis*, qui avaient

(1) Voici des chiffres exacts sur la proportion de ces agrandissemens successifs :

En 1531, le lac avait	6,385 *morgen*	ou arpens de Hollande.
En 1591,	12,375	id.
En 1647,	17,080	id.
En 1687,	18,000	id.
En 1806,	20,000	id.

(2) Il existe à la bibliothèque de La Haye un livre hollandais avec des gravures représentant ces vaisseaux et leurs manœuvres de combat.

été pêchés dans le lac, et qui appartiennent à la plus grande taille des poissons d'eau douce. Tour à tour d'humeur calme ou violente, ce lac paraissait se comporter selon des lois à lui. Le 1er novembre 1755, on l'avait vu s'émouvoir au moment du fameux tremblement de terre de Lisbonne, et l'on n'apercevait rien de cette agitation dans la mer. La traversée de ses eaux était périlleuse; il y avait eu des naufrages. Comme ces animaux qui deviennent plus méchans avec les années, le lac de Harlem se montrait de jour en jour d'un caractère plus tempêtueux. A chaque gros temps, on voyait dans cette mer intérieure des montagnes d'eau se soulever, battre avec une grande force les ouvrages de défense, et s'écrouler sur les bords avec beaucoup d'écume. C'était un voisin incommode et dangereux; si les ouvrages dans lesquels on le contenait à peine fussent venus à céder, le lac se serait jeté dans d'anciennes tourbières inondées et eût recruté là de nouvelles forces pour menacer toute la Hollande. On dépensait, d'un autre côté, à combattre ses empiétemens et à le refouler dans son lit autant d'argent qu'il en eût fallu pour le mettre à sec. Cependant le lac de Harlem continuait d'exister, lorsque, le 9 novembre 1836, les eaux, chassées par un vent d'ouest furieux, s'élancèrent par-dessus les digues et les routes, et arrivèrent jusqu'aux portes d'Amsterdam. Cet événement décida du sort du *Haarlemmer meer*. Le lac avait menacé Amsterdam, Amsterdam dit au lac : Tu disparaîtras.

De ce jour en effet, son arrêt fut prononcé; il ne s'agissait plus que de trouver les moyens pour exécuter la sentence. Le dessèchement du lac de Harlem avait été plusieurs fois proposé, et divers systèmes avaient été mis au concours. En 1643, un ingénieur et *faiseur de moulins* dans la Nord-Hollande, Jean-Adrien Leegh Water, voyant le péril qui menaçait la Hollande, si le lac de Harlem continuait d'exister, avait publié à Amsterdam un petit ouvrage, dont la conclusion était : « Il faut se débarrasser de cette masse d'eau ruineuse et envahissante, *ergo delendum est mare!* » A cet ouvrage, — *Haarlemmer meer Boek*, — étaient joints un plan de desséchement et une carte. L'auteur du projet avait besoin de cent quarante moulins pour déverser l'eau du lac dans la mer. Ce projet rencontra plus d'un genre d'objections : il aurait fallu que le vent se fît sentir vite et longtemps dans la même direction pour que les moulins travaillassent convenablement. Beaucoup d'autres systèmes se produisirent; mais pour extraire cette puissante masse d'eau, il fallait une force considérable, indépendante des variations de l'atmosphère, soumise seulement et entièrement à la volonté de l'homme. Ces plans embryonnaires n'étaient, relativement aux moyens d'exécution, que des utopies; il leur manquait une découverte qui levât tous les obstacles

et qui rendit praticables toutes les hardiesses du génie humain, il leur manquait la vapeur. La force de la vapeur trouvée, l'assèchement du lac de Harlem était décrété en principe. Cette invention moderne changea en effet de fond en comble les conditions de cette œuvre difficile et jusque-là téméraire. Au mois d'avril 1840 partit de la Hollande pour se rendre en Angleterre une commission chargée de faire des recherches sur la vapeur et sur les machines d'épuisement. On sait quel parti la Grande-Bretagne a tiré du nouveau moteur, à quelles profondeurs elle est allée chercher l'eau de ses mines, et à l'aide de quelles puissantes pompes elle a chassé cette eau vers la surface; mais rien de tout ce qui avait été fait et pratiqué jusque-là n'était applicable à l'entreprise du lac de Harlem : il fallait un système de machines tout nouveau. Après quelques essais, les principaux organes du nouvel appareil furent constitués. C'était moins une machine qu'un être colossal et animé; on lui donna le nom de *Leegh Water*, en souvenir de celui qui, le premier, avait osé conseiller le desséchement de cette mer (1). Le *Leegh Water* commença tout seul l'épuisement des eaux le 7 juin 1848. Deux autres machines, le *Cruquius* et le *Lijnden*, vinrent à son aide, l'une le 7 juin 1848, et l'autre au commencement d'avril 1849. Aujourd'hui le desséchement est un fait accompli. Lorsque nous visitâmes dernièrement le lac de Harlem, cette redoutable mer intérieure n'existait déjà plus. Le *Leegh Water* travaillait encore, mais c'était à soutirer les eaux superflues d'un petit bassin, faible et dernier vestige de ce qui avait été le *Haarlemmer meer*. L'édifice qui contient la machine est une tour ronde, placée au midi de l'ancien lac et assise sur une forêt de pilotis. Les constructions de l'industrie moderne ressemblent quelquefois à celles de la féodalité; dans les unes et les autres, l'art s'est proposé d'installer la force matérielle. Seulement dans les anciennes tours résidait la puissance de destruction, tandis que ce bastion colossal, debout au milieu des eaux vaincues, effacées, représente ici la puissance d'utilité. A cette tour est adossé un bâtiment carré pour les chaudières. Il nous a été permis de visiter les pièces intérieures du *Leegh Water*, dont quelques-unes sont d'une grandeur inconnue jusqu'ici dans le monde mécanique. Le *Leegh Water* ne fonctionne pas; il travaille, il vit, tant une économie intelligente préside à tous ses mouvemens. Onze pompes, vastes et puissans suçoirs, fixées au flanc de la tour, lui donnent l'air d'un polype gigantesque occupé à boire les eaux du lac (2).

(1) Ceux qui croient à la prédestination des noms peuvent s'exercer sur celui-ci : *Leegh Water* signifie en hollandais *vide-eau*.

(2) Pendant les trente-neuf mois qu'avait durés le desséchement, les machines en pleine

Nous venions surtout reconnaître le fond du lac mis à nu par le travail des machines. Ces terres récemment desséchées et comme étonnées de voir le jour, ces chemins à peine tracés où l'on marche et où hier on naviguait, ces oiseaux qui chantent où nageaient les poissons, tout cela forme un spectacle unique et sérieux. A propos d'oiseaux, nous rencontrâmes, chemin faisant, quelques bandes d'espèces aquatiques, venues avec le printemps et toutes surprises de ne plus retrouver le lac qu'elles avaient connu. Les pauvres bêtes se demandaient si elles avaient perdu la tête, ou bien si c'était la nature qui était devenue folle. Ni l'un, ni l'autre : c'était l'homme qui avait passé là; sous son souffle, les mers aujourd'hui se dessèchent. Dix-huit mille hectares de terres retrouvées ont été vendus et bien vendus (1). Le sol se remontre triste, nu, et tel que reparaîtrait le sol de l'Europe après trois siècles, s'il eût été couvert par un déluge universel. La civilisation recommence dans le désert, et elle recommence par le travail. Nous avons rencontré Robinson qui était occupé à construire sa hutte avec de la terre. D'autres cabanes provisoires en planches ou même en paille annonçaient le retour de la vie pastorale dans ces lieux qui furent autrefois le domaine de l'homme, et d'où l'homme s'était retiré. Quant aux anciens villages engloutis, on n'en a pas même retrouvé la trace; du moins ces villages sont vengés : leur ennemi n'est plus. On s'attendait à recueillir au fond du lac mis à sec des pièces de monnaies, des médailles, des ouvrages d'art, et les débris des vaisseaux qui ont autrefois fait naufrage. Jusqu'ici ce qu'on a trouvé est peu de chose; mais l'agriculture, en remuant ces terres, déterrera probablement d'autres richesses. Un trésor plus certain du reste que les pièces d'or ou d'argent enfouies dans le sol, c'est celui dont parle le fabuliste : *travaillez, prenez de la peine.* Ce fonds qui manque le moins est déjà cherché, exploité par la bêche. Des essais de culture ont été tentés sur l'emplacement de l'ancien lac, et ont réussi au-delà de toute attente. L'année dernière, on a semé du colza; c'est toujours par là qu'on commence dans les *polders* desséchés : la première récolte a été magnifique, et l'on n'espère pas moins de la seconde. La terre est en ce moment toute jaune de fleurs, et des industriels ont amené des abeilles exotiques pour butiner cette moisson d'or. On a vu là

activité avaient tiré 924,266,112 mètres cubes d'eau, et consommé 25,789,920 kilogrammes de houille.

(1) Cette vente a donné lieu à une singulière discussion. Les habitans de Leyde ont réclamé ces terres, comme les ayant autrefois possédées, et en vertu de ce principe du droit romain, *æterna auctoritas esto,* la revendication est éternelle. L'état se trouverait de la sorte avoir desséché à leur profit des terres qui leur appartenaient; mais la difficulté sera sans doute de produire des titres authentiques de propriété.

comme un présage des richesses que ce sol doit produire entre les mains des cultivateurs hollandais. Jusqu'ici les habitations s'étaient élevées sans ordre, et les terres n'étaient point classées. Quelques enfans étant venus au jour par hasard dans ces maisonnettes de bois ou de brique, on ne savait à quelle commune rapporter leur état civil. La loi n'avait pas prévu qu'on dût naître dans cet endroit-là. Aujourd'hui des circonscriptions ont été tracées, des villages et des églises s'élèvent, des canaux, des routes, des avenues d'arbres doivent bientôt varier la figure de cette plaine monotone et telle que l'ont faite les eaux. C'est un monde qui naît. Dans quelques années d'ici, ces mêmes enfans, dont il y a six mois la patrie n'existait pas encore sur la carte, seront les habitans d'une riche campagne, peut-être même les propriétaires d'une ferme, où les vaches reviendront le soir, les flancs pleins d'herbe et le pis gonflé de lait.

La vapeur est appelée à introduire une révolution dans le sol de la Hollande : le vent sera toujours préféré comme moteur économique pour l'asséchement des petits *polders;* mais les moulins céderont désormais la place aux machines dans tous les grands travaux d'art. Déjà plusieurs projets considérables sont à l'étude. Il existe un autre lac semblable à celui de Harlem, le *Leymeer*, qui présente une superficie de deux mille quatre cents hectares, et dont il est question de faire une prairie. Pour ouvrir les travaux il ne manque qu'une somme de 14 à 1,800,000 francs : on la trouvera. Une idée plus gigantesque encore, on pourrait même dire effrayante d'audace, a surgi dans ces derniers temps, c'est celle de mettre à sec le Zuiderzée. Quelques personnes traitent ce projet de chimérique et d'extravagant; mais après les dernières conquêtes de l'industrie, après la découverte de la vapeur, après surtout le desséchement du lac de Harlem, il n'y a plus rien d'impossible. Il faut en effet se souvenir que les vues de Leegh Water, ce faiseur de moulins, avaient d'abord rencontré le même sentiment de doute, sinon de malveillance et d'incrédulité. Une différence très sérieuse existe toutefois entre les deux entreprises : le lac de Harlem ayant des bords, les travaux s'appuyaient du moins sur une masse d'eau prisonnière et limitée, tandis que, le Zuiderzée communiquant à la Mer du Nord par une large ouverture, on opère, dans ce dernier cas, sur l'infini. Avant de dessécher le Zuiderzée, il faudrait lui donner des rivages. Aussi l'intention des ingénieurs qui rêvent ce grand projet serait-elle d'élever du côté de l'Océan une digue, une barrière qui isolerait les eaux du golfe. La création d'un tel *polder*, l'obligation de détourner les rivières qui se jettent aujourd'hui dans le golfe, tout cela présente des difficultés immenses; cependant nous ne croyons pas ces difficultés insurmontables. Si les Hollandais conçoivent froidement et lentement, ils ne reculent de-

vant aucun obstacle quand le jour de l'exécution est arrivé. Les travaux d'assèchement ont pour eux un intérêt suprême. La sûreté du pays est au prix du zèle que les habitans témoignent pour de tels sacrifices. L'eau appelle l'eau, les lacs appellent la mer : par ces lacs parasites, l'Océan a déjà, on peut le dire, un pied dans les terres. Dessécher des bassins comme le lac de Harlem, c'est rejeter l'ennemi hors de l'intérieur du pays, c'est repousser en quelque sorte l'invasion. Une autre considération toute politique fait du système de desséchement un système de vie ou de mort pour la Hollande. Cette revendication des terres que les eaux leur ont ravies équivaut pour les Hollandais à de véritables conquêtes. Un pays qui regorge d'habitans, et auquel le sol manque, se donne tout ce que la nature lui a refusé, quand il profite de son industrie pour s'élever au rang des premières puissances du second ordre. La race géante des Bataves a poussé jusqu'au bout du monde les conquêtes de la guerre, de la navigation et du commerce. Les Hollandais modernes n'ont même plus besoin de jeter de nouvelles colonies sur les côtes lointaines : pour étendre leur territoire, il leur suffit de rester chez eux. Ce peuple industrieux et honorable, dont les ancêtres ont fait la terreur des mers, trouvera désormais dans les machines de desséchement les ressources qu'il demandait autrefois à l'éclat de ses armes. Un géographe hollandais donnait déjà, il y a deux siècles, à ses compatriotes le conseil d'agrandir leur territoire sans en étendre les limites :

Quis furor, o Batavi, peregrinas quærere terras?
Ecce alio terram littore quæris : — habes.

Nous avons vu quel avait été le berceau des Pays-Bas, et comment l'industrie néerlandaise avait transformé un désert marécageux en une des plus agréables contrées du globe. A qui sera la terre ? A la mer ou aux fleuves ? L'homme intervient en Hollande, et les conditions de la lutte sont changées. Malgré tous les avantages obtenus par l'industrie, quelques géologues ne se montrent point rassurés sur les résultats définitifs de cette victoire. La Hollande, disent-ils, est conquise sur la mer; mais c'est une conquête que la mer reprendra tôt ou tard. Cette opinion est appuyée sur certains faits et contredite par d'autres. Si l'on regarde au cours ordinaire et logique des choses, on est plutôt porté à la confiance qu'à la crainte. Les forces de la nature n'augmentent point, tandis que la somme des moyens de réaction dont l'homme dispose sur le globe, et particulièrement en Hollande, pour résister aux élémens, augmente chaque jour avec la vapeur, avec les progrès des arts mécaniques, avec les lumières de

la science. Donc la victoire n'est pas douteuse. Une seule circonstance géologique pourrait déconcerter tous ces calculs, et donner raison aux pessimistes : c'est si, comme le croit M. Elie de Beaumont, le sol de la Hollande a subi une dépression lente et continue. Des fouilles entreprises à Amsterdam, à Rotterdam et sur les bords du Zuiderzée indiquent, il est vrai, que les terres se sont enfoncées, sur plusieurs points, au-dessous de leur ancien niveau. De tels faits ont conduit à présager, pour un temps donné, la submersion totale de la Hollande. Il ne faut pourtant point se hâter d'accueillir cette conséquence. D'abord les changemens de la nature ne s'accomplissent point avec la rapidité légère qui caractérise les œuvres de l'homme et les révolutions politiques. Toutes les civilisations de la vieille Europe auraient vraisemblablement le temps de vivre et de disparaître avant que le sacrifice de la Hollande, cette intéressante portion du continent actuel, fût consommé. Nous aimons d'ailleurs à croire que, dans le cas contraire, le génie humain grandirait avec l'étendue même du danger. Rien ne prouve que l'Atlantide n'aurait pas pu être sauvée, si les habitans de cette île plus ou moins fabuleuse avaient eu à leur service toutes les forces mécaniques dont disposent les civilisations modernes. D'un autre côté, la Hollande aurait eu depuis longtemps le sort de l'Atlantide, et ne figurerait plus que dans les récits des historiens, sans les connaissances de ses ingénieurs, sans les gigantesques ouvrages et les admirables remparts derrière lesquels ce pays s'est fortifié contre les eaux. Si le sol s'affaisse, le génie humain s'élève, et la lutte continue. On peut comparer la Hollande à un navire, et même à un navire menacé, qui déjà prendrait eau de toutes parts sans les manœuvres persistantes et les soins infatigables des pilotes expérimentés qui le dirigent. Soutenu par de telles mains, il se conserve depuis les âges historiques, et se conservera sans doute longtemps encore à un haut degré de puissance maritime, de grandeur commerciale et de prospérité.

ALPHONSE ESQUIROS.

NOUVELLES RECHERCHES

SUR LA

QUESTION DE L'OR

Deux états du continent ont démonétisé l'or; en France, des économistes distingués conseillent d'imiter cet exemple. Le public, vivement ému des périls qu'on lui signale, daignera-t-il accueillir avec indulgence des recherches nouvelles sur cette grave question et une conclusion différente?

Les vérités économiques ne sont pas des dogmes mystérieux qui commandent la foi, elles doivent être déduites de l'observation des faits et dégagées de phénomènes souvent obscurs et compliqués. Nous essaierons d'analyser quelques-uns de ceux qui dominent la question des monnaies, et loin de demander au législateur une solution d'urgence, nous l'engagerons à s'abstenir d'abord, et à prendre le temps d'examiner si les remèdes qu'on propose à des maux qui n'existent pas encore n'auraient pas le double inconvénient d'être inefficaces et de faire naître des embarras plus graves et plus certains que ceux qu'on redoute?

I.

Le premier point à éclaircir, c'est la question de savoir si l'abondance des métaux précieux, de l'or en particulier, est un bien ou un mal, une cause de ruine ou de prospérité pour les nations.

Les faits qui s'accomplissent depuis cinq ans avec tant d'éclat sous

nos yeux vont répondre à cette question. La découverte des nouveaux gisemens aurifères, en jetant dans le monde civilisé un capital, soudainement produit, d'environ 3 milliards, a donné à l'esprit d'entreprise un essor et une énergie dont l'histoire, même moderne, ne fournit aucun exemple. Sans doute la navigation à vapeur, les chemins de fer, le télégraphe électrique, la liberté du commerce et de la navigation pratiquée par l'Angleterre, avaient imprimé au monde une impulsion puissante; mais cette impulsion même se serait vite arrêtée, ou aurait infailliblement amené des crises financières terribles, si la marche n'en avait été régularisée par l'afflux continuel d'une masse de capitaux réels, venant à chaque instant combler les vides que les besoins d'entreprises gigantesques ne cessaient de faire dans la circulation.

En 1846 et 1847, l'insuffisance des récoltes en France et en Angleterre a donné lieu à d'énormes importations de grains d'Amérique et de Russie, et à des exportations corrélatives d'or et d'argent. Dans les deux pays, des crises monétaires et commerciales se sont immédiatement déclarées, elles ont causé les plus graves embarras, et mis en danger la Banque de France et celle d'Angleterre. On doit conclure de la similitude des circonstances que, sans les arrivages réguliers de l'or de Californie et d'Australie, la disette de 1854 et la cherté de 1855 auraient amené des résultats plus funestes encore. La crise se serait en effet proportionnée à la hardiesse et à l'étendue colossale des entreprises en cours d'exécution en France et dans le monde entier. Au contraire, le temps de la disette s'est écoulé sans perturbation, sans apporter même de suspension appréciable dans la consommation générale, ni de temps d'arrêt dans le travail des manufactures et des ateliers de toute sorte. De plus, il a été possible à l'état de réaliser sans peine deux emprunts montant ensemble à 750 millions, d'exporter en numéraire sur le théâtre de la guerre la plus grande partie peut-être de cette somme, et en même temps le capital disponible a pu faire face aux émissions d'actions et d'obligations des villes, des compagnies industrielles, des chemins de fer, etc., qui se sont élevées à près d'un milliard.

Dans ces faits extraordinaires, et qui sont communs au monde civilisé tout entier, il n'y a pas un observateur attentif qui ne reconnaisse que la production croissante des métaux précieux, de l'or surtout, a joué le plus grand rôle.

Voilà le bien. Où donc est le mal? — L'abondance de l'or en déprécie la valeur, dit-on; la même quantité d'or n'achète plus la même quantité de pain, de viande, de matières premières, etc. Dans dix ans peut-être, cette dépréciation sera de 50 pour 100, et alors tous les créanciers d'engagemens à long terme seront remboursés avec une

perte de 50 pour 100. Tous les rentiers seront de fait privés de la moitié de leur revenu, tous les fonctionnaires de la moitié de leur traitement.

Distinguons ici entre le présent et l'avenir, entre le fait réalisé et l'hypothèse qu'on présente comme une tête de Méduse à l'imagination des masses.

Dans le présent, il est admissible, mais il n'est pas certain, que l'or joue un rôle direct dans la hausse des prix. S'il a une influence, c'est moins comme monnaie que comme un capital nouveau qui s'est répandu sur tous les marchés en y faisant des commandes étendues. Cette influence au reste est si limitée, que M. Chevalier ne l'a pas chiffrée, et qu'un autre écrivain, plus réservé encore, M. Baudrillard, hésitant à l'affirmer, expose au contraire avec beaucoup de sagacité quelques-unes des causes véritables de la hausse actuelle des prix. Parmi les principales, il faut signaler sans doute celles qui frappent tous les yeux : pour le vin, la destruction d'une partie des vignobles et la stérilité du reste; pour le blé, l'insuffisance des dernières récoltes; pour la viande, le ralentissement de la production après la révolution de 1848.

Mais ordinairement, lorsque les prix des subsistances s'élèvent, tous les autres prix s'abaissent, tandis qu'aujourd'hui c'est tout le contraire : la hausse est générale. Telle est l'anomalie qu'il s'agit d'expliquer.

On a remarqué, il y a longtemps, que les prix tendent généralement à s'élever dans les pays où la population est nombreuse et la richesse en progrès, et à rester bas dans les pays à populations stationnaires et clair-semées. La vie, comme on dit vulgairement, est plus chère à Paris qu'à Lyon ou à Bordeaux, plus chère surtout que dans un village du Languedoc ou de la Bretagne. Elle est plus chère en Angleterre qu'en France, quoique les termes de la comparaison tendent beaucoup à se rapprocher depuis une vingtaine d'années. C'est que, chez les nations en progrès, le travail et l'épargne accroissent chaque année le capital ou, si l'on veut, la richesse acquise, et ce capital nouveau, développant les anciennes entreprises ou en créant de nouvelles, vient sur le marché augmenter, quelquefois dans des proportions très considérables, la demande de la main-d'œuvre et de tous les objets de consommation. L'offre restant d'abord la même, les prix s'élèvent inévitablement, jusqu'au point où cette hausse détermine une production en rapport avec les nouveaux besoins. Les prix devraient alors reprendre leur ancien niveau, et c'est ce qui arrive en effet pour les objets dont le progrès des arts et des sciences diminue les frais de production et dont la matière première est à peu près illimitée; mais l'expérience montre que, dans les pays en progrès, l'ac-

croissement de la richesse tend constamment à élever assez la demande au-dessus de l'offre pour qu'au milieu des oscillations de hausse et de baisse la tendance à la hausse l'emporte toujours. La raison fondamentale de ce phénomène, c'est qu'il y a des produits dont la quantité ne peut être augmentée que par une plus forte dépense, par conséquent par une élévation de prix. Le blé, le vin, sont dans ce cas; d'autres produits sont absolument limités, et une forte demande les place dans une situation de monopole; d'autres enfin ne peuvent pas instantanément se proportionner à la demande : il faut plusieurs années pour faire un bœuf et un cheval, il faut des années aussi pour rendre plus productifs de fourrages les champs et les prairies destinés à les nourrir. Mais l'élément qui doit le plus fixer l'attention dans la question actuelle, c'est le prix de la main-d'œuvre ou plutôt du travail de l'homme, depuis l'ingénieur jusqu'au journalier. Si le progrès de la richesse et de l'industrie est, à un moment donné, plus rapide que celui de la population, les ateliers de toute nature auront besoin d'employés instruits et d'ouvriers en plus grand nombre que le pays ne peut en fournir. Les entrepreneurs se les disputeront par des élévations de salaires de plus en plus considérables. Les ouvriers, qui, à cause de leur grand nombre, sont les plus grands consommateurs du marché, accroîtront leur dépense dans la proportion de l'accroissement de leur salaire; il en résultera sur tous les marchés une hausse considérable sur les subsistances. Cette hausse des salaires et des subsistances, réagissant bientôt sur les frais de production de toutes les industries, augmentera les prix de toutes choses. La hausse sera plus marquée, si à des circonstances naturelles extraordinairement favorables au développement de l'industrie on ajoute l'influence d'excitations artificielles, telles que la formation de grands ateliers de travaux publics, par exemple ceux de la ville de Paris, qui passent pour occuper plus de 100,000 ouvriers; elle fera des progrès plus sensibles encore si, en présence d'une demande de main-d'œuvre déjà hors de proportion avec le nombre des ouvriers disponibles, des circonstances politiques telles que la guerre viennent encore diminuer le nombre des bras, si comme en ce moment nos flottes retiennent 30,000 ou 40,000 marins et charpentiers du commerce qu'il faut remplacer par des hommes enlevés à d'autres industries, si le recrutement atteint 140,000 hommes au lieu de 80,000, si les libérations du service militaire sont moindres qu'en temps de paix. C'est en effet sous l'influence de toutes ces circonstances réunies que la main-d'œuvre s'est élevée de 10, de 25, de 50 et quelquefois de 100 pour 100, et cette élévation a réagi principalement sur les loyers et les subsistances, déjà très élevés par d'autres causes, sur tous les commerces de détail et sur toutes les choses

dont la main-d'œuvre et les salaires sont le premier élément de production.

En dehors de ce cercle, les prix ont été faiblement affectés par la tendance générale; le prix des tissus ordinaires, par exemple, est resté à peu près stationnaire; le prix des propriétés rurales a sensiblement baissé : une propriété qui aurait valu 300,000 fr. en 1847 se vendrait difficilement plus de 250,000 fr. aujourd'hui; cependant les propriétés sont du nombre des valeurs qui échappent à la dépréciation des métaux précieux, et qui doivent hausser quand ceux-ci baissent.

La vraie cause de la hausse dans le présent, c'est donc le progrès de la richesse dans le monde civilisé (1), l'ardeur de la spéculation, la hausse des profits, celle des salaires surtout, et en fin de compte une disproportion marquée entre la demande et l'offre des loyers et des subsistances : toutes les lois monétaires du monde n'y changeraient rien.

Quant à l'avenir, c'est le domaine des conjectures et de l'imagination. On peut admettre sans doute qu'une offre de métaux précieux hors de proportion avec la demande abaissera leur valeur; mais quand on voit avec quelle rapidité et avec quelle régularité la production annuelle se classe chez toutes les nations, il n'y a pas lieu de prévoir de graves et subites perturbations. Ce qui s'est passé dans les trois siècles et demi qui se sont écoulés depuis la découverte de l'Amérique est aussi de nature à rassurer les esprits. On estime qu'à l'époque de la découverte de l'Amérique, les métaux précieux existant en Europe pouvaient s'élever à 1 milliard; la production de ces métaux s'est élevée depuis à environ 40 milliards, et, de l'aveu des personnes les plus éclairées, leur valeur ne s'est abaissée en 355 ans que des 5/6es. Une dépréciation de 5/6es est énorme considérée dans son ensemble; mais, répartie sur 355 ans, elle est insignifiante : c'est 2,34 pour 1,000, et en nombres ronds 1/4 pour 100 par an. Il est donc permis de dire qu'en moyenne, après la découverte de l'Amérique, la marche de la dépréciation a été assez lente pour ne troubler gravement aucun intérêt existant. Rien n'annonce encore qu'il en doive être autrement aujourd'hui. Au XVIe siècle, la population était rare et peu industrieuse, l'esprit d'entreprise était peu répandu, et une importation continue d'or et d'argent était bien plus propre que de nos jours à déranger le ni-

(1) Une des causes les plus énergiques et les moins étudiées de ce progrès, c'est l'énorme économie de capital résultant pour toutes les industries du bon marché et surtout de la célérité des transports par les chemins de fer et la marine à vapeur. Les fabricans et les marchands renouvellent toutes les semaines et même tous les jours les approvisionnemens qu'ils gardaient six mois ou un an avec déchets et pertes d'intérêt.

veau des prix. En ce moment, l'or est aspiré par les canaux avides du commerce et de l'industrie de manière à s'y absorber promptement, comme nous le voyons depuis trois années; il s'ajoute à l'épargne annuelle pour commanditer des entreprises nouvelles; il sème la richesse et le bien-être dans toutes les branches de l'activité humaine, et lorsqu'il peuple et enrichit avec une rapidité magique la Californie, l'Australie et les déserts de l'Oural, il ne peut être une cause de ruine pour les nations des deux mondes qui ont construit des flottes entières afin d'aller le chercher en échange des produits de leur industrie.

Admettons cependant l'hypothèse d'une dépréciation rapide de l'or, et voyons s'il est possible de le remplacer par une monnaie d'une valeur assez fixe pour rassurer les intérêts inquiétés.

II.

La valeur de la monnaie est *essentiellement* mobile et variable; pour le démontrer, nous serons obligé d'entrer dans quelques détails techniques, mais nous les abrégerons afin d'arriver vite au cœur de la question, l'exclusion (légale) de la monnaie d'or et le maintien de la seule monnaie d'argent.

L'or et l'argent, même chez les peuples de civilisation rudimentaire, servent d'intermédiaires aux échanges, parce qu'ils sont doués de certaines propriétés particulières. Ils sont les mêmes dans tous les pays, ils sont divisibles à l'infini sans rien perdre de leur valeur, ils se transportent facilement, et les maniemens répétés auxquels toute monnaie est sujette ne les altèrent que d'une manière insensible. Toutes ces qualités ne sont cependant qu'accessoires; la qualité fondamentale de ces métaux, c'est d'être des marchandises ayant une valeur propre à cause de leurs divers usages, et d'être ainsi un équivalent réel et substantiel des objets contre lesquels on les échange.

Dire que l'or et l'argent sont des marchandises, c'est affirmer implicitement qu'ils sont régis par le va-et-vient de l'offre et de la demande, qu'ils sont sujets à la hausse et à la baisse. En devenant monnaie, c'est-à-dire en recevant des empreintes et des dénominations fixées par la loi, l'or et l'argent n'échappent pas à la hausse et à la baisse, parce qu'ils ne perdent pas leur caractère essentiel d'objets commerçables et régis par le cours du marché.

L'or et l'argent employés comme monnaie ne sauraient donc être, dans le sens rigoureux du mot, une mesure de la valeur des objets qui se vendent et s'achètent. Le gramme et le mètre sont des mesures de poids et d'étendue, parce qu'ils expriment des quantités immuables. Un mètre est en tout temps et en tout lieu l'expres-

sion d'une longueur invariable, un gramme l'expression d'un même poids. Un franc composé de cinq grammes d'argent à $\frac{900}{1000}$ ne représente pas toujours la valeur de la même quantité du même blé, pas même la valeur d'un même poids d'argent à $\frac{900}{1000}$ non monnayé : il est immuable matériellement, commercialement il est soumis à toutes les oscillations du prix du marché; mais, la dénomination monétaire étant constante, la variation de la valeur des monnaies se traduit par l'élévation ou l'abaissement du prix des objets en échange desquels on les donne.

Les monnaies sont cependant un terme de comparaison entre toutes les valeurs, puisqu'elles servent d'intermédiaire à tous les échanges; mais si l'on s'en sert pour mesurer les autres valeurs, il ne faut jamais oublier que ce sont des mesures trompeuses dont l'inexactitude doit être corrigée dans les transactions à long terme et d'un lieu sur un autre. Si vous recevez aujourd'hui 10,000 fr. pour les rendre dans vingt ans, il est à peu près certain que dans vingt ans vous rendrez une somme d'argent qui vaudra plus ou moins que celle que vous avez reçue, et cela était aussi vrai du temps des Grecs et des Romains, au moyen âge ou dans les derniers siècles qu'aujourd'hui. En un mot, tout engagement à terme est un contrat aléatoire; il n'y a aucune différence sous ce rapport entre celui qui a stipulé la livraison de 100 kilos de blé et celui qui a stipulé une somme, c'est-à-dire un certain poids d'or ou d'argent. L'un et l'autre se libèrent en livrant la chose promise, quelque changement de valeur qu'elle ait subi depuis la date du contrat. Celui qui gagne aurait pu perdre, son bénéfice est légitime; celui qui perd aurait pu gagner, il n'a pas le droit de se plaindre.

Tout a été tenté pour donner aux monnaies une valeur fixe, et par conséquent différente de celle du marché, et tout a échoué. Les expériences sont assez complètes pour qu'il soit permis de dire que la question est résolue, et que la variabilité est une infirmité incurable de tout système monétaire. Chercher une monnaie de valeur fixe, c'est chercher la quadrature du cercle.

La monnaie est donc une marchandise, et à l'origine des sociétés cette marchandise se vendait et s'achetait au poids. Il en est encore ainsi en Chine et en quelques autres pays (1). Les divisions de la monnaie n'ont été d'abord que des divisions de poids, et n'auraient jamais dû être autre chose. Si les acheteurs et les vendeurs livraient ou recevaient pour solde de leurs comptes des grammes et kilogrammes d'or ou d'argent, il n'y a pas un marchand au détail, pas une revendeuse de fruit ou de poisson, pas un journalier qui ne connût

(1) Dans l'Amérique espagnole, l'once d'or est encore en usage.

la théorie des monnaies aussi bien que les plus savans économistes : tous sauraient qu'ils échangent leur marchandise contre une autre, que la valeur de la marchandise qu'ils reçoivent, — la valeur de l'or ou de l'argent, — ne peut pas plus être garantie par le gouvernement contre la hausse ou la baisse, que ne le sont les denrées ou valeurs qu'ils donnent en échange; mais il n'en est pas ainsi. Dans l'antiquité aussi bien qu'au moyen âge et dans les temps modernes, des gouvernemens aussi avides que peu éclairés sur leurs véritables intérêts ont altéré les poids et les titres des monnaies, ont supprimé les dénominations déduites de leur poids, et les ont remplacées par des termes arbitraires empruntés à des noms de souverains, de peuples, etc., n'exprimant aucun rapport avec la valeur des monnaies, et masquant leur qualité essentielle de marchandises, à ce point que plusieurs siècles de labeurs scientifiques ont à peine suffi pour la leur restituer. L'usage une fois établi et le droit de battre monnaie étant devenu un attribut de la souveraineté, chaque état s'est créé une nomenclature arbitraire; de là les *couronnes* et les *souverains* en Angleterre, les *ducats* et les *florins* d'Allemagne, les *piastres* d'Espagne, les *aigles* des États-Unis, les *sequins* de Venise, les *impériales* de Russie, les *frédéricks* de Prusse et les *francs* de notre monnaie, etc.

Toutes ces dénominations et bien d'autres, créées par autorité ou par coutume, n'expriment pour la plupart de ceux qui s'en servent que des idées obscures et confuses. Combien y a-t-il de Français, par exemple, qui sachent ce que c'est qu'un franc (1)? Peut-être pas dix mille sur trente-six millions; un franc est, pour la majeure partie du public, quelque chose de mystérieux et de cabalistique. Si un phénomène monétaire se produit, ceux qu'il favorise en profitent sans chercher à s'en rendre compte, et ceux qui en souffrent vont soumettre l'énigme au gouvernement, qu'on croit volontiers en France un docteur de *omni re scibili et quibusdam aliis*. Le gouvernement, animé du désir de justifier la confiance qu'on lui montre, n'est que trop disposé à résoudre le problème par ce qu'on pourrait appeler la panacée française, une ordonnance ou un règlement. Heureusement, depuis les grands principes enseignés à Mirabeau par Darcet et développés par ce puissant génie devant l'assemblée constituante de 1789, le gouvernement s'est maintenu dans les strictes limites de ses attributions monétaires normales, et, sauf quelques écarts sans importance, il a marché depuis soixante ans dans la voie indiquée par la nature des choses à l'origine des sociétés, et retrouvée par la science après des siècles de tâtonnemens et d'erreurs.

(1) 4 1/2 grammes d'argent fin, ou, suivant la définition légale, 5 grammes d'argent à $\frac{900}{1000}$ de fin.

La monnaie est donc douée d'une valeur variable comme toutes les marchandises, et toutes les dénominations législatives ne sauraient lui donner une fixité contraire à sa nature. Cependant l'or et l'argent peuvent ne pas varier d'une manière égale; la valeur de l'un peut se soutenir pendant que celle de l'autre fléchit : ne pourrait-on pas prendre pour monnaie légale celui de ces métaux dont la valeur serait le plus fixe, et parer ainsi aux inconvéniens les plus graves de la variabilité naturelle du prix des métaux précieux? L'argent, dont la production semble plus limitée que celle de l'or, remplit-il cette condition?

Les hommes se servant de métaux précieux presque depuis le commencement du monde, il semble que cette question devrait être facilement résolue par les témoignages de l'histoire. Il n'en est pas ainsi pourtant. Les auteurs grecs et romains étaient peu initiés aux questions commerciales, et ils ont été sur ces matières d'assez mauvais observateurs. Si Hérodote, Strabon, Pline ou Tite-Live avaient été des changeurs ou des publicains, ils nous auraient transmis sur les monnaies de l'antiquité les documens précis et positifs que les érudits modernes se sont efforcés de suppléer par des recherches savantes. Il faut honorer les travaux aussi ingénieux que profonds de MM. Letronne, Bœck, et surtout de M. Dureau de La Malle, mais il faut regretter que leurs démonstrations soient parfois incomplètes et trop souvent contradictoires.

D'après Xénophon, le rapport de l'or à l'argent était de son temps de 1 à 10, Hérodote le porte de 1 à 13; il descendit à moins de 1 à 9 quelques siècles après, lorsque César, plus heureux que Catilina, eut pris Rome et partagé à ses complices le trésor public, qui contenait une quantité d'or correspondante à 2 milliards de notre monnaie. Ce rapport se releva un siècle après de 1 à 11 et à 12, puis, suivant une loi de Valentinien, au IV[e] siècle, de 1 à 14,4, et enfin, suivant une loi d'Honorius et de Théodose le Jeune, de 1 à 18 (1).

Sans discuter l'exactitude plus ou moins rigoureuse de ces chiffres, empruntés à des textes authentiques, mais susceptibles d'interprétations diverses, tant à cause de la différence des valeurs légales et des valeurs commerciales qu'à raison des titres différens des monnaies, surtout de celles d'argent, il faut remarquer que les variations du prix de l'or et de l'argent ont été aussi considérables et même plus considérables dans l'antiquité que depuis la découverte de l'Amérique; il faut observer surtout qu'elles ont été alternatives, tantôt en faveur de l'argent, tantôt en faveur de l'or, et que c'est au milieu de la plus grande de ces variations, sous Jules César, que

(1) Dureau de La Malle, *Économie politique des Romains*, t. I[er], p. 85 et suivantes.

l'unité monétaire romaine a commencé à être frappée en or. Malgré les variations qui suivirent, cette base monétaire se maintint jusqu'au Bas-Empire.

Toutefois ces faits, si intéressans qu'ils soient, ne sont pas assez concluans dans la question; ils seraient d'une plus grande importance si les historiens nous entretenaient des réactions qu'ils ont exercées sur les affaires publiques et privées, s'ils nous montraient que l'abaissement de la valeur de l'or entraîne un abaissement analogue dans la valeur absolue de l'argent, ou s'ils nous apprenaient quelles ont été les conséquences des lois établies pour rapprocher à chaque variation la valeur nominale de l'or et de l'argent, nécessairement troublée par la relation de la demande et de l'offre, ou les déplacemens produits par le pillage et les conquêtes.

L'histoire du moyen âge est au point de vue de la monnaie plus obscure que celle de l'antiquité à cause du faux monnayage universel, et aussi peu instructive par l'absence d'observations spéciales. On estime que du IX[e] au XVI[e] siècle, c'est-à-dire depuis Charlemagne jusqu'à l'arrivée en Europe des métaux précieux du Nouveau-Monde, le rapport de l'or à l'argent a varié entre 1 à 12 (1) et 1 à 10, et que les variations ont été tantôt en faveur de l'or, tantôt en faveur de l'argent. Ces faits ne paraissent pas avoir vivement frappé l'attention des historiens, quoiqu'ils aient tenu grand compte des fraudes monétaires de cette période et de leurs funestes effets. On pourrait en conclure que la variation du rapport des métaux a été insensible et n'a donné lieu à aucune perturbation particulière appréciable, et l'on serait conduit à dire que nous, qui, après cinquante ans, sommes en présence d'une variation à peine constatée du rapport des métaux précieux, nous nous préoccupons de dangers et de difficultés imaginaires.

Mais laissons ces temps peu connus : l'histoire moderne nous offrira les lumières qu'ils nous refusent et nous permettra de nous appuyer sur deux ordres de faits aussi certains que concluans. Premièrement, en tenant compte des erreurs que les dénominations trompeuses des monnaies ont souvent fait commettre, les écrivains les plus autorisés admettent que dans les deux derniers siècles le rapport de l'or à l'argent s'est élevé de 1 à 14 à 1 à 16; il y a cinquante ans, ce rapport était de 15 1/2 et à peu près ce qu'il est en ce moment. Ce n'est que momentanément que les guerres de l'empire et dernièrement la révolution de 1848 l'ont élevé jusqu'à 16. En second lieu, nous savons que depuis la découverte de l'Amérique

(1) M. Leber, dans son mémoire sur l'*Appréciation de la fortune privée au moyen âge*, cite le passage suivant de l'édit de Pistes de 864 : *Ut in omni regno nostro, non amplius vendatur libra auri nisi duodecim libris argenti.*

jusqu'en 1848 on peut évaluer la production des métaux dans ce pays à 37 milliards 148 millions, composés de 122 millions de kilogrammes d'argent et 2,910,000 kilogrammes d'or (1); en d'autres termes, sous l'influence de l'exploitation des mines d'Amérique, la production de *l'argent à l'or* a été comme 33 : 1, et, malgré cette disproportion énorme, le rapport du prix de l'or à l'argent, qui était de 1 à 13 ou 14, ne s'est élevé que de 1 à 15 1/2, tandis qu'il aurait dû s'élever de 1 à 33, si le rapport des valeurs dépendait des quantités produites. Enfin, dix ans avant la découverte de la Californie, la production de l'or avait plus que doublé sous l'influence des exploitations de l'Oural et de l'Altaï, et cependant le prix de l'or n'avait pas cessé de tendre à la hausse.

Plusieurs économistes, et entre autres M. Michelsen, ont montré cette anomalie apparente, et se sont bornés, pour la résoudre, à dire que le prix de l'or et de l'argent ne dépend pas de leurs quantités respectives, mais de l'offre et de la demande, de l'état du marché. Cette réponse est vraie, mais elle ne donne pas la raison spéciale de l'anomalie signalée; il y a une considération d'une nature plus topique qui nous paraît résoudre le problème, c'est que les monnaies d'or et d'argent sont solidaires, et qu'à part de petits mouvemens accidentels circonscrits, les métaux précieux haussent ensemble et baissent ensemble.

Nous avons de cette vérité une démonstration saisissante. On accorde généralement que la puissance de la monnaie a baissé de 6 à 1 depuis la découverte de l'Amérique, et cela est vrai de la monnaie d'or comme de la monnaie d'argent, malgré la rareté de la première et l'abondance de la dernière. Ici c'est la baisse de l'argent qui a entraîné la baisse de l'or, comme de nos jours, si la production de l'or vient à déborder la demande, ce sera la baisse de l'or qui entraînera la baisse de l'argent. En effet, quand on considère le mouvement spontané des deux métaux dans le monde entier, on voit que la monnaie agit partout dans sa double forme : l'Angleterre et les États-Unis donnent la préférence à la monnaie d'or; mais ils se servent secondairement de monnaie d'argent à l'intérieur, et ils achètent et vendent continuellement des masses de lingots d'argent pour payer leurs dettes extérieures. La Hollande et la Belgique, qui ont démonétisé l'or, en empruntent sans cesse au dehors, soit pour leurs usages intérieurs à cause de la supériorité de cette monnaie, soit pour le solde des achats qu'ils font en Angleterre et aux États-Unis. Il est même probable que si tous les législateurs s'imaginaient de démonétiser l'or, ce métal ne continuerait pas moins à jouer un

(1) Michel Chevalier, *De la Monnaie*, p. 307.

rôle important dans la circulation, à cause des qualités qui lui sont propres, et qui lui donneront toujours la supériorité sur l'argent.

La monnaie est donc une unité composée de deux parties; quand une des parties s'accroît, le tout s'accroît d'autant. Si le tout ainsi accru excède la demande sur le marché, le tout se dépréciera.

La solidarité des prix entre l'or et l'argent n'est pas particulière à ces deux marchandises. Elle existe à des degrés divers pour toutes celles qui par leur analogie sont de nature à se suppléer l'une l'autre. Le blé est dans ce cas par rapport à l'orge, au seigle, à l'avoine. Le blé est-il à un prix de disette, il fait hausser les autres grains; s'il est abondant, il baisse et les fait baisser. La houille aussi réagit sur le charbon de bois, et les toiles de coton sur les toiles de lin, etc.

Il ne paraît donc pas admissible que l'or puisse, dans une dizaine d'années, baisser de 50 pour 100, tandis que l'argent conserverait à peu près sa valeur intégrale, comme le suppose M. Michel Chevalier dans un article publié par le *Journal des Débats* du 4 mai 1855. En ce moment même, l'argent est bien loin d'avoir la stabilité qu'on lui attribue. L'année dernière, il gagnait une prime qui s'est élevée jusqu'à 36 fr. par 1,000 fr.; cette prime est retombée à Paris à 13 et à 15 fr., et au mois de mai dernier, l'or gagnait une prime à Londres et à Marseille.

A côté de ces faits, il ne faut pas perdre de vue que l'argent peut être, dans un avenir prochain, aussi exposé que l'or aux inconvéniens d'une production illimitée. Les exploitations de Buenos-Ayres, du Chili, du Pérou, n'ont pas cessé d'être en progrès depuis le commencement du siècle, et il en eût été de même sans doute de celles du Mexique, si les révolutions qui se succédèrent dans ce malheureux pays n'y avaient ralenti le travail des mines. Malgré ces circonstances défavorables, la production annuelle de l'argent est de près de 200 millions de francs, et des améliorations peut-être prochaines dans le travail des mines d'Amérique pourraient l'élever au niveau de celle de l'or. En effet, le minerai argentifère de l'Amérique est inépuisable. M. de Humboldt écrivait, il y a quarante ans, qu'il y avait assez d'argent dans les mines de la Nouvelle-Espagne pour en inonder le monde. M. Saint-Clair Duport, qui a visité les mines du Mexique, dit que les gisemens travaillés depuis trois siècles ne sont rien auprès de ceux qui restent à explorer (1). M. Michel Chevalier écrivait en 1850 : « Les variations des deux métaux précieux ne sont pas arrivées à leur terme. Il est dans la nature des choses qu'elles n'y soient jamais. Pour l'instant, il semblerait que l'or dût baisser bientôt relativement à l'argent, mais on peut croire

(1) *De la Production des métaux précieux*, p. 378.

qu'une tendance opposée se manifesterait ensuite (1). » Un accroissement dans la production de l'argent, comparable à celui qui se réalise pour l'or, n'est probable à la vérité que dans le cas où l'industrie des mines passerait aux mains d'un peuple entreprenant et avancé en civilisation; mais ce temps est-il très éloigné, quand les Américains du Nord ont déjà conquis la moitié du Mexique et construit un chemin de fer bien au-delà sur l'isthme de Panama?

Il y a un autre métal qui jouit au plus haut degré des propriétés monétaires, et qui semblerait au premier abord bien plus propre que l'argent à préserver la monnaie de la dépréciation dont on se préoccupe, c'est le platine. Ce métal n'a en effet que deux gîtes connus, l'un dans l'Oural, l'autre au Choco dans la Nouvelle-Grenade, et la géologie ne fait pas prévoir la découverte ultérieure d'autres dépôts importans. Le platine est de plus dans des conditions métallurgiques telles que les frais de production auxquels il donne lieu ne peuvent ni augmenter ni diminuer sensiblement. Il est, à la vérité, un peu plus difficile à élaborer que ne le sont l'or et l'argent; mais la différence est faible, et disparaîtrait bientôt par les perfectionnemens qu'apporterait un travail constant et régulier (2). De 1828 à 1845, le gouvernement russe a émis une monnaie de platine dont le total en dix-sept ans s'est élevé à environ 20 millions de francs; mais cette expérience intéressante est restée incomplète. Il paraît que des employés chargés de l'affinage, profitant des obscurités de cette opération, ne portèrent le rendement qu'à 60 pour 100 au lieu de 75 pour 100, et firent vendre à vil prix, à Paris et à Londres, le métal ainsi détourné. Le prix du platine tomba de 1,100 francs à 800. Le gouvernement russe, ne connaissant pas alors la cause de cette dépréciation, ou ne pouvant la faire cesser, démonétisa le platine. Quoi qu'il en soit de cette tentative, nous ne croyons pas que le platine puisse avoir dans la circulation une valeur plus fixe que l'or et l'argent. Une fois entré dans la masse monétaire, il en subirait la solidarité, et sauf de légers écarts il hausserait et baisserait comme cette masse. Les quantités existantes et celles qu'on pourrait produire sont d'ailleurs si faibles, que la circulation du platine ne pourrait pas former la monnaie exclusive d'une grande nation; enfin le petit nombre des exploitations permettrait aux états qui les possèdent des spéculations aux conséquences desquelles il ne serait pas sage de s'exposer.

(1) *De la Monnaie*, p. 338.

(2) La grande différence qui existe à Paris dans le commerce entre le platine vieux et le platine neuf tient à ce que l'affinage de ce métal est à l'état de monopole.

III.

Il nous reste à examiner les effets que produirait en France la démonétisation de l'or. C'est un point de vue pratique trop négligé, et qui mérite la plus sérieuse attention.

En montrant que la monnaie d'argent ne jouit pas du privilége de la fixité, nous avons fait voir le côté le plus faible de la théorie de la démonétisation de l'or; ce n'est pas le seul. L'argent est, pour la fonction monétaire comme pour les usages domestiques, inférieur à l'or. Il est moins beau, moins inaltérable, plus encombrant. Cette dernière imperfection est plus grave qu'on ne le croit communément, les paiemens en argent étant ou coûteux ou même matériellement impossibles, dès qu'ils ont quelque importance. On y supplée jusqu'à un certain point par les billets de banque, les viremens de comptes, les effets de commerce; mais ces moyens de solder les dettes n'existent pas partout, ne sont généralement pas gratuits, et n'empêchent pas des transports considérables de métaux précieux dont le fret et l'assurance sont toujours beaucoup plus élevés pour l'argent que pour l'or. Aujourd'hui préférer l'argent à l'or, c'est préférer la poste aux chemins de fer, c'est s'imposer des pertes certaines qui se multiplient comme les affaires elles-mêmes. Les nations qui jouent le premier rôle dans le commerce du monde, les États-Unis et l'Angleterre, produisent l'or en abondance, et s'en servent presque exclusivement dans la fonction de monnaie. Adopter exclusivement l'argent, c'est jeter des complications dans les relations internationales avec ces deux grands états, c'est de plus rendre moins facile et moins lucratif le commerce avec les pays si importans déjà qui produisent l'or et n'ont pas d'autre retour à offrir.

Ces considérations n'ont pas frappé la Hollande ni la Belgique, et ne les ont pas arrêtées dans leur préférence pour l'argent; mais il paraît que toutes deux commencent à ressentir les inconvéniens du parti qu'elles ont pris. La monnaie d'argent ne les a pas mises à l'abri de la hausse des prix. La Belgique même en est plus affectée que la France. Le pain, la viande, les logemens, le sol, y sont plus chers, surtout dans les campagnes vouées aux travaux industriels. En revanche, ces deux pays ont dû remplacer la monnaie d'or par de petits billets de banque de 100 à 20 francs, et par l'admission de l'or français à la Banque et dans les caisses publiques, sous la faible retenue de 1/4 pour 100. Aussi, quelque récente que soit la démonétisation de l'or, il ne manque pas d'esprits sérieux qui doutent de l'efficacité d'une telle mesure.

Ce n'est pas la découverte des nouveaux gîtes aurifères qui a conduit la Hollande à la démonétisation de l'or. Lorsqu'en 1836 la première idée en fut exprimée par le gouvernement de ce pays, le rapport légal établi entre les deux métaux précieux, étant trop favorable à l'or, avait fait exporter toute la monnaie d'argent. Il ne restait qu'un rebut composé de pièces usées, déformées ou rognées; il y avait nécessité de réformer un tel état de choses. A cette époque, la production de l'argent était beaucoup plus abondante que celle de l'or, et l'expérience avait appris qu'à cause de cette rareté les crises monétaires étaient plus fréquentes dans les pays dont ce métal forme la monnaie; cela devait être sensible, surtout pour un pays aussi petit que la Hollande. On songea donc à changer le rapport légal de l'or et de l'argent, et à le combiner de manière à empêcher pour l'avenir l'exportation de l'argent. Une loi de 1839 ordonna en effet la refonte de la monnaie d'argent et l'établissement entre les deux métaux d'un rapport légal favorable à l'argent.

Les choses étaient en cet état lorsque la disette des années 1846 et 1847 détermina une énorme importation de céréales en Angleterre, et par suite la crise monétaire, qui porta particulièrement sur l'or. Frappé de cette coïncidence remarquable, le gouvernement hollandais adopta à l'égard de l'or un parti plus absolu qu'il ne l'avait fait en 1839; il en proposa la démonétisation, qui fut adoptée par une loi du 26 novembre 1847. Il est certain qu'à une époque où les dépôts aurifères de la Californie et de l'Australie étaient encore inconnus ou inexploités, cette résolution avait pour elle la raison et l'expérience; mais la facilité avec laquelle l'Angleterre et la France ont traversé la période de rareté des céréales de 1853 et 1854, grâce à l'abondance de la monnaie d'or, montre que désormais la monnaie d'argent a perdu la seule supériorité qu'elle eût.

L'exemple de la Hollande, on le voit, est sans autorité dans la question actuelle. Si cette nation éclairée a donné la préférence à la monnaie d'argent, ce n'est pas par crainte de la dépréciation de l'or, que personne ne pouvait prévoir en 1839 et en 1847 : c'est pour remédier à des désordres réels et pour prévenir des dangers que des circonstances récentes avaient signalés. Il est vrai que la démonétisation, qui ne devait avoir lieu qu'à la fin de 1850, a été hâtée de quelques mois par une loi de 1849, rendue sous l'influence de la production croissante de l'or : c'eût été une négligence blâmable que d'agir autrement. L'opération une fois votée, il fallait profiter de la prime de l'or pour la réaliser plus facilement, ou au moins ne pas s'exposer à payer une prime sur l'argent qu'on devait acheter. On a beaucoup approché de ce résultat.

Pour la Belgique, il en est autrement; elle a démonétisé l'or pour

conserver sa monnaie d'argent et dans l'espoir d'échapper aux effets de la dépréciation de l'or; sa mesure a même été plus radicale que celle de la Hollande, car elle a retiré toute la monnaie frappée et interdit le monnayage de l'or à l'avenir. La Hollande a simplement ôté le caractère légal à la monnaie d'or et offert le remboursement au pair à ceux qui le demandaient. L'inquiétude de la dépréciation de l'or était si peu prononcée, que sur 175 millions de florins, soit environ 360 millions de francs, à peine la moitié a été présentée à l'échange contre argent.

Si cette mesure était appliquée à la France, elle y causerait une perturbation proportionnée à l'importance que la monnaie d'or a déjà prise dans la circulation, à la grandeur des entreprises que l'abondance des capitaux a fait naître et multiplie chaque jour, et aux besoins que les emprunts causés par la guerre rendent aussi vastes qu'impérieux. Il a été frappé en France depuis 1848 pour plus de 1,300 millions de monnaie d'or; on peut supposer que le mouvement du commerce en a fait exporter 2 ou 300 millions, et il est probable qu'il en reste un milliard. Si cette masse d'or était démonétisée, le gouvernement serait obligé, dans un délai très court, de la remplacer au pair aux mains des porteurs par des pièces d'argent, comme l'ont fait loyalement les petits états de Belgique et de Hollande. Une demande de 1 milliard en lingots d'argent dans un temps où la production annuelle ne dépasse guère 200 millions ferait peut-être monter la prime, non à 36 fr., taux où nous l'avons vue l'année dernière, mais à 100 fr., et dans ce cas l'opération, de ce chef seul, coûterait à l'état 100 millions, auxquels il faudrait ajouter quelques millions pour frais d'affinage, commission, etc. A côté de ces pertes directes (1) il faudrait mettre en ligne de compte la perturbation temporaire de tous les prix en France par l'effet de la prime que la mesure elle-même produirait. L'opération de la Hollande n'a porté que sur 80 millions de florins (environ 160 millions de francs), et elle a sensiblement affecté les grandes places de commerce, quoiqu'elle ait été facilitée par des moyens d'exécution dont le succès serait moins assuré en France. En Hollande, des billets de mêmes coupures que les pièces d'argent ont remplacé la monnaie retirée, et ont circulé sans difficulté; de plus, la monnaie d'or exportée en Angleterre et en France a été frappée, dans ces deux pays, en souverains et en pièces de 20 francs, qui se sont substitués sans secousse aux lingots d'argent de la banque d'Angleterre et aux pièces de cinq francs vendues à la Hollande. Les

(1) La Hollande, opérant en 1849, n'a eu à supporter que quelques faux frais sans importance. La Belgique a supporté, sous forme de perte d'intérêt, une prime de 4 à 5 pour 100.

choses ne se passeraient pas si simplement parmi nous. D'abord il est permis de douter que 1 milliard de billets de 20 francs et de 10 francs, non remboursables à vue, circulassent au pair avec la monnaie d'argent, quelque bien garantis qu'ils fussent par des dépôts d'or démonétisé. En second lieu, l'argent à monnayer devant être pris en grande partie à la masse monétaire des pays où l'argent presque seul remplit les canaux de la circulation, on ne pourrait pas l'y remplacer par de l'or; il s'y produirait un vide qui causerait une disette de monnaie (1), une baisse de tous les prix, une crise commerciale générale (2).

La France, réduite à la monnaie d'argent, souffrirait de son isolement monétaire dans ses vastes relations avec l'Angleterre et les États-Unis, qui ont adopté la monnaie d'or (3), et qui ne songent pas à y renoncer. Notre commerce d'exportation recevrait aussi par la démonétisation de l'or une atteinte irréparable. Nos lois de douane sont en effet combinées de manière à limiter nos importations et à obliger nos armateurs à faire une partie considérable de leurs retours en métaux précieux, et aujourd'hui en or. Les opérations basées sur des retours d'or, ou liquidées en cette valeur, seraient arrêtées, et quelques centaines de millions peut-être de nos produits manufacturés devraient chercher au rabais de nouveaux acheteurs. On verrait alors qu'il y a plus d'inconvénient à retirer quelques centaines de millions à la circulation de l'Europe qu'à y laisser ajouter plusieurs milliards par le cours naturel des choses.

Les partisans de la démonétisation n'ont pas parlé de toutes ces difficultés, mais on voit qu'ils les ont pressenties. Au lieu de conclure purement et simplement, ils ont déclaré qu'ils se bornaient à soulever une question grave, et qu'ils en abandonnaient la solution à de plus experts.

On a émis une opinion moins réservée sur un autre point qui serait aussi très délicat, s'il n'était depuis longtemps résolu. On a dit, à l'occasion de la démonétisation de l'or, que la loi du 7 germinal an XI, constitutive de notre système monétaire, donnait aux créanciers le droit d'exiger dès à présent leur paiement en argent. C'est une erreur qu'aucun jurisconsulte n'aurait commise. La loi de l'an XI déclare que le franc est l'unité monétaire, et qu'il contiendra

(1) L'accroissement des billets de banque pallierait le mal; mais sur le continent, c'est une ressource limitée par les habitudes du public.

(2) En 1846, l'importation du blé en France a fait exporter 120 à 130 millions de francs, et ce faible déplacement a causé une grande gêne.

(3) La monnaie d'or et celle d'argent ont un cours légal aux États-Unis; mais le rapport des deux métaux, favorable à l'or, a fait exporter la plus grande partie de la monnaie d'argent.

5 grammes d'argent au titre de $\frac{9}{10}$; elle déclare en outre qu'il sera fabriqué des pièces d'or de 20 francs et de 40 francs, et en détermine le poids et le titre. Une nouvelle loi peut changer l'unité monétaire ou le rapport de l'or à l'argent ainsi établi, mais aucun créancier d'une obligation exprimée en francs ne peut refuser les offres de paiement que lui fait son débiteur en monnaie légale d'or ou d'argent, à son choix. Si la solution était moins évidente, il faudrait regretter que la question ait été posée. En matière de finances, on doit se garder de jeter des doutes là où il n'y en a jamais eu. La loi de l'an XI est absolue; mais le fût-elle moins, ce serait offenser la foi publique que de changer la manière dont elle est comprise et pratiquée depuis près de soixante ans par le bon sens universel.

N'y a-t-il donc rien à faire? En matière de monnaie tous les changemens sont dangereux, et les combinaisons les plus réfléchies ne sont pas à l'abri de tout inconvénient. La Hollande, à l'occasion d'une refonte nécessaire de sa monnaie d'argent, a diminué le poids du florin, son unité monétaire, et a autorisé tous les débiteurs à se libérer avec un poids d'argent moindre que celui qu'ils s'étaient obligés de fournir. La monnaie d'appoint peut supporter ces déviations, mais pour la monnaie courante elles sont très sujettes à critique.

Notre système monétaire ne gêne pas les transactions, il les favorise notablement au contraire. Au point de vue de l'art, la monnaie n'est-elle pas droite de poids et de titre et appréciée même en pays étranger? Pourquoi la changer? On exporte, dit-on, la monnaie d'argent et on lui substitue la monnaie d'or; mais où est l'inconvénient si la monnaie d'or ne peut pas être dépréciée sans que la monnaie d'argent le soit aussi? C'est une erreur de croire que la France y perd. Quand l'argent sort, c'est avec sa prime, c'est en achetant plus de marchandises étrangères que la même somme en or ne pourrait le faire. Quand l'or s'importe, c'est le contraire; le marchand français exige un prix plus élevé. Si l'or s'échange au pair contre des pièces de 5 francs, c'est que l'argent ne gagne pas de prime, et c'est là le fait le plus général. Jusqu'à présent, la prime n'est que l'exception et ne s'applique qu'aux affaires des grandes places.

Les États-Unis ont introduit une modification récente à leur système monétaire, afin de retenir dans leur circulation la menue monnaie, que l'exportation leur enlevait à mesure qu'elle était frappée. Traitant la menue monnaie comme une monnaie d'appoint, ils ont frappé, à un poids assez faible pour décourager l'exportation, des demi-dollars et des quarts de dollar pour une somme qui atteint déjà 90 millions de francs (1). Ils ne se sont pas autrement préoc-

(1) La presque totalité de la monnaie d'argent qui avait cours aux États-Unis avait

cupés de l'exportation de l'argent et ont au contraire accru le nombre de leurs hôtels des monnaies, afin de faciliter le monnayage de l'or. Malgré les ressources nouvelles qu'ils y ont puisées, ils n'ont pas échappé, en 1854, à une crise qui a fait baisser chez eux tous les prix, même ceux du fret maritime, si élevés dans toute l'Europe.

Les Anglais n'ont pas eu de mesures à prendre pour arrêter l'exportation de l'argent. Lorsqu'après la paix générale ils renoncèrent au régime du papier-monnaie, ils adoptèrent un système monétaire d'une simplicité qui fait honneur à leur génie. Ils établirent que les débiteurs ne pourraient faire d'offres légales (*legal tender*) à leurs créanciers qu'en monnaie d'or, toutes les fois que la somme due serait de plus de 50 francs, et après avoir réduit l'argent à l'humble rôle de monnaie d'appoint, ils purent, sans inconvénient, lui donner une valeur intrinsèque assez inférieure à sa valeur nominale pour en empêcher l'exportation. Si à cette combinaison ils avaient ajouté la numération décimale, leur règlement monétaire serait irréprochable.

Nous ne pensons pas que la France, dans les circonstances actuelles, doive recourir au système américain ni au système anglais; mais s'il se présentait plus tard des circonstances graves et imprévues, si la petite monnaie d'or ne se classait pas bien dans la circulation française, et si l'exportation de l'argent continuait de manière à gêner les appoints et les paiemens qui se font en menue monnaie, il serait peut-être nécessaire d'aviser. Il nous semblerait sage alors d'aller chercher des exemples chez les deux nations les plus riches et les plus commerçantes du monde, et dont les intérêts, par leur nature et par leurs vastes proportions, ont avec les nôtres une analogie économique évidente. Il faudrait peut-être même se concerter avec elles et profiter de l'occasion pour essayer de résoudre cette grande question d'une monnaie internationale qui, depuis de longues années, préoccupe les esprits sérieux en Angleterre, aux États-Unis et en France.

L'expérience est ici le guide le plus sûr, les spéculations abstraites ont leurs périls. Il y a longtemps qu'on l'a dit : en finances, deux et deux ne font pas quatre. C'est qu'en effet les formules des équations n'y ont jamais cette simplicité. Leurs termes se composent de coeffi-

été exportée et remplacée par de la monnaie d'or peu convenable pour les appoints et les petits paiemens. Le manque de menue monnaie avait donné lieu à l'émission de petits billets de banque d'une valeur douteuse. Une loi du 3 mars 1853 a statué qu'il serait frappé des demi-dollars et des quarts de dollar d'un poids de 3 ou 4 pour 100 inférieur à l'ancien poids légal, et cette mesure a eu un plein succès. Le directeur des monnaies des États-Unis le déclare dans un rapport officiel que vient de publier le journal anglais l'*Economist*.

ciens indéterminés auxquels chacun donne une valeur arbitraire. De là tant de mécomptes de bonne foi, tant de divergences sur les théories. Que nous enseigne l'expérience du passé? Que l'or et l'argent ont fait la richesse de ceux qui les ont possédés (1); que la consommation qui s'en fait en dehors de la circulation monétaire est énorme (2); que la valeur relative de l'or et de l'argent ne dépend pas des quantités produites; que si l'un des deux se déprécie, l'autre éprouve une dépréciation à peu près égale; que les pays les plus commerçans ont directement ou indirectement réduit l'argent au rôle de monnaie d'appoint et ne se sont pas préoccupés de la démonétisation de l'or. Obéissons avec confiance à ces enseignemens, et ne nous alarmons pas plus de l'invasion de l'or dans notre vieille Europe que de l'action de tout autre grand moteur industriel. Si elle froisse des intérêts respectables, c'est que rien n'est parfait dans ce monde, où la fécondité de la terre même fait des victimes. N'avons-nous pas vu, il y a peu d'années, une suite de récoltes abondantes faire baisser le prix du blé et gêner les fermiers, tout en encourageant la demande et faisant hausser les prix des autres marchandises? L'abondance des métaux précieux produit des phénomènes analogues : la valeur de ces métaux baisse, et tous les prix haussent. Les créanciers à long terme y perdent quelque chose; mais toutes les entreprises sont prospères, le champ du travail s'agrandit, les solitudes se peuplent, et la civilisation étend son empire.

VICTOR LANJUINAIS,
ancien ministre.

Tréjet (Loire-Inférieure), le 20 juin.

(1) M. Chevalier a dit dans un bon livre qu'il a publié en 1850 : « Tout a enchéri depuis la découverte de l'Amérique, sans que la société devînt plus pauvre, au contraire. » (*La Monnaie*, p. 448.)

(2) Sur 40 milliards d'or et d'argent produits depuis la découverte de l'Amérique, il n'en existe plus que 10 à 12 milliards dans la circulation des nations civilisées.

DES INTÉRÊTS

DU NORD SCANDINAVE

DANS LA GUERRE D'ORIENT.

II.

LA SUÈDE SOUS GUSTAVE IV.

PROGRÈS DE LA POLITIQUE RUSSE. — DÉCHÉANCE DU DERNIER VASA.

La révolution du 13 mars 1809, qui a renversé du trône de Suède le fils de Gustave III, Gustave IV Adolphe, dernier rejeton couronné de l'antique famille de Vasa, marque le moment précis où la Suède, presque ruinée par les attaques violentes ou les secrètes menées de la Russie, descend au dernier degré d'épuisement et de misère. Tout le fruit du règne de Gustave III est perdu (1); cet habile monarque, dont il est trop souvent de mode à Stockholm de médire, parce qu'il s'appuyait sur la politique et les idées françaises, avait du moins accompli deux utiles desseins : il avait renversé, malgré la Prusse et la Russie, la constitution de 1720, qui présageait à la Suède le sort de la Pologne, et il avait porté les armes suédoises jusqu'à quelques lieues de Saint-Pétersbourg, qu'il avait fait trembler. En 1809, au contraire, la Russie vient de s'emparer de toute la Finlande; ses canons, établis dans les îles de la Baltique, sont à dix-huit lieues de

(1) Voyez sur ce règne, dans la livraison du 15 février 1855, le premier article de cette série.

Stockholm, et sa frontière nord-ouest empiète sur le territoire essentiellement suédois; de plus, le contre-coup de cette perte cruelle est à l'intérieur une révolution. Gustave IV a été plus malheureux encore dans sa lutte contre Alexandre que Charles XII dans sa rivalité avec Pierre le Grand; il faut reconnaître qu'il a été moins héroïque et tout aussi téméraire.

Certes il est permis de regretter aujourd'hui que les dispositions secrètes de la paix de Tilsitt aient livré à la Russie un avant poste aussi important que la Finlande, et l'on peut bien estimer que cette fois encore la France n'a pas apprécié sainement ou connu entièrement les avantages que peuvent procurer l'alliance et la coopération des peuples du Nord; mais on doit avouer que, d'une part, Gustave IV Adolphe avait attiré par ses imprudences la conquête russe, et que, de l'autre, il s'était montré ennemi tellement acharné et violent de Napoléon, que l'empereur n'aurait pas pu le défendre, même s'il avait renoncé à le punir. Tout se tient dans cette déplorable et curieuse histoire des rapports de la Suède avec la Russie : Gustave III, allié de la France, avait maîtrisé les intrigues de la Russie et s'en était fait respecter; Gustave IV, ennemi de la France, est vaincu par les Russes et renversé par ses propres sujets. Ces deux derniers épisodes, la perte de la Finlande et la révolution de 1809, sont intimement liés entre eux. Ils contiennent d'ailleurs trop d'enseignemens conformes aux vues que nous avons émises sur les conditions politiques généralement imposées à la Suède, et ils sont assez peu connus pour que nous désirions y insister. Nous le ferons à l'aide de documens nouveaux, soit que nous mettions à profit les mémoires récemment publiés en Suède, soit que nous nous servions des documens précieux qui sont conservés dans les archives françaises.

I.

Dernier représentant de l'absolutisme en Suède, le roi Gustave IV a exercé, par son seul caractère, une déplorable influence sur les destinées du peuple que sa naissance l'appelait à gouverner. Né en 1778, il fut roi à quatorze ans, mais ne prit le pouvoir qu'à sa majorité, le 1er novembre 1796. Son père l'avait fait élever avec un soin scrupuleux, auquel il sembla de bonne heure avoir répondu, tant il se montrait confiant, pur de mœurs, profondément honnête et loyal. Toutefois il était facile de distinguer que son imagination, mal conduite, n'avait acquis aucune indépendance, et ne s'affranchirait pas des préjugés dans lesquels l'orgueil du rang ou une éducation imprudente par quelque endroit pourrait l'envelopper. Hors un certain goût pour les nobles émotions que procure la musique, ce faible es-

prit ne s'était frayé aucune ouverture; il était également insensible aux attraits de la lecture, à la séduction des arts, presque à tout plaisir, et il semblait que nulle vive passion ne fît battre ce cœur glacé. De là sans doute l'obstination terrible qu'il montra plus tard. L'homme dont l'intelligence est clairvoyante et étendue peut seul être vraiment maître de lui-même et de ses résolutions; sa réflexion soutient son énergie; rien de plus commun au contraire que de voir un esprit étroit par nature ou comprimé par l'éducation se heurter, s'il essaie une fois de prendre un essor, à deux ou trois maximes auxquelles il reste attaché, parce qu'à son gré elles contiennent la vérité tout entière avec la solution de toutes les difficultés et de toutes les combinaisons que peut offrir la destinée humaine. Dans le sentiment de sa dignité royale, Gustave IV puisa non pas seulement le respect étroit du devoir, mais l'entêtement de cette idée, qu'il était, comme tous les rois, l'élu du Seigneur et supérieur aux autres hommes, grâce à un caractère sacré. Le soir même de ses noces, il ordonna à la reine sa femme de lire à haute voix dans la Bible le premier chapitre du livre d'Esther, et lui déclara, avec plus de franchise que de douceur, qu'elle devait se préparer à lui obéir ponctuellement, vu qu'il voulait, comme Assuérus, être maître dans son palais. Il frappa un jour son fils, âgé de huit ans, jusqu'à le renverser le visage en sang, parce que le jeune prince ne s'était pas incliné assez profondément devant le roi. Il parlait d'ordinaire à voix basse, avec solennité, et l'étiquette dont il s'entourait faillit plus d'une fois lui coûter la vie. On comprend qu'un tel prince devait rester étranger aux idées nouvelles que son temps avait vues naître; il fut particulièrement inaccessible aux principes de la révolution française; il la traitait de honteuse révolte, et prétendait, si les grandes puissances de l'Europe se montraient inactives ou lâches, prendre en main la cause des Bourbons, seule légitime à son gré, et les rétablir sur le trône où Dieu avait placé leurs ancêtres. Une sorte de religiosité superstitieuse s'empara aussi de bonne heure de son intelligence, qu'elle écarta du droit chemin et finit par plonger dans une folie réelle. Il croyait fermement à la métempsycose, en raisonnait à fond, et déclara un jour qu'il portait en lui l'âme de Charles XII.

Plus que jamais, sous un tel roi, la Suède devait s'entourer d'alliances étrangères qu'elle pût opposer aux intrigues de la Russie, constantes sous Gustave III. Voyons comment Gustave IV s'aliéna au contraire toutes les puissances, et particulièrement la France, son ancienne et sa plus naturelle amie. Pendant la minorité du roi, la régence de Suède avait renoué prudemment des relations cordiales avec le gouvernement républicain; mais Gustave, devenu seul maître du pouvoir, n'eut pas de défense contre les instigations des

anciens serviteurs de son père, entièrement dévoués aux Bourbons. Il écouta surtout les conseils de ce comte Axel Fersen, devenu si célèbre par son zèle pour Marie-Antoinette et Louis XVI, et plus tard par sa mort cruelle. Après la fuite à Varennes, pendant laquelle il avait lui-même, comme on sait, conduit le carrosse de la reine, le comte Fersen était resté près de la frontière et s'était épuisé en efforts pour sauver les prisonniers du Temple. Il avait travaillé à former une coalition en leur faveur et intercédé auprès de toutes les cours; il avait osé rentrer une fois en France, venir incognito à Paris, et s'était même ménagé une entrevue avec la reine dans sa prison. Le 21 juin lui avait causé un désespoir dont l'impression est profondément gravée dans ses lettres : « Je ne cesse de penser à cette malheureuse reine et à ses enfans, écrit-il au baron Frédéric Taube, et cette pensée déchire mon âme. Je ne devrais plus t'en parler, je devrais éloigner des souvenirs qui me rendent si malheureux; mais comment oublier, hélas! celle qui a si bien mérité de ma part l'hommage éternel que je lui ai voué?... Je ne cesse de penser à ces malheureux enfans. » « Tout ce que j'ai perdu, écrit-il à sa sœur, est sans cesse présent à mon souvenir et rend ma vie misérable. Toutefois ne t'inquiète pas, chère Sophie, ma santé résistera, puisque je ne suis pas mort le 21 juin. »

On comprend quelles durent être les inspirations d'un tel conseiller, lorsque Fersen, qui s'était vu éloigné des affaires par la régence, devint tout-puissant auprès de Gustave. Ce fut lui précisément qui fut choisi pour représenter au congrès de Rastadt le roi de Suède, non pas en sa qualité de duc de Poméranie, membre de la confédération germanique, mais bien comme l'un des souverains garans du traité de Westphalie. Tel était le rôle que prétendait remplir Gustave IV; mais Bonaparte avait déjà fait connaître, par le traité de Campo-Formio, qu'il n'entendait pas admettre dans le congrès d'autres représentans que ceux de la Prusse et de l'Autriche, et qu'il s'agissait de mutiler le traité de Westphalie, non pas de le confirmer et de le défendre. « La situation de l'Europe avait bien changé depuis 1648, dit-il à Fersen pendant l'entrevue particulière qu'il lui accorda; la Suède exerçait alors sur l'Allemagne une grande influence; elle était à la tête du parti protestant; elle brillait encore de tout l'éclat que lui avait donné le grand Gustave; la Russie n'était point devenue un état européen; la Prusse n'existait pas. Ces deux puissances, en grandissant, ont fait reculer la Suède en arrière et l'ont réduite au rang de puissance de troisième ordre. » Comme Fersen, pour combattre ce raisonnement, se retranchait sur le droit, supérieur à la force matérielle, Bonaparte rompit assez brusquement l'entretien : « Monsieur, dit-il, la république française ne reconnaîtra jamais

d'ambassadeur de Suède au congrès; elle n'y saurait particulièrement admettre un envoyé dont le nom est peut-être inscrit sur les listes d'émigrés. » Ce dernier argument ne laissait pas d'être redoutable; on fit comprendre à Fersen qu'il devait au plus tôt quitter la ville, de peur d'être enlevé par l'ordre du directoire, à titre d'émigré.

Voilà quelles furent les premières relations de Gustave IV avec le gouvernement français. Elles fortifièrent en lui l'idée de s'ériger contre ce gouvernement en défenseur de l'ancien système européen. On put cependant croire un instant, lorsque le baron de Staël-Holstein, en février 1798, reprit à Paris son poste de ministre de Suède, et même encore au commencement du consulat, quand M. de Bourgoing nous représentait auprès des deux cours du Nord, que Gustave reconnaîtrait à la France le droit de disposer d'elle-même et de régler son gouvernement; mais la Suède était destinée à ce malheur d'avoir presque successivement à sa tête deux souverains qu'une rivalité et une inimitié devenues personnelles contre le dominateur de l'Europe allaient entraîner, et le pays avec eux, dans une lutte dont ils auraient dû prévoir la redoutable issue. Le malheureux voyage que fit Gustave IV en Allemagne de 1803 à 1805 l'y précipita.

Après avoir refusé, comme on l'a vu (1), la main de la grande-duchesse de Russie Alexandra, fille de l'empereur Paul Ier, le jeune roi de Suède avait épousé en 1797 la quatrième fille du margrave de Bade, la princesse Frédérique, sœur de l'impératrice Élisabeth, femme d'Alexandre. Le prétexte d'une visite à la cour de Carlsruhe servit à dissimuler la résolution qu'avait formée Gustave d'intervenir dans les affaires de l'Allemagne, et on le vit avec inquiétude, suivant le triste exemple de Charles XII, son modèle, quitter pendant plus de dix-huit mois son royaume, encore divisé par les factions, pour se lancer dans une carrière aventureuse contre un adversaire dont il n'avait pas su reconnaître le génie. A peine arrivé en Poméranie, Gustave IV fut entouré des principaux émigrés, qui enflammèrent sa vanité en lui offrant la gloire de relever le trône de France. A la cour de Carlsruhe, sa belle-mère, la margrave de Bade, et avec elle le général Armfelt, le comte d'Antraigues, beaucoup d'autres, ennemis acharnés de la France, excitaient sa haine contre Bonaparte. Il avait reconnu le 18 brumaire, mais la déclaration de l'empire et la mort du duc d'Enghien, qu'il aimait personnellement et qu'il essaya de sauver, le livrèrent de nouveau à toute sa passion. Il faut ajouter que, vers la même époque et à cette même cour de Bade, Gustave-Adolphe avait rencontré le fameux mystique allemand Jung, qui, par

(1) Dans la *Revue* du 15 février 1855.

ses bizarres doctrines, avait achevé d'égarer son imagination. Ce prétendu philosophe, d'abord garçon tailleur, puis maître d'école, ensuite habile oculiste, professeur d'économie politique à Marbourg en 1787, s'était établi en 1803 dans l'intimité du grand-duc de Bade. Son explication de l'Apocalypse, telle qu'il l'avait donnée dans son livre *sur le Triomphe de la Religion chrétienne*, publié en 1798, avait, au milieu des émouvantes vicissitudes de cette époque et au sortir de tant de catastrophes, étonné les esprits et séduit les imaginations malades. L'Apocalypse contenait, suivant cette interprétation, une prophétie de l'histoire universelle, un tableau complet, pour qui savait le pénétrer, des destinées prochaines de l'humanité. Les révolutions de l'antique Orient, celles des Grecs et des Romains, de 89 et de 93, tout cela s'y trouvait, suivant le philosophe allemand, exactement prédit, et c'étaient de grands traits faciles à reconnaître dans un si vaste tableau; mais il s'agissait surtout ensuite pour l'interprète moderne d'expliquer à l'avance les prophéties qui regardaient les temps non encore écoulés. Ici commençait sa témérité ou son inspiration. Qu'était-ce que *la bête à sept têtes et dix cornes... qui doit s'élever de l'abîme et aller à sa perte*, et quel devait être ce *cheval blanc monté par celui qui s'appelle le fidèle et le véritable, qui juge et combat justement?* « Je vis *la bête* et les rois de la terre, et leurs armées assemblées pour faire la guerre à celui qui était monté sur le cheval blanc et à son armée; mais *la bête* fut prise, et avec elle le faux prophète qui avait fait devant elle des prodiges par lesquels il avait séduit ceux qui avaient reçu le caractère de *la bête* et ceux qui avaient adoré son image, et tous deux furent jetés vivans dans l'étang brûlant de feu et de soufre. Le reste fut tué par l'épée qui sortait de la bouche de celui qui était monté sur le cheval blanc, et tous les oiseaux se soûlèrent de leur chair. » Jung avait une réponse pour chacune de ces mystérieuses énigmes. — La bête, c'est quelque avide conquérant qui rêvera d'imposer sa domination à tout le genre humain; il ira en avant jusqu'à ce que le Christ lui-même, monté sur le cheval blanc, se rende visible aux regards des hommes, s'avance vers lui avec ses armées et le terrasse. Ce grand combat doit être prochain; Jung l'attend pour l'année 1838 environ; aussitôt après commencera le règne de mille ans du Christ sur la terre. — Voilà quelles étaient les rêveries dans lesquelles Gustave croyait reconnaître le tableau anticipé de l'avenir, et que sa fantaisie s'obstinait à revêtir de formes précises. Dans Napoléon, il vit *la bête*, dans les alliés, *les cavaliers du fidèle et du véritable*. Dès lors ce fut pour l'infortuné roi de Suède comme un devoir de conscience de promettre le concours de ses armes à quiconque détestait Napoléon, ce génie du mal sur la terre, cet ennemi

de Dieu et des hommes. La petite cour de Carlsruhe devint le foyer de toutes les intrigues anti-françaises, et il n'est pas bien sûr que Gustave IV n'ait pas été dans le secret de la conspiration ourdie en Angleterre par Cadoudal et Pichegru.

Toutes ces obscures menées n'échappèrent pas à celui qu'on espérait vainement arrêter. Si Gustave était entouré d'émigrés et d'ennemis du nouvel empereur, autour de lui veillaient sur toute sa conduite et tout son langage une foule d'espions de tout rang et de toute espèce. Une certaine baronne entre autres était venue assez récemment s'établir à Carlsruhe; elle avait suivi, disait-elle, l'armée de Condé, et se montrait toute dévouée aux intérêts de l'émigration. Belle, aimable, donnant de grandes fêtes où elle faisait parade de ses sentimens royalistes, elle était facilement parvenue à lier amitié avec la princesse de Rohan, naguère mariée secrètement au duc d'Enghien; on l'entendait parler du prince avec une vive admiration, et sa voix émouvante arrachait des larmes quand elle chantait sur la harpe sa romance favorite; bien plus, elle avait fait dresser dans une partie retirée de son appartement une sorte de chapelle où ses amis la voyaient, à la clarté d'une sombre lampe, en habits de deuil, agenouillée devant un autel que surmontait une image du duc d'Enghien couverte de crêpes. Au demeurant, avenante, gracieuse et spirituelle, séduisante par sa feinte douleur ou son élégance fardée, elle s'introduisit dans les bonnes grâces et dans l'intimité des principaux personnages qui entouraient Gustave IV, et finit par être si bien avec le ministre de Suède, qu'elle prit connaissance, dans son bureau même, de ses papiers et de ses notes les plus secrètes. Rien n'échappa donc à Napoléon des intrigues ourdies par Gustave de concert avec l'émigration; il s'irrita contre « ce petit roi qu'il effacerait de la carte d'Europe, s'il voulait seulement permettre à ses voisins, qui l'en pressaient, d'occuper ses états. » Tantôt il lui faisait donner avis par le prince de Bade de quitter Carlsruhe et de s'éloigner des frontières de France, tantôt il parlait de le faire enlever, comme le duc d'Enghien, et de l'amener prisonnier à Paris. Le bruit se répandit même que le ressentiment de l'empereur allait donner lieu à un partage de la Suède. Ce qui semble plus certain, c'est que Talleyrand et Duroc détournèrent à cette époque Napoléon de toute extrémité; mais il leur disait encore, après que Gustave eut quitté le pays de Bade (12 juillet 1804) : « Vous verrez ce qui en résultera; en politique, il ne faut s'inquiéter de rien quand il s'agit de mettre un ennemi hors d'état de vous nuire. »

Le reste du voyage de Gustave en Allemagne ne fut en effet qu'une suite de négociations contre la France, et les rapports diplomatiques furent définitivement interrompus entre les cabinets de Stockholm

et de Paris en septembre 1804. A la fin de la même année, Gustave conclut un traité secret avec l'Angleterre, qui lui promettait 80,000 livres sterling pour défendre Stralsund et la Poméranie, avec un secours de troupes hanovriennes. Un second traité, dont les dispositions n'ont jamais été bien connues, réunit la Suède à la Russie le 14 janvier 1806. L'alliance pouvait sembler purement défensive, mais un article secret stipulait la guerre immédiate contre la France; 15,000 Russes, avec 25,000 Suédois et 10,000 Anglais ou Hanovriens, devaient faire une diversion en Allemagne, principalement afin de délivrer le Hanovre attaqué et d'opérer contre la Hollande. Un second article secret donnait le commandement de cette armée de diversion au roi de Suède, dont les troupes seraient soldées par l'Angleterre.

En même temps qu'il préparait ainsi le rétablissement des Bourbons, Gustave IV leur avait offert un asile dans ses états. Le comte de Lille (Louis XVIII), jusque-là errant, tantôt à Varsovie, tantôt sur les terres du roi de Prusse, accepta cette offre, et assigna Calmar aux princes de sa maison comme un lieu tranquille et sûr pour un rendez-vous. Lui-même arriva le 30 septembre 1804 de Riga à Calmar avec le duc d'Angoulême, pendant que le comte d'Artois arrivait d'Angleterre avec une suite nombreuse et choisie. On donna à Louis XVIII une garde particulière, et les autorités locales eurent ordre de traiter leur hôte comme le roi de France actuellement régnant. Gustave l'envoya complimenter par Fersen, mieux accueilli cette fois qu'il ne l'avait été à Rastadt. Les émigrés qui vinrent du continent complétèrent une petite cour où se retrouvèrent et le cérémonial et les prétentions de l'ancienne cour de France : quand le duc d'Angoulême, au jeu du roi, donnait les cartes, il le faisait debout, et à la dernière s'inclinait profondément, comme aux Tuileries ou à Versailles. On sait d'ailleurs quels actes publics Louis XVIII signa de l'antique ville de Calmar pendant ce séjour de trois semaines; le principal fut la déclaration, qui fut répandue dans l'Europe à quatre-vingt mille exemplaires, des principes destinés à devenir les bases de la restauration et de la charte de 1814.

A mesure que Gustave s'était engagé plus avant dans son hostilité contre la France, on avait vu paraître son inhabileté, ses incertitudes et l'obstination qui devait amener sa ruine. Admis par les puissances alliées dans chacune de leurs coalitions, il ne l'était pas dans leurs plans de campagne, et sentait son amour-propre blessé de cette défiance. Dans le moment même où il était en proie à ces perplexités, reprochant aux alliés leurs ménagemens envers l'ennemi commun et voulant marcher, lui seul, s'il le fallait, sur la frontière de France pour rétablir Louis XVIII, — Napoléon, vainqueur

de l'Autriche à Ulm et Austerlitz et de la Prusse à Iéna et Auerstedt, lui offrait, avant de s'engager dans la lutte qu'il méditait contre la Russie, de terminer leurs dissentimens. Un aide de camp du maréchal Mortier fit même entendre au baron Essen, qui commandait l'armée suédoise en Poméranie, que l'empereur, connaissant l'entêtement du roi dans certaines idées fixes, ne mettrait pas en question la reconnaissance de son titre impérial. Malheureusement plus que jamais les images de l'Apocalypse étaient présentes à l'imagination de Gustave; c'eût été à ses yeux un effroyable sacrilége que de traiter avec le Belzébuth, et il eût cru y perdre son âme. On lui insinuait tout au moins de rester neutre; il s'y refusa, parce qu'il ne pensait pas pouvoir se soustraire à la mission, qu'il disait avoir reçue de Dieu même, de châtier l'usurpateur et de venger la légitimité. Comme l'incurie et, à son gré, l'aveuglement des autres cours le laissaient à peu près sans finances, et que ses propres ressources étaient d'ailleurs presque nulles, on le vit recourir, pour s'en procurer de nouvelles, aux moyens les plus bizarres. Il songea, et avec obstination pendant quelque temps, à vendre la flotte militaire de la Suède à des compagnies particulières, qui en feraient ensuite argent comme elles l'entendraient; il imagina un autre jour d'arrêter au passage les subsides payés par l'Angleterre à la Russie, et d'en séquestrer sous quelque prétexte une somme qui pût lui suffire. Un autre expédient s'était enfin présenté à son esprit : c'était de vendre la Poméranie. Au commencement de 1806, il avait envoyé à son ministre à Saint-Pétersbourg l'ordre de l'offrir à ce cabinet pour 6 ou 7 millions d'écus; mais le comte de Stedingk lui avait répondu : « Sire, je n'ai pas présenté à sa majesté impériale une telle proposition; vous pouvez perdre une province; la vendre, jamais. J'en appelle à l'ombre du grand Gustave, dont votre majesté porte le nom et le cœur... » Les obstacles étaient donc innombrables devant lui; aucun cependant ne pouvait vaincre son entêtement, parce qu'il avait les plus incroyables illusions sur la mission qu'il s'attribuait lui-même et sur les sentimens des autres hommes, qu'il ne pouvait concevoir différens des siens. Il avait commencé à former autour de lui, à Stockholm, sous le commandement du duc de Pienne, un régiment d'émigrés et de prisonniers français auquel il avait donné le nom de *régiment du roi*, et qui comprit jusqu'à trente-cinq hommes; il espérait réunir sous ce drapeau tous les Français restés fidèles à la légitimité. C'est par suite de la même confiance, qui lui tenait malheureusement lieu de toute réflexion et de tout calcul, que Gustave IV s'embarqua de nouveau pour la Poméranie. « Le roi laisse pousser ses moustaches, écrivait quelques jours auparavant son secrétaire : grave présomption en faveur de son prochain départ. »

On a vu à combien de fautes avait donné lieu son premier séjour en Allemagne, de 1803 à 1805; celui-ci ne fut pas moins malheureux. Les Français étaient déjà, comme on sait, maîtres de toute l'Allemagne du nord; ils occupaient une partie de la Poméranie et assiégeaient Stralsund. Ils étaient commandés par le maréchal Brune. Gustave ne douta pas que l'autorité de sa présence, et au besoin de ses exhortations personnelles, ne dût ramener le maréchal au service des Bourbons; il voulut avoir avec lui une entrevue; elle eut lieu à Schlatkow, sur la frontière de la province, le 4 juin 1807.

« — Maréchal, dit le roi, avez-vous donc oublié que vous avez un roi légitime? — Je ne sais pas même qui serait ce roi, répondit Brune. — Tenez, reprit Gustave en ouvrant un écrin dans lequel se trouvait un médaillon représentant Louis XVIII, reconnaissez-vous ce portrait (1)? — Je le connais, dit Brune avec indifférence. — Louis XVIII est malheureux, exilé, mais il n'en est pas moins votre roi légitime, et ses droits sont inviolables. Il ne demande en ce moment qu'une chose, c'est de pouvoir rassembler ses fidèles sujets sous ses drapeaux. — Mais ces drapeaux, où sont-ils? — Vous les trouverez toujours dans mon camp, s'ils ne peuvent se déployer ailleurs! — Mais le prince a cédé, assure-t-on, ses droits au duc d'Angoulême? — Je n'ai jamais entendu pareille chose. Au contraire Louis XVIII a publié une déclaration, gage de sa pensée, à laquelle Monsieur et tous les princes du sang ont souscrit. La connaissez-vous? — Non, sire. — Le duc de Pienne est ici; peut-être l'a-t-il sur lui. Je le ferai venir, si vous voulez... Mais peut-être cela attirerait-il trop l'attention?... — Si votre majesté veut me l'envoyer sous un pli aux avant-postes, je la lirai et la montrerai à mes officiers. — Dans cette déclaration, le roi promet à tous les militaires qui reviendraient à leur devoir de les maintenir dans leurs grades ou fonctions... Mais dites-moi, général, croyez-vous que l'état présent des choses puisse durer longtemps en France? — Tout peut changer dans ce monde. — Ne pensez-vous pas que la Providence, après vous avoir permis de notables succès, puisse vous les retirer pour venger le droit et la bonne cause? — Ne peut-il pas arriver, sire, que des hommes bien intentionnés, agissant d'après leur conviction, se trouvent en désaccord avec les volontés de la Providence?... — Si le choix vous était de nouveau offert entre le service de votre roi légitime et celui de la cause dans laquelle vous êtes engagé, que feriez-vous? Répondez-moi franchement. — C'est une question qui mérite examen. — Il ne me semble pas ainsi. Dites seulement si vous êtes disposé à rentrer dans le devoir ou à défendre les principes que vous avez adoptés. — Pour ce qui est de ces principes-là, oui, sire, je les défendrai toujours. Pour ce qui est du présent, je ferai mon devoir. — Savez-vous que Bonaparte a proposé au roi de traiter de ses droits avec lui? C'est la meilleure preuve qu'il est obligé de les reconnaître. — Je ne sais rien de pareil. — Savez-vous aussi que le roi s'y est

(1) Nous avons entendu raconter que Gustave, tirant un cordon, leva un rideau derrière lequel se trouvait Louis XVIII en personne. Nul document sérieux, à notre connaissance, ne confirme cette singulière anecdote.

nettement refusé, et qu'il a dit comme François Ier : Nous avons tout perdu, fors l'honneur! — C'était la devise du roi chevalier. — Je sais ce qu'est le roi; il mérite d'être connu pour ses grandes et belles qualités... En cas d'un changement de gouvernement, que deviendrez-vous, maréchal? — Je mourrai honorablement, sire, les armes à la main. Soldat, je suis à tout moment exposé à la mort. La question n'est donc pas de mourir un peu plus tard, mais de bien mourir. — Cela dépend un peu de la destinée; ce qui n'en dépend pas, c'est ce bonheur qui consiste dans le calme de l'âme, dans le bon témoignage de la conscience; voilà celui que Bonaparte n'aura jamais. Il pouvait, s'il avait rendu la couronne à son roi, s'assurer une gloire immortelle; peut-être aura-t-il encore des succès passagers, de la célébrité parmi les hommes : il n'aura pas le repos de la conscience. — Mais son génie, ses grandes qualités, ses exploits immortels, est-il un seul Bourbon qui les égale? — Il y a des circonstances favorables, il ne s'agit que de bien savoir en profiter. — Peut-être bien. — Et la mort du duc d'Enghien? quelle monstruosité! — J'étais alors à Constantinople et ne puis pas l'expliquer. — Et quelle suite d'illégalités et de crimes que toute cette révolution française! — Sire, j'appartiens à la révolution; elle s'est faite par la volonté du peuple. — Non, ce n'est pas le peuple français, c'est votre populace qui l'a faite. On voit bien aujourd'hui ce que valent ces révolutions des rues, qui veulent abaisser tout ce qui est élevé en imposant partout leur niveau... Ces principes-là sont déjà abandonnés, vous en êtes une preuve, maréchal. — Si votre majesté eût été à la place de Louis XVI, la révolution n'eût jamais eu lieu... »

Cette dernière phrase du maréchal était-elle une réponse flatteuse ou ironique, ou bien le maréchal s'était-il vraiment laissé séduire? Il est difficile de le décider. Ce qui paraît certain, c'est que le roi de Suède crut avoir fait une conquête, car il fit, quelque temps après, publier cette conversation (1), et un peu plus tard Napoléon mécontent disgracia le maréchal. On sait quelles furent les vicissitudes de ses dernières années et sa mort cruelle en 1815. Peut-être fut-il de ceux que les réactions dans tous les cas doivent atteindre.

Au moment où la paix de Tilsitt terminait les hostilités de la France avec la Russie et la Prusse, quand Napoléon avait devant Stralsund ou sur les frontières de la Poméranie une armée nombreuse et inoccupée, Gustave IV dénonce l'armistice de Schlatkow; il feint de ne pas savoir que ses alliés l'abandonnent, il envoie des lettres à Frédéric-Guillaume, à Alexandre, à Louis XVIII, pour leur proposer un nouveau plan d'attaque; il veut ramener en triomphe Louis XVIII à Paris; lui-même, sans attendre de réponses, il veut commencer par délivrer Stralsund : ce sera le premier pas de sa course. On lui amène en grande pompe son cheval de bataille; le capitaine Tede, une espèce de fou allemand qu'il avait à son service, charge grave-

(1) Elle parut d'abord dans le journal intitulé : *Inrikes Tidningar*, 11 août 1807.

ment deux énormes pistolets qui avaient appartenu à Charles XII; Gustave les reçoit avec majesté, puis, toutes les têtes découvertes, il prononce une harangue émouvante qu'il termine par le souhait « d'être assez heureux pour pouvoir, à l'aide de ces armes redoutables, placer une balle dans la tête de son ennemi. » On marche au combat. Dès la première attaque, l'armée suédoise est battue. Gustave propose une nouvelle trêve au maréchal; mais Brune renvoie le parlementaire en disant que, « pour qui prétend imiter Charles XII, c'est un peu trop tôt de demander une trêve avant que la guerre n'ait duré au moins quelques heures. » Puis, dès que le feu recommence, Gustave est le premier à donner des éperons à son cheval; il rentre au grand galop dans l'intérieur de la forteresse. — Il était évident que la place ne pouvait résister aux Français, qu'il fallait à tout prix éviter les horreurs d'un assaut, et sauver, s'il était possible, l'armée suédoise; mais Gustave, ne voulant rien entendre, ne s'occupait qu'à rédiger et à écrire lui-même des appels à la désertion qu'il ordonnait de répandre dans les rangs de l'ennemi. Il fallut que ses généraux prissent quelque parti, sous leur responsabilité et malgré lui-même. L'un d'eux, le baron Essen, eut dans le camp suédois une entrevue avec le général Reille, qui assistait ou surveillait le maréchal Brune. Le général ne dissimula pas que les possessions allemandes du roi de Suède étaient fort menacées, mais il ajouta qu'il répugnait à l'empereur d'être obligé de combattre les Suédois pour les fautes et l'obstination de Gustave. — Quand on rapporta à Gustave ces paroles, sa colère éclata : « Je vous ordonne d'arrêter ce général, dit-il au baron Essen; je verrai après ce que j'en devrai faire. L'insolent! séparer mes intérêts de ceux de mes sujets! Je vous ordonne de l'arrêter. — Que votre majesté se rappelle, répondit Essen, qu'il est venu en parlementaire, sous la protection du droit des gens et de notre honneur. Votre majesté n'a pas le droit de disposer de lui. — Je vous ordonne de l'arrêter immédiatement. — Sire, cela est impossible. — Quoi! refusez-vous de m'obéir? — Sire, je ne consentirai jamais à me charger d'une action déshonorante et injuste, et je ferai tout au monde pour empêcher votre majesté d'en ordonner une pareille. » Déjà Essen tirait son épée pour la rendre au roi; celui-ci finit par céder. Reille put se retirer librement; mais Essen fut, dès le lendemain, renvoyé dans l'île de Rügen. — Finalement, voici l'expédient qu'on trouva pour sauver l'armée et la population de Stralsund : l'armée, pendant la nuit, se transporta secrètement à Rügen; le roi lui-même, seul avec son secrétaire Wetterstedt, fit la traversée dans un petit bateau. Il était fort abattu. Ce qui le consolait dans cette disgrâce, c'est que Charles XII avait quitté Stralsund en même équipage; il remarquait seulement,

et cela au départ, que le secrétaire de Charles XII avait été tué au milieu de cette courte expédition.

Pendant que s'opérait le transport des troupes, sans encombre et avec beaucoup d'ordre, et quand la forteresse n'était pas encore entièrement évacuée, tout à coup survient un ordre royal d'arrêter toutes les opérations; deux heures après, un autre message ordonne de les reprendre et de les pousser vigoureusement. Lorsque, le lendemain, le général Wrede interrogea Gustave à ce sujet, le roi répondit, après l'avoir regardé d'un air mystérieux : « Écoutez-moi, vous avez ma confiance... Voyez-vous, dit-il en montrant au général l'ongle de son pouce, voyez-vous ici cette petite tache blanche? — Oui, sire. — Aussi longtemps que cette tache conserve sa blancheur, le bonheur doit me sourire; quand elle pâlit, cela signifie malheur. Comme je remarquai hier au soir que son éclat s'altérait, je fis interrompre le mouvement des troupes; je l'ai fait reprendre quand elle eut retrouvé sa blancheur ordinaire, et vous voyez que tout nous a réussi. »

Mais ce n'était pas assez de sauver la garnison de Stralsund; les Français, entrés dans cette place le 20 août, menaçaient déjà de faire une descente dans l'île de Rügen, et Gustave s'obstinait plus opiniâtrément que jamais à ne point traiter. « Rien ne saurait m'y engager, écrivait-il alors même au duc de Brunswick-Oels; ce serait signer mon malheur dans ce monde et ma damnation dans l'autre. » Heureusement Gustave, mal soutenu par un tempérament faible et valétudinaire contre les réactions de son irritation habituelle et de sa fiévreuse activité, tomba malade et se trouva incapable d'exercer le commandement. Il fallait, dans les circonstances qui menaçaient déjà si gravement la Suède et en présence d'un roi presque insensé, quelques hommes assez dévoués à leur pays pour assumer sur leur tête une responsabilité redoutable. Le général Toll, qui l'accompagnait dans Rügen, montra cette résolution et ce dévouement. Voici la curieuse scène qui se passa au quartier-général de Gustave le 6 septembre 1807. Le roi malade était étendu sur un sopha; Essen, Toll et Wetterstedt, le secrétaire du cabinet, se trouvaient réunis autour de lui pour délibérer sur la marche des affaires. Après quelques détails indifférens, Toll parla des dangers qu'offrait une invasion prochaine des Français dans l'île. Il fallait, disait-il, aviser au plus vite aux moyens de traiter avec eux, pour que tout au moins la Suède ne perdît pas, dans l'extrémité où elle était déjà réduite, l'armée qui avait défendu Stralsund, et qui devait préserver la Scanie. Il demandait que le roi lui donnât à cet effet des pleins pouvoirs. Gustave lui ordonna de rédiger ses argumens, puis, après une longue hésitation et non sans une visible répugnance, il écrivit au bas ces lignes : « En

conséquence des raisons exposées ci-dessus par le général baron Toll, ledit général est chargé de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder l'honneur et la sûreté de l'armée. » Le roi avait omis de signer. Toll lui tendit le papier pour qu'il y ajoutât sa signature; mais Gustave, égaré par la colère, lui arracha le plein-pouvoir, le froissa avec emportement et le jeta loin de lui sans répondre ni signer. Toll le ramassa, et, le donnant au secrétaire : « Écrivez, monsieur, lui dit-il, que le roi m'a donné ce plein-pouvoir, mais que sa majesté est malade et n'a pu signer... » Et pendant que le secrétaire obéissait courageusement, Toll, marchant à grands pas dans la chambre, se parlait à lui-même : « La signature est indifférente après tout; à la rigueur, je n'ai pas besoin de ce papier, car à l'heure du danger l'homme courageux ne craint pas d'exposer sa tête. » Puis, s'arrêtant tout à coup, et se tournant vers le roi : « Sire, je ne vous demande qu'une chose, c'est de presser votre départ aussitôt que les vaisseaux de Carlscrona seront arrivés. » Le malheureux roi, à qui son humiliation ôtait la parole, lui fit brusquement signe de s'en aller. Toll prit le plein-pouvoir et sortit sans même fermer la porte; de l'autre chambre, il dit à haute voix, en se retournant vers Gustave : « Évidemment sa majesté n'est pas en état de prendre une résolution; » et au baron Essen : « A partir de ce moment, je ne connais plus aucun pouvoir au-dessus de moi, si ce n'est Dieu et ma conscience. » Le même jour, on conduisit Gustave à un petit port voisin, on le descendit, enveloppé d'un grand manteau, dans une barque, et une frégate le conduisit en Suède.

On comprendra facilement qu'un pareil concours de circonstances exceptionnelles et bizarres dut exciter des rumeurs de toute sorte, soit dans l'armée suédoise, soit dans l'armée ennemie. Des bruits de maladie et même de mort du roi, de révolte parmi ses généraux et d'abdication forcée, se répandirent dans les deux camps. Toll se garda bien de les démentir, il chargea au contraire ses espions de les faire circuler parmi les Français. Bientôt ceux-ci furent convaincus qu'une révolution militaire avait éclaté dans Rügen, et que le nouveau gouvernement se montrerait moins opposé au système politique de l'empereur. Le terrain était ainsi préparé, quand le général Toll demanda au maréchal Brune une entrevue à Stralsund. Il s'y rendit avec quelques aides de camp à qui il avait recommandé de ne point parler du roi, de se montrer incertains de l'état de sa santé, de paraître même ignorer où il se trouvait, de ne s'exprimer enfin que très vaguement sur les dispositions de l'armée, sur l'état de la garnison de Rügen, et en général sur tout ce qui concernait la guerre. Toll était cependant attendu des Français à Stralsund avec une vive impatience; on lui servit, ainsi qu'à ses aides de camp, un brillant dé-

jeuner, mais dont la délicatesse et les bons vins ne purent vaincre le flegme suédois. Après le repas, Toll proposa une convention militaire qui serait signée du maréchal Brune et de lui. « Pourquoi ne pas conclure, dit le maréchal, un traité formel entre nos deux souverains, et pourquoi ne serait-il question que d'une convention militaire? — C'est que, dit Toll avec un visage expressif et une voix grave, de manière à donner du poids à ses paroles, il ne faut pas, pour certaines raisons, que le nom du roi de Suède se trouve dans cet acte; d'ailleurs sa ratification ne serait pas nécessaire en ce moment. » Ces paroles énigmatiques semblaient trop bien confirmer les soupçons qu'on avait. Après quelques momens d'embarras, Reille se prononça le premier en faveur de la proposition. Il pensait, ainsi que le maréchal, que la politique suédoise allait se séparer de celle de l'Angleterre, qu'il fallait donc épargner l'armée de Rügen, afin qu'elle retournât au plus vite en Scanie pour protéger cette province contre une attaque vraisemblable des Anglais, postés en Seeland. La convention fut conclue selon les termes que Toll avait proposés, et l'armée suédoise, à sa grande surprise, et bien qu'entièrement vaincue, eut la liberté de retourner en Suède avec ses armes, ses munitions, ses bagages, et sans avoir perdu un seul homme. Toll se contint jusqu'au bout malgré sa joie. Seulement, lorsqu'il quittait Stralsund et qu'il passait avec son état-major entre les derniers ouvrages de la forteresse, il ne put retenir, en savourant une prise de tabac, ces trois petits mots : « Eh! c'est fait! *Io! det lyckades.* » Ce fut tout ce que son entourage sut par lui. — Avant la fin du mois, l'armée suédoise, plus de dix mille hommes, était heureusement débarquée sur la côte de Suède.

Gustave était-il devenu plus sage au milieu de telles extrémités? Non. Pendant ce même mois de septembre, il avait reçu à Carlscrona une nouvelle visite de Louis XVIII et du duc d'Angoulême, et s'il ne leur avait pas renouvelé, malade et humilié qu'il était, ses offres récentes de mettre son bataillon d'émigrés au service du roi de France, de le faire couronner dans la cathédrale de Wismar ou de Greifswald, et de le conduire ensuite triomphalement à Paris, il avait du moins encouragé Louis XVIII à préparer une descente en Vendée avec le secours de l'Angleterre; lui-même, d'accord avec cette puissance, il rêvait encore d'aller occuper l'île de Seeland, et de ne la rendre qu'en échange de la Poméranie pour la Suède et du Hanovre pour ses alliés. Les Anglais lui offraient de leur côté, pour l'engager plus avant dans ce projet, de lui abandonner Surinam ou que que autre colonie. Il cédait à ces excitations avec un facile entraînement, et le jour où lord Cathcart et l'amiral Gambier enlevaient la flotte danoise, — témoin de cette violence, du quai de Helsingborg, où il

était, Gustave se trouvait très honoré du salut que lui décernait l'artillerie anglaise. Il n'était pas possible d'être plus provoquant envers la France ou ses alliés, plus extravagant dans sa haine personnelle contre Napoléon (on assure qu'il avait récemment juré de ne jamais traiter avec *la bête*, et qu'il avait sanctionné cet engagement au pied de l'autel, en recevant la communion); il n'était pas possible surtout de se montrer plus oublieux des intérêts de tout un peuple livré par le hasard de la légitimité et le vice de l'absolutisme à ce fou malade.

Si Gustave se croyait en conscience obligé de combattre Napoléon malgré les dangers d'une pareille lutte, au moins devait-il essayer de la rendre moins inégale en resserrant son alliance avec l'Angleterre ou avec la Russie; tout au contraire sa conduite envers l'une et l'autre de ces deux puissances fut sans cesse capricieuse, et il sembla surtout prendre à tâche d'irriter et de pousser à bout le cabinet de Saint-Pétersbourg. De ce côté, en présence d'ambitieux projets et de menées perfides, non-seulement ses fautes, mais ses bonnes qualités, sa loyauté, sa simplicité de cœur, ses scrupules de conscience, contribuèrent à l'aveugler et à le précipiter avec la Suède dans les piéges qu'on lui tendait.

La politique avait rétabli entre Paul Ier et Gustave une confiance que le souvenir de leurs premières relations personnelles semblait devoir leur interdire. Au commencement de l'année 1800, au moment où le roi de Suède était inquiété à l'intérieur par les attaques de l'opposition à la diète de Norrkœping, Paul Ier fit mander un jour le ministre de Suède, le baron général Stedingk : « On vient de me rapporter, dit-il, qu'il règne en Finlande une certaine agitation des esprits, et que les discussions de la diète n'y manqueront pas d'échos. Mon dévouement pour le roi votre maître et tout aussi bien l'intérêt de ma propre sécurité exigent que je prête une grande attention à tous les mouvemens qui pourraient se manifester dans cette province. On pourrait bien vous donner de graves sujets d'inquiétude de ce côté-ci du golfe pendant que le roi serait occupé de la diète, et que l'état de la mer empêcherait les communications; aussi ai-je pris mon parti. Une armée est prête; je vous la donne et je la mets sous votre commandement. Au moindre mouvement, et sans même avoir besoin de m'en prévenir, mettez-vous à la tête de ces troupes. Mon fils Constantin en aura le commandement nominal, mais il n'exécutera que vos ordres, et sa présence vous sera un gage de ma loyauté et de mon désintéressement... Il est là-haut, dans mon cabinet; je viens de lui dicter à ce propos un plan d'opérations que je veux vous soumettre... Vous acceptez ma proposition, n'est-ce pas? » — On comprend l'embarras du diplomate, pris au dépourvu. Le tsar était

pressant, il semblait presque ému; il protestait de son zèle pour les intérêts du roi de Suède, il prenait les mains de Stedingk, l'accablait d'amitiés. « Le roi nous a donné, aux miens et à moi, bien des sujets de chagrin, disait-il, mais je n'y veux plus penser : nous autres souverains, nous ne pouvons pas suivre les mouvemens de nos cœurs; il faut bien obéir à la raison d'état... »

L'arrivée du grand-duc Constantin interrompit ces dernières confidences; mais, au lieu de mettre fin aux perplexités de Stedingk, elle ne faisait que hâter le moment décisif. Sur l'ordre de son père, le jeune prince donna lecture du curieux document que voici :

Plan dressé par sa majesté impériale en vue d'étouffer avec une armée russe toute révolte qui surviendrait en Finlande contre le gouvernement de sa majesté suédoise.

« Sa majesté propose les mesures suivantes à prendre aussitôt que la nouvelle d'un pareil mouvement arriverait : entrer en Finlande par trois points, par la grande route qui traverse Abborfors, par la route qui va par Memel à Helsingfors, par celle qui conduit par Mendouhari à Tavastehus; s'emparer de quelques positions importantes; laisser à droite, vers Neickler, un corps d'observation. Sa majesté désire que le ministre de Suède, baron Stedingk, accompagne l'armée, afin que sa majesté suédoise ait une garantie de notre loyauté. Sa majesté impériale occupera les positions que l'armée aura choisies jusqu'à ce que les troupes suédoises viennent relever les siennes, qui se retireront alors.

« Fait à Saint-Pétersbourg, le 3 mars 1800.

« PAUL. »

La lecture achevée dans le plus profond silence, le tsar signa ce papier, puis présenta la plume à Stedingk. Après une hésitation visible et sur les instances réitérées de son interlocuteur, le baron accepta et mit au bas ces lignes :

« Reconnaissant dans toute son étendue la magnanimité de l'offre que sa majesté impériale a daigné me faire pour le roi mon maître afin de sauvegarder la sécurité de la Finlande, je déclare, au nom du roi, que j'approuve le plan qui m'a été communiqué par sa majesté impériale, et je concourrai à son exécution complète, dans le cas où une insurrection survenue en Finlande menacerait dans cette province l'autorité de sa majesté le roi de Suède.

« Fait à Saint-Pétersbourg, le 3 mars 1800.

« Baron STEDINGK. »

Ce n'était pas tout, et le malheureux ambassadeur n'en avait pas fini avec son redoutable protecteur. Paul, quelques jours après, l'invita à toucher au nom du roi de Suède, sous la dénomination de premier subside, une somme importante à titre de fonds secrets

destinés à gouverner la diète turbulente de Norrkœping. — La protection devenait cette fois trop évidemment une menace; le diplomate suédois s'en défendit, non sans mettre en avant divers prétextes.

Il est vrai que Paul Ier se livrait tout entier et sans feinte à ses impressions du moment. Nous ne voudrions pas affirmer qu'il fût de mauvaise foi en proposant au roi de Suède l'appui de ses finances et de ses armées, mais ne semble-t-il pas qu'il fût alors, à son insu peut-être, l'organe de cette politique russe que nous avons vue préoccupée sans cesse d'intervenir dans les affaires intérieures de la Suède, et d'attirer à soi la Finlande? Les causes de dissensions intestines qui avaient troublé le règne de Gustave III n'avaient pas disparu sous son faible et malheureux fils; elles avaient grandi au contraire, et la prévision, devenue presque générale, des malheurs qui menaçaient la patrie avait concouru à les développer. La Finlande en particulier pressentait évidemment ces malheurs; la noblesse y méditait des entreprises factieuses, et ce n'était pas la première fois que de folles idées d'indépendance s'agitaient dans cette province. Paul Ier pouvait, à la vérité, craindre ce turbulent voisinage; mais le plus sûr est évidemment que la Russie voulait en profiter, et il faut reconnaître d'ailleurs que, pour les Suédois, son excès d'amitié devait bien paraître, à peu de chose près, aussi redoutable que ses hostilités ouvertes. Gustave réduit à ne pouvoir conserver la Finlande qu'à l'aide des baïonnettes russes et le tsar traçant déjà sur la carte par quels chemins il fallait envahir et par quels postes occuper cette province, c'étaient là de terribles présages pour un prochain avenir.

Au milieu de tant d'écueils, la conduite de Gustave, nous l'avons dit, fut un modèle d'inconséquence et d'inhabileté. En 1801, quand Paul Ier se fait le chef de la neutralité du Nord, il se joint à cette ligue, mais ne fortifie pas la rive suédoise du Sund, que la flotte anglaise va traverser aisément; il laisse bombarder Copenhague. En 1807, quand Alexandre, son beau-frère, l'invite à relever ce même drapeau de la neutralité armée et à fermer pour sa part la Baltique, il se joint à l'Angleterre et rejette avec indignation les offres qui lui sont faites. Son idée fixe, sa haine personnelle contre Napoléon, explique à elle seule toutes ces fautes. C'était le moment où l'empereur, obsédé par les intrigues de *ce petit roi* qu'il méprisait, avait enfin, pour écraser cette résistance, abandonné la Suède à l'avidité de la Russie; on connaît les fameux articles secrets du traité de Tilsitt; cette menace ne servit pas à désarmer Gustave, mais au contraire à exciter sa colère et son obstination. Pendant la nuit du 30 novembre au 1er décembre 1807, une dépêche de Stedingk lui apprit qu'il était question

autour du tsar d'un partage prochain de la Suède entre la Russie et le Danemark, et que le ministre de France à Saint-Pétersbourg en parlait comme d'une entreprise fort prochaine, qui ne souffrirait pas de difficultés. Il fit mander aussitôt le général Toll, qui le trouva marchant à grands pas dans sa chambre, le visage bouleversé, en proie à des mouvemens convulsifs, mais exprimant la colère plutôt que la douleur. « Que l'empereur Alexandre fût faible de caractère, s'écria-t-il aussitôt d'une voix qu'il contenait à peine, et qu'il fût d'assez mauvaise foi, je le savais; mais que la crainte ou la cupidité pût lui faire accepter le déshonneur, je ne l'aurais jamais cru. Lisez cette dépêche. Bonaparte veut faire marcher une armée russe en Finlande, et son ambassadeur dit tout haut que mon règne est fini, et que la Suède doit être effacée de la carte !... Et l'instrument de ces décrets, ce sera l'empereur, mon parent, mon beau-frère ! Il laisse dire de pareilles infamies dans sa capitale !... Voyez, lisez. »

Tout cela n'était que trop vrai. Savary, notre ministre, parlait en maître à Saint-Pétersbourg, et Alexandre l'écoutait. Alexandre était heureux d'avoir sauvé le roi de Prusse et lui-même; il croyait qu'il fallait céder au torrent et attendre des temps meilleurs; il avait d'ailleurs bien des fois représenté au roi de Suède quel danger le menaçait, et, l'engageant à traiter, il traitait lui-même. Quant aux forces réunies sur la frontière de Finlande, et qui inquiétaient Stedingk : « Rassurez-vous, disait Alexandre, ce n'est qu'une mesure de précaution contre une attaque des Anglais, que nous devons redouter. Vous n'êtes pas en état de vous défendre en pareil cas; ils s'empareraient de votre flottille, et je m'en trouverais fort mal... Écrivez bien au roi, répéta-t-il, que le danger ne vient pas de mon côté. *Dieu m'est témoin que je ne désire pas un seul village dans les états de votre maître.* Le danger vous viendra du côté de la Norvége et de la Scanie; c'est là que vous devrez veiller. » Ces paroles, qui rappellent le beau dévouement de Paul I[er] envers la Suède, ne pouvaient satisfaire Stedingk, ni, avouons-le, aucun esprit prévoyant. « Sire, dit-il au tsar, le péril est plus grand qu'on ne peut croire. Je sais que M. de Caulaincourt a prédit à la Suède non-seulement la guerre extérieure, mais encore une révolution intestine..... » A ce mot de révolution, Alexandre laissa éclater sa mauvaise humeur : « Ah ! s'écria-t-il, ce M. de Caulaincourt !... Croyez-moi, monsieur, si le roi de Suède était menacé d'une révolution, j'irais moi-même à son secours... — Et pourtant, sire, reprit l'ambassadeur, vous vous unissez à ses ennemis et vous travaillez à notre perte. Pour l'amour de Dieu, pendant qu'il en est temps encore, sauvez-nous, sire, et sauvez-vous vous-même ! » L'empereur était visiblement embarrassé. « Le salut ne peut venir que de votre roi, dit-il; qu'il se soumette,

qu'il s'unisse à moi, qu'il subisse la loi de la nécessité, au moins pour quelque temps, et tout sera sauvé... J'ai 200,000 Français sur mes frontières, et je n'ai que 100,000 hommes pour leur tenir tête. — Mais votre majesté, dit Stedingk, peut refuser d'attaquer la Suède en déclarant que cela est contre son honneur et sa conscience; Bonaparte se gardera bien de le trouver mauvais. Voyez la conduite de l'Autriche..... — L'Autriche, interrompit brusquement Alexandre, obéit à Bonaparte, et n'a d'autres volontés que les siennes; j'en ai les preuves en mains; l'Autriche est d'une soumission sans exemple... » Stedingk terminait ainsi sa dépêche au roi de Suède : « Je ne puis dissimuler que je n'ai rien gagné sur le point principal. Le mal est sans remède. L'empereur Alexandre est attiré comme par une puissance irrésistible vers un abîme qui menace d'engloutir d'abord la Suède. Ses intentions ne sont peut-être pas mauvaises, mais il est tellement dominé par la terreur des Français, qu'il n'ose rien contre eux. Ses ministres et les grands de son empire sont courbés sous la même crainte, et la haine profonde du comte Romanzof pour l'Angleterre lui fait penser qu'il ne restera au pouvoir qu'en se jetant dans les bras de la France. »

Cette curieuse conversation entre Alexandre et Stedingk avait lieu le 16 février 1808, et l'invasion de la Finlande par l'armée russe est du 20 de ce mois. Alexandre pouvait-il être de bonne foi lorsqu'il protestait de son dévouement envers Gustave IV, dont il allait envahir le territoire quelques jours après? M. Thiers pense qu'il n'y a pas de raison d'en douter. Il croit qu'Alexandre ne désirait pas alors et ne désira jamais la conquête de la Finlande, qu'il ne s'y détermina que sur les instances de Napoléon voulant forcer par tous les moyens le roi de Suède à fermer le Sund aux Anglais, et dans l'espoir d'obtenir du maître de l'Europe la possession bien plus importante à son gré de la Moldavie et de la Valachie. — D'une part, nous savons que les assertions de l'illustre historien du consulat et de l'empire reposent sur de graves et précieux documens, sur un grand respect de la vérité historique et sur un jugement d'une rare sûreté; d'autre part, il en coûte à qui respecte les hommes de paraître empressé à saisir les premières apparences du mensonge et de l'insigne mauvaise foi, et de les rencontrer justement parmi ceux qui sont placés à la tête de leurs semblables; mais il s'agit enfin d'un épisode mal connu de nos annales contemporaines, dont nous subissons aujourd'hui les conséquences, dont l'intelligence importe peut-être à la direction de la lutte dans laquelle notre pays et l'Europe sont engagés et certainement à la moralité de l'histoire. — Il est vrai que la campagne de Finlande ne fut point populaire à Saint-Pétersbourg, mais par cet unique motif qu'elle était la conséquence d'une alliance

détestée avec la France. Il se peut bien qu'Alexandre se soit irrité au présage de mouvemens révolutionnaires qu'on lui représentait comme suscités par Napoléon dans un pays si voisin de ses états et placé jusqu'alors sous son influence; mais pouvait-il être entièrement de bonne foi lorsqu'il affirmait en février 1808 que le péril ne viendrait jamais de son côté? Avait-il donc renoncé aux projets que lui avaient légués tous ses prédécesseurs, depuis Pierre le Grand (car Pierre avait lui-même essayé le premier cette conquête, et, en établissant sa capitale sur les bords de la Baltique, il avait évidemment désigné cette mer à la domination de la Russie)? Alexandre avait certainement accueilli les espérances que Napoléon venait de lui suggérer; eh bien! que ne déclarait-il au roi de Suède, pour le forcer à traiter, les conventions de Tilsitt? Peut-être eût-il ainsi vaincu l'entêtement de son beau-frère et lui eût-il épargné beaucoup de maux; dans le cas contraire, il ne compromettait pas sa conquête. Dira-t-on que, forcé par Napoléon d'envahir la Finlande, il voulait seulement l'occuper pour forcer Gustave à se soumettre? Mais aussitôt que ses armées ont franchi la frontière, le voilà qui déclare la Finlande réunie pour toujours à l'empire russe. Comment pouvait-il redouter, ainsi qu'il le dit, une invasion anglaise en Finlande au mois de février? Il savait bien que la glace préserverait pendant tout l'hiver cette province d'un tel danger, il savait aussi que l'hiver la priverait des secours de la Suède, et c'est au milieu de cette mauvaise saison qu'il l'a attaquée; il y a fait entrer ses troupes le 20 février 1808, sans déclaration de guerre; apparemment ses préparatifs étaient faits d'avance, tout au moins depuis un ou deux mois. « La proposition qu'il fit à Gustave IV, dit le baron Ehrenheim, ne fut qu'un prétexte pour dissimuler la trame ourdie contre nous. *Dès la fin de* 1807, un officier russe avait déjà parcouru la frontière, des troupes avaient été réunies, et des magasins établis et approvisionnés (1). » L'auteur d'une histoire estimée de *la Guerre de Finlande*, Gust. Montgomery, assure qu'à la fin de décembre le manifeste russe invitant les Finlandais à la révolte était déjà imprimé, l'occupation et la réunion de la Finlande déjà résolues. Stedingk enfin, ministre de Suède à Saint-Pétersbourg, avait écrit dès le 7 décembre que l'attaque aurait lieu, comme il arriva en effet, sur trois points différens; sa dépêche du 23 janvier donnait le plan de campagne. Et cependant le 2 février le ministre des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg, le comte Romanzof, assurait encore au baron Stedingk que l'empereur n'avait

(1) Voyez l'examen critique du *Précis de la Guerre de Finlande*, du général Suchtelen, par le baron Ehrenheim, dans le *Medborg. Militar-Tidning* de 1828, n° 12. Voyez aussi l'introduction de l'ouvrage de G. Montgomery sur *la Guerre de Finlande*, 2 vol. in-8°, 1842 (en suédois).

pas changé de dispositions, que la parole de sa majesté impériale en devait être un gage sacré, qu'elle ne songeait à aucune hostilité envers la Suède, et le 16 du même mois l'empereur lui-même prenait Dieu à témoin de son désintéressement!

Évidemment le gouvernement suédois a été joué indignement, ce qui n'excuse pas son aveugle confiance, mais ce qui accuse et condamne Alexandre et la Russie. Tout n'était pas perdu cependant, si le roi montrait quelque sagesse en présence du danger : la suite de la guerre a fait voir que la Finlande pouvait se défendre elle-même, pourvu qu'on la laissât faire, jusqu'à ce que les troupes suédoises pussent venir à son secours; mais Gustave, par ses bizarres instructions, sembla prendre à tâche d'empêcher toute résistance, et pendant ce temps Svéaborg fut livrée à prix d'argent. Gustave devait resserrer son alliance avec l'Angleterre, la seule amie qui lui restât : il n'en fit rien; on le vit exiger du cabinet britannique des subsides supérieurs aux précédens, et s'irriter étourdiment d'un refus. Le ministre d'Angleterre étant venu lui apporter cette réponse le 24 février 1808, le roi entra dans un violent accès de rage; il se précipita droit sur le ministre. Celui-ci, persuadé qu'il voulait lui passer son épée au travers du corps, s'inclina et trouva la porte. Gustave, l'air sauvage et égaré, revint s'asseoir dans son cabinet et écrivit aussitôt un ordre d'embargo sur tous les navires anglais dans les ports de Suède, une déclaration de guerre au cabinet de Londres, etc. Il écrivit aussi dans son transport une lettre où il annonçait au roi de Danemark qu'il voulait s'unir à lui contre la Grande-Bretagne; mais on vint lui apprendre que le Danemark lui-même songeait à envahir la Scanie. En effet Gustave, désespérant de pouvoir secourir en ce moment la Finlande, semblait avoir abandonné cette province, sauf sans doute à essayer de la reconquérir après la mauvaise saison, et il avait donné récemment l'ordre à une armée d'aller, en compensation, conquérir la Norvége. On comprend quelle avait dû être l'irritation du cabinet de Copenhague, à qui cette province appartenait alors. Avant même que Gustave eût fait partir les lettres qu'il venait d'écrire, le 24 février au soir, on lui apporta quelques exemplaires des proclamations que des ballons danois, lancés des côtes de Seeland, avaient répandues en Scanie; on y engageait les paysans à se replacer sous la domination de Frédéric VI; on leur annonçait une invasion prochaine qui les délivrerait du joug suédois. Ehrenheim, président de la chancellerie, voulut profiter de cette conjoncture pour amener Gustave à traiter avec la Russie ou à se réconcilier avec l'Angleterre, afin de ne pas être seul contre tous ses ennemis; à peine fut-il écouté. « Je me battrai avec eux tous, répondit le roi en frappant du poing sur sa table, mais d'abord et surtout avec les

Anglais, parce qu'ils sont orgueilleux et impertinens; je les mettrai bien à la raison. On veut, en m'effrayant, me faire conclure la paix; mais je montrerai que je n'ai peur de personne,... pas même de vous, monsieur le baron... » Et le roi fit un pas vers Ehrenheim en lui mettant le poing sous le visage. « Je prie votre majesté, répondit tranquillement le conseiller, d'être convaincue que mon intention n'a jamais été de l'effrayer, mais seulement de remplir un devoir en lui montrant le danger auquel elle expose la nation, la famille royale et elle-même. — Je suis fatigué de tout cela, reprit le roi avec la même violence et en marchant à grands pas, je n'entends parler que d'ennemis et de dangers; eh bien! je mourrai, mais je veux mourir avec honneur... » Tout à coup il s'arrêta, et se tournant vers Ehrenheim : « Vous parlez toujours devant moi de la nation et de ses droits,... eh! que signifie votre nation à côté de mon honneur? Elle sera punie, cette nation, de sa conduite envers mon père... »

Ehrenheim put seulement obtenir la révocation de l'embargo sur les navires anglais et l'acceptation des subsides sur le pied des années précédentes. L'arrivée de la flotte britannique dans les Belts empêcha seule probablement une invasion de l'armée franco-espagnole qui était arrivée en Holstein dès le 1er mars. Dès le mois de mars enfin, le prince Christian d'Augustenbourg était passé en Norvége pour reprendre la défensive, et menaçait d'envahir lui-même la Suède par le nord-ouest. Ajoutez les progrès rapides que faisaient les Russes en Finlande. Que Napoléon ait ou non donné ordre (1) à Bernadotte, qui se trouvait en Danemark avec 20,000 hommes, d'aller déposer Gustave et opérer le démembrement de la Suède entre le Danemark et la Russie, il n'en est pas moins certain qu'une pareille issue était imminente; la Suède, envahie à l'est par les Russes, à l'ouest et au sud par les Danois et les Français, allait certainement périr sans la révolution du 13 mars 1809.

II.

L'obstination de Gustave à ne point traiter avec la France et le ressentiment que laissa dans les cœurs des Suédois la perte de la Finlande, voilà quelles ont été les causes extérieures de la révolution de 1809. Il nous reste à voir comment fut amenée à l'intérieur et comment s'accomplit la journée du 13 mars.

Les premières années du nouveau règne avaient paru, malgré quelques fautes, assez rassurantes pour l'avenir; mais on avait re-

(1) Voyez l'ordre adressé au prince de Ponte-Corvo en date du 23 mars 1808, dans les *Mémoires* de Constant.

marqué, au retour du voyage qu'avait fait Gustave en Russie, pendant l'hiver de 1800 à 1801, que le sentiment de sa royauté était devenu chez lui une passion aveugle, un entêtement de despotisme; il s'était épris de l'apparente soumission d'une cour esclave dont on lui avait donné le spectacle, et il n'avait pas prévu que, quelques mois après, Paul I[er] verrait se transformer en assassins grossiers des courtisans si dociles. Gustave eut certainement la pensée de modeler la Suède sur la Russie; il se conduisit en despote envers sa famille et son entourage; il se crut supérieur aux institutions de son pays, institua une censure sévère proscrivant les livres et journaux français, puis les livres danois, puis tous ceux des puissances alliées à la France; il prétendit imposer même ses caprices et ses visions bizarres à tous ses sujets; il ordonna qu'on écrivît seulement « M. Neapoleon Buonaparte » le nom du nouveau souverain de la France (1). Il avait de graves motifs pour prescrire cette orthographe, qui seule reproduisait, suivant ses calculs, le nombre de la bête de l'Apocalypse, 666. Quant aux droits de la nation qu'il était appelé à gouverner, Gustave se rappelait avec défiance quels obstacles les diètes précédentes avaient opposés aux volontés de son père Gustave III, et le coup de pistolet d'Ankarström, sans cesse présent à son esprit, lui inspirait un éloignement invincible pour la noblesse suédoise. Il observait surtout avec dépit et colère quels progrès avaient faits en Suède les opinions libérales et même les principes républicains. Il n'était pas une maxime de la révolution française, on peut presque dire pas un de ses excès, qui n'eût trouvé en Suède son écho. La jeune noblesse elle-même n'avait pas résisté à cette influence, et plusieurs de ses membres, lors de la diète de Norrkœping, en 1800, s'étaient démis de leurs titres, de leurs fonctions et de leurs priviléges. Les universités avaient adopté les mêmes idées avec une incroyable ardeur. A Upsal, un club secret, appelé *la Junte*, affichait une démagogie cynique; on y pérorait, on y chantait des couplets contre le despotisme et pour la liberté, et, ce qui était plus grave encore que toute cette débauche intellectuelle, on y professait ouvertement des doctrines irréligieuses et immorales dont rougiraient aujourd'hui, dit un écrivain suédois, ceux qui s'en faisaient alors les bruyans organes. La seconde université du royaume, celle de Lund, n'était pas restée en arrière, car un de ses clubs avait un soir, à l'unanimité, déclaré aboli le prétendu dogme de l'existence de Dieu. La ville de Stockholm était remplie de ces réunions démagogiques, où le buste de

(1) Napoléon répondit : « L'M qu'il fait mettre en avant de mon nom, je la ferai mettre à la suite du sien. » Et l'on prétend (je n'ai pas vérifié le fait), que *le Moniteur* écrivit un jour : *Gustave-Adolphe M.*, c'est-à-dire *Gustave-Adolphe Munck*, sanglante allusion aux bruits répandus sur la naissance de Gustave IV.

l'assassin de Gustave III était rangé parmi ceux des bienfaiteurs de l'humanité. Bien que fermés par le gouvernement de Gustave IV, ces clubs, nés pendant sa minorité, s'étaient transformés en sociétés secrètes et avaient laissé dans les esprits de redoutables semences. Sans parler d'ailleurs de tels excès, les idées constitutionnelles et sagement libérales s'étaient répandues parmi toute la nation; non-seulement les esprits dans les villes n'étaient plus disposés à subir longtemps le despotisme, mais les habitans même des campagnes s'élevaient contre les priviléges et les redevances au nom de la justice mieux entendue, au nom de l'égalité.

C'était en présence d'une nation ainsi disposée que Gustave IV déployait toutes les prétentions de la légitimité, et le spectacle de cet orgueil puéril, qui allait se briser contre d'invincibles obstacles, eût offert plus d'une fois un contraste voisin du grotesque, si les destinées de tout un pays n'y eussent été engagées. Qu'on se représente l'étrange scène que dut offrir, au milieu des discussions orageuses de cette diète de Norrkœping qui se montra d'une si ardente opposition, la cérémonie du couronnement de Gustave IV avec ses formes symboliques et traditionnelles. C'était le 3 avril 1800; une pluie constante avait rendu plus sales encore que de coutume les rues de la petite ville et la maison de bois que seule on avait pu offrir à sa majesté. Le cheval richement caparaçonné que montait le roi témoignant plus d'ardeur qu'il ne convenait, Gustave voulut le dompter; malheureusement il avait négligé d'avertir les chambellans qui tenaient par derrière son manteau royal, et ces deux dignitaires, en habit de gala, durent courir à grand'peine, dans une boue épaisse, derrière le cheval qui caracolait à droite et à gauche, afin de ne point lâcher le manteau, ce qui eût été une infraction à leur devoir, et de se maintenir bravement au poste que leur dignité leur assignait. De plus, en passant avec la procession devant une maison où son cavalier ordinaire faisait souvent visite, l'animal voulut s'y arrêter suivant son habitude, et Gustave, jugeant cette fois que la résistance de la bête serait énergique, descendit de cette monture pour se rendre à la petite et pauvre église de Norrkœping. La journée finit sans autre incident, mais elle laissa dans les esprits le souvenir d'une scène triviale, ou même, comme on le disait, d'un fâcheux présage.

En quittant son royaume pendant près de deux années, Gustave laissa le champ libre à tous les ressentimens qu'avaient excités ses premières fautes, aux doctrines ennemies de sa légitimité et à tous les germes de désordre intérieur. On trouva un jour ces mots inscrits sur la porte du château à Stockholm : « grands et beaux appartemens à louer pour un temps indéfini. » En effet, on ne croyait plus

au retour de Gustave; on pensait qu'il consumerait sa vie, comme Charles XII, à courir d'imprudentes aventures. La France, qu'il attaquait, n'avait cessé, malgré ses excès ou ses fautes, d'être admirée, d'être aimée des Suédois; Napoléon, contre lequel il osait s'élever, était déjà pour eux le vainqueur de l'Europe, aux triomphes duquel ils eussent voulu s'associer et prendre part. A chaque pas dans cette triste histoire des règnes de Gustave IV et de Charles XIII, au moment où ses rois l'entraînent contre nous, à l'heure même où Napoléon, dans l'égarement où le pousse sa rivalité ardente contre l'Angleterre, jette la Finlande à la Russie et se montre tout prêt à la sacrifier elle-même, on verra la Suède manifester encore, en dépit de tous ses malheurs, sa haine pour la domination ou l'alliance de Saint-Pétersbourg et ses sympathies invincibles pour la France. Gustave-Adolphe n'avait donc pas seulement à vaincre la France et Napoléon; il lui fallait d'abord vaincre ses propres sujets.

Avant même la perte de la Finlande, alors que les Suédois n'eussent pas cru possible de la part d'Alexandre une telle iniquité, la honteuse campagne de Poméranie avait déjà suffi pour éveiller dans l'armée entière un sentiment d'humiliation et de colère. Nous avons raconté par quelle ruse le général Toll avait sauvé la garnison de Stralsund; nous aurions pu ajouter qu'il n'eut pas de peine à faire répandre le bruit que la couronne et la vie du roi avaient été menacées. De cette époque en effet datent les premiers complots ayant en vue ce double dessein. Quelques officiers songèrent d'abord à se saisir du roi pendant la traversée d'Allemagne en Suède, pour l'envoyer aux Indes. Son fils lui aurait succédé avec une régence. On ne se cacha pas d'un pareil projet au baron Essen, gouverneur général en Poméranie. Quelques jours avant qu'il ne quittât l'armée par suite de la mauvaise humeur du roi, les officiers s'en ouvrirent à lui. Essen les arrêta : « Sans doute, messieurs, leur dit-il, je suis, autant que vous l'êtes, convaincu de la nécessité d'un changement dans l'état; mais le temps n'est pas encore arrivé, le roi est encore un saint aux yeux du peuple, qui ne connaît pas son insuffisance et son obstination. De plus, il ne convient pas qu'une armée conspire sous les armes. » Un colonel Mörner composa des vers dont voici la traduction, et qu'il laissa dans l'antichambre du roi : « Faites la paix, faites la paix, majesté, et que Bonaparte soit empereur!... N'oubliez pas le proverbe allemand : Il faut vivre et laisser vivre les autres. » Le second couplet, moins innocent, contenait tout simplement un avis au médecin du roi, Hallman, pour l'engager à délivrer son pays : « Un peu d'une certaine poudre suffirait à l'affaire. » L'impatience était déjà devenue si grande dans l'armée de Poméranie, qu'on avait projeté d'embarquer Gustave dans un navire préparé à l'avance, et

que l'on devait couler avec lui pendant la traversée. Quelques marins étaient d'accord pour faire le coup et se sauver eux-mêmes dans une chaloupe. Gustave échappa, nous l'avons dit, à ces malheurs, grâce sans doute au dévouement et à la résolution du général Toll. Cependant la pensée de son abdication nécessaire était à cette époque si naturelle et si inévitable, qu'on l'avait aussi accueillie à Stockholm. Toutefois, comme il n'était pas certain que la reine acceptât la régence, on voulut encore essayer de fléchir l'esprit de Gustave à son retour. Humilié profondément lui-même d'avoir perdu la Poméranie, il tarda à rentrer dans la capitale. A peine de retour au palais, il eut à subir encore les prières des plus vénérables magistrats et de ses plus dévoués serviteurs, qui le suppliaient de conclure la paix. « Non, leur répondait-il, ne vous figurez pas que je sois le faible Alexandre. — Mais, sire, lui disait-on, la Suède n'est point en état de lutter contre un ennemi qui aura bientôt avec lui l'Europe entière. — Les hommes et l'argent ne nous manquent cependant pas, reprenait-il en colère, c'est la bonne volonté qui manque. » En vain le comte Axel Fersen lui-même, cet ennemi de la France nouvelle, lui adressa-t-il ses supplications pour le fléchir; en vain essaya-t-on, en lui soumettant le beau projet du baron Platen pour unir par une seule ligne navigable la Mer du Nord et la Baltique, de détourner vers ces magnifiques travaux son imagination inquiète : rien ne put l'éloigner de la route fatale qui devait aboutir à sa ruine.

Des complots se tramèrent donc à Stockholm aussi bien que dans l'armée de Poméranie pendant cette période qui précède la guerre de Finlande. Un des plus sérieux, pour les conséquences qu'il pouvait entraîner, fut celui que certains esprits dévoués à l'Angleterre et à ses institutions parurent avoir ourdi de concert avec cette puissance. Un certain Brown (l'auteur d'un livre sur *les Cours du Nord*) vint à Stockholm, sans doute pour suivre cette négociation. La couronne devait rester dans la famille de Gustave IV, en passant sur la tête de son oncle, le duc de Sudermanie, celui qui fut plus tard Charles XIII. Le duc étant déjà vieux et sans postérité, on lui désignerait pour successeur, non pas le fils de Gustave, mais le duc de Glocester, le plus jeune frère de George III, qui avait passé à Stockholm tout l'hiver de 1802 à 1803. Cette intrigue paraît avoir duré jusqu'à la fin de 1808. Le ministère anglais déclina formellement à cette époque toute intervention dans les affaires de la succession suédoise, et Canning écrivit au ministre de Suède à Londres : « Le roi votre maître est de toutes parts menacé par des projets de révolution. » Gustave fit répondre à la dépêche par laquelle on lui donnait cet avis qu'il n'y voulait pas croire; il se confiait dans la fidélité des Suédois et la regardait comme inviolable.

Cependant la conquête de la Finlande venait d'infliger encore aux armées suédoises un nouvel affront, et en ce moment même Gustave, aigri sans doute par le malheur et se livrant plus que jamais à ses fureurs, prodiguait aux officiers et aux soldats, comme à ses ministres et à ses proches, les mauvais traitemens et l'insulte. Il affectait de préférer les soldats allemands, ceux de Poméranie, aux militaires suédois; il avait sans cesse présent à l'esprit le souvenir du meurtre de son père, préparé sans nul doute par la noblesse, dont beaucoup de membres faisaient partie de l'armée, et son ressentiment, sa défiance, se trahissaient à chaque instant par des sarcasmes au moins imprudens. Un jour, parcourant avec quelques officiers les îles qui précèdent la côte de Finlande, il rencontre une division de l'armée suédoise, qui, toute en déroute après une tentative de résistance inégale, s'éloignait d'une petite ville que les Russes venaient de surprendre et de livrer aux flammes : l'officier qui commandait ces braves gens, mandé par lui, explique ces circonstances; mais Gustave refuse d'y croire, il s'emporte en grossières injures, accuse ses soldats de lâche trahison, et s'oublie jusqu'à arracher de sa main la décoration que cet officier portait sur sa poitrine. Sans doute le désespoir l'égarait; on le vit errer, presque au hasard, sur un bâtiment dont il voulait que le capitaine obéît à ses caprices, dans cette mer des Aland qui allait bientôt cesser d'être à lui; on le vit aussi braver dans sa bizarre folie non pas les nobles dangers de la guerre pour sauver sa patrie et sa couronne, mais, sans utilité ni dessein, le mauvais temps, les écueils et le mal de mer, dont il souffrait beaucoup. Il était humilié de voir ces îles et ces côtes échapper à sa domination; il semblait vouloir les retenir en s'y attachant, au lieu de les préserver en les défendant. Ce fut sa dernière campagne; il revint à Stockholm morne, abattu, tantôt pleurant sur son malheur, tantôt parlant de suicide, prêt quelquefois à déposer la couronne, et surtout n'épargnant jamais les imprécations à la Suède et à son armée.

Peu de temps après son retour, une circonstance qui n'avait en elle-même aucune gravité suffit pour lui faire consommer la faute qui contribua peut-être le plus à précipiter sa ruine. On lui remit un matin une lettre anonyme trouvée dans un corridor du château, et annonçant que des intrigues révolutionnaires agitaient l'armée. La police ne put recueillir à ce sujet aucune autre information; mais dès ce moment Gustave voulut avoir des espions qui lui fissent de continuels rapports sur l'esprit des soldats, sur le langage et les sentimens de chaque officier des gardes. Ces *régimens des gardes* étaient justement ceux où servaient les assassins de son père; il s'imagina qu'il avait tout à redouter d'eux; il leur ôta d'abord les postes d'hon-

neur auprès de sa personne et dans le château, et il les remplaça par deux régimens poméraniens; puis, donnant pour prétexte les défaites subies par ces régimens en Finlande, où tous n'avaient pas été envoyés, il les licencia par ordonnance du 12 octobre 1808. Une telle violence allait faire de ces hommes frappés injustement autant de conjurés. Gustave refusait de plus en plus de comprendre les avertissemens qui lui étaient prodigués. Prières et menaces, annonces mystérieuses ou publiques du danger, témoignages même de sa conscience et prévisions involontaires, il méprisa tous ces signes avant-coureurs, et sa manie les tourna au contraire au service de son idée fixe. Un jour du commencement de mars 1809, il dit à un de ses confidens qu'il avait eu un rêve remarquable; il avait vu la *dame blanche*, ce spectre qui n'apparaît que lorsqu'un danger menace le roi ou la famille royale de Suède. A son avis, la signification du prodige n'était pas douteuse; c'était une apparition divine pour le fortifier dans son dessein de ne jamais traiter avec *la bête*. Un autre jour cependant, feuilletant un album qui contenait les portraits des Vasa, il s'aperçut que le premier manquait, le fit chercher et ne le retrouva qu'au fond d'un coffret en forme de cercueil; il en conclut cette fois avec chagrin que la famille royale s'éteindrait prochainement. Vers cette époque enfin parut et circula le récit d'une prétendue vision de Charles XI, connue en France par le saisissant tableau qu'en a tracé en quelques pages M. Mérimée. On connaît en Suède, sous le titre de *Vision de Charles XI*, deux pièces de dates différentes, sur l'origine et l'interprétation desquelles l'esprit public n'a jamais été bien fixé; l'une, en vieux langage, expose comment Dieu, entre autres signes de sa grâce envers le pieux roi, permit que l'avenir de la Suède lui fût révélé.

« Pendant les premiers mois de l'année 1697, dit l'auteur anonyme, le roi Charles souffrait de la maladie qui devait le conduire au tombeau. Le 2 avril, à six heures du matin, après une longue insomnie, il crut tout à coup entendre du bruit dans la chambre des états, contiguë à son appartement. Il chargea un de ses écuyers d'aller voir ce que c'était et de faire cesser le bruit. L'écuyer revint en assurant que la salle était fermée, complétement vide, et qu'on n'y entendait rien. — Une heure après, le roi fut saisi de la même idée; un chambellan qui était là fut envoyé et rapporta la même réponse. — A peine l'horloge sonnait-elle dix heures que le roi se leva sur son séant, fit faire silence, et dit : « Messieurs, n'entendez-vous pas du bruit dans la salle des états? — Non, sire! fut la réponse générale. — Nous irons donc nous-même vérifier ce que cela peut être, » dit le roi, — et, sans écouter aucune objection ni aucun conseil, il se fit habiller et aider à descendre. Arrivé aux dernières marches de l'escalier, il s'arrêta tout à coup et parut en proie à un trouble profond. Il continua cependant sa marche; à peine entré dans

la salle des états, il s'assit sur un banc placé auprès de la porte, et ne cessa, dans un profond silence, d'avoir les yeux fixés sur le trône... Puis, se tournant vers le comte Stenbock et ceux qui l'entouraient : « Ne voyez-vous rien ? leur dit-il. — Rien absolument, » répondirent-ils ensemble. Alors le roi, cédant à son inquiétude, prononça ces mots à haute voix : « Quand cela doit-il arriver? » Une voix claire, qui fut entendue de tous ceux qui étaient présens, répondit : « Sous ton cinquième successeur. » Et le roi, se tournant vers ceux qui l'entouraient, dit : « Remerciez Dieu de ne pas vivre dans ce temps-là. » On l'aida ensuite à remonter dans sa chambre; il était fatigué et sombre; lorsqu'il eut repris quelque force, il dicta ces lignes : « Quand nous fûmes arrivés dans la salle des états, nous vîmes un jeune homme assis sur le trône, la couronne en tête et l'épée dans la main droite. Autour du trône étaient une multitude de seigneurs, sans doute les grands du royaume. En avant du trône était étendu un drap rouge sur lequel étaient placés plusieurs billots, et, sur un signe d'un gros homme qui était là, les seigneurs s'approchaient l'un après l'autre, se mettaient à genoux, et étaient décapités par les bourreaux. » Le roi mourut trois jours après cette vision, le 5 avril 1697. »

Voilà le premier de ces deux documens, qui ne semble pas, comme on voit, contenir une prophétie d'une signification bien précise, mais on a imprimé de plus un *certificat* signé du roi, en date de 1676, qui contient des détails différens.

« Moi, Charles XI, aujourd'hui 16 décembre 1676, malade et fatigué d'une longue insomnie, je m'éveillai vers une heure et demie d'un court assoupissement, et, en jetant les yeux sur la fenêtre de ma chambre, j'aperçus une vive lumière dans la salle des états. Je dis au grand-chancelier Bielke, qui était auprès de moi : « Quelle est cette lueur dans la salle des états? Serait-ce un incendie? — Non, sire, répondit-il, c'est le reflet de la lune dans les vitres. » Je me contentai de cette assurance, et je me tournai vers la muraille pour chercher quelque repos; mais j'étais tourmenté de je ne sais quelle inquiétude : je me dressai de nouveau, et j'aperçus encore cette lueur... Sur la même réponse, je me tranquillisai; un instant après, je crus apercevoir qu'il y avait du monde dans la salle des états. En un instant je me levai, je mis ma robe de chambre, j'ouvris, et je vis que toutes les croisées étaient flamboyantes. « Messieurs, m'écriai-je, il y a là quelque chose d'extraordinaire. Vous savez que celui qui craint Dieu ne redoute rien ici-bas; j'irai donc, et je veux savoir ce que cela peut être. » J'ordonnai aussitôt qu'on allât avertir le gardien afin qu'il apportât les clés. Arrivé au bout du corridor qui conduisait de ma chambre à l'entrée, je lui commandai d'ouvrir; mais, effrayé qu'il était, cet homme me supplia de l'en excuser. J'en chargeai donc le grand-chancelier, qui refusa; puis le brave et intrépide Oxenstierna, qui me répondit : « J'ai juré de donner mon sang et ma vie pour votre majesté, mais je ne saurais ouvrir cette porte. » Je commençais à hésiter moi-même, mais je rappelai mon courage, je pris les clés, et j'ouvris. Nous vîmes alors toute la salle tendue de noir, les murs, le plafond et le plancher. Je fis un pas, puis je me retirai tout à coup saisi d'horreur. Enfin je dis : « Me suivrez-vous, messieurs, afin que nous sachions ce que tout cela signifie? » Ils ré-

pondirent : « Oui, » en tremblant. Nous entrâmes. Nous vîmes tous une grande table entourée de seize juges avec de grands livres devant eux. Au milieu d'eux, on voyait un jeune roi, la couronne sur la tête et le sceptre dans la main. A droite se tenait un majestueux seigneur; à gauche était un vieillard de soixante-dix ans environ. De temps en temps, le jeune roi faisait signe de la tête, et alors ces nobles juges frappaient d'une main sur leurs livres. Et j'aperçus à quelque distance de la table des billots dressés et des bourreaux qui décapitaient les victimes l'une après l'autre, si bien que le sang commençait à couvrir tout le plancher... c'étaient presque tous de jeunes seigneurs qui périssaient de la sorte. Enfin, en détournant mes regards, j'aperçus derrière la table, dans le coin de la salle, un trône presque abattu, et, tout à côté, un homme d'une quarantaine d'années, qui semblait le chef de l'état. Je tremblai à cette vue, je me retirai un peu vers la porte, et je criai : « Dieu du ciel! quand est-ce que tout cela doit arriver? » Je n'obtins pas de réponse. Je criai de nouveau; pas de réponse; seulement le jeune roi fit plusieurs signes de tête, et les nobles juges frappèrent fortement sur leurs livres. Je criai de nouveau et plus fortement : « O mon Dieu! quand est-ce que tout cela doit arriver? Aie pitié de nous, grand Dieu! » Alors le jeune roi me répondit : « Rien de tout cela n'arrivera pendant ta vie, mais bien pendant le règne de ton sixième successeur. Il sera du même âge et de la même figure que tu me vois aujourd'hui; son tuteur ressemblera à ce prince qui est debout ici, et le trône, pendant les dernières années de sa régence, sera précipité vers sa ruine par quelques jeunes membres de la noblesse. Mais le régent, après avoir persécuté le jeune roi, prendra en mains sa cause, et ils relèveront le trône, ils le fortifieront; jamais la Suède n'aura eu un si grand roi, jamais elle n'aura été si prospère... La dette sera éteinte, le trésor public regorgera...; toutefois, avant que ce règne ne s'affermisse, il y aura un grand massacre, tel qu'on n'en aura jamais vu et qu'on n'en verra jamais de semblable. Toi qui règnes aujourd'hui sur la Suède, transmets à ce roi ces célestes avertissemens. » Après ces paroles, tout s'effaça, et nous revîmes la salle des états dans sa solitude accoutumée. Nous remontâmes dans mon appartement, et je consignai dans cet écrit, du mieux que je pus, tout ce que je viens de raconter. Cela est arrivé de tout point comme je l'ai écrit. Je l'affirme sur mon serment : puisse Dieu assister mon corps et mon âme, comme il est vrai que j'ai dit la vérité!

« CHARLES XI, aujourd'hui roi de Suède (1). »

Tels sont ces deux documens, à coup sûr fort bizarres. Ils ont été écrits au plus tard dans les premières années du siècle, car ils se trouvent dans les portefeuilles manuscrits d'un écrivain célèbre en Suède, Höppener, qui mourut en 1804, et dont les papiers sont conservés à la bibliothèque royale de Stockholm. Des notes expliquent certains détails, probablement conformes à la version adoptée par l'opinion publique. Suivant ces notes, le jeune roi dont parle le *certificat* n'est autre que Gustave IV; le majestueux seigneur est le véné-

(1) Cette relation est suivie d'une attestation qui la confirme et qu'ont signée C. Bielke, grand-chancelier, U. V. Bielke et Oxenstierna, ministres d'état, et P. Gransten, concierge de la salle des états.

rable grand-chancelier Wachtmeister, le vieillard de soixante-dix ans est le chancelier Fr. Sparre, tous personnages qui ont joué un rôle important auprès de Gustave; le régent enfin est le duc de Sudermanie (plus tard Charles XIII). Une dernière note, au sujet de la date du second document, dit : « Quiconque lit dans notre temps cette relation s'aperçoit facilement qu'elle a été fabriquée après les événemens de 1796, » c'est-à-dire après la régence du duc de Sudermanie et pendant le règne de Gustave IV. — Si le roi Charles XI a eu réellement une vision semblable, pourquoi ces différences de dates et de récit, et comment des témoins ont-ils pu attester la réalité de faits si étranges? — Si ces deux pièces ne sont que des pamphlets, comme il est probable, quelle en a été l'intention? On dit souvent en Suède qu'ils émanaient de la noblesse, mécontente de la constitution de 1772 et annonçant les dangers de la royauté absolue. M. Mérimée, d'accord avec cette interprétation, en a fait une prophétie très transparente de l'assassinat de Gustave III; mais on voit bien, lorsqu'on étudie cette tradition, comme nous venons de le faire, dans sa source même, qu'il ne s'agit de rien de semblable. Ces pamphlets ne paraissent-ils pas au contraire opposés à la noblesse, dont ils prédisent le châtiment? Ne semblent-ils pas annoncer que le pouvoir royal, menacé, presque renversé même un instant par ces nobles et par un régent infidèle, se relèvera de sa ruine pour devenir plus fort que jamais? Quoi qu'il en soit, à une époque où un mysticisme bizarre séduisait dans le Nord un grand nombre d'esprits visionnaires ou illuminés (nous en rencontrerons dans la suite de notre récit beaucoup d'exemples, et le duc de Sudermanie lui-même était grand partisan du magnétisme et de la franc-maçonnerie), ces étranges écrits devinrent presque populaires; ils furent interprétés selon la fantaisie de chacun, et le malheureux Gustave IV ne fut pas des derniers à vouloir y trouver une explication de l'avenir et des argumens en faveur de sa politique.

Au milieu de cette agitation bizarre, la pensée d'un grand changement devenu nécessaire, d'une révolution, s'était présentée à tous les esprits et leur était devenue familière. Des complots avaient déjà été formés contre Gustave, lorsque celui qui devait amener la journée du 13 mars fut résolument arrêté par les officiers qui commandaient l'armée de l'ouest. De tous les corps de l'état, nul n'avait été plus humilié que l'armée suédoise; elle rougissait, bien qu'elle en eût été empêchée par son roi lui-même, de n'avoir pas sauvé la Finlande; elle croyait qu'une alliance avec Napoléon ferait recouvrer à la Suède cette province ou la Poméranie, toutes les deux peut-être. Nous avons dit enfin combien de mauvais traitemens et d'insultes particulières elle avait dû subir, et quel ressentiment le licenciement des gardes lui avait laissé. L'armée de l'ouest en par-

ticulier, après avoir été envoyée vers la frontière norvégienne dans le dessein d'obtenir de ce côté une compensation à la perte de la Finlande, s'était vue tout à coup condamnée à l'inaction, quand Gustave, gouverné par son caprice, avait résolu d'abandonner cette entreprise et de porter ses efforts vers une campagne en Seeland. Cette armée, officiers et soldats, avait adopté chaleureusement le but qu'on avait proposé à son ardeur, la conquête de la Norvége; elle ne renonçait pas à donner à sa patrie ce beau complément de territoire et de puissance en échange de ce qu'elle avait perdu, et lorsque cette fois encore Gustave commit la faute d'arrêter lui-même ses efforts, elle voulut cependant obtenir à tout prix, même au prix de la défection et de la révolte, ce qu'elle aurait voulu devoir à sa fidèle obéissance envers un roi protecteur et non pas meurtrier de ses sujets. Le colonel, plus tard général et baron Adlersparre, qui commandait l'aile droite de cette armée, se trouva désigné par l'estime générale pour devenir le chef de la conspiration. Il n'accepta un tel rôle que comme un devoir envers la patrie, et non point par vengeance ou par ambition personnelle. Homme instruit, écrivain élégant, un peu poète, c'était avant tout une intelligence élevée, généreuse, mais se possédant toujours elle-même dans son dévouement. « Dès l'automne de 1808, dit le baron Adlesparre dans une histoire des dernières années de Gustave IV qu'il a publiée, tous les esprits étaient convaincus de la nécessité d'un changement... Je dois reconnaître que je n'étais pas aussi empressé. La perspective d'une ruine si complète et si violente, la crainte d'une conflagration générale m'arrêtaient, bien que je visse mon pays courbé sous une terrible nécessité, et que la confiance sans limites de mes compagnons d'armes et de mes concitoyens ne me permît pas le refus. » Adlersparre prit du moins toutes les mesures pour circonscrire le nombre et le cercle d'action des conjurés; il eut des entrevues avec le prince Christian-Auguste, chargé par le roi de Danemark de défendre la Norvége; il en sut obtenir une trève immédiate, et peut-être la promesse d'accepter la succession au trône de Suède après le duc de Sudermanie, qui n'avait pas d'héritier naturel. Ce projet conservait pour le moment la couronne dans la famille du roi détrôné; on espérait de plus que l'avénement du prince Christian terminerait les guerres avec le Danemark et avec la France, son alliée; on comptait obtenir enfin par la médiation du prince la cession de la Norvége en dédommagement de la Poméranie. Le jeune fils de Gustave, âgé alors de onze ans, était écarté, afin d'éviter les nouveaux périls d'une minorité, dont la vieillesse du duc de Sudermanie rendait l'éventualité prochaine. Comme les dispositions étaient les mêmes dans toute l'armée suédoise, des correspondances furent bientôt organisées entre les différens corps dispersés dans les provinces, et là où les officiers su-

périeurs, par exception, n'entrèrent pas dans le complot, les sous-officiers et même bon nombre des soldats en firent partie. Il fut convenu que l'armée de l'ouest marcherait sur la capitale, et qu'à ce signal les autres divisions lèveraient l'étendard de la révolte, pendant qu'on saisirait le roi dans Stockholm. Le duc de Sudermanie serait mis immédiatement à la tête des affaires, et la diète convoquée pour le proclamer roi et désigner un successeur à son adoption.

Mais quels étaient dans Stockholm les conjurés sur l'aide desquels comptait Adlersparre? Dans cette ville, comme dans l'armée, dont l'opinion gouvernait les provinces, le mécontentement était général et extrême, il est vrai, et l'abdication du roi paraissait le seul moyen de sauver le pays. Toutefois les hauts fonctionnaires de l'ordre civil, les chefs de la magistrature, de l'administration et ceux du clergé n'avaient pas admis avec autant de promptitude que les militaires la pensée d'une révolution. Ils croyaient qu'il était encore possible d'amener Gustave à plier en présence du péril évident qui se dressait devant lui. Les plus respectables d'entre eux, les serviteurs dévoués qui avaient blanchi au service de Gustave III, conçurent l'espoir de faire consentir son malheureux fils à une abdication, tout au moins à une convocation de la diète, et tentèrent auprès de lui de suprêmes efforts qui servirent seulement à renouveler ces scènes étranges où se déclarait l'égarement incurable du roi, et qui annoncent, expliquent à l'avance et excusent la révolution de 1809. On comptait sur le besoin absolu d'argent pour vaincre forcément l'obstination de Gustave. « Je n'ai pas besoin de la diète, disait-il au grand-chancelier, pour faire un emprunt. — Soit, répondit le magistrat, mais votre majesté n'aura pas d'argent parce que le pays est épuisé. — Eh bien! j'emprunterai au dehors. — Il faut en ce cas à votre majesté une garantie donnée par la diète. Il y a deux choses que votre majesté ne peut pas faire sans le concours de la diète : c'est d'emprunter au dehors, et de porter la main sur la banque, et Dieu préserve votre majesté de songer à ce dernier moyen! — A-t-on jamais entendu parler de la sorte? Quoi! ma parole royale a-t-elle moins de poids que celle de votre diète? Voilà qui est curieux! Je sais bien ce que je ferai. Je formerai un fonds d'amortissement qui donnera confiance au prêteur... J'ai bien le droit de lever des impôts en temps de guerre, apparemment? Le nierez-vous? — Sire, je ne le nie pas, mais il faut que ce soit proportionnellement à chaque fortune particulière. — Oui. Le riche donnera plus, le pauvre moins... — Très bien, mais il faut que ce soit établi d'après une règle commune, non d'après le bon plaisir ni d'après une appréciation arbitraire de chaque fortune. — Soit! je décréterai un impôt pour la guerre, non pas un impôt de rien comme le dernier; j'en veux un sérieux cette fois; il me servira de fonds d'amortissement pour éteindre la nouvelle dette étrangère.

— Mais, sire, à la fin de la guerre il faudra convoquer la diète, la constitution l'ordonne, et alors cesseront tous les subsides; votre majesté n'en obtiendra pas sans interruption jusqu'à l'extinction de la dette. — Où est-ce que cela est écrit, s'il vous plaît? — Sire, dans la constitution... — Que m'importe? Je ferai un fonds d'amortissement, et les impôts continueront jusqu'à l'extinction de la dette. Et si à la fin de la guerre les états se réunissent, je les forcerai bien à y consentir.... Une autre chose! On lit dans votre constitution que je dois prendre avis de la nation; mais qui a dit que la diète représente la nation? Où cela est-il écrit? Pouvez-vous me le montrer!... Par tous les diables, je jure que je mettrai tous ces gens-là à la porte, et je leur ferai voir que je peux gouverner seul mon royaume! »

Il était cependant plus facile de proférer toutes ces menaces que de les exécuter. Quand le roi donna ordre au comité des finances de préparer une ordonnance pour un impôt de quinze millions : « Votre majesté, lui dit le président, n'en trouvera pas deux. — Maudit pays! s'écria Gustave en colère. Vous voulez donc tâter de Buonaparte : eh bien! vous l'aurez, je le souhaite bien sincèrement, afin que le diable vous emporte, vous et lui; mais en attendant je vous prendrai jusqu'à votre dernier sou! » Le roi s'irritait ainsi contre toutes les représentations, et en même temps il dédaignait toutes les prières. « Au nom de la patrie, — lui dit le vieux baron Liljecrantz, octogénaire, ministre des finances de Gustave III, — au nom de ce peuple qui a déjà tant souffert, que votre majesté cède aux circonstances, afin de ne pas attirer des malheurs incalculables sur la famille royale et sur elle-même! — Vous voulez que je traite avec Buonaparte? répondit Gustave, que je tende la main à cet Alexandre qui m'a lâchement trahi? Mon honneur, mon caractère, ma religion s'y opposent; c'est impossible... La Finlande est perdue; nous la recouvrerons. D'ailleurs je prendrai ma revanche en conquérant la Norvége. Au reste, tout ceci ne peut durer longtemps. La Providence a mis un terme, soyez-en sûr, à la toute-puissance de Buonaparte. La nation souffre, mais du moins elle ne s'est pas avilie. Dieu peut nous secourir au moment même où l'œil humain n'aperçoit plus de ressource... Enfin je ne veux pas mériter la damnation éternelle!... — Sire! continua le vieillard les larmes aux yeux, le royaume est tout près de sa ruine; on entend déjà de sourds murmures; du mécontentement au désespoir il n'y a qu'un pas; que votre majesté ne tarde pas plus longtemps à convoquer les états et à conclure la paix, ou bien, si ses scrupules religieux l'en empêchent, qu'elle consente à se démettre de la couronne... » Ces derniers mots produisirent sur Gustave une commotion subite; il y vit la menace d'un attentat qui mettait avec son trône sa vie en danger; les lèvres tremblantes et les yeux hagards, il frappa avec violence sur la garde de

son épée. — « Savez-vous ce qu'il en peut coûter, s'écria-t-il, de m'oser parler comme vous venez de le faire? Savez-vous que votre tête en ce moment tient à la pointe de mon épée? — Sire! répondit le fidèle conseiller avec une mâle assurance, il ne manque plus à votre majesté que d'avoir sacrifié un vieillard de quatre-vingts ans, un ancien serviteur qui a osé vous dire la vérité! Je suis trop près de la tombe pour craindre la mort, et la mort du martyr pourrait m'être honorable, mais j'ai trop de respect pour la mémoire de vos ancêtres pour ne pas détourner votre majesté de cette mauvaise action... » Gustave l'interrompit : « Allez-vous-en, dit-il, et estimez-vous heureux que je ne vous aie pas traité comme vous le méritez, en traître et en factieux! »

Il n'était plus temps de sauver Gustave, quand il l'aurait voulu lui-même. A chaque échec de ses plus dévoués serviteurs, il était devenu plus évident que la Suède était absolument perdue sans quelque mesure singulièrement énergique. Les hauts fonctionnaires, qui formaient le parti de la légalité, durent céder devant l'imminence du péril et l'anxiété de l'esprit public, et des officiers de la garnison de Stockholm, d'accord avec Adlersparre, se préparèrent à agir. A leur tête se trouvait le général baron Adlercreutz : il venait de terminer la campagne de Finlande. Après que le brave comte G. de Löwenhjelm (aujourd'hui ministre de Suède à Paris) avait été fait prisonnier par les Russes à la journée de Pyhejocki, le 16 avril 1808, c'était Adlercreutz qui avait pris le commandement; il avait fait reculer l'ennemi, l'avait battu en plusieurs rencontres, et s'était finalement illustré par une belle retraite. Accablé par le nombre et par les fautes de son gouvernement, il avait du moins sauvé l'honneur suédois. Quand il rentra dans Stockholm, tous les regards se tournèrent vers lui, et l'opinion le désigna pour marcher courageusement avec Adlersparre vers l'accomplissement de l'œuvre d'où la Suède attendait son salut.

Tout à coup, le soir du 8 mars 1809, Gustave apprend du comte Stedingk et d'un émigré français, le colonel Rodais, qui lui restaient dévoués, que l'armée de l'ouest, révoltée, s'est mise en marche vers Stockholm; c'est ce que tout le monde savait déjà depuis vingt-quatre heures dans la ville. Gustave quitte aussitôt le petit château de Haga, près de la capitale, pour venir préparer le châtiment des rebelles et faire arrêter leurs complices; mais une menace de délation arrête les magistrats, qui tous ont trempé au moins par leur silence dans la conjuration; ils persuadent alors au roi que le danger est imaginaire, et cela au moment même où l'on presse l'arrivée du général Adlersparre et les dernières mesures. Il était convenu qu'Adlercreutz veillerait surtout à ce que Gustave ne sortît pas de Stockholm, parce que l'opinion des provinces ne semblait pas assez décidée pour éloigner

toute crainte de guerre civile. Trois jours se passent sans que le roi reçoive d'informations exactes sur la marche de ses ennemis, tant il est vrai que la conspiration est devenue générale et que tout le monde en est complice. Le malheureux roi d'ailleurs avait trop mal traité ceux qui l'avaient averti les premiers pour qu'on voulût risquer, sans un bien rare dévouement, de s'intéresser à sa cause. Il avait durement reproché à Stedingk (c'était le vieux et respectable ministre de Suède à Saint-Pétersbourg) et à Rodais d'avoir voulu le tromper, et, dans un de ces accès de colère multipliés par le désespoir, il avait failli percer Stedingk de son épée. Durant ces trois jours cependant les conjurés avaient combiné à l'aise toutes leurs manœuvres. Le 12 au soir, Gustave reçoit d'Orebro l'avis officiel que les révoltés viennent d'arriver dans cette petite ville, située à une soixantaine de lieues à l'ouest de la capitale. Une de ses premières pensées est d'envoyer demander pardon à Stedingk, à ce fidèle serviteur, et on le voit pleurer sur une erreur qui devait lui montrer d'une seule fois tout son aveuglement passé. L'indécision et le trouble président à ses résolutions, et personne pour le conseiller ou du moins l'assister. La reine est restée à Haga; le duc de Sudermanie, son oncle, est peut-être complice. Gustave ordonne de fermer les portes de la ville, celles du château; il convoque les dignitaires de l'état; il restera dans la ville, il se défendra jusqu'à l'extrémité dans le palais; puis, changeant d'avis, il ordonne d'imprimer et de répandre par tout le pays une proclamation; il sortira le lendemain de Stockholm, ira rejoindre l'armée du sud, qu'il croit fidèle comme son général (Toll); il transportera dans une ville de Scanie le siége du gouvernement, et il verra bien si la capitale osera trahir la cause de son roi et persister longtemps dans sa révolte. Par contre, aux derniers avis de ceux qui le supplient encore d'accepter les conditions de la Russie, il répond par des argumens tirés de l'Apocalypse; il sait bien d'ailleurs que le mois de mars doit lui être funeste, tant son esprit est plein de confusion et de vertige. La nuit du 12 au 13 se passe dans les préparatifs du départ. Le lendemain matin, Gustave, qui manque d'argent, fait avertir les commissaires de la banque qu'ils aient à lui remettre les fonds de l'état, et sur leur refus il s'apprête à faire enlever de vive force une somme de deux millions. Il n'eut pas le temps d'exécuter cette violence : Adlercreutz, en apprenant l'ordre donné par le roi pour le départ, s'était souvenu de ses engagemens, et la catastrophe finale avait été dès lors résolue dans son esprit.

Stockholm offrait, pendant la matinée du 13 mars, un singulier spectacle. Les voitures préparées pour le départ du roi, les chariots de bagage et ceux du train nécessaires aux troupes désignées pour le suivre encombraient les rues et particulièrement les abords du château. Aides de camp, courriers et ordonnances se croisaient en

tout sens, occupés, les uns de hâter le départ, les autres de le prévenir. Les habitans de Stockholm, pour qui l'entreprise projetée commençait à n'être plus un secret, circulaient par les rues et entouraient le château. L'attente de grands événemens était peinte sur tous les visages, mais rien de plus; cette foule paraissait indifférente. Avec cette curiosité inepte de la multitude prête à obéir aux destinées que lui préparaient quelques hommes courageux, elle regardait le château et en interrogeait des yeux les portes et les fenêtres. Cette vague inquiétude ne laissait pas d'être le pressentiment de la gravité du drame qui allait s'y accomplir.

Après s'être entendu de nouveau avec les plus hauts fonctionnaires et les principaux officiers de la garnison, Adlercreutz, à huit heures du matin, se rend avec le comte de Klingspor au château. Il y trouve ses aides de camp, comme il était convenu. Il ordonne quelques dispositions intérieures : comme les drabans ni les soldats de la garde allemande ne savent rien du complot, il les disperse, il les éloigne autant que possible; ils sont d'ailleurs peu nombreux, plus de trente officiers répandus dans le château les surveilleront, et l'on peut compter en ville sur presque toute la garnison.

Le roi donnait quelques audiences. Il venait de faire appeler le duc de Sudermanie; il mande aussi le comte de Klingspor. Quelques instans après, on l'entend se livrer à un de ces emportemens qui lui étaient devenus habituels : le sujet de la querelle était le refus du duc de Sudermanie de se rendre à Gripsholm suivant l'ordre du roi, et l'assurance de Klingspor que le départ royal allait être le signal des plus grands malheurs, qu'il fallait rester et convoquer la diète, unique refuge. Adlercreutz juge que le moment est venu d'en finir. « Suivez-moi, messieurs, » dit-il à ses aides de camp, et il entre dans la chambre où se trouve le roi. On se figure l'étonnement de Gustave en le voyant entrer de lui-même avec six officiers. « Sire, dit aussitôt Adlercreutz, la nation est consternée de voir votre majesté quitter sa capitale dans les circonstances difficiles où nous sommes. Les hauts fonctionnaires, l'armée et tous les bons citoyens m'ont chargé de prévenir une mesure aussi funeste, et nous venons... — Qu'est-ce que cela veut dire? s'écrie le roi avec violence. Il n'y a que des factieux et des traîtres qui puissent parler ainsi! — Sire, répondent les officiers, nous venons pour sauver votre majesté et notre patrie; nous ne sommes ni factieux ni traîtres. — Je vous dis que c'est de la trahison, répond Gustave d'une voix forte, et vous êtes tous perdus, si vous continuez de la sorte. » Et comme Adlercreutz approchait, le roi, reculant un peu, tire son épée et dit : « Personne ne m'enlèvera ce fer, sinon avec la vie. » Il fallait empêcher à tout prix une rixe sanglante; Adlercreutz s'élance sur le roi et le saisit des

deux bras pendant qu'on le désarme. Aux cris de Gustave, qui se débat violemment, les drabans se précipitent vers la chambre; mais les officiers d'Adlercreutz les contiennent un instant, lui-même vient les assurer qu'aucun danger ne menace la vie du roi; puis, prenant en main le bâton de commandement de l'adjudant-général du palais : « C'est moi qui commande ici, » dit-il d'une voix qui ne souffre pas de contradiction, et il fait arrêter ceux qu'on croit le plus à craindre. Gustave avait paru se calmer après la lutte; mais pendant que ses gardiens veillent à ne laisser entrer personne dans la chambre où il est prisonnier, il s'empare tout à coup par ruse d'une épée et s'échappe par une porte de derrière. Alors commence dans les corridors et les escaliers du palais une sauvage poursuite dont Adlercreutz attend avec anxiété l'issue. Que ne serait-il pas arrivé peut-être si Gustave eût soulevé en sa faveur la garde allemande et une partie de cette population que pouvait entraîner la pitié, puis l'ardeur de la lutte? Greiff, capitaine des chasses, met fin à ces incertitudes en saisissant Gustave au milieu de sa course. Épuisé, presque évanoui, le roi se laisse porter dans sa chambre, d'où on le transfère le soir même, sous bonne garde, dans un château situé à quelque distance de la ville.

Le duc de Sudermanie, frère de Gustave III, consentit, après s'être fait beaucoup prier, à se mettre à la tête des affaires en qualité de lieutenant-général du royaume jusqu'à ce que la diète fût réunie. Il restait à savoir si l'on organiserait le nouveau gouvernement sur des principes nouveaux; mais dès ce moment on avait éloigné la cause de ruine immédiate qui menaçait la Suède. Le 13 mars sauva peut-être ce pays d'un démembrement; il sauva certainement Stockholm d'une invasion russe; 70,000 Russes, établis dans les Aland, s'étaient déjà mis en marche vers cette capitale, et c'était dans le palais des Vasa qu'Alexandre prétendait venir dicter la paix à Gustave IV. En présence des événemens du 13 mars, le tsar dut renoncer à cet audacieux projet. Ces événemens, qui changeaient complétement la situation intérieure de la Suède, ne devaient pas exercer une moins décisive influence sur sa politique extérieure. Le gouvernement proclamé le 13 mars comprenait une nécessité que Gustave IV n'avait jamais su admettre, — la nécessité de chercher dans un bon accord avec la France la plus puissante des garanties contre les tentatives de l'ambition russe. Une ère nouvelle semblait s'ouvrir ainsi avec l'avénement de Charles XIII, pour le royaume de Suède; mais de terribles vicissitudes lui étaient encore réservées, et ce n'était qu'au prix des plus cruelles perplexités que le peuple suédois, — nous aurons à le montrer bientôt, — devait acquérir l'intelligence de ses véritables intérêts.

A. Geffroy.

LES

ANIMAUX REPRODUCTEURS

CONCOURS DE 1855 A PARIS.

De toutes les parties de l'exposition universelle, celle qui a le plus complétement atteint son but est la plus neuve, celle des animaux reproducteurs. Sous des tentes très bien disposées au Champ-de-Mars se rangeaient dans un ordre parfait 1,600 animaux, dont un tiers environ venu des pays étrangers. On n'avait encore vu nulle part, même en Angleterre, un pareil assemblage. Les expositions anglaises, si belles, si complètes, ne contiennent que des animaux anglais. Ici on a pu comparer entre elles les principales races nationales et étrangères, représentées par des échantillons supérieurs. Les Anglais surtout ont bien fait les choses : ils avaient amené leurs plus beaux types, et le nom de leurs premiers éleveurs a retenti dans la distribution des prix tout aussi bien qu'aux derniers concours de Glocester ou de Lincoln. De notre côté, c'est bien quelque chose que d'avoir mis en ligne 1,000 têtes de choix appartenant à nos variétés nationales; une telle réunion eût été impossible il y a quelques années.

Ce résultat est dû, il faut le reconnaître, au système suivi avec persévérance par l'administration de l'agriculture. J'aime assez peu en général l'ingérence de l'autorité dans les matières industrielles et agricoles, mais il n'y a pas de règle sans exception, et quand l'initiative personnelle fait défaut, il n'est pas mal que l'action publique la remplace. L'administration a commencé par la base : elle a insti-

tué d'abord des concours régionaux. La France a été partagée en huit régions; j'en aurais mieux aimé quinze ou seize, car les circonscriptions actuelles me paraissent trop étendues, mais ce n'est là qu'une question de détail; chaque région a tous les ans son concours spécial d'animaux reproducteurs, qui se tient tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, pour faciliter à tous les points du territoire l'accès de ces solennités champêtres; puis à Paris a lieu un concours général, qui tend à réunir les animaux primés dans les concours régionaux; une somme de 150,000 fr. environ, portée maintenant à 250,000 par l'établissement du concours universel, et suffisante pour exciter l'émulation sans imposer une charge sérieuse aux contribuables, se distribue en prix. Cette organisation a réussi.

Je ne dis pas que ce succès soit bien profond : il commence à peine, il n'a pas eu le temps de se généraliser; tout est concentré encore dans un petit monde plus ou moins officiel, et l'effet réel sur la production nationale est jusqu'ici peu sensible. Il faut du temps pour tout, pour l'agriculture en particulier, qui marche d'autant plus lentement qu'elle a de plus grands intérêts à remuer. Cependant chaque année on fait un pas; les vrais cultivateurs arrivent peu à peu, le nombre des animaux exposés dans chaque région s'accroît, leur qualité s'améliore, une discussion publique s'établit sur les meilleurs moyens de tirer du bétail le plus grand profit, les idées pénètrent et s'infiltrent goutte à goutte. Le programme des concours se perfectionne lui-même par l'expérience, une foule de questions s'y rattachent qui tiennent en éveil les hommes spéciaux. L'année dernière, on a admis les femelles qu'on avait exclues à tort auparavant; cette année, on a introduit des catégories d'âge qui manquaient; l'année prochaine, ce sera probablement autre chose, car il y a encore beaucoup à dire. Le principe est bon, c'est l'essentiel.

L'année 1855 marquera dans l'histoire de cette institution naissante. L'idée de l'exposition universelle était une innovation hardie; si elle avait échoué, l'avenir des concours, même nationaux, eût été compromis; heureusement c'est le contraire qui arrive. On a osé faire payer à la porte pour entrer, et le public n'en est pas moins venu; 80,000 curieux en trois jours ont apporté leur petit tribut, bien que la chaleur fût excessive, et le théâtre de l'exposition très éloigné du centre de Paris. Dans cette ville de spectacles, le concours d'animaux reproducteurs est désormais un spectacle de plus, accueilli et recherché par la foule. On peut considérer l'institution comme fondée, ce dont il faut toujours se féliciter dans un pays capricieux comme le nôtre. Il entre sans doute beaucoup de frivolité dans cet empressement, le Champ-de-Mars a été encore une fois une annexe de l'Hippodrome; il faut bien prendre le public français comme

il est, et le conduire à l'utile par l'amusement, ou, comme disait si bien M. de Chateaubriand, *à la réalité par les songes*.

Essayons quant à nous de nous rendre compte des enseignemens sérieux qu'apporte avec elle une exhibition de cette importance. Je n'aborderai que les idées les plus générales; s'il fallait entrer dans les détails, nous n'en finirions pas. Ce n'est pas d'ailleurs une petite affaire que de se tenir aujourd'hui au courant de cette science nouvelle et grandissante qu'on appelle la zootechnie. Mon ancien collègue à l'Institut national agronomique, M. Baudement, dont cette science est la spécialité, et qui la cultive avec un grand esprit d'observation, peut seul en parler en pleine connaissance de cause. Je ferai le moins possible excursion dans son domaine, et je chercherai surtout le côté économique du sujet, qui m'est le plus familier.

La zootechnie est avant tout une division de la physiologie. Elle recherche comment il faut s'y prendre pour faire avantageusement de la viande, du lait, de la laine, de la force vivante, de l'agilité, enfin tout ce qu'on demande aux diverses espèces animales. Elle doit étudier les fonctions de la respiration, de la digestion, dans toutes les situations données, avec leurs effets sur la production. Elle a besoin d'immenses travaux anatomiques, pour constater positivement l'influence des conditions extérieures sur les organes, et l'action spéciale de chaque organe sur chaque produit déterminé. Dans les conditions extérieures sont comprises, avec les climats et les soins hygiéniques, toutes les variétés d'alimentation; de là des études de physiologie végétale très compliquées, pour connaître la nature et l'effet de chaque aliment. On peut pressentir par là le nombre et la gravité des problèmes que la zootechnie se pose, et dont la solution profitera quelque jour à l'espèce humaine, car il y a de grands rapports entre l'animal et l'homme; on doit comprendre aussi quelle réserve il convient de s'imposer pour en parler, quand on n'est pas soi-même physiologiste.

Si l'exposition avait été véritablement universelle, ce n'est pas un coin du Champ-de-Mars, c'est le Champ-de-Mars tout entier qui aurait à peine suffi pour la contenir. La seule Europe renferme peut-être cent races distinctes de bêtes à cornes et un nombre plus grand encore de races ovines; la France à elle seule en possède un quart ou un tiers, quoiqu'elle soit loin d'occuper une place correspondante sur la carte. Depuis le petit bœuf du Morvan et la petite vache bretonne jusqu'aux colosses du Cotentin ou de l'Agenais, depuis le mouton rabougri des Landes ou des Ardennes jusqu'au flandrin et au mérinos perfectionné, nous avons une variété de types suffisante pour offrir à l'observation un champ indéfini. C'est qu'en effet les races d'animaux domestiques, souples et malléables comme Dieu

les a faites, se moulent avec une docilité merveilleuse sur les besoins et les ressources des lieux où elles vivent.

Deux sortes de circonstances influent sur la constitution d'une race, les conditions physiques, comme la nature du sol et du climat, et les conditions économiques, comme l'état des capitaux et des débouchés. De là cette immense diversité, car les combinaisons possibles de ces deux grands élémens sont innombrables : — plaines et montagnes, rochers et marécages, terres granitiques, calcaires, argileuses ou siliceuses, soleil d'Andalousie ou de Norvége, climats excessifs ou tempérés, secs ou humides, variables ou constans. Et quand à cette multitude de régions naturelles que forment les différences de latitude, d'altitude, de composition géologique, viennent s'ajouter les différences non moins sensibles qui proviennent de l'histoire politique, du développement de la population et de la culture, de l'état de la civilisation, on devine ce qui doit en résulter. Les conditions physiques agissent directement sur ce que, dans la langue scientifique, on appelle l'*offre*, les conditions économiques sur ce qu'on appelle la *demande*, et de l'action réciproque de l'*offre* et de la *demande*, c'est-à-dire des ressources de la production et des besoins de la consommation, naissent les familles locales.

Mais si la nature des choses le veut ainsi, l'art de l'homme n'est pas désarmé. Il peut agir sur la demande par l'ouverture de nouveaux débouchés, il peut modifier l'offre par la création de nouveaux moyens de production, il peut enfin chercher les procédés les plus sûrs et les plus rapides pour proportionner la demande à l'offre ou l'offre à la demande. Tous ces effets se produisent d'eux-mêmes avec le temps; mais l'homme peut les précipiter, les diriger, quand il sait bien se rendre compte du but qu'il veut atteindre et du chemin qu'il faut suivre pour y arriver. De là l'intérêt de ces concours et leur utilité réelle, bien qu'ils ne présentent pas toujours le tableau complet des faits existans. C'est moins ce qui est que ce qui peut et doit être qu'il s'agit de savoir. Parmi les innombrables espèces d'animaux domestiques répandues sur la surface de l'Europe, les trois quarts n'ont pas d'importance, en ce sens que, si elles sont aujourd'hui ce que veulent les circonstances locales, ces circonstances peuvent changer demain; ce qui importe, ce sont les types supérieurs dans tous les genres, ceux dont les autres doivent se rapprocher le plus possible, et ces types sont peu nombreux. La connaissance de tous n'est nécessaire que pour faire apprécier les difficultés de toute amélioration, la lutte du présent contre l'avenir et du fait contre l'idée. Sous ce point de vue, l'exposition était à peu près suffisante; il n'y avait que peu de lacunes.

D'abord venait l'espèce bovine, représentée par 500 têtes, moitié

françaises, moitié étrangères. C'était un spectacle magnifique que ces longues files de beaux animaux, d'une taille énorme pour la plupart, et, comme dit Virgile dans sa langue incomparable, *corpora magna boum*. Ils étaient divisés par races, d'après le programme. La question du mode de classement n'est pas une des moindres de ces concours; on a critiqué la division par races, on a proposé en échange celle de *variétés de boucherie, variétés de travail, variétés laitières;* ce serait évidemment plus conforme à la théorie, mais les faits actuels commandent, à mon sens, l'autre division. La Société royale d'agriculture d'Angleterre l'a adoptée. Les races sont des faits considérables, anciens, résultant de conditions matérielles qu'il n'est pas toujours possible de changer de fond en comble, et qui dans tous les cas résistent au changement; ces faits présentent à l'esprit une idée nette, facile à saisir, qui concorde avec les circonscriptions géographiques de province ou de nationalité, et qui réveille des souvenirs historiques ou pittoresques. La division par races n'a d'ailleurs rien d'exclusif et de systématique, quand on encourage dans chaque race les perfectionnemens et qu'on ne repousse pas les croisemens eux-mêmes.

La perfection d'un animal réside sans doute dans l'organisation la mieux adaptée à sa destination spéciale; mais les ressources manquent quelquefois pour lui donner complétement cette organisation, et d'un autre côté le débouché peut être tel que la destination la plus profitable soit mixte. Le principe de la *spécialisation*, qui est sans aucun doute celui du progrès, reçoit alors un double échec. Des trois spécialités indiquées, il en est une, le travail, dominante aujourd'hui, qui est destinée à disparaître plus ou moins. C'est déjà faire une concession que de l'admettre au nombre des qualités primées; la concession est même plus grande, car tout en acceptant les races on peut primer exclusivement dans chacune d'elles les qualités de boucherie et de laiterie. Le travail des bêtes bovines est le signe d'une situation arriérée : il faut bien l'accepter quand on ne peut pas faire autrement, et la division par races satisfait à cette nécessité, puisque celles qui ne travaillent pas ne sont pas admises à concourir avec celles qui travaillent; mais il est bon de ne jamais le reconnaître comme fondamental et définitif.

Les races étrangères, et surtout les races anglaises, avaient à l'exposition une supériorité marquée sur les nôtres. Pourquoi? J'ai déjà essayé de le dire ici, je n'y reviendrai pas. Au premier rang de ces espèces améliorées se trouvait celle à *courtes-cornes* ou de Durham. Tout le monde connaît maintenant, au moins de nom, cette race célèbre qui offre le type le plus parfait du bœuf de boucherie. L'expérience ayant démontré que la facilité à se mettre en chair et à s'engraisser

tenait surtout à l'appareil respiratoire, ces bœufs se distinguent par la profondeur de leur poitrine. On admire en même temps la petitesse de leurs os et l'énorme développement des parties de leur corps qui donnent la viande la plus estimée.

Depuis quelques années, la race de Durham tend évidemment à se répandre en France. Sur les cinq cents animaux présens au Champ-de-Mars, une centaine environ appartenaient à cette race pure, et sur ces cent, la moitié étaient nés chez nous. Le premier prix a été obtenu par un taureau né en Angleterre chez un des plus grands éleveurs du Wiltshire, mais acheté, importé en France et présenté au concours par M. le marquis de Talhouet, propriétaire dans la Sarthe. Les deux vacheries nationales du Pin (Orne) et du Camp (Mayenne), qui en avaient exposé une vingtaine hors concours, ne sont plus seules à en avoir, et puisque l'industrie privée a commencé à s'en emparer, on peut dire que la race est désormais naturalisée.

Il n'y a pas beaucoup plus de dix ans que l'on s'en occupe sérieusement. Outre les établissemens de l'état, l'honneur de cette initiative appartient surtout à deux éleveurs qui se sont longtemps partagé les prix, M. le marquis de Torcy (Orne) et M. de Béhague (Loiret). Malheureusement ils étaient l'un et l'autre, M. de Béhague surtout, placés dans des contrées qui se prêtaient peu à l'introduction d'animaux perfectionnés. Le Loiret est en général un pays peu fertile et peu riche, voisin de régions plus disgraciées encore, où la culture ne fait que de lents progrès. L'Orne est dans des conditions meilleures, mais là se présentait un autre genre de difficultés, l'existence d'une race indigène, ancienne et estimée, qui n'a pas cédé la place aisément. Ces deux circonstances ont fait que, pendant plusieurs années, les *courtes-cornes* ne se sont pas répandus; les étables de MM. de Torcy et de Béhague n'étaient que des exceptions brillantes.

La question semble résolue aujourd'hui, mais sur un autre point. Les départemens de la Mayenne et de Maine-et-Loire sont au nombre de ceux qui, par des circonstances particulières, ont fait dans ces derniers temps les plus grands progrès agricoles. Un des élémens les plus actifs de l'heureuse transformation qui s'y opère a été l'essai du sang durham. Cette contrée possédait une race particulière, la mancelle, qui n'avait pas d'assez grandes qualités pour lutter, et qui paraît destinée à s'absorber rapidement. Les autres conditions agricoles et économiques se sont rencontrées. Aujourd'hui, la race courtes-cornes y pénètre jusque chez les simples métayers. Ce beau résultat est dû surtout à un homme qui soutient avec une rare énergie et une grande originalité d'esprit une véritable croisade en faveur des durham, M. Jamet, ancien représentant; il a été aidé dans ses efforts

par l'habile directeur de la vacherie publique du Camp, et par un propriétaire du pays que d'autres genres de succès avaient illustré, M. de Falloux.

L'Anjou paraît donc devoir être pour la France ce qu'est en Angleterre le nord du Yorkshire, le centre de la production des *courtes-cornes*. L'émulation s'en mêle; tous les jours on apprend que, dans les ventes des étables les plus renommées d'Angleterre, des échantillons distingués ont été achetés par des propriétaires angevins, et à des prix élevés. Notre *herd-book* français s'enrichit ainsi rapidement des noms les plus célèbres du *herd-book* anglais, dont les descendans viennent chez nous faire souche.

Pour l'acclimatation, au moins dans la région du nord-ouest, il ne peut rester le moindre doute, quand on a vu les animaux exposés cette année, tant par des éleveurs privés que par les vacheries publiques. Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de plus beaux types. Ceux qui avaient été amenés d'Angleterre par le prince Albert, lord Feversham, lord Talbot, M. Richard Stratton, etc., n'étaient pas sensiblement supérieurs. Plusieurs générations se sont succédé déjà sur notre sol, sans qu'on ait vu la moindre apparence de dégénérescence; nous pouvons dire que nous possédons, même pour la race pure, de quoi rivaliser. Quant aux croisemens, c'est toute une carrière nouvelle dont il est impossible de prévoir le terme. Déjà de nombreux essais ont été faits avec des succès divers; une cinquantaine d'animaux appartenant à diverses catégories de croisemens figuraient au Champ-de-Mars.

Je ne veux pas entrer ici dans la grande question du croisement et du métissage qui se débat en ce moment, et qui est à coup sûr une des plus obscures et des plus ardues de la zootechnie. Je dirai seulement que toute solution systématique me paraît dangereuse; je ne voudrais ni proscrire ni recommander en principe la formation de races intermédiaires, tant que l'expérience n'aura pas prononcé. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, pour quelques exemples du moins, le métissage paraît en voie de réussir. Il y avait à l'exposition des durham-charolais, des durham-flamands, des durham-normands, des durham-manceaux, des durham-lorrains, des durham-bretons, des durham-suisses, qui semblaient fournir des argumens péremptoires en faveur de semblables tentatives. Ce n'est pas que les races pures ne me paraissent en général préférables, quand on peut s'y tenir : avec elles, on sait ce qu'on fait ou à peu près, tandis qu'avec les croisemens et les métissages on marche dans le vague et l'inconnu; mais, dans ces situations mixtes où l'on veut commencer à sortir de l'ornière sans avoir les moyens de tout changer à la fois, je ne puis m'empêcher de croire que les croisemens ont leur valeur, valeur le plus

souvent transitoire, j'en conviens, comme la situation qui les provoque, mais qui peut aussi devenir fixe et permanente par la création d'une sous-race, quand les circonstances s'y prêtent, c'est-à-dire quand les deux familles qu'il s'agit d'accoupler ont entre elles des affinités suffisantes pour s'allier intimement.

On dit que des raisons physiologiques s'opposent à la fusion réelle et profonde des races, et que si un individu né d'un premier croisement présente en apparence un terme moyen entre le père et la mère, ce n'est pas une raison suffisante pour le croire apte à fonder une sous-race réunissant toujours les mêmes caractères. L'expérience prouve en effet que cette création rencontre des difficultés; l'influence des aïeux est si puissante qu'elle reproduit purement et simplement la plus ancienne des deux races après deux ou trois générations issues d'un seul croisement; et, ce qui est pire encore, le mélange des germes amène souvent des résultats monstrueux qui déconcertent tous les calculs. Que conclure de ces observations? Qu'il faut être très prudent avant de rien entreprendre de pareil; mais de ce que le métissage est difficile, je ne puis en conclure qu'il soit impossible. Les races les plus fixes et les plus précieuses, comme celle des bœufs *courtes-cornes* eux-mêmes, sont les produits d'un métissage bien fait. Autrefois on croisait à tort et à travers, sans savoir précisément ce qu'on voulait faire; on est un peu plus avancé aujourd'hui : c'est une raison pour qu'on réussisse plus souvent. Il est d'ailleurs à remarquer que les adversaires du métissage ne proscrivent pas les croisemens en général; ils admettent les bons effets d'un premier croisement, ce qui est déjà considérable, et ils recommandent l'absorption d'une race inférieure par une supérieure, au moyen de l'emploi continu de mâles de la seconde; ils ne contestent que la formation de races intermédiaires, ce qui est en effet chanceux.

Dans le nord-ouest, où la race bovine est généralement exclue du travail, on peut, je crois, introduire à peu près partout le sang durham avec avantage. Je dirai même que, dans beaucoup de cas, j'aime mieux le croisement que la race pure; le durham a d'éminens avantages, mais il a un défaut, surtout pour nous Français : sa viande est d'une qualité inférieure et trop chargée de graisse. Quand il perdrait un peu de sa précocité pour gagner une saveur plus appropriée à nos goûts, il n'y aurait pas grand mal. C'est ce qu'on obtient par des croisemens avec les races qui donnent chez nous les meilleures qualités de viande. — Quant à nos espèces du midi, à celles de montagne et en général à celles qui travaillent, c'est tout autre chose. Il est bon d'y regarder à deux fois avant de les croiser. C'est là surtout que l'entreprise du métissage me paraîtrait illogique et dangereuse; tout au plus peut-on essayer, quand on se trouve dans

des circonstances exceptionnelles, d'un premier croisement. Le plus sûr est de s'en tenir à la race locale, en l'améliorant autant que possible par elle-même, c'est-à-dire en se servant de reproducteurs de choix. Il faut se garder d'altérer mal à propos le tempérament nécessaire à la principale destination des animaux par un mélange avec des races molles et lymphatiques créées pour d'autres besoins.

Cette réserve faite, la part qui reste chez nous à la race de durham est encore belle. Elle peut s'implanter dès à présent dans un quart de la France, soit comme race pure, soit comme source féconde de croisemens et de métissages, et dans l'avenir elle pourra pénétrer partout où le travail de l'espèce bovine reculera. Elle promet d'augmenter notablement notre production en viande de boucherie. Sans les établissemens de l'état, tels que le Pin, le Camp, l'Institut agronomique, elle aurait été plus lente à se répandre; c'est un service important que l'agriculture française doit à ces établissemens, et qui prendra rang un jour à côté de ceux qu'a rendus dans d'autres temps la bergerie nationale de Rambouillet.

Auprès des durham, les autres races bovines anglaises perdent beaucoup de leur intérêt. Celles de Hereford et de Devon étaient représentées à l'exposition par une trentaine d'animaux presque tous venus d'Angleterre. C'est lord Berwick qui a eu le prix des *hereford* et M. George Turner celui des *devon;* ces deux éleveurs sont en effet aujourd'hui les premiers de l'Angleterre pour ces deux races, et remportent les prix dans les concours nationaux. Comme importation, elles ont l'une et l'autre peu de succès, et je ne crois pas qu'elles soient destinées à en avoir jamais beaucoup; mais comme exemples, elles méritent l'attention, en ce qu'elles montrent comment d'anciennes races de travail, qui ne sont pas toujours dans les meilleures conditions d'alimentation, peuvent être transformées, par des soins persévérans, pour acquérir presque des qualités égales à celles des durham. Il n'existe pas de meilleurs modèles; ceux de nos éleveurs qui ont entrepris d'améliorer nos races par elles-mêmes, n'ont rien de mieux à faire que d'étudier et d'imiter. J'en dirai autant de la race noire sans cornes, dite d'Angus, que représentait un magnifique animal envoyé par lord Talbot; on a donné un prix à lord Talbot pour cette unique tête, et on a eu bien raison.

Comme on voit, les Anglais eux-mêmes ne mettent pas partout du sang durham. Ils ont conservé un petit nombre de races locales qui se perfectionnent et se développent à part. Depuis quelque temps, les durham gagnent du terrain; presque partout, même en Écosse, on commence à les voir pénétrer dans des contrées qui leur avaient été fermées jusqu'ici, à mesure que le *high farming* fait des progrès. Néanmoins on peut affirmer que de longtemps ils n'envahiront la Grande-

Bretagne tout entière; ils ne peuvent prospérer véritablement que dans des conditions qui, même en Angleterre, ne se rencontrent pas toujours. L'amour-propre local résiste, aussi bien chez nos voisins que chez nous. L'Écosse tient à ses bœufs noirs sans cornes comme au costume pittoresque de ses montagnards; ils font partie de ses traditions et de son histoire; leur disparition devant les durham serait pour elle comme une nouvelle conquête. Le nord du Devonshire n'a pas tout à fait les mêmes raisons patriotiques, mais cette jolie race est une des plus élégantes qui existent; elle est parfaitement appropriée au sol et arrivée à un haut point de perfection. Les hereford persistent par d'autres causes; ils s'élèvent dans une région déterminée, et vont s'engraisser ailleurs, comme il arrive à beaucoup de nos variétés françaises. Toutes trois sont des races de montagne, et, dans leur lutte contre le durham, elles ont un avantage que j'ai déjà signalé chez plusieurs des nôtres, la qualité de leur viande. Dans la plupart des fermes anglaises appartenant à des grands seigneurs, on engraisse des durham pour la vente, mais on a des angus ou des devon pour la table du maître.

Il est cependant une race anglaise qui paraît reçue chez nous avec autant de faveur que les durham, je veux parler de la race laitière du comté d'Ayr en Écosse. 30 de ces animaux figuraient à l'exposition, presque tous nés en France ou appartenant à des Français. 3 provenaient du domaine impérial de Villeneuve-l'Étang, où leurs parens avaient été transportés après la destruction de l'Institut agronomique; les autres avaient été présentés par trois amateurs principaux qui se sont partagé les prix, M. le marquis de Vogué, M. le marquis de Dampierre, et M. F. Bella, directeur de l'école d'agriculture de Grignon. Le prince Albert avait envoyé une vache. La race d'Ayr n'est connue en France que depuis cinq ans environ; on voit qu'elle a fait en peu de temps de sensibles progrès. Elle continuera probablement à en faire, car elle a pour elle, outre ses qualités productives, le charme irrésistible de la grâce. Sa supériorité sur les nôtres pour la quantité et la qualité du lait est contestée; je crois cependant que, somme toute, elle doit l'emporter. L'examen anatomique de ses organes a démontré en elle la meilleure machine organisée pour la production du lait. Si elle a paru quelquefois inférieure à nos cotentines ou à nos flamandes, c'est parce qu'elle est d'une plus petite taille; elle convient mieux qu'elles à des pays d'une fertilité médiocre, comme ses montagnes natales; il est vrai que, sous ce dernier rapport, elle rencontre une rivale redoutable dans notre petite race bretonne, mais elle offre plus de ressources pour la boucherie. L'expérience est en bonnes mains; d'ici à peu d'années nous saurons à quoi nous en tenir.

Ici finissent les races anglaises. Deux autres pays étrangers seule-

ment ont pris part à l'exposition, la Hollande et la Suisse. Ce sont en effet les seuls dont les races nationales aient de grands mérites, la Hollande surtout. Je ne vois jamais sans un profond sentiment d'admiration ces magnifiques vaches, que je regarde comme la souche commune du plus beau bétail de l'Europe. Presque tous les caractères que l'art a cherché à reproduire ailleurs se présentent naturellement, et avec une ampleur exceptionnelle, chez ces énormes bêtes, qui donnent à la fois des montagnes de viande et des fleuves de lait, et qui ont inspiré, par leur beauté native, des artistes comme Paul Potter, Berghem ou Ruysdaël.

Malheureusement la race pure paraît avoir besoin, pour prospérer, des riches pâturages et de l'air salin qui lui ont donné naissance. Quelques importations ont été essayées en France; elles ont laissé peu de traces. Il en est de même, au moins sur la plus grande partie du territoire, de ces belles espèces suisses de Berne et de Fribourg, qui avaient fourni à l'exposition cinquante animaux de choix; on ne peut en importer que dans le Jura français, où elles retrouvent à peu près leurs conditions premières. Rien n'est plus regrettable assurément, car ces deux familles sont superbes; leur aspect fait rêver des digues de la Hollande et des vallées des Alpes, ces premiers boulevards de la liberté moderne; on se demande par quelle loi mystérieuse les plus beaux produits sont dus aux peuples les plus forts et les plus fiers. Les vaches suisses surtout ont l'air d'avoir, comme leurs pâtres, le sentiment de l'indépendance nationale; chacune avait suspendue auprès d'elle la cloche qu'elles portent au cou, et qui sert à guider le troupeau au milieu des rochers et des précipices. Il y a quelques années, la race de Schwitz était en France assez en faveur; on espérait y trouver la meilleure réunion connue du travail, de la viande et du lait. Aujourd'hui les idées ont changé; on s'attache moins à cette union, qu'on regarde avec raison comme difficile ou même impossible, et on aime mieux des animaux qui poussent très loin une qualité spéciale. L'exposition des schwitz, quoique remarquable, a été reçue avec froideur, peut-être même est-on tombé à leur égard dans un autre excès.

L'Allemagne n'avait rien envoyé, ainsi que le nord et le midi de l'Europe. Il ne paraît pas qu'on y ait beaucoup perdu; on dit cependant du bien de la vache du Tyrol et d'une espèce dite de l'*Allgau*, répandue en Souabe et en Bavière.

Parmi les variétés bovines françaises, il n'y avait que les dix principales, mais ces dix suffisent pour donner une idée générale de nos richesses. En tête venait la race normande ou cotentine, qui comptait 30 animaux, la plus renommée de nos espèces, mais non la plus irréprochable. Depuis longtemps en possession d'alimenter Paris en viande

et en beurre, c'est elle qui fournit habituellement le bœuf gras, et pour cette circonstance extraordinaire elle a produit des animaux dont le poids s'est élevé jusqu'à près de 2,000 kilog. Quant au beurre, il suffit de nommer Isigny et Gournay pour donner une idée de sa qualité et de sa quantité. La race normande s'étend sur cinq ou six départemens; elle se partage en deux variétés, la grande, qui est préférée pour la boucherie, et la petite qui est la laitière par excellence. Trois circonstances ont contribué à la développer à ce point, l'excellence des pâturages, l'ancienneté du débouché de Paris, et l'absence à peu près complète de travail. Cependant les connaisseurs lui reprochent de s'être formée d'elle-même, sans que les éleveurs se soient proposé, comme les Anglais, un but raisonné; il en est résulté que ni la grande ni la petite ne satisfont complétement par leur conformation, quel que soit d'ailleurs leur produit : la grande est encore trop osseuse, elle n'a pas ces formes cylindriques qu'on admire dans les durham, et la petite n'est pas tout à fait aussi bien constituée pour la laiterie que la vache d'Ayr.

On peut porter remède à ces défauts de deux façons, ou par des croisemens avec les races anglaises, ou par un choix désormais mieux entendu d'animaux reproducteurs, pris dans la race elle-même. Ces deux procédés sont maintenant employés concurremment. J'ai déjà dit que je préférais le premier comme plus expéditif, et les meilleurs agronomes normands sont de mon avis : le premier prix des croisemens a été précisément obtenu par un durham-normand exposé par M. Grégoire (Orne); mais le plus grand nombre préfère le second, et on a déjà obtenu dans cette voie de beaux résultats. Parmi les animaux de race pure présentés à l'exposition, il y en avait une douzaine, déjà primés pour la plupart dans les concours régionaux de Rouen et de Caen, qui ne laissaient plus que peu de chose à désirer. Au fond, le résultat est le même; le chemin est un peu peu plus long pour y arriver, mais il est accessible à un plus grand nombre, ce qui est bien quelque chose. Soit pure, soit croisée, la race normande était déjà une des mieux nourries, des mieux exploitées en vue du profit, et elle gardera ces avantages.

J'estime que la Normandie doit produire annuellement environ 100,000 bœufs gras, d'un poids moyen considérable, ou le quart environ de la viande consommée en France. La moitié vient se faire manger à Paris; le reste sert à la consommation locale. Ces cinq départemens nourrissent en outre 500,000 vaches, et leur population bovine doit être en tout d'un million de têtes, ou le dixième de la France entière. Relativement à la superficie, c'est la même proportion qu'en Angleterre, ou une tête sur trois hectares. Outre la Normandie proprement dite, la race cotentine s'étend encore dans les

départemens qui entourent Paris, et y forme une nouvelle population de 3 à 400,000 têtes, vaches pour la plupart. Ces départemens, n'ayant pas de race à eux et n'entretenant de vaches que pour le lait, s'approvisionnent surtout en Normandie, et y ouvrent ainsi un nouveau débouché.

Il n'y avait à l'exposition que cinq échantillons de la race mancelle pure. Cette race a pourtant beaucoup d'importance; elle fournit de temps immémorial pour le marché de Paris presque autant de bœufs gras que la Normandie, et elle couvre quatre départemens des plus riches en bétail. On aura sans doute pensé qu'étant destinée à disparaître, elle ne devait figurer que pour mémoire.

La flamande comptait environ 20 têtes. La Flandre n'a pas tout à fait les mêmes conditions que la Normandie. Beaucoup plus peuplée, elle trouve en elle-même son propre débouché, et, comme tous les pays d'extrême population, elle recherche moins la viande que le lait. La race flamande est principalement laitière; comme telle, elle est à peu près arrivée à la perfection. Je ne crois pas qu'il soit possible de trouver beaucoup mieux, même dans la race d'Ayr, que la plupart des flamandes exposées. Tout en elles était fin, délicat, féminin, et je suis sûr que leurs douces mamelles laissent facilement échapper plus de 3,000 litres de lait par an. J'aurais, pour mon compte, plus de respect pour la race flamande que pour la cotentine; je serais plus disposé à la préserver de tout croisement. La Flandre française est un pays plus productif qu'aucune région de l'Angleterre; nulle part dans le monde il n'y a plus de bétail, et du meilleur, de même que nulle part il n'y a une agriculture plus intensive. Ces deux faits se suivent et sont la conséquence l'un de l'autre. Les cinq départemens de la Flandre et de l'ancienne Picardie contiennent 600,000 vaches; le département du Nord à lui seul en possède près de 200,000. Dans l'arrondissement de Lille, on est arrivé à une tête bovine par hectare, et chacune de ces têtes nourrit une famille : c'est le *maximum* connu de la production. Depuis quelque temps, la vache flamande lutte, comme laitière, sur le marché de Paris, avec la cotentine, et elle doit finir par l'emporter, si celle-ci ne s'améliore pas, car elle lui est réellement supérieure. Elle tend à se répandre, dans le nord, partout où il devient possible de lui donner les conditions de soin et d'alimentation qui lui sont nécessaires. Cette race n'est pas non plus sans qualités pour la boucherie, et je la placerais au premier rang parmi les nôtres.

Les cinq départemens de la péninsule de Bretagne figurent parmi les points de la France et du monde qui possèdent le plus de bêtes bovines. On n'y compte pas moins de 1,500,000 têtes sur une superficie totale de 3 millions et demi d'hectares, soit près d'une tête

par deux hectares. La Normandie et l'Angleterre n'en ont pas autant; il est vrai que, pour la grosseur et le produit, une tête bovine bretonne est tout au plus la moitié d'une normande ou d'une anglaise : 34 animaux de cette catégorie figuraient à l'exposition, preuve de l'intérêt qui commence à s'y attacher. Pendant longtemps, elle a été dédaignée, à cause de sa petite taille; mais depuis que des idées plus justes en zootechnie se sont répandues, on a ouvert les yeux sur sa valeur, et on peut dire maintenant qu'elle est à la mode. Toutes les bêtes exposées ne venaient pas de Bretagne, ce qui montre que la race attire, hors de son pays natal, l'attention des hommes spéciaux et des gens du monde. Qui ne connaît et n'aime ces jolies bêtes, au pelage noir et blanc, aux jambes et à la tête fines, à l'air doux et intelligent?

Cette petite race est par excellence celle des landes arides; elle trouve le moyen de vivre et de pulluler où les autres mourraient de faim. Les vaches sont peut-être celles qui donnent le plus de lait relativement à la quantité de nourriture consommée, et ce lait est excellent, surtout pour le beurre. Le beurre de Bretagne a depuis longtemps une réputation faite. A ces qualités déjà connues est venue depuis peu s'en ajouter une qu'on ne soupçonnait pas à cette race : on a découvert qu'en la plaçant dans de meilleurs pâturages, en lui donnant une nourriture plus choisie, elle engraissait rapidement, et finissait par faire à peu de frais des bœufs de boucherie, d'un rendement extraordinaire et d'une exquise qualité. Dès ce moment, sa fortune a été faite, tout le monde en a voulu, et le prix de ces petits animaux a doublé dans les lieux de production. Outre ses mérites comme race pure, elle a celui de se prêter sans difficulté à tous les genres de croisement; elle s'unit à merveille avec la race d'Ayr et celle de Durham. L'école d'agriculture de Grand-Jouan (Seine-Inférieure) avait exposé des échantillons vraiment admirables de ces deux croisemens; le dernier surtout paraît avoir un succès exceptionnel.

Un peu au sud de la péninsule bretonne, et séparée d'elle par la Loire, mais unie encore par de grandes conformités de sol et de climat, se trouve l'ancienne Vendée. Là s'est développée une autre race dont les types principaux portent les noms de Chollet (Maine-et-Loire) et de Parthenay (Deux-Sèvres). C'est une de celles qui fournissent le plus de bœufs gras à Paris; elle vient, sous ce rapport, immédiatement après la mancelle, comme la mancelle après la normande. Chollet est plutôt le marché où les bœufs se vendent, et Parthenay le centre du pays où ils s'élèvent. Ils sont d'une taille moyenne, faciles à engraisser, et leur viande est d'une qualité excellente. Ils étaient représentés à l'exposition par 12 animaux de pur sang. L'un

des prix a été obtenu par le supérieur du monastère de la Trappe, à Meilleraye (Loire-Inférieure), où l'on se livre avec grand succès à l'élève du gros bétail. Là comme à la Grande-Chartreuse et chez les trappistes de Staouéli, en Afrique, on aime à voir reprendre la tradition des anciennes abbayes, qui, en France comme partout, ont rendu de si grands services à l'agriculture.

La race de Parthenay a des partisans fanatiques; il est à remarquer que, parmi les nombreux essais de croisement envoyés à l'exposition, il n'y en avait aucun où elle jouât un rôle. Je ne serais pas tout à fait aussi exclusif, mais je reconnais volontiers que, dans l'immense majorité des cas actuels, il y aurait danger à y rien changer. Le patriotisme vendéen s'attache à tout, même à la couleur des animaux. Respectons ce sentiment conservateur qui sert à faire reconnaître les races pures : celle de Parthenay est brune, avec le bout des cornes noir. De toutes celles du nord-ouest, c'est la seule qui travaille; voilà son caractère principal, celui qui doit le plus la défendre contre toute tentative de croisement. Si jamais elle cessait de travailler, ce qui viendra bien quelque jour, il n'en serait pas tout à fait de même; mais n'essayons pas de prévoir ce temps, qui sera pour la fidèle Vendée, le pays aux traditions tenaces, aussi douloureux qu'une révolution.

La race vendéenne est la dernière de cette région : elle touche au midi. Si l'on tire une ligne droite de l'embouchure de la Charente dans l'Océan aux sources de l'Oise sur la frontière de Belgique, en passant par Paris, on enferme une sorte de péninsule dont la Bretagne forme la pointe, et qui contient, avec cette province et la Vendée, la Flandre, la Picardie, la Normandie, le Maine, l'Anjou et l'Ile-de-France, soit une vingtaine de départemens ou le quart du territoire. Là se trouvent réunis les quatre dixièmes du bétail national, ou quatre millions de têtes, divisées entre les trois grandes familles normande, bretonne et flamande, et leurs deux annexes, la mancelle et la vendéenne; là viennent s'engraisser, par une série de migrations, un grand nombre de bœufs d'autre origine; là se concentrent jusqu'ici presque toutes les importations d'animaux de race étrangère, comme les durham, et presque toutes les tentatives de croisement; là enfin s'obtient la moitié du lait et de la viande produits en France.

Toutes les autres races bovines de France sont plus ou moins employées au travail, et sont par conséquent inférieures sous les autres rapports. Les vingt départemens qui forment l'angle du nord-est comprennent deux millions et demi de têtes : c'est la région la plus riche après le nord-ouest. Cette population se concentre surtout dans la partie montagneuse qui forme les dix départemens des Vosges,

du Haut et du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura, de l'Ain, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire et de l'Yonne. On la divise en plusieurs variétés distinctes, dont les principales sont la charolaise, la lorraine et la comtoise. La lorraine, bien qu'une des plus importantes, n'était représentée que par cinq individus, mais qui ont presque tous été primés; on remarquait surtout deux taureaux, au pelage blanc et rouge, déjà couronnés aux concours régionaux de Vesoul et de Besançon. La comtoise se divise en deux branches, celle de plaine, qui sert avant tout au travail, et celle de montagne, qui est principalement laitière. Cette dernière a été modifiée profondément par des croisemens avec les races suisses, et n'a presque plus les caractères de la race pure, mais elle n'en vaut que mieux. Je n'ai aperçu qu'un échantillon de ce croisement, une vache venue de la Haute-Saône, qui avait été primée au concours de Besançon. Je regrette qu'il n'en soit pas venu davantage. Le Jura est déjà un peu loin de Paris, mais il a maintenant un chemin de fer qui arrive jusqu'au pied de ses montagnes. Cette partie de notre territoire mérite le nom de Suisse française : je ne vois pas pourquoi elle ne serait pas aussi riche en beau bétail que la véritable Suisse, puisque les mêmes conditions de sol et de climat s'y rencontrent à peu près.

Dès qu'une province se trouve hors du rayon habituel de l'approvisionnement de Paris, on dirait qu'elle cesse de nous intéresser; aujourd'hui ce rayon s'étend : il n'était autrefois que de cinquante à soixante lieues, il arrive maintenant bien au-delà, et quand il ne s'étendrait pas, Paris n'est pas toute la France. On consomme aussi ailleurs, quoique beaucoup moins en proportion. Ce sont aussi des Français, et de bons Français, que les habitans de l'est. Moins avancée que dans la région du nord-ouest, par suite de causes anciennes, la culture y est en progrès. A mesure que le travail des chevaux s'étend et que les cultures fourragères s'accroissent, la race comtoise peut faire, tout comme les autres, de grands pas comme race de boucherie; quant à la variété laitière, ce n'est pas non plus un intérêt à négliger, car elle sert en grand à la fabrication du fromage, et le fromage n'est pas moins que la viande un élément important de la nourriture des peuples.

De toutes les races de l'est, la plus connue à Paris, parce qu'elle arrive sur ses marchés, est la charolaise, ainsi nommée de l'ancien comté de Charolles, qui était autrefois le premier des états de Bourgogne, et qui donnait son nom aux héritiers du duché. Cette race a pris en effet naissance dans le Charolais, où son développement a été favorisé par le voisinage du marché de Lyon; mais elle s'est maintenant étendue à tous les pays voisins, comme le Nivernais et une partie du Berry, et elle couvre autant de départemens que la coten-

tine. Elle est blanche, de grande taille et d'une constitution vigoureuse. C'était d'abord une race de travail; depuis quelque temps, de nouveaux débouchés s'étant ouverts par le perfectionnement des communications, elle a pris un essor remarquable pour la boucherie. Cette région n'envoyait pas autrefois de bétail gras à Paris; aujourd'hui elle en fournit presque autant que la Normandie elle-même. Il en est résulté ce qui arrive en pareil cas, la race tend à se dédoubler. Une moitié reste affectée principalement au travail, l'autre ne travaille presque plus, et tend surtout vers les qualités de précocité et de rendement qui donnent le plus de viande. Sous ce rapport, la race charolaise avait des dispositions naturelles que l'art des éleveurs s'est attaché à perfectionner.

Au point où ils sont aujourd'hui parvenus, grâce à des soins intelligens et persévérans, les charolais élevés exclusivement pour la boucherie serrent de près les races anglaises. M. Louis Massé, du Cher, le plus ancien et le plus habile de ceux qui ont entrepris cette tâche, avait exposé un taureau et une vache de race pure, très semblables à des durham; le taureau n'a pas été primé, je ne sais pourquoi, mais la vache a eu le premier prix des femelles. C'est M. le comte de Bouillé (Nièvre) qui a eu le premier prix des mâles pour un taureau fort beau aussi, mais peut-être un peu moins parfait de formes. De tous les animaux de race française présens à l'exposition, ceux de M. Massé s'approchaient le plus du type idéal du bœuf de boucherie. Je ne veux pas dire par là qu'il n'y ait absolument aucun profit à croiser, quand on est dans des conditions convenables; le beau durham-charolais exposé par M. de Béhague, et qui a eu le second prix des croisemens, prouverait au besoin le contraire; mais je constate avec plaisir que ce n'est pas nécessaire, et que les charolais présentent par eux-mêmes de grandes ressources. En agriculture comme en tout, un résultat médiocre obtenu en grand vaut mieux qu'un résultat supérieur obtenu en petit. N'oublions pas que la race charolaise, qui alimente à la fois les deux plus grands marchés de France, Paris et Lyon, avec les populations intermédiaires, doit produire tous les ans environ 50,000 bœufs gras, ou le dixième de la France entière. Le département de Saône-et-Loire, qui est le point de départ de la race, est un des plus riches de France, peut-être le plus riche, en gros bétail.

La race charolaise a d'ailleurs cet avantage, qu'étant connue, nombreuse, toute portée, elle tend plus sûrement à absorber les variétés locales qui lui sont inférieures. Il y avait autrefois dans les montagnes du Morvan une petite espèce de bœuf de travail d'une énergie particulière, qui servait à des transports de bois par des chemins affreux; cette race n'a pas encore tout à fait disparu, mais

elle n'a plus la même raison d'être, depuis que les communications se sont améliorées. La charolaise tend à la remplacer, comme plus productive. Toutes les autres variétés du Bourbonnais et de la Bourgogne se fondent plus ou moins dans le même type, ce qui n'arriverait pas aussi vite, s'il s'agissait d'une espèce étrangère.

Si de l'est nous passons au centre, nous trouvons encore une réduction dans l'effectif. Cette région ne contient plus que 2 millions de têtes sur une superficie égale à celle qui en nourrit 4 dans le nord-ouest, et 2 et demi dans l'est; la nature de son sol et de son climat est cependant des plus favorables au gros bétail; mais ici les causes économiques ont agi avec une puissance funeste. Si nous avons dans la Flandre, la Normandie, la Picardie, l'Ile-de-France, l'analogue des contrées les plus riches de l'Europe, nous avons dans les provinces du centre l'analogue des plus pauvres. Le quart de cette immense surface reste inculte et couvert de bruyères; les trois autres sont misérablement cultivés. La terre vaut en moyenne 500 fr. l'hectare, et à ce prix elle est payée le plus souvent trop cher, non pas à cause de sa valeur propre, mais de l'état où elle est. La population, bien que peu nombreuse, car on n'y compte qu'une tête humaine par 2 hectares, et bien que composée en partie de petits propriétaires, vit dans un affreux état de misère, qui la force à demander à l'émigration des ressources supplémentaires et encore insuffisantes. D'où vient cette triste condition de tout un quart de la France, tandis qu'en Angleterre des régions absolument analogues, comme les comtés de Devon, de Nottingham, de Derby, les *lowlands* d'Écosse, et en France même le Cotentin et une partie de la Bretagne, sont dans la situation la plus florissante? De plusieurs causes qu'il serait trop long d'énumérer, mais dont la principale est le défaut séculaire de communications. Le centre n'a pas, comme le nord et le midi, un magnifique développement de côtes, de larges fleuves et de vastes plaines; situé loin de la mer, il ne possède pas une rivière navigable, et sa plus grande partie est hérissée de montagnes naturellement impraticables. Les hommes l'ont encore plus maltraité que la nature; pendant que le reste du territoire se couvrait de routes, de canaux, de chemins de fer, il est resté délaissé; il a payé pendant des siècles des impôts dont il ne profitait pas; chacune de ces vallées a été jusqu'à nos jours comme un monde à part où rien n'arrivait du dehors, et qui n'entendait parler du gouvernement central que pour lui payer tribut.

Ce déplorable abandon, qui a fait de cette région l'Irlande de la France, cesse un peu, mais il faudrait des efforts qu'on ne fait pas pour réparer complétement les torts du passé. L'amélioration marche pas à pas. Un chemin de fer vient à peine d'arriver jusqu'à Clermont;

un autre parviendra l'année prochaine jusqu'à Limoges, un troisième promet de traverser le Cantal et de joindre Clermont à Périgueux; quelques autres embranchemens se préparent, on parle d'une ligne transversale de Limoges à Moulins, et de communications directes avec l'Océan, les Pyrénées et la Méditerranée : projets utiles, nécessaires, et que commande impérieusement le moindre sentiment de justice distributive, mais tardifs, d'une exécution difficile, et qui prendront probablement bien des années avant de s'accomplir, tandis que le nord est sillonné de chemins de fer, et qu'ils commencent à traverser le midi. Les autres voies de communication ne vont pas beaucoup plus vite, réduites pour la plupart aux pauvres ressources des départemens; l'impôt central continue à épuiser le pays sans lui rien rendre.

C'est l'espèce bovine qui a sauvé cette région d'une ruine totale. N'ayant pas et ne pouvant pas avoir d'industrie, faute de moyens de transport, car tous les autres élémens d'un grand développement industriel s'y trouvent, la partie montagneuse a dû avoir recours à la seule production qui, se transportant d'elle-même, pût se passer de communications perfectionnées. On sait d'ailleurs que l'air et le sol des montagnes sont presque aussi avantageux à l'espèce bovine que les rives humides de l'Océan. Bien qu'infiniment moins nombreuse qu'elle ne pourrait l'être, la production du bétail est la première et presque la seule richesse de cette partie. Trois races principales s'y sont formées de longue main, toutes trois fort différentes de celles du nord et réunies par le programme dans une seule catégorie sous le nom commun de *races de montagne*, celle de l'Auvergne, dont le plus beau type est originaire de la petite ville de Salers, celle du Limousin, et celle de l'Aveyron.

Les trois départemens du Puy-de-Dôme, du Cantal et de la Haute-Loire nourrissent environ 500,000 têtes de bétail, presque toutes réparties sur les montagnes volcaniques qui les traversent dans tous les sens et dont les principaux pics s'élèvent à près de 2,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Les cimes des Alpes et des Pyrénées dépassent seules, en France, ces hauteurs. C'est la portion la plus riche en bétail : si le reste en avait autant en proportion, le centre n'aurait presque rien à envier à la Normandie. La race d'Auvergne est pour le moment une de nos plus précieuses. Ce n'est pourtant pas la spécialité qui la distingue : elle sert à la fois au travail, à la laiterie et à la boucherie; mais c'est précisément cette absence de spécialité qui fait sa valeur, parce qu'elle répond à des besoins anciens et profonds. La Haute-Auvergne, produisant peu de céréales, emploie peu de bœufs de travail; elle a aussi très peu de ressources pour l'engraissement, tandis que ses pâturages produisent naturel-

lement un lait nourrissant et fortement chargé de caséum. En même temps s'étendent au pied de ses montagnes des régions que la nature a peu douées de pâturages, et qui, dans l'état de leur culture, ont besoin de faire venir d'ailleurs leurs bœufs de charrue. Un peu plus loin, en se rapprochant de la mer, reparaissent des pâturages propres à l'engraissement, avec des cultures meilleures et des débouchés plus sûrs pour la viande grasse. De là tout un système organisé depuis des siècles et parfaitement lié dans toutes ses parties.

L'Auvergne nourrit principalement des vaches; quand les veaux naissent, on en sacrifie un sur deux, ce qui permet d'utiliser la moitié du lait; avec ce lait, on fait des fromages bien connus en France; puis, quand les veaux sont grands, on garde les femelles pour remplacer les mères, avec le petit nombre de taureaux nécessaire, et on vend les autres mâles après les avoir châtrés. Ceux-là vont traîner la charrue dans les provinces voisines qui ne font pas d'élèves; puis, quand ils ont atteint l'âge de sept ou huit ans, ils sont revendus aux herbagers de l'ouest, qui les engraissent pour Paris. De leur naissance à leur mort, ils parcourent ainsi un demi-cercle d'environ deux cents lieues. Je ne crois pas que ce commerce puisse durer toujours sans modification; il repose tout entier sur la demande de bœufs de travail pour la région intermédiaire. Si jamais la culture fait assez de progrès dans cette région pour amener le remplacement des bœufs par les chevaux, et si l'extension des cultures fourragères lui permet de produire elle-même ses bêtes bovines, tout s'écroule; mais nous sommes encore loin de ce moment, et en attendant, la demande de jeunes bœufs de travail ne cesse pas. Une autre cause peut aussi tout bouleverser : c'est le cas où le producteur auvergnat trouverait de lui-même plus de profit à faire du fromage avec tout son lait qu'à élever des veaux. Cette dernière cause est peut-être la plus probable, surtout si l'on s'attache à perfectionner les procédés grossiers actuellement suivis pour la confection du fromage; la race deviendrait alors exclusivement laitière, et elle subirait des transformations destinées à la rendre plus productive dans ce sens. Il n'en est rien encore. Tant que ces nouveaux besoins ne se seront pas produits, elle continuera à être exploitée sous le triple point de vue du travail, de la laiterie, de la boucherie; c'est ainsi qu'il faut la juger dans son état actuel, et il est juste de reconnaître qu'elle y répond admirablement. Les animaux qui passent leur jeunesse sur ces montagnes y puisent une vigueur qui les rend propres à tout. Il y avait à l'exposition cinq échantillons de la race de Salers; son pelage est rouge et sa taille forte.

Les montagnes du Limousin sont moins élevées que celles d'Auvergne; l'air y est moins vif, le climat moins humide, le sol moins

propre à la végétation de l'herbe sur les hauteurs. En revanche, les bas-fonds abondent en excellentes prairies qu'arrosent d'innombrables sources, et la terre s'y prête davantage à la culture des racines et des plantes fourragères. L'espèce bovine s'y trouve donc dans des conditions un peu différentes, mais qui ne seraient point inférieures en somme, sans deux circonstances fâcheuses, nées toutes deux de l'absence de débouchés : l'une est une culture de céréales beaucoup trop étendue pour la nature du sol, l'autre l'emploi presque général des vaches pour le travail. De là une diminution sensible, soit dans le nombre des bêtes bovines, soit dans leurs produits.

Les trois départemens que peuple la race limousine, la Haute-Vienne, la Creuse et la Corrèze, contiennent environ 400,000 têtes, c'est-à-dire un cinquième de moins que les trois départemens auvergnats. De plus, la race est plus petite, moins vigoureuse, nullement laitière, suite inévitable de l'excès de travail et de l'insuffisance de nourriture. Elle rachète ces défauts par une grande docilité et une bonne qualité de viande. Paris consomme à peu près tous les ans 20,000 bœufs limousins, dont les deux tiers lui arrivent directement du pays de provenance, et le reste après avoir passé par les herbages de la Vendée ou de la Normandie. C'est à peu près toute la production de la race en bœufs gras, car la contrée d'où elle vient n'est pas assez riche pour consommer beaucoup de viande, surtout de la viande de bœuf. Les limousins sont estimés sur le marché de Paris; ils étaient représentés à l'exposition par dix animaux dont un taureau qui a eu le prix, même sur les *salers*. Leur pelage est couleur de blé.

A mon avis, rien n'est plus facile que de doubler ou de tripler la production de la viande en Limousin, même sans rien changer à la race. Il suffit de multiplier les irrigations, qui sont déjà parfaitement entendues, de mieux soigner les prés et surtout les pacages, qui sont en général abandonnés aux mauvaises herbes et aux eaux croupissantes, d'améliorer par des sarclages et autres soins le pâturage des terres incultes, d'étendre considérablement la culture des racines et surtout des turneps, connue et pratiquée depuis un temps immémorial, de réduire le plus possible aux meilleures terres la culture des céréales, de diminuer d'autant le travail des bêtes et surtout des vaches, de mieux nourrir les élèves dans le jeune âge et de les faire moins vieillir sous le joug, enfin de s'attacher à bien choisir les reproducteurs qui présentent les formes les plus rondes et la peau la plus souple. Tout cela se fait déjà peu à peu et se fera naturellement de plus en plus, à mesure que la demande de viande pénétrera plus profondément.

Parmi les croisemens possibles, il en est quelques-uns assez en

faveur dans le pays, qui ne me paraissent pas très bien entendus; tel est entre autres le mélange avec la race agenaise, dont la limousine n'est originairement qu'une variété, et qui a conservé plus de taille et de vigueur, mais qui consomme davantage et qui a moins de finesse. La séduction de la taille est si grande, que beaucoup d'éleveurs s'y laissent prendre, et je ne suis pas bien convaincu que la plupart des limousins envoyés à l'exposition n'eussent plus ou moins de sang agenais. Pour mon compte, j'aime mieux la race pure, comme plus appropriée au sol et plus avantageuse pour la boucherie. J'en dirai autant du croisement avec les salers et même avec les charolais; les salers sont encore trop grands, et la viande des charolais est inférieure; je préférerais le mélange avec la race de Parthenay, et, — quand on peut augmenter l'alimentation et supprimer le travail, — avec les races anglaises, comme le devon ou le durham.

Il n'est pas de pays en France plus propice que le Limousin à l'imitation de la culture anglaise; il n'en est pas où l'emploi de quelques capitaux dans la culture puisse porter des fruits plus lucratifs et plus sûrs. Ajoutons que c'est, au jugement d'Arthur Young, qui s'y connaissait, la contrée la plus pittoresque de France. « Je ne crois pas, dit-il, qu'il y ait quelque chose d'aussi charmant en Angleterre ou en Irlande. Ce n'est pas seulement une belle perspective qui s'offre de temps en temps aux yeux du voyageur, c'est une succession continuelle de paysages qui seraient célèbres en Angleterre et sans cesse visités par les curieux. Quelques endroits d'une beauté singulière me retinrent en extase. Partout de fraîches prairies, partout de clairs ruisseaux, dont les eaux, arrêtées par des chaussées, font une multitude de petits lacs d'un effet délicieux; partout des montagnes boisées formant le fond de la scène. *Pour faire de chaque site un superbe jardin, il suffirait de le nettoyer.* » En Angleterre, un pareil pays serait couvert de parcs et de châteaux, tandis qu'on n'y rencontre guère que de pauvres villages assez semblables à ceux de la Grande-Kabylie.

Je connais moins la race de l'Aveyron, qui tire son nom de l'ancienne abbaye d'Aubrac, et qui n'était représentée à l'exposition que par quatre bêtes, dont une a eu le premier prix des femelles parmi les races de montagne. On la dit bonne à la fois, comme les salers, pour le travail, la laiterie et la boucherie, ce qui veut dire apparemment que, comme les salers, elle n'excelle dans aucune spécialité, mais les réunit toutes trois suffisamment pour donner en somme un bon produit. Celle-là aussi doit convenir tout à fait aux besoins actuels du pays qu'elle habite, et ce serait grand dommage d'y toucher sans nécessité pour satisfaire au principe théorique de la *spécialisation* des animaux. Je fais des vœux seulement pour qu'elle se multiplie, car

elle est encore peu nombreuse, et les départemens voisins de l'Aveyron, comme le Lot, la Lozère, l'Ardèche, ne possèdent que bien peu de gros bétail. Cette partie des montagnes du centre est de beaucoup celle qui en a le moins, sans doute parce qu'elle était la plus isolée, la plus éloignée des débouchés, et que le climat, plus méridional, commence à être plus sec, moins favorable à la pousse de l'herbe. Puisqu'elle a à sa portée une race satisfaisante, il est bien à désirer qu'elle en profite pour augmenter sa production. La race d'Aubrac est petite et trapue; son pelage est d'un gris foncé.

Outre sa partie montagneuse proprement dite, la région du centre contient encore le Berry, le Forez, le Poitou, l'Angoumois et le Périgord; la population bovine de ces provinces est rare, et elle n'a rien d'original; nous avons vu qu'on y fait peu d'élèves, et que ses bœufs de travail sont presque tous nés dans les montagnes voisines.

Vient enfin la quatrième région, le midi; celle-là possède encore moins de bétail que le centre, puisque ses vingt départemens ne contiennent en tout que 1,500,000 têtes, et la production en viande et en lait y est encore moins importante en proportion. On sait que l'usage dans le midi est de se servir très peu de beurre pour la préparation des alimens, et de le remplacer par la graisse et l'huile; on y consomme aussi peu de lait proprement dit, les paysans n'en ont pas l'habitude, ils le remplacent par du vin. Ces différences dans la consommation ont été d'abord des effets, et ont fini par devenir des causes. La demande a commencé par se régler sur l'offre, l'offre s'est ensuite limitée sur la demande. En fait de viande, on mange plus habituellement de la volaille, qui est un des produits les plus abondans et les plus spontanés; du mouton, qui, ayant moins de volume, se débite plus aisément; du porc, qui se conserve par la salaison; et, ce qui est plus grave, on consomme moins de viande sous toutes les formes, d'abord parce que la population est moins nombreuse, ensuite parce qu'elle est moins riche, enfin parce que le besoin d'une nourriture animale est moindre dans les pays chauds. On jugera de ce qu'était dans le midi la demande de viande de bœuf par les prix qu'elle atteignait il y a quelques années. A Toulouse, elle se vendait sur l'étal 85 centimes le kilo, après avoir acquitté les droits d'entrée, les frais de tout genre et les bénéfices de boucher; à Bayonne, 66 centimes seulement. Ces prix, dans l'intérieur des villes, supposent pour le producteur une moyenne de 50 centimes. Il est bien évident qu'à ce taux il n'y avait aucun avantage à en faire.

Quand même l'intérêt eût été plus grand, l'entreprise en elle-même était difficile. Le climat est un sérieux obstacle, non pas également partout, mais sur beaucoup de points. A mesure qu'on avance vers l'ouest, dans le midi comme dans le nord, l'air est plus humide et plus favorable à la production du bétail. Les départemens rive-

rains de l'Océan, comme la Gironde, les Landes, les Basses-Pyrénées, ceux qui forment la riche vallée de la Garonne, ceux qui s'échelonnent sur la pente des Pyrénées peuvent encore produire assez facilement les végétaux nécessaires; mais dès qu'on arrive sur les bords du Rhône et de la Méditerranée, la sécheresse devient excessive. Les dix départemens qui vont des Pyrénées-Orientales au Var peuvent figurer parmi les pays du monde les plus pauvres en gros bétail, et sur ces dix il en est quatre, les Bouches-du-Rhône, le Gard, l'Hérault et Vaucluse, dont on peut presque dire qu'ils n'en ont pas du tout; ce n'est rien moins que la moitié de la région à soustraire, on ne peut compter que sur l'autre.

Dans cette moitié elle-même, les circonstances locales ne sont pas toujours bonnes; les variétés y sont nombreuses et inégales, bien que pouvant être ramenées à un type commun. La plus belle est celle dite *agenaise*, parce qu'elle s'est développée dans les fertiles plaines de l'Agenais, et sans contredit, grâce à la riche alimentation qu'elle reçoit, c'est une des plus grandes, des plus fortes et des plus massives de France. Puis vient la *gasconne*, nourrie sur les coteaux du Gers, et par conséquent moins puissante; la *bazadaise*, plus petite encore, parce qu'elle approche des Landes, mais mieux faite pour la boucherie; la *landaise* proprement dite, qui a quelque rapport avec celle du Morvan; la *béarnaise*, qui peuple les pâturages des Pyrénées de l'ouest, etc. Toutes sont des races de travail, énergiques, peu laitières, peu propres à l'engraissement. Il en est à qui peut justement s'appliquer cette boutade spirituelle d'un de nos agronomes : «Nous excellons à produire des bœufs de course et des chevaux de boucherie.» Ce sont en effet de véritables bœufs de course que quelques-uns de ces agiles animaux des Landes et des Pyrénées, qui prennent le trot comme des chevaux, et qui, dans les jeux populaires du pays, luttent de légèreté avec les jeunes *écarteurs*.

Maintenant que la demande devient plus active par l'ouverture des chemins de fer, quelques-unes de ces variétés peuvent être développées au point de vue de la viande; d'autres, comme la béarnaise, ont des qualités laitières; mais en règle générale elles sont plus propres à donner de la force. La nature du travail l'exige aussi bien que le climat. Les terres du midi sont plus dures à remuer que celles du nord, et le travail y est plus pénible à cause de la chaleur. Une des meilleures solutions de la difficulté, tant que la nécessité du travail subsistera, serait la distinction en deux classes, les bêtes de travail et celles de rente. Si cette distinction s'établit, le sud-ouest peut produire, en étendant ses cultures fourragères, plus de viande et de lait; sinon il restera toujours en arrière. Les animaux envoyés au concours étaient à deux fins; je ne crois pas que ce soit la meilleure direction à suivre. J'admets cependant

qu'elle vaut mieux que rien, elle est peut-être jusqu'ici la seule possible. Tout le midi n'était représenté que par onze animaux, dont trois venus de Limoges.

Après les bœufs, les moutons. Ceux-ci forment en effet le second capital de l'agriculture, et sur beaucoup de points leur importance égale ou dépasse celle du gros bétail. La supériorité des Anglais sur nous est ici plus marquée; ils possèdent trois fois plus de moutons en proportion et d'une bien plus grande valeur moyenne. Il ne faut pas croire cependant que nous soyons tout à fait dépourvus. La répartition de la population ovine sur notre sol est beaucoup plus égale que celle de la race bovine; chaque région possède à peu près son contingent numérique, mais il y a moutons et moutons, et ceux du nord l'emportent beaucoup sur ceux du centre et du midi. Cet utile animal se trouve à la fois au point de départ et au point culminant de l'agriculture. L'exposition contenait 600 béliers ou brebis, ce qui formait un assez beau troupeau, dont un quart environ en espèces étrangères. Comme pour les bœufs, les principaux types étaient seuls représentés. Il était venu de Prusse un bélier et cinq brebis de la célèbre race mérine de Saxe, qui produit une laine si estimée; il était venu aussi des mérinos d'Angleterre, descendus pour la plupart du troupeau importé en 1806 par George III et lord Somerville, mais si les saxons ont paru à la hauteur de leur réputation, les autres étaient bien inférieurs à nos mérinos. Les Anglais ont largement pris leur revanche avec leurs races nationales; ils avaient envoyé une quarantaine de *dishleys*, une vingtaine de *south-downs* et autant de *costwolds*. Jamais la puissance de l'homme sur la nature vivante n'a été plus visible que dans ces merveilleux animaux, pétris à volonté comme l'argile. J'ai dit ici par quels procédés l'illustre Bakewell avait fait de ses moutons ce qu'il avait voulu, et comment son exemple avait été suivi par ses compatriotes. Ceux qui en doutaient ont pu se convaincre par eux-mêmes de la vérité de mes assertions. Les dishleys de M. Creswell et de M. Kingdon, les south-downs de M. Jonas Webb et de M. Rigden, les costwolds de M. Beale Browne et de M. Buck étaient véritablement incomparables. Il y avait un bélier costwold d'un an, un des plus beaux animaux que j'aie jamais vu; entre le poids de ce bélier et celui d'une vache bretonne, la différence ne doit pas être bien sensible. Cette race de costwold est une des plus nouvellement perfectionnées, et elle promet de dépasser toutes les autres. Il devient impossible de prévoir où s'arrêtera chez nos voisins cette refonte systématique de l'espèce ovine.

Comme pour les bœufs durham et les vaches d'Ayr, nous possédons maintenant en France un assez grand nombre de sujets de ces races artificielles pour espérer de les naturaliser. M. Allier, directeur de Petit-Bourg, qui paraît s'être donné la mission d'importer en

France ce qu'il y a de mieux ailleurs, et qu'un grand nombre de prix ont récompensé de ses efforts, avait exposé des dishleys, des costwolds et des south-downs achetés chez les premiers éleveurs d'Angleterre, et d'autres nés chez lui. On pouvait compter en tout une centaine de béliers ou brebis de race pure appartenant à des Français, sans compter ceux qui composent la bergerie nationale de Montcavrel (Pas-de-Calais), dont les produits, vendus tous les ans aux enchères, commencent à être recherchés par nos éleveurs.

Parmi nos races nationales, la première place était occupée de plein droit par les mérinos, qui comptaient près de 200 têtes, tous issus, de près ou de loin, de la belle race formée dans la bergerie de Rambouillet. Cette bergerie existe maintenant depuis trois quarts de siècle; la richesse qui en est sortie est incalculable. Tous les pays voisins, et en particulier la Brie et la Beauce, doivent leur prospérité agricole à ces mérinos; les départemens de Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Oise, Aisne, Eure-et-Loir, en possèdent 4 millions de têtes sur 3 millions d'hectares. Ce n'est pas encore autant qu'en Angleterre, mais pour nous c'est beaucoup. Les principaux animaux primés venaient de l'Aisne, d'Eure-et-Loir, de la Côte-d'Or, qui rivalise maintenant avec les pays plus rapprochés de Rambouillet. On peut dire, et je le crois pour mon compte, que la richesse produite eût été plus grande encore, si, au lieu de s'attacher principalement à la laine, on s'était attaché à la viande, comme en Angleterre; mais au temps où s'est formée la race de Rambouillet, la laine fine était plus demandée que la viande en France. On peut s'en assurer en comparant le prix de l'une et de l'autre à cette époque. Maintenant que la demande de viande s'est accrue, et que celle de la laine fine a plutôt diminué, les conditions changent; mais la bergerie de Rambouillet n'en a pas moins l'honneur d'une création qui rivalise presque avec celle de Bakewell, quoique destinée à rendre d'autres services. On n'a qu'à comparer le mérinos pur, tel qu'il a été importé d'Espagne, à celui de Rambouillet, pour voir le progrès accompli en taille et en laine.

C'est encore une variété de la même race que celle à laine soyeuse, dite de Mauchamp, produit d'un accident habilement exploité, et qui montre une fois de plus ce qu'on peut obtenir avec quelque persévérance.

Le programme confondait dans une seule catégorie toutes les races françaises autres que les mérinos, et même les sous-races provenant de croisemens quelconques, soit français, soit étrangers. C'est bien peu qu'une seule catégorie pour ce qui forme encore les trois quarts de nos troupeaux. A part quelques brebis berrichonnes, flamandes et picardes, nos races pures n'avaient rien donné; leur absence était d'autant plus regrettable, que la plupart d'entre elles ne peuvent

guère s'améliorer par des croisemens. C'est surtout à propos de l'espèce ovine qu'il faut savoir se contenter de ce qui est possible. Parmi nos variétés indigènes, il en est beaucoup dont le mérite principal, comme pour la vache bretonne, consiste à tirer parti des plus maigres pâturages. Celles-là demandent à être examinées et primées à part. Si elles ne sont remarquables ni par la taille ni par la laine, elles ont quelquefois un mérite qu'il ne faut pas dédaigner, la qualité de la viande. Les Anglais vantent avec beaucoup de raison leurs races énormes et précoces, faites pour nourrir abondamment les populations ouvrières; mais ils savent rendre justice au mouton du pays de Galles, qui n'est ni plus gros ni mieux fait que nos ardennais ou nos solognots : un gigot gallois se paie aussi cher qu'un gigot dishley, quoiqu'il pèse beaucoup moins. Est-ce que nous n'estimons pas, nous aussi, nos moutons dits de *présalé?* Paris mange la meilleure viande de bœuf et de veau qui soit au monde, mais la viande de mouton y est mauvaise généralement, parce qu'elle provient de vieux mérinos. N'est-ce pas là un besoin à signaler?

J'ai remarqué une autre lacune non moins fâcheuse, celle des brebis laitières, qui font la fortune du Rouergue et du Béarn. Le fromage de lait de brebis, dont le meilleur type vient de Roquefort (Aveyron), constitue une industrie toute nationale, qui mérite d'être connue, encouragée et répandue. J'aurais voulu enfin voir au moins rappelée par quelque chose l'espèce des moutons dits *transhumans*, qui jouent un rôle si important dans le sud-est.

Les croisemens étaient mieux représentés, surtout celui des dishleys avec les mérinos. Je ne sais si ce mélange est en soi parfaitement entendu, et s'il n'y a pas quelque contradiction entre la spéculation sur la laine, qui suppose la récolte successive de plusieurs toisons, et la précocité pour la boucherie, qui est le caractère principal des dishleys; c'est une question que l'expérience ne peut manquer de résoudre, car l'ambition d'unir la viande et la laine se présente si naturellement qu'elle a tenté bon nombre d'éleveurs. A leur tête est M. Pluchet de Trappes (Seine-et-Oise), dont le troupeau sans pareil excitait à bon droit l'admiration. Il y avait aussi des dishley-normands, des dishley-flamands, des south-down-berrichons, etc. : tentatives à mon sens plus rationnelles, quoiqu'elles aient un succès moins éclatant; mais ce qui me paraît l'emporter sur tous les essais faits en France jusqu'ici, c'est la sous-race de la Charmoise (Loir-et-Cher), due au regrettable M. Malingié et entretenue avec un soin religieux par ses fils. Voilà une véritable création, tout à fait sur le modèle des races anglaises; je ne sais si elle aura beaucoup de durée, car ce qui est abandonné en France à l'initiative individuelle, quelque résolue qu'elle puisse être, a bien des chances contre soi, mais elle mérite de durer et de prospérer, comme le plus grand exemple

de l'esprit d'entreprise qui ait été donné encore parmi nous. Cette sous-race a remporté à plusieurs reprises le premier prix des moutons gras au concours de Poissy, pour des animaux arrivés à tout leur développement avant l'âge de *quatorze* mois; elle commence à se répandre dans le centre, qui est son domaine naturel, car elle est sortie de brebis berrichonnes avec des béliers anglais.

Les porcs étaient peu nombreux, relativement aux autres espèces. On en comptait environ 60 en tout, dont douze appartenant à des races nationales, le reste en races anglaises. En France comme en Angleterre, le porc n'est absolument élevé que pour sa viande; ni le travail, ni le lait, ni la laine, ne viennent compliquer la question, *animal propter convivia natum*. Les différences de climat et de fertilité ont elles-mêmes peu d'importance, car le porc vit peu au grand air, il doit être surtout nourri à l'étable; rien ne s'oppose donc sérieusement à l'adoption pure et simple des races anglaises par nos plus petits cultivateurs. Leur supériorité est plus manifeste encore que pour les autres espèces animales; tout s'y trouve, la qualité comme la quantité, et quand on a vu une fois un essex, un new-leicester, un coleshill, un hampshire, il n'est plus permis d'hésiter. Autant il me paraît prudent de bien étudier avant d'entreprendre un croisement quelconque pour les bœufs et les moutons, autant l'avantage me paraît immédiat et évident pour les porcs, tant nos races sont encore défectueuses pour la plupart.

Ceci commence à être compris, car les prix, même pour des animaux de race anglaise, ont été généralement obtenus par des Français, bien que des éleveurs anglais eussent aussi concouru. Je ne connais pas les porcheries de la plupart de nos éleveurs primés, mais j'ai vu celle récemment construite par l'un d'eux, M. Allier, directeur de Petit-Bourg, et je puis affirmer qu'il n'y a rien de mieux en Angleterre. Il est bien à désirer que cet exemple se propage, car de toutes les spéculations agricoles il n'en est pas de plus simple, de plus sûre, de plus facile; la viande de porc entre déjà pour un tiers dans notre alimentation nationale.

Quelques boucs et chèvres appartenant aux races d'Angora et de Cachemire figuraient à côté des moutons. C'est sans doute une louable entreprise que d'essayer de naturaliser ces élégantes espèces, mais nous avons déjà chez nous un type précieux dont on ne parle pas assez; c'est tout bonnement la chèvre laitière, l'ancienne Amalthée, qui peut bien nourrir aujourd'hui les hommes, puisqu'elle nourrissait autrefois les dieux. Ce n'est pas sans raison que les anciens avaient fait d'une corne de chèvre la corne d'abondance; de tous les animaux domestiques, celui-là est peut-être le plus productif. Outre qu'il fournit la matière première d'une de nos industries de luxe, la ganterie, il produit en abondance des fromages recher-

chés. J'aurais voulu voir à l'exposition des chèvres du Mont-d'Or, près Lyon, dont on estime le produit brut annuel à 125 francs par tête. L'objection ordinaire contre la chèvre, c'est qu'elle détruit tout, mais on n'est nullement obligé à la laisser paître en liberté; celles du Mont-d'Or ne sortent jamais et elles ne s'en portent pas plus mal. Ces chèvres, bien nourries, donnent jusqu'à 600 litres de lait par an; la plupart de nos vaches n'en donnent pas autant et elles consomment beaucoup plus.

Après les chèvres venaient les lapins. Tout le monde connaît le traité célèbre sur *l'art de se faire avec les lapins 3,000 francs de revenu;* il faut croire que cette promesse n'est pas tout à fait illusoire, car il y avait à l'exposition trente familles de lapins dont trois ont été primées. On a raison de ne rien négliger, quand il s'agit de ce qui se mange. Je lisais, il y a quelque temps, dans un journal anglais, que l'élève des lapins était devenu, dans les environs d'Ostende, une industrie très lucrative, et que des milliers de ces animaux étaient embarqués régulièrement pour l'Angleterre. Je n'ai pas vérifié le fait. Ce qui est certain, c'est que dans tous les temps on a eu des garennes et des clapiers. Le vieil Olivier de Serres les recommandait vivement il y a deux siècles et demi. Je suis porté à croire qu'on pourrait les multiplier avec avantage. La grande objection est la mortalité, mais on peut y échapper en leur donnant plus d'air et d'espace qu'on ne le fait communément.

Une exposition d'oiseaux de basse-cour fermait la marche; poules, canards, oies, dindons, faisans, pigeons et pintades de toute espèce remplissaient environ cent cinquante cages. C'était encore une innovation, car dans les premiers concours on n'avait pas admis ces produits, qui, pour être modestes en apparence, n'en deviennent pas moins par leur nombre d'énormes richesses. J'estime à 200 millions par an le produit des œufs et des volailles en France, et je ne crois pas avoir exagéré. Ici seulement je regarde comme bien inutile l'importation de types étrangers. Rien dans le monde ne vaut nos volailles. Depuis quelques années, une variété nouvelle de poules dite *cochinchinoise* a fait assez de bruit, soit en France, soit en Angleterre, à cause de sa taille gigantesque; mais peu à peu l'engouement diminue, et on revient aux anciennes races. La poule cochinchinoise peut avoir quelque mérite comme couveuse, elle peut servir à augmenter par des croisemens la taille des nôtres, mais elle est mal faite, et sa chair est inférieure. On parle aussi avec éloges de la poule anglaise dite de Dorkings, du nom d'un district du comté de Surrey, dont elle est originaire. Cette variété obtient maintenant tous les prix en Angleterre, le prince Albert en avait envoyé un très bel échantillon : je ne la crois pourtant ni supérieure ni même égale à notre poule de Crèvecœur, pas plus qu'à notre variété bressanne, à

celle du Mans, à celle de Barbezieux, etc. Nous avons fait depuis longtemps pour nos volailles ce que les Anglais font maintenant pour les bœufs, les moutons et les porcs : nous les avons développées dans le sens de l'engraissement précoce et du rendement supérieur; nous y avons ajouté la finesse, la blancheur, la saveur exquise, car en fait de goût nous sommes plus délicats, le succès universel de nos cuisiniers en est la preuve. Ce que les Anglais ont de mieux à faire, au lieu d'aller chercher des espèces extraordinaires sur les bords du Gange, en Chine ou en Malaisie, c'est d'importer nos propres espèces et nos procédés d'engraissement. Quant à nous, nous n'avons qu'à persévérer. Une seule cause contrariait chez nous le progrès de cette industrie rurale, le bas prix des produits; elle n'existe plus.

Telle a été dans son ensemble cette belle exposition. On nous en promet de pareilles pour 1856 et 1857. C'est peut-être bien près; il est difficile que d'ici à un an on ait à constater quelque résultat sensible. On dit que de nouveaux perfectionnemens seront introduits dans le programme. Un des plus importans consisterait à obtenir des administrations de chemins de fer le transport gratuit des animaux, comme en Angleterre. Il paraît qu'on persiste à exclure du concours les chevaux, comme soulevant des passions et des querelles étrangères à la question agricole. Cette décision est regrettable; une exposition d'étalons et de jumens compléterait la série des animaux reproducteurs, et ajouterait à l'intérêt du concours. On a remarqué avec raison qu'il y avait des espèces de chevaux de trait et de travail qui tiennent de près à l'agriculture, et qui ne donnent pas lieu aux mêmes contestations que les chevaux de selle et de course. La Société royale d'agriculture d'Angleterre, qui exclut les chevaux de course, admet les chevaux de trait.

La proclamation des prix a eu lieu devant un nombreux concours d'éleveurs français et étrangers. Le héros de la journée a été un Anglais, M. Jonas Webb, dont les moutons south-down avaient, aux yeux des connaisseurs, la palme du concours; il a été couvert d'applaudissemens unanimes. Le lendemain, on a procédé, aux termes du programme, à la vente des animaux. La plupart ayant été cédés à l'amiable, les prix ne sont pas généralement connus; on dit qu'ils ont été modérés. Nos éleveurs ont pu se procurer, sans de trop grands sacrifices, des types supérieurs. Malheureusement l'état d'engraissement excessif de la plupart des animaux, surtout des Anglais, ne permet pas d'en attendre de grands services pour la reproduction.

Maintenant gardons-nous de nous exagérer les effets de ces concours : ils sont utiles sans doute; mais, comme toute chose au monde, cette utilité a des bornes. Pouvons-nous, par exemple, en attendre à bref délai une baisse sensible dans le prix de la viande? Je ne le crois pas. Les causes de la cherté sont trop profondes pour céder si

vite; elles sont, comme toujours, de deux sortes : l'une physique, l'autre économique.

Les causes physiques sont la maladie des pommes de terre et les intempéries exceptionnelles de ces trois dernières années. On ne se rend pas compte suffisamment de la portée du fléau qui a frappé les pommes de terre; on voit cependant qu'en Irlande il en est résulté la mort d'un million d'hommes et l'expatriation de deux autres millions. En France, le mal, pour être beaucoup moins grave, n'en est pas moins réel. La production annuelle des pommes de terre était évaluée à 100 millions d'hectolitres, et s'élevait probablement plus haut; une moitié environ servait directement à la nourriture des hommes, l'autre moitié à celle des animaux. Cette ressource manque plus ou moins depuis bientôt dix ans, et n'a pas encore été remplacée. La pomme de terre entrait, soit par elle-même, soit par sa transformation en viande, pour un dixième environ dans l'alimentation nationale; en supposant que la perte soit seulement de moitié, c'est un vingtième qui fait défaut régulièrement, et dans un pays comme le nôtre, qui produisait tout juste ce qui lui était nécessaire, un déficit d'un vingtième n'est pas à dédaigner; c'est la nourriture de près de deux millions d'hommes.

De plus, je n'apprendrai rien à personne en disant qu'à deux reprises différentes, en 1846 et 1847 d'abord, en 1853 et 1854 ensuite, nous avons eu une température anormale et très peu favorable à la production. Deux fois en huit ans, nous avons vu une véritable disette. Comment s'étonner alors que les prix se soutiennent? Tout le monde reconnaît qu'il y a eu un déficit sensible dans la production des céréales; celle de la viande a diminué par la même cause. Quand les céréales manquent pour la nourriture des hommes, la portion qui sert d'ordinaire à l'engraissement des animaux est plus ou moins détournée pour parer à des besoins plus pressans. Le temps n'a pas été beaucoup plus favorable aux herbages qu'aux céréales; l'extrême humidité du printemps de 1853 a provoqué de nombreuses épizooties, surtout parmi les moutons. Ce que nous avons perdu en moutons par la cachexie aqueuse est incalculable; des contrées entières ont vu disparaître presque tous leurs troupeaux. On peut oublier de pareilles crises, mais leurs traces restent profondément marquées dans les faits, et il faut plusieurs années pour réparer le mal produit par une seule.

Quant aux causes économiques, elles ne sont pas moins apparentes. La première est la révolution de 1848 et la période de découragement qui l'a suivie. Ces tristes temps sont encore si près de nous, qu'il devrait être inutile de les rappeler. Au moment où la production avait à faire de grands efforts pour réparer les mauvaises

années de 1846 et 1847, l'impôt extraordinaire des 45 centimes, et plus encore la baisse subite de toutes les denrées, amenée par une diminution spontanée de confiance et de consommation, ont porté dans la culture une perturbation profonde. On a vu, sur beaucoup de points, les fermiers abandonner leurs fermes; la plupart des propriétaires endettés ont été ruinés du coup, et la valeur des propriétés rurales a baissé de 50 pour 100. En présence de pareils faits, le mouvement naturel d'une société en progrès s'est arrêté. On a cessé presque partout de faire des avances à la culture; on a moins bâti, moins semé, moins acheté d'engrais, moins renouvelé son mobilier aratoire et son cheptel. La plupart des bestiaux que nous mangeons aujourd'hui ont dû naître vers cette époque, où l'agriculture vivait sur son capital, et ne songeait à l'avenir que pour s'en épouvanter. Il ne faudrait pas beaucoup d'années comme celles-là pour ruiner un pays aussi riche que le nôtre.

Au moment où nous commencions à nous remettre de ces secousses, la guerre est venue, guerre légitime et héroïque sans doute, mais qui enlève beaucoup de bras à la culture et qui consomme une grande partie du capital national. Avec la meilleure volonté du monde, on ne peut pas tout faire à la fois; quand le dixième de la population virile est sous les armes, il est impossible que son absence ne se fasse pas sentir dans les travaux productifs; quand les épargnes du pays servent à faire des canons et des boulets, à transporter des masses d'hommes et de munitions à huit cents lieues de nos frontières, elles ne peuvent être utilement employées ailleurs. Rien ne peut se faire en agriculture sans capitaux, et les capitaux s'éloignent aujourd'hui de la terre plus qu'ils ne s'en rapprochent, absorbés qu'ils sont par les emprunts publics que la guerre nécessite, et qui offrent un placement plus commode, en même temps qu'ils satisfont un autre intérêt national.

Il y a donc eu diminution dans la production, je n'en doute pas. Je voudrais croire qu'il y a eu plutôt, comme quelques personnes l'affirment, augmentation dans la demande; malheureusement je ne le puis. La consommation a sensiblement augmenté à Paris et sur les autres points où se font de grands travaux publics extraordinaires; dans l'ensemble, elle ne s'est pas accrue. Un fait incontestable le démontre : le progrès de la population s'est à peu près arrêté. De 1841 à 1845, la population avait monté en cinq ans de 1,170,000 âmes ou 234,000 par an; de 1847 à 1851, elle n'a monté que de 415,000 ou 83,000 par an; nous ne saurons que l'année prochaine quel aura été le progrès de 1851 à 1856, mais les résultats connus par la comparaison des naissances et des décès permettent d'affirmer qu'il ne sera pas beaucoup plus sensible.

Quelles que soient les causes, comment remédier à la cherté? Le gouvernement a supprimé, comme on fait toujours en pareil cas, tous les droits perçus à l'entrée des denrées alimentaires. Cette mesure est excellente en soi, et il est bien à désirer qu'elle soit maintenue à tout jamais, car elle fait disparaître une illusion qui trompait l'agriculture française sur ses véritables intérêts; mais elle n'a eu et ne pouvait avoir aucun effet sur le prix de la viande et du pain. L'approvisionnement d'une nation comme la nôtre ne peut lui venir que d'elle-même; c'est ce qui est démontré aujourd'hui par les faits. On me permettra de rappeler que je l'avais annoncé d'avance, en 1850, en rendant compte dans cette *Revue* de la session du conseil général de l'agriculture et du commerce, dont j'avais eu l'honneur de faire partie. « Il est surabondamment démontré pour nous, disais-je alors, contrairement à toutes les opinions en vogue parmi les agriculteurs, qu'il n'est au pouvoir d'aucun pays étranger d'exercer sur nos marchés une influence appréciable sur le prix de la viande. L'importation pourra satisfaire quelques besoins locaux extrêmement restreints, mais au-delà de la zone frontière, l'effet en sera complétement insensible sur l'immensité du marché national. » Ce que je disais alors, je le répète aujourd'hui, avec l'autorité d'une expérience faite dans les conditions les plus décisives, car s'il y a jamais eu avantage à introduire du bétail étranger en France, c'est aujourd'hui, à cause de la cherté.

Un remède plus efficace, le seul qui le soit véritablement, c'est le perfectionnement des communications, qui porte la demande des denrées alimentaires sur tous les points du pays et facilite partout à l'offre des moyens de se produire. Ce perfectionnement continu nous a sauvés depuis dix ans; sans le progrès des chemins de fer et des chemins vicinaux, les crises que nous avons traversées auraient été infiniment plus graves. L'ouverture d'une nouvelle communication, même d'un simple chemin vicinal, et à plus forte raison d'une voie de fer, répare bien des maux. Ce n'est pas un des moindres fléaux de la révolution de 1848 que d'avoir paru compromettre un moment l'exécution des chemins de fer. Les principales concessions qui ont eu lieu depuis quelques années, la ligne de Lyon à Avignon, celle de Bordeaux à Cette, celle du Grand-Central avec ses embranchemens, auront des conséquences inestimables pour l'agriculture, comme pour le commerce et l'industrie des contrées traversées. Quant aux chemins vicinaux, la loi de 1831 poursuit sans relâche et sans bruit son œuvre bienfaisante; cette loi est sans comparaison ce qui a été fait de plus utile depuis un demi-siècle pour la prospérité nationale; elle a fait dépenser un milliard en vingt-quatre ans, et il n'y en a pas eu de mieux placé.

Est-ce assez? Oui, sans doute, si l'on ne peut pas faire davantage, mais il serait bien à désirer qu'on pût doubler, tripler même ces dépenses fécondes. Tout un ordre de voies nouvelles, les chemins ruraux, réclament impérieusement des allocations; 10,000 kilomètres de chemins de fer sont concédés, mais 5,000 à peine sont ouverts, et ce n'est pas 10,000 kilomètres qu'il faut à la France, mais 40,000 pour être seulement arrivée au point où en est aujourd'hui l'Angleterre. Si l'on ne va pas plus vite, il ne faudra pas moins de cinquante ans pour les faire; on parle beaucoup des chemins de fer, on ne travaille pas en proportion; on n'a ouvert que 600 kilomètres nouveaux en 1854, et on n'en ouvrira probablement pas beaucoup plus en 1855. Nous sommes encore bien en arrière de l'Allemagne elle-même. Espérons que, quand il aura été possible de faire la paix, tous ces travaux seront poussés avec plus d'énergie. Espérons aussi que notre pays ne se passera plus la fantaisie de révolutions radicales. L'agriculture ne peut fleurir qu'à ces conditions. Les capitaux ne sont pas instinctivement attirés vers elle; il suffit du moindre courant pour les détourner. Sa réputation n'est pas bonne sous ce rapport; elle passe pour un gouffre qui absorbe et ne rend rien. Le public français ne sait pas bien faire la distinction entre l'argent placé en terre, qui ne rapporte en effet que 2 à 3 pour 100, et l'argent placé dans la culture, qui doit rapporter 8 ou 10. Tout a contribué à implanter sur les deux tiers de notre sol une ignorance et une pauvreté tenaces, qui résistent encore à toute amélioration, même quand les causes s'atténuent ou disparaissent. Quand on songe à ce qu'il faut de capitaux pour le moindre progrès agricole et à tous les obstacles qu'ils rencontrent, on ne s'étonne pas de la lenteur de notre marche. Même en supposant un placement à 10 pour 100, ce qui est beaucoup pour une moyenne, il ne faut pas moins de 10 milliards pour augmenter nos produits agricoles d'un cinquième, il en faut 50 pour les doubler comme en Angleterre.

On voit qu'une nation ne peut pas se proposer une œuvre plus gigantesque; il n'en est pas non plus de plus utile. Avec le progrès agricole, tout grandit : le commerce, l'industrie, la population, la puissance; sans lui, tout est arrêté. Le système des expositions peut contribuer à accélérer le mouvement, mais il ne peut pas le produire à lui seul. Le concours de cette année prouve du moins que l'agriculture française fait à peu près tout ce qu'elle peut dans la condition où elle se trouve, et qu'elle est prête à de nouveaux efforts, pour peu que les circonstances générales lui soient propices.

LÉONCE DE LAVERGNE.

REVUE MUSICALE

JAGUARITA. — JENNY BELL. — LES VÊPRES SICILIENNES.

L'exposition universelle est définitivement ouverte, car la musique vient de la compléter en faisant aussi son apparition à ce grand bazar des produits de l'esprit humain. Trois opéras nouveaux ont été représentés aux trois seuls théâtres lyriques que possède Paris, ce qui donne la mesure du rang assez modeste qu'occupe l'art musical dans les goûts de la France. Au milieu de vingt spectacles de tout genre qui s'adressent à toutes les classes de la société, en face d'une galerie improvisée des beaux-arts qui renferme plus de trois mille ouvrages venant de tous les coins du monde, la musique ne possède en France que trois théâtres où l'on ne représente pas dix opéras nouveaux par an. Encore n'est-ce que la musique dramatique qui est admise à ce concours des œuvres du génie, car la symphonie et les autres formes de la musique instrumentale y brillent par leur absence. Il faut convenir que si l'art musical n'avait à présenter à ce congrès de la civilisation du monde que les trois ouvrages dont nous avons à parler aujourd'hui, il n'y aurait pas lieu de réclamer pour lui une plus large part dans l'estime des hommes. Son infériorité serait évidente vis-à-vis de ce nombre considérable de tableaux, de statues et d'objets d'art de toute nature; mais il est juste de remarquer que la galerie de l'avenue Montaigne ne renferme pas seulement les ouvrages récens, fruits de quelques années de travail : chaque artiste a voulu grouper autour de son nom tous les titres qui peuvent le recommander à la postérité. Or, si l'on prend pour exemple l'exposition de MM. Ingres et Eugène Delacroix, l'observateur a devant lui une perspective de cinquante ans, car plusieurs tableaux de M. Ingres remontent jusqu'à l'année 1801. C'est donc le résultat d'un demi-siècle d'activité et de labeur que nous avons

sous les yeux, et en accordant à la musique les mêmes avantages, nous n'aurions plus à rougir pour l'art admirable qui est l'objet de nos plus chères affections.

Si nous avions mission de produire à l'exposition universelle les noms et les œuvres qui ont illustré l'art musical depuis le commencement du siècle, nous aurions à tracer le tableau d'une époque aussi grandiose que féconde. L'Italie se présenterait avec Cherubini, Spontini, Paer, Rossini, Donizetti, Bellini, Mercadante et M. Verdi, l'Allemagne avec Beethoven, Weber, Spohr, Mendelssohn, Schubert et M. Meyerbeer; la France serait entourée de Méhul, Boïeldieu, Nicolo, Hérold, MM. Auber, Adam et Halévy. En rapprochant les noms de ces compositeurs plus ou moins célèbres des peintres et sculpteurs dont la France admire le talent, il y aurait d'assez curieuses remarques à faire. Par exemple, si on nous offrait M. Ingres en échange de la gloire de Rossini, aurions-nous beaucoup à nous louer du marché? On ne trouve, à notre avis, dans l'œuvre de l'auteur de l'*Apothéose d'Homère* rien qui égale le finale de *Semiramide* ou celui du troisième acte de *Moïse*. Nous aimerions mieux donner pour M. Ingres Cherubini, dont le peintre d'*Homère* a fait un si beau portrait. Ces deux grands artistes se ressemblent par l'élévation et la sévérité du style, par la netteté du plan où se renferme leur pensée, et aussi par l'absence de cette étincelle créatrice qui appartient au génie. Tous deux sont des représentans de la tradition et des principes éternels de l'art. M. Auber et M. Horace Vernet pourraient s'échanger sans trop grande difficulté, avec cette restriction en notre faveur, qu'il y a dans l'auteur de *la Muette* et du *Domino noir* une élégance de style qui ne se trouve pas dans le procédé de l'autre, ce nous semble; mais tous deux sont des artistes plus aimables que forts, plus légers que profonds, plus spirituels que passionnés, qui ne peignent guère que la surface de la vie et des sentimens. M. Halévy ne serait-il pas une compensation suffisante pour M. Lehman? Enfin, pour en venir à M. Adam, nous consentirions à l'échanger contre M. Meissonnier; mais il est probable qu'on exigerait de nous un appoint, car si le peintre comme le musicien se plaisent à traiter des sujets populaires, l'un ennoblit tout ce qu'il touche de son savant pinceau, tandis que l'autre s'abandonne sans contrainte à son instinct d'enfant de Paris. Mais quel est le peintre et le sculpteur modernes qui pourraient égaler la puissance de coloris, le relief et la profondeur de conception qu'on admire dans *Robert le Diable*, dans *les Huguenots* et le finale du quatrième acte du *Prophète*? Quant au génie de Beethoven, c'est au musée du Louvre qu'il faut aller pour trouver son pareil, dans Michel-Ange, dans Rubens et le Corrége.

Le Théâtre-Lyrique a donné, il y a quelques semaines, un nouvel opéra en trois actes de M. Halévy, *Jaguarita l'Indienne*. Le sujet, tiré de je ne sais plus quel roman obscur, a été poétisé par MM. Saint-George et de Leuven pour le compte de l'auteur de *la Juive*, qui semble décidément voué aux fables absurdes, dont on ne comprend pas qu'il accepte la solidarité. Dieu nous garde de commettre la même faute en analysant un libretto où la vulgarité des situations et des caractères n'est certes pas relevée par l'intérêt et les finesses du style! Jaguarita est une reine sauvage du genre des héroïnes bibliques de M. Chopin. Son cœur de tigresse s'adoucit et s'humanise à la

vue d'un bel officier hollandais, qu'elle finit par élever jusqu'au rang suprême. Le bon public des boulevards trouve cette sauvagerie à l'estompe parfaitement de son goût, et il applaudit comme un bienheureux les lazzis infiniment trop prolongés d'un certain major impossible, dont tout le monde s'efforce de transformer la poltronnerie notoire en actes d'héroïsme. Sur cette bouffonnerie, M. Halévy a composé une partition qui n'est certes pas un chef-d'œuvre, mais qui renferme des détails ingénieux et quelques morceaux qui méritent d'être signalés : au premier acte, par exemple, la stretta syllabique d'un trio entre Jaguarita, l'officier Maurice et Petermann, — et le chœur final : *O nuit tutélaire*, dont la phrase est d'un beau caractère et bien rhythmée. Il est fâcheux que ce chœur ne termine pas le premier acte, et que M. Halévy y ait ajouté un complément qui en affaiblit l'effet. Au second acte, on remarque un très joli chœur pour voix de femmes et quelques vocalises de Jaguarita, une romance pour voix de ténor d'une mélodie un peu vague, et le duo entre Jaguarita et l'officier hollandais, morceau qui pourrait être plus saillant, mais qui renferme de bonnes parties. Les couplets très élégans de la reine : *Je te fais roi*, — un chœur de voix d'hommes très énergique et la *chanson de mort* du sauvage Jambo remplissent à peu près le troisième acte.

Malgré les morceaux que nous venons d'énumérer et d'autres parties accessoires sur lesquelles il est inutile d'insister, la *Jaguarita* de M. Halévy ne vivra pas plus que *la Cour de Célimène* de M. Ambroise Thomas. Ces deux compositeurs, qui ont beaucoup de ressemblances au milieu de contrastes que tout le monde peut saisir, tombent souvent dans l'afféterie par la crainte qu'ils ont du commun et du populaire. M. Halévy surtout s'ingénie à dépouiller sa phrase mélodique des notes accentuées, il se complait à la renfermer dans un réseau d'accords qui excitent plutôt la curiosité du connaisseur que les sympathies du public. De crainte de s'éclabousser et de salir sa longue robe de docteur, M. Halévy, qui a de la distinction dans l'esprit et dans le cœur, marche avec précaution et un peu péniblement, tandis que M. Adolphe Adam se moque du *qu'en dira-t-on* et s'enfonce hardiment dans le ruisseau jusqu'au jarret. Il faut toujours revenir à ce lieu commun, que sans idées il n'y a pas d'accessoires, si artistement tissus qu'ils soient, qui puissent faire vivre un ouvrage après la saison qui l'a vu éclore. *Jaguarita* subira donc le sort commun, et ce ne sont pas les points d'orgue audacieux de Mme Cabel qui empêcheront le cours de la justice. La justice, hélas ! elle s'est déjà accomplie pour cette charmante cantatrice, qui méritait peut-être un meilleur destin. Nous le lui avions bien prédit, la voilà condamnée à rouler comme Sisyphe des monceaux de croches et de doubles croches, sans pouvoir jamais chanter une bonne phrase de musique qui l'aurait consolée de son triste esclavage !

> Si vous voulez que j'aime encore,
> Rendez-moi l'âge des amours;
> Au crépuscule de mes jours
> Rejoignez s'il se peut l'aurore,

a dit Voltaire dans un âge fort avancé. M. Auber, qui est un peu de sa famille, ne pense pas de même, et, bien qu'il n'ait pas encore accumulé sur

sa tête fine et spirituelle un aussi grand nombre d'années légères, il chante toujours plus dispos que jamais et ne s'imposera silence, assure-t-on, que lorsqu'on ne voudra plus l'écouter. Nous aimons à croire que cette déconvenue n'arrivera jamais; mais pourquoi s'y exposer? Que manque-t-il donc à M. Auber pour finir paisiblement une carrière déjà longue et illustrée par tant de charmans chefs-d'œuvre? Il a tout ce qu'on peut demander à la fortune, une place éminente à la tête de l'école française, une gloire incontestée et le respect de tous. J'entends bien la réponse que pourrait nous adresser l'auteur de *la Muette* et du *Domino noir* : — j'ai assez longtemps fait de la musique pour amuser les autres, il doit m'être permis d'en faire maintenant un peu pour mon plaisir. A Dieu ne plaise que nous contestions à M. Auber un droit si légitimement acquis! Nous persistons à croire cependant qu'il y a plus de force et de courage à s'arrêter à temps qu'à prolonger un beau discours suffisamment entendu. En déposant la plume après avoir écrit *Guillaume Tell*, Rossini a prouvé qu'il n'avait pas moins d'esprit que de génie. C'est un cheval fougueux qui s'arrête court au milieu de la carrière, en dédaignant les excitations de la foule ébahie. A moins d'avoir une vieillesse forte et passionnée comme celle de Gluck, qui à l'âge de soixante-cinq ans donna son plus beau chef-d'œuvre, *Iphigénie en Tauride* (1), nous pensons qu'il faut laisser un intervalle entre la dernière chanson et l'heure suprême, et ne pas oublier ces jolis vers de Voltaire :

> Un oiseau peut se faire entendre
> Après la saison des beaux jours;
> Mais sa voix n'a plus rien de tendre,
> Il ne chante plus ses amours.

Quoi qu'il en soit de nos craintes respectueuses, voici un nouvel opéra-comique en trois actes, dû à la collaboration antique et spirituelle de MM. Scribe et Auber. Qu'est-ce que *Jenny Bell*? Tout ce que vous voudrez, *la Sirène*, *l'Ambassadrice*, *le Concert à la Cour*, enfin un sujet que M. Scribe a tourné et retourné cent fois. Jenny Bell est donc une cantatrice, anglaise cette fois, qui au milieu du XVIIIe siècle faisait les délices de Londres. Pauvre orpheline, elle fut recueillie par un inconnu et placée dans une pension où elle a reçu la meilleure éducation. Au comble de la célébrité et de la fortune, adulée, adorée et respectée de tous, elle retrouve son bienfaiteur dans la personne du duc de Greenwich, devenu amiral et ministre. Par un stratagème qui est aussi connu que le théâtre de M. Scribe, il arrive que Jenny Bell se sent le cœur touché par un jeune compositeur obscur, qui vient implorer sa protection. Il se trouve encore que ce jeune compositeur n'est autre que Mortimer, le fils unique et l'héritier du duc de Greenwich. On entrevoit le combat de générosité qui s'établit entre la cantatrice vertueuse et le grand seigneur, combat qui se termine par un bon mariage de Jenny Bell avec Mortimer. Sur cette donnée assez vulgaire, M. Scribe a brodé une suite de scènes qu'on voit défiler sans trop d'ennui, grâce à la musette de M. Auber. L'ouverture est un de ces petits morceaux de symphonie que M. Auber com-

(1) Représenté à l'Académie royale de Musique le 18 mai 1779.

pose habituellement avec un ou deux motifs empruntés à la partition même et qui ne se font pas autrement remarquer. Au premier acte, on peut signaler le récit que fait Jenny Bell de son enfance délaissée : *Habitans de la grande ville,* dont le caractère légendaire ne manque pas d'une certaine élévation de style; les couplets de l'orfévre Dodson, qui se terminent en un duo pour voix d'hommes très élégamment accompagné; certaines parties du duo entre le duc de Greenwich et Jenny Bell; un trio plein d'entrain et de fraîcheur pour soprano, baryton et tenor, et le finale, qui n'est pas autre chose qu'une vocalise pour deux voix de femmes avec accompagnement du chœur. Au second acte se trouvent les jolis couplets de *la rose,* adressés à Jenny Bell par un admirateur désintéressé, George Leslie, que M. Couderc représente avec une désinvolture aisée; un duo pour soprano et ténor entre Jenny Bell et Mortimer, lorsque celui-ci s'introduit chez la prima donna sous le nom supposé d'un compositeur obscur. Cette scène, qui est fort heureusement amenée, a été également très bien saisie par M. Auber, qui en a tiré un duo remarquable par des éclats de sentiment qu'on rencontre rarement dans son œuvre. Le trio qui vient après entre George Leslie, Mortimer et la soubrette est aussi très piquant, particulièrement la rentrée de George Leslie : — *Je lui parle de toi.* — Malgré le succès qu'obtient au troisième acte l'air de baryton, que M. Faure, dans le personnage du duc de Greenwich, chante avec goût :

Le bruit est pour le fat, la plainte est pour le sot,

nous préférons à cette morale de père noble la romance de ténor que dit Mortimer avec le chœur qui l'accompagne sur le thème national : *God save the king.*

Certes il y a plus d'élégance, de grâce et de véritable jeunesse dans la nouvelle partition de M. Auber que dans la plupart des opérettes que nous donnent les compositeurs récemment éclos de l'Institut. Mlle Duprez prête au personnage de Jenny Bell la distinction de sa personne et le style contenu et ferme qui caractérise son talent. Que n'a-t-elle aussi suivi nos conseils, en ménageant plus qu'elle n'a fait ce filet précieux d'une voix fragile? La pièce, fort bien jouée, obtient un succès légitime, et M. Auber doit être fier et content. C'est une raison de plus pour que nous insistions sur le danger que peut courir une renommée qui est chère à la France. M. Auber a eu deux grands bonheurs dans sa vie : il a rencontré Rossini assez à temps pour modifier sa manière et s'allumer aux feux de son génie, et puis il a eu la chance de voir mourir jeune l'auteur de *Marie,* de *Zampa* et du *Pré aux Clercs.* Si Hérold avait vécu, M. Auber ne serait que le second dans Rome. Qu'il ait donc la prudence d'un chef d'armée, et qu'il n'expose pas trop facilement dans sa personne le salut de tous.

L'événement important de la saison, c'est un opéra en cinq actes, *les Vêpres siciliennes,* que M. Verdi a composé expressément pour Paris, et dont la première représentation a eu lieu le 13 juin. Une grande curiosité s'attachait à l'apparition de cet ouvrage, qui pouvait être le signal d'une nouvelle transformation de la musique dramatique; aussi la salle de l'Opéra présentait-elle ce jour-là un spectacle curieux : les partisans du compositeur italien s'y étaient donné rendez-vous en masse, et ce n'est point une exagération de

dire que presque tous les *dilettanti* aisés de Milan, de Turin et d'autres villes de la Lombardie assistaient à cette solennité, qui avait pour eux l'importance d'un événement politique. En effet, les questions d'art ne sont pas pour les Italiens d'aujourd'hui de simples problèmes de goût qui se posent et se débattent dans les régions sereines de l'esprit; les passions et les intérêts actuels de la vie s'y trouvent engagés, et dans le succès d'une virtuose, d'un artiste ou d'un ouvrage de n'importe quelle nature, les Italiens voient un succès de nationalité, un titre de plus à l'estime de l'Europe civilisée. Le lendemain du début de la troupe des comédiens italiens, je rencontrai sur les boulevards un personnage grave et respecté, un des plus nobles caractères politiques qu'ait produits l'Italie depuis 1848. — Êtes-vous allé au Théâtre-Italien hier soir? me dit-il avec curiosité. — Oui, certainement, lui répondis-je. — Et comment ont-ils été accueillis par le public, *i nostri concittàdini?* — Avec sympathie d'abord, puis aux acclamations de la salle entière. — Et la Ristori, quel effet a-t-elle produit? — Immense, et, au jugement de tous les vrais connaisseurs, c'est un des plus grands talens dramatiques qu'on ait vus depuis longtemps. — Ah! dit-il en me serrant la main avec effusion, que vous me faites plaisir en me disant cela! *Cara Italia, tu non sei ancora morta* (chère Italie, tu n'es pas encore morte)! ajouta-t-il en essuyant une larme qui vint mouiller ses paupières. Après m'avoir quitté, revenant tout à coup sur ses pas, il reprit : — Savez-vous bien que toutes les premières danseuses de l'Opéra sont aussi des Italiennes? — Et il s'en alla joyeux comme un enfant.

Nous avons rapporté ce fait pour donner la mesure de l'importance que les Italiens les plus sérieux attachent aux événemens qui touchent à leur pays, car le noble personnage auquel nous faisons allusion n'entre jamais dans un théâtre et supporte dans la solitude les plus grandes douleurs de l'exil. C'est l'honneur éternel de l'Italie qu'après deux civilisations aussi différentes que celles de la Rome d'Auguste et de Léon X, elle ait pu survivre à l'oppression qui s'est appesantie sur elle depuis le milieu du XVIe siècle. C'est par les arts, les lettres et les sciences que ce beau pays a toujours protesté contre les misérables gouvernemens qui se sont efforcés d'étouffer en lui toute vie morale. Aussi s'explique-t-on l'exaltation des Italiens quand ils ont à défendre leurs poètes, leurs artistes et leurs savans contre la critique des étrangers. Les questions de goût sont pour eux des questions de vie ou de mort, et contester la gloire de leurs hommes célèbres, c'est contester leur nationalité. Ceci nous ramène à M. Verdi et à son opéra des *Vêpres siciliennes*, dont il s'agit d'apprécier le mérite.

Il faut avouer que MM. Scribe et Duveyrier auraient pu choisir un sujet plus convenable que celui des *Vêpres siciliennes* pour être mis en musique par un Italien et représenté sur la première scène lyrique de la France. Il y a des convenances qu'on fait toujours bien de respecter au théâtre, et le champ de l'histoire est assez vaste pour que M. Scribe ne fût pas embarrassé de trouver un thème quelconque au petit nombre de combinaisons dramatiques qu'il reproduit si volontiers et sans les varier beaucoup. En tête de son livret des *Vêpres siciliennes* se trouve une note où il est dit : « A ceux qui nous reprocheront, comme de coutume, d'ignorer l'histoire, nous nous em-

presserons d'apprendre que le massacre général connu sous le nom de *vêpres siciliennes* n'a jamais existé. » Suit une petite dissertation historique où les auteurs se donnent l'agrément de citer Fazelli, Muratori, Giannone, historiens italiens sur lesquels s'appuie leur érudition de fraiche date. Ils se gardent bien de citer un livre connu et très estimé sur la matière, *la Guerra del Vespro siciliano*, de M. Michele Amari, dont la quatrième édition a paru à Florence en 1851. Si l'infatigable librettiste prenait le temps de se recueillir un peu, il aurait pu lire dans le cinquième chapitre de l'excellent ouvrage de M. Amari, page 102, que le 31 mars de l'année 1282 il y eut à Palerme une révolte contre la domination tyrannique de Charles d'Anjou, révolte qui se répandit dans toute la Sicile, et dans laquelle furent massacrés, au dire de Villani, *quatre mille Français*. Ce sont des fables intéressantes plus ou moins bien appropriées au talent du compositeur qu'on demande à M. Scribe, et non le savoir d'un bénédictin. On sait de reste, par *l'Étoile du Nord* et *la Czarine*, ce qu'il fait de l'histoire, quand il lui arrive de la consulter.

Guy de Montfort, lieutenant de Charles d'Anjou, est gouverneur de la Sicile et siége en souverain dans la ville de Palerme, qu'il opprime de son despotisme. Il a enlevé une femme du pays, dont il a eu un fils, et qui s'est sauvée avec son enfant. Cette femme, qui abhorrait dans son ravisseur le tyran de la Sicile, lui écrit en mourant :

Toi qui n'épargnes rien, si la hache sanglante
Menace Henri Nota, l'honneur de son pays,
Épargne au moins cette tête innocente :
C'est celle de ton fils.

Ce fils en effet, qui ignore sa naissance, entre dans une conspiration contre le gouverneur de Palerme. Il est poussé à ce crime par amour pour son pays et par affection pour la duchesse Hélène, sœur du jeune Frédéric d'Autriche, décapité sur l'échafaud avec Conradin, et qui s'est promis de venger sa mort : c'est là le nœud de la pièce. La duchesse Hélène, Procida et Henri Nota, le fils inconnu du gouverneur, forment une conjuration pour délivrer la Sicile de la domination étrangère en assassinant Guy de Montfort. Lorsque Henri Nota apprend de la bouche même du gouverneur qu'il est son propre fils, son cœur hésite entre les devoirs que lui impose la nature et les liens qui l'attachent à la belle duchesse. Il se décide cependant à avertir son père du danger qu'il court, et lui apprend que des conjurés se sont introduits dans son palais sous un déguisement qu'autorise la fête où ils sont invités, et qu'ils doivent attenter à ses jours. Sur cet avis, Guy de Montfort fait arrêter les assassins, qui sont Procida et la duchesse Hélène. Désespéré d'avoir trahi le secret d'une conspiration dont il faisait partie, Henri emploie toute l'influence que lui donne la tendresse de son père pour sauver Hélène et Procida, qui attendent la mort. Guy de Montfort se rend au vœu de son fils, à la condition qu'il le reconnaîtra publiquement pour son père. Henri, après de cruelles hésitations, se décide, et obtient non-seulement la grâce de ses amis, mais aussi la main de la duchesse Hélène. Ce mariage, qui fait le bonheur des deux fiancés et qui pourrait consolider la domination des Français sur la Sicile, n'entre pas dans les intentions de Procida, qui con-

seille à la duchesse de simuler un consentement nécessaire à ses projets. A un signal donné pour célébrer le nouvel hymen, comme dit M. Scribe, les cloches sonnent, les Palermitains se soulèvent et se précipitent sur les Français.

Frappez-les tous. Que vous importe?
Français ou bien Siciliens,
Frappez toujours! Dieu choisira les siens!

s'écrie Procida en répétant le mot fameux de saint Dominique contre les Albigeois. Telle est la fable conçue par MM. Scribe et Duveyrier, dépourvue, je ne dirai pas de vraisemblance, mais d'intérêt. Le caractère de la duchesse Hélène est complétement manqué; elle hésite constamment entre le désir de venger la mémoire de son père et son amour assez tiède pour Henri; celui-ci n'a aucune physionomie, et Procida n'est qu'un tribun vulgaire; Guy de Montfort seul laisse échapper quelques accens de tendresse paternelle. Les principales situations sont empruntées aux *Huguenots*, à *Robert*, à *Gustave*, à *Dom Sébastien*, et sont amenées, bon gré mal gré, pour la grande gloire du compositeur.

M. Verdi, qui n'a que quarante et un ans, occupe dans l'histoire de la musique italienne une place toute particulière, qui le distingue de ses prédécesseurs : depuis Rossini, c'est le compositeur qui a eu le plus de retentissement dans son pays, et il doit sa grande renommée moins encore à son talent incontestable qu'aux circonstances dans lesquelles ce talent s'est produit. L'Italie, il faut bien le reconnaitre, est dans un tel état d'irritation morale et d'émotion politique, qu'elle serait incapable de prêter son attention à toute manifestation de l'art qui n'aurait pas les qualités et les défauts dont elle est pénétrée. Beyle faisait déjà cette remarque en 1834 : « L'Italie, écrivait-il de Civita-Vecchia, n'est plus comme je l'ai adorée en 1815; elle est amoureuse d'une chose qu'elle n'a pas. Les beaux-arts, pour lesquels seuls elle est faite, ne sont plus qu'un pis-aller; elle est profondément humiliée, dans son amour-propre excessif, de ne pas avoir une robe lilas comme ses sœurs ainées la France, l'Espagne, le Portugal; mais, si elle l'avait, elle ne pourrait la porter. Avant tout, il faudrait vingt ans de la verge de fer d'un Frédéric II pour pendre les assassins et emprisonner les voleurs. » Sans discuter ici l'opinion de Beyle sur l'incapacité de l'Italie à jouir au moins de l'indépendance politique, qui est le plus cher de ses vœux, nous nous bornerons à faire remarquer que l'existence du Piémont et le spectacle qu'il donne à l'Europe depuis quelques années prouvent évidemment le contraire. Il est certain que la situation de l'Italie ne la dispose guère à goûter un génie placide et serein comme Raphaël et Palestrina, si elle pouvait en produire de nos jours. Dans une autre lettre que Beyle écrivait de Trieste en 1831, il remarque plus judicieusement que « les Italiens, en fait d'art, veulent du nouveau. Bellini se joue partout aujourd'hui, et les belles dames l'appellent : *Il mio Bellini*. On parle de Rossini maintenant comme on parlait de Cimarosa en 1815. Admiration immense, mais sous la condition qu'on ne le jouera pas. » Cette fureur de vouloir à tout prix du nouveau, jointe à l'absence de fortes études et d'une ville souveraine qui puisse être le centre de la tradition, jette l'Italie dans les bras du premier joueur de guitare qui vient la distraire de l'ennui qui la

dévore. Il est douteux que si Rossini lui apparaissait aujourd'hui, elle pût apprécier cet éclatant génie, qui ne s'occupe pas plus des folles théories politiques de Mazzini que s'il n'avait jamais existé, et qui chante purement et simplement les joies et les douleurs charmantes de la vie. Et, pour citer un autre exemple en faveur de la thèse que nous soutenons, est-il bien certain que l'Italie, dans les dispositions où elle se trouve, ait eu conscience de la femme supérieure qui s'est révélée à Paris depuis quelques mois? La génération qui a pu élever M. Verdi au rang de compositeur de génie, en le comparant à Rossini, ne pouvait apprécier ce qu'il y a d'incomparable dans le talent de Mme Ristori. Quelle chasteté dans l'expression des sentimens les plus inouis! quels gestes à la fois contenus et énergiques! quelle pantomime noblement aisée, et comme elle sait rendre cette lutte terrible qui s'établit dans son cœur de vierge entre la tendresse filiale et la passion incestueuse que lui souffle l'implacable Vénus! Ah! c'est là le vrai beau, c'est là l'idéal qui justifie les sévérités de la critique. Nous n'avions pas besoin de la présence de Mme Ristori pour reconnaître que Mlle Rachel, au temps même de ses plus beaux succès, ne possédait guère que deux accens, celui de la haine et de l'ironie, et qu'elle était dépourvue des dons les plus rares, de cette sensibilité profonde et variée que possède à un si haut degré l'artiste italienne. On ne remarque aucun procédé vulgaire dans le talent de Mme Ristori; l'étude disparait sous la richesse de la nature; les artifices du métier sont absorbés par le courant de l'inspiration. Ce n'est point là un modèle d'atelier élevé laborieusement par des professeurs émérites de déclamation; c'est une *gentil donna* romaine qui a eu sous les yeux dès l'enfance les monumens des Phidias et des Praxitèle, et qui n'a eu qu'un léger effort de mémoire à faire pour ressaisir à travers les siècles les poses et le langage de ses ancêtres. Pour revenir à la musique, nous comparerions Mlle Rachel à une lyre qui n'a que deux seules cordes, la *tonique* et la *dominante*, tandis que Mme Ristori possède toute la gamme! Ah! s'il nous était donné d'entendre un jour une cantatrice aussi parfaite, nous n'aurions plus qu'à nous écrier : *Nunc dimittis, Domine, quia viderunt oculi mei salutare tuum.*

Il est certain que c'est à l'intelligence, au goût, à l'attention sympathique du public parisien que Mme Ristori doit l'éclosion de ses grandes et belles qualités de tragédienne. L'artiste se plait elle-même à reconnaître qu'elle n'était point en Italie, devant ces assemblées tumultueuses et distraites dont se plaignait déjà Alfieri, ce qu'elle s'est trouvée devant ces nouveaux Athéniens, dont l'opinion sera pour longtemps encore celle de l'Europe. Si le goût de la France a le droit de revendiquer sa part dans le succès du *Comte Ory* et de *Guillaume Tell*, qui marque la dernière évolution du génie de Rossini, il nous reste à voir quelle influence aura eue Paris sur le dernier opéra de M. Verdi, *les Vêpres siciliennes*.

L'ouverture commence par un léger frémissement des timbales et des *pizzicati* des contrebasses, qui marquent les linéamens d'un rhythme onduleux, et, après quelques mesures d'introduction où domine un solo de clarinette dont le chant connu se retrouvera au premier acte, se présente une assez belle phrase confiée aux violoncelles, et qui s'arrête un instant sur une note culminante un peu trop à la manière des chanteurs. Reproduite une seconde

fois avec un nouvel accompagnement, cette phrase, d'ailleurs assez courte, serpente le long d'une stretta chaleureuse. Cette ouverture, sans être un chef-d'œuvre, n'est point déplacée en tête d'un ouvrage qui commence, sur la grande place de Palerme, par un chœur assez dramatique :

Beau pays de France,
Je bois dans l'absence
A tes bords chéris!

L'entrée de la duchesse et toute cette scène préparatoire, où les Français avinés insultent les Siciliens et contraignent Hélène elle-même à chanter pour leurs menus plaisirs, manquent de relief. On voit que le musicien est fort embarrassé de ces détails et de ces récitatifs, sans lesquels pourtant les morceaux développés ne peuvent produire leur effet. La cavatine que chante la duchesse, autant pour obéir à l'injonction qu'elle a reçue d'un soldat français que pour exciter les Siciliens à patienter jusqu'à l'heure de la vengeance,

Du courage!... du courage!

a de la vigueur; mais elle rappelle trop, par certains éclats de voix, *lampi di gola*, familiers à M. Verdi, la cavatine du premier acte d'*Ernani*. Un trio qui se termine en quatuor et presque sans accompagnement, puisqu'il n'est soutenu que par quelques accords de l'orchestre, pénible à son début, se débrouille à la fin, et devient un morceau qui n'est point à dédaigner par l'heureuse concentration des parties et le bon effet qui en résulte. Le duo pour ténor et baryton entre Guy de Montfort et le jeune Sicilien Henri Nota renferme quelques bonnes parties, particulièrement la phrase de l'ensemble :

Non, non, point de grâce!

qui est celle de l'ouverture confiée aux violoncelles. Dans le duo que nous venons de mentionner et qui termine le premier acte, il y a tel passage du dialogue entre Guy de Montfort et Henri :

Quoi! malgré vos complots, échapper au trépas!

où l'on reconnaît l'influence du style de Meyerbeer sur le talent de M. Verdi. Cette influence, qui frappe dès les premières mesures de l'ouverture, a laissé plus d'une trace encore dans le nouvel opéra.

Le second acte, dont la scène se passe dans un beau vallon près de Palerme, sur une plage où vient aborder le conspirateur Procida, s'ouvre par un air d'une tournure assez large :

O mon pays, pays tant regretté,
L'exilé te salue après trois ans d'absence!

Le motif de la cavatine que chante ensuite Procida,

Dans l'ombre et le silence,

est une mélodie dans la manière connue de M. Verdi, qui ne présente rien de bien nouveau. L'effet obtenu ici est tout entier dans la belle voix de

basse de M. Obin, qui abuse cependant des notes suspendues et trop longtemps prolongées. Le duo pour soprano et ténor entre la duchesse Hélène et Henri est d'une bien grande pauvreté de style et d'harmonie dans tout ce qui précède la jonction des deux voix, qui exhalent alors un charmant nocturne avec un point d'orgue harmonisé bien ingénieux pour une situation aussi grave. Pour un compositeur qui vise surtout à la logique dramatique, ce joli madrigal est-il bien à sa place dans la bouche d'une femme et d'un jeune homme obscur qui se promettent de longues et fidèles amours, après avoir versé le sang des oppresseurs de la Sicile? Eh! mon Dieu! M. Verdi a fait comme tous les esprits systématiques: il est souvent et très heureusement inconséquent. Le finale du second acte exige, pour qu'on puisse en apprécier le mérite, qu'on définisse la situation des différens personnages qui remplissent la scène. Sur cette même plage où vient d'aborder le conspirateur Procida se trouve une chapelle de sainte Rosalie, qui est l'objet d'un culte populaire. Douze fiancées du pays et douze garçons arrivent en dansant pour célébrer leur union prochaine. Ce spectacle affriande les soldats français, qui, excités par les railleries provoquantes de Procida, dont le plan est de soulever l'indignation de la foule, enlèvent les Siciliennes comme jadis les Romains ont enlevé les femmes des Sabins. Les maris et les amans outragés s'avancent sur le devant de la scène en exprimant leur indignation dans une sorte de récit entrecoupé et vigoureux :

Interdits, — accablés — et de honte — et de rage...

Pendant que cet ensemble se déclame sourdement, on entend derrière les coulisses un chant d'allégresse, et puis on voit arriver au fond, sur une mer d'azur, une tartane remplie de soldats français et des femmes enlevées, qui paraissent se consoler de leur esclavage en chantant une barcarolle ravissante de rhythme et de couleur mélodique :

O bonheur! ô délice!
Plaisir, sois-nous propice!

Après quelques mots de récitatif échangés entre Procida, Hélène et des hommes du peuple, le chant de fureur recommence et s'unit à la barcarolle, et les deux motifs forment un ensemble d'un très bel effet qui termine le second acte.

Nous sommes, au troisième acte, dans le palais du gouverneur, à Palerme, où Henri a été conduit de force après avoir refusé de se rendre à l'invitation de Guy de Montfort. Un duo pour ténor et baryton entre le lieutenant de Charles d'Anjou et le jeune Henri, dont Guy s'efforce de captiver la tendresse, en lui apprenant qu'il est son père, contient d'assez bons passages, entre autres cette phrase que chante le gouverneur :

Quand ma bonté toujours nouvelle
L'empêchait d'être condamné,

et le premier ensemble où les deux voix se réunissent dans une phrase ample et pleine d'émotion :

Pour moi, quelle ivresse inconnue
De contempler ses traits chéris!

Le vers suivant est surtout mis en relief avec un grand bonheur :

Mon fils!... mon fils! c'est là mon fils!

M. Bonnehée le dit d'une voix éclatante et remplie d'onction paternelle. La musique du divertissement des *quatre saisons* est au moins suffisante, surtout celle de l'*automne*, qui ferait honneur à un compositeur qui n'aurait pas d'autres prétentions. Ceci nous rappelle que lorsqu'on commença à répéter à l'orchestre les deux premiers actes du *Prophète*, l'un des deux hommes d'esprit qui dirigeaient alors le théâtre de l'Opéra s'approcha de Meyerbeer et lui dit avec un bon vouloir inappréciable : — Cher maître, si vous étiez embarrassé pour faire la musique du divertissement des *patineurs*, au troisième acte, je vous donnerais un collaborateur qui vous soulagerait de cet ennui. — Merci, répondit Meyerbeer avec la finesse pleine de bonhomie qui le caractérise; je tâcherai de faire de mon mieux. — Et il a tenu parole, puisqu'il a fait un chef-d'œuvre. J'ignore si on a fait à M. Verdi la même proposition, mais dans tous les cas il a prouvé, beaucoup moins bien que Meyerbeer sans doute, qu'il n'avait pas besoin non plus de collaborateur.

Le finale du troisième acte est un morceau assez vigoureux pour mériter une analyse. L'enlèvement d'Henri par les soldats de Guy de Montfort, à la fin du second acte, a excité la sollicitude de ses amis Procida et Hélène, qui ont résolu de le délivrer en pénétrant, sous un déguisement, à la fête que donne le gouverneur. Averti par son fils, qui ne se décide qu'à la dernière extrémité à trahir le secret des conjurés, dont il partage les sentimens, Guy de Montfort fait arrêter Procida et Hélène, et il en résulte une situation compliquée dans laquelle Henri, Procida, Hélène et le gouverneur expriment les passions diverses qui les agitent. L'ensemble commence avec une phrase dite à l'unisson d'abord par les conspirateurs désarmés et confus, répétée par le gouverneur, son fils et les courtisans français, et reprise une troisième fois par le chœur et tous les assistans. Cette progression ascendante vient éclater dans un *tutti* formidable d'un grand effet. C'est très court, mais puissant.

Le quatrième acte, dont la scène se passe dans une forteresse où sont renfermés Procida et Hélène, commence par un air de ténor que chante Henri. La mélodie de cet air :

O jour de deuil et de souffrance!

est un souvenir un peu trop fidèle du chant de la pâque dans *la Juive* de M. Halévy. Le duo qui suit entre Hélène et Henri, venant se justifier d'avoir été la cause innocente du malheur de son amante, débute assez péniblement par des lambeaux de récit dont M. Verdi est toujours embarrassé. L'ensemble de ce duo est cependant d'une mélodie heureuse, ainsi que le solo d'Hélène, qui forme une romance agréable :

Ami..., le cœur d'Hélène
Pardonne au repentir!

mais je n'aime pas le point d'orgue chromatique descendant qui en est la conclusion. La partie saillante et vraiment délicieuse de ce duo, c'est l'ensemble qui le termine :

Pour moi rayonne
Douce couronne.

La phrase mélodique dite séparément par les deux personnages, avec un accompagnement de harpes, gagne à être entendue plusieurs fois, et le public enchanté l'a fait répéter. Ce morceau aura autant de succès dans le monde qu'il en obtient au théâtre, où Mlle Cruvelli chante sa partie avec plus de goût qu'on n'était en droit de l'espérer. Procida et Hélène, qui attendent leur supplice, sont en présence d'Henri, qui est parvenu à se justifier à leurs yeux. Il leur raconte dans quelle perplexité cruelle il s'est trouvé en face de son père, Guy de Montfort, qu'on allait assassiner. Il promet d'employer toute son influence pour sauver la femme qu'il adore et son ami Procida. Le gouverneur, qui survient, ne met qu'une seule condition à la grâce des deux condamnés, c'est qu'Henri le nommera publiquement son père. De cette situation résulte un quatuor dont le commencement est pénible et sans caractère, et qui ne se relève un peu dans l'ensemble avec l'adjonction du chœur qu'en rappelant des effets connus, et particulièrement l'incomparable trio de *Guillaume Tell*. Sur un ordre du gouverneur, les deux prisonniers vont être conduits à la mort, et déjà l'on entend, dans une grande salle qui s'ouvre tout à coup devant le public, un *De Profundis* dont les notes lugubres forment un contraste avec la situation des personnages qui sont sur la scène. Cette opposition confuse et maladroitement cimentée est loin de produire le même effet que le chant du *Miserere* dans le quatrième acte du *Trovatore*.

Tout rempli de chants et de bruits joyeux qui annoncent le mariage d'Hélène avec Henri, le cinquième acte ne contient de remarquable qu'un boléro fort ingénieux que Mlle Cruvelli lance en l'air d'une voix vigoureuse, et qu'on lui fait répéter sans qu'on puisse entendre une seule parole des deux couplets qui le composent :

Merci, jeunes amies,
D'un souvenir si doux!

puis une romance pour voix de ténor :

La brise souffle au loin plus légère et plus pure,

dont la mélodie gracieuse rend avec assez de bonheur le sentiment qui remplit le cœur d'Henri au moment où il croit épouser Hélène; enfin le trio qui suit entre Procida, Henri et Hélène, morceau mal dessiné, mais duquel jaillit une certaine flamme qui annonce le soulèvement des Palermitains et la catastrophe de la pièce, qui gagnerait à ne durer que trois heures au lieu de cinq.

Nous venons d'énumérer scrupuleusement tous les morceaux et toutes les parties plus ou moins saillantes de la partition de M. Verdi : — au premier acte, le chœur d'introduction, la cavatine d'Hélène, le quatuor sans accompagnement et certains passages du duo entre Guy de Montfort et Henri; — au second, l'air que chante Procida en abordant en Sicile après trois ans d'absence, accompagné par un chœur qui rappelle un chœur et un air semblables du second acte du *Trovatore*, le duo entre la duchesse Hélène et Henri, et la barcarolle délicieuse qui forme le thème du finale; le duo entre Guy de Montfort et son fils Henri, la musique du divertissement et le finale du troisième

acte; au quatrième, l'air de ténor et surtout le beau duo entre Hélène et Henri; enfin au cinquième, le boléro original où M[lle] Cruvelli se fait justement applaudir, et quelques passages de la romance que chante Henri.

Si nous essayons maintenant de tirer de ces observations de détail une conclusion qui reste le bénéfice de l'esprit, il nous sera facile de signaler dans l'opéra des *Vêpres siciliennes* les deux qualités que nous avons toujours reconnues au talent de M. Verdi : le sentiment dramatique dans les situations violentes et une certaine tendresse élégiaque, c'est-à-dire les deux notes extrêmes du clavier de la passion. En cela, le compositeur italien est parfaitement de son temps, et surtout de l'école littéraire dont il s'est particulièrement inspiré. En effet, rien n'est plus commun de nos jours que ces brusques rapprochemens d'ombres épaisses et de lumières éclatantes, de masses chorales qui se heurtent dans un *tutti* puissant à côté d'une simple cantilène qu'on s'en vient soupirer sur des pipeaux rustiques. Les défauts qu'on peut reprocher à M. Verdi, et qu'il partage d'ailleurs avec un grand nombre d'artistes et de poètes, c'est l'absence d'un style soutenu qui procède sans violence, et sustente l'oreille dans les momens périlleux de la transition. La transition, qu'Horace et Boileau considéraient comme une des plus grandes difficultés de l'art d'écrire, la transition est pour le musicien d'une bien autre importance encore, car on peut affirmer qu'elle renferme tous les secrets de la composition. Ce discours limpide, sans cahots et sans dissonances extrêmes, qui circule librement tout le long d'un sujet donné, qui ne se soulève et qui ne s'apaise que pour exprimer les élans et les défaillances de l'âme, dont il prépare et fait pressentir les catastrophes; ce langage des maîtres, où l'image et la modulation n'apparaissent que pour éclairer l'idée ou le sentiment, et non pour en usurper la place; cette *tessatura* homogène selon l'expression des Italiens, cet empâtement lumineux qui caractérise le style des grands peintres comme celui des grands musiciens tels que Mozart, Weber et Rossini, manque complétement à M. Verdi, comme il manque à M. Hugo, qui a exercé une si grande influence sur le compositeur italien.

M. Verdi n'a pas fait de bonnes études musicales, ses partitions sont là pour le prouver à ceux qui savent lire; mais doué d'un tempéramment vigoureux et tendre, d'un esprit impétueux et patient à la fois, il a acquis une certaine pratique de l'art d'écrire et de faire manœuvrer les masses chorales qui lui a valu les grands succès qu'il obtient en Italie depuis vingt ans. De beaux chœurs, des morceaux d'ensemble vigoureusement *intrecciati*, c'est-à-dire noués avec un instinct de progression ascendante qui lui est propre, un certain nombre d'idées mélodiques de courte haleine, mais colorées et ne manquant pas de quelque originalité, une instrumentation grossière, bruyante et vide, presque toujours disposée en deux corps de bataille qui ne se réunissent que rarement, les instrumens à cordes d'un côté, et les instrumens à vent de l'autre, — telles sont les qualités et tels sont aussi les défauts qu'on a pu remarquer dans *Nabucco*, dans *I due Foscari*, *Ernani*, *Luisa Miller* et dernièrement dans *Il Trovatore*, le meilleur ouvrage de M. Verdi avant *les Vêpres siciliennes*. On ne peut nier que le compositeur italien n'ait fait cette fois de louables efforts pour s'élever à cette égalité de style qui lui a toujours manqué jusqu'ici. En effet, l'opéra

des *Vêpres siciliennes* est beaucoup mieux écrit que ses précédens ouvrages : il constate un progrès véritable aussi bien dans la manière de traiter les voix que dans les accessoires de l'instrumentation; on y trouve sans doute un grand nombre d'effets connus, certaines formules inévitables, puisqu'elles sont inhérentes à la manière de sentir du compositeur; mais les mélodies sont moins tourmentées et se développent volontiers sur les cordes faciles de la voix, les duos et les morceaux d'ensemble sont mieux dessinés, quoiqu'il reste encore beaucoup à faire à M. Verdi dans cette partie difficile de la charpente, de l'*ossature* dramatique. C'est là qu'on voit le doigt des grands maitres; c'est à dessiner un finale comme celui de *Don Juan* et du second acte des *Nozze di Figaro*, comme celui du *Barbier*, d'*Otello*, de *Semiramide*, de *Moïse*, du quatrième acte des *Huguenots*, du quatrième acte du *Prophète* et de la *Lucia*, que se montre le génie créateur, armé de la science de déduction, dont plaisantent les beaux esprits parce qu'ils en ignorent les secrets. M. Verdi est encore loin de ces modèles, mais il marche évidemment dans leur voie, car plusieurs morceaux des *Vêpres siciliennes* accusent la noble ambition de s'élever au rang des vrais maitres, parmi lesquels Meyerbeer surtout a les préférences du compositeur italien. La partition des *Vêpres siciliennes*, depuis les premières mesures de l'ouverture jusque dans les moindres détails de l'instrumentation, — tels que l'emploi fréquent des violons suraigus, pendant que des instrumens à vent, la flûte, le hautbois, la clarinette, remplissent au-dessous l'harmonie, — prouve de reste que l'auteur d'*Ernani* et d'*Il Trovatore* procède de l'auteur de *Robert* et des *Huguenots*, comme Rossini procède de Mozart et de Cimarosa. Ce croisement de races dans les productions de l'art forme un des phénomènes les plus curieux de l'histoire. Ce ne sont pas là des imitations, mais des natures similaires qui se rapprochent et se fécondent comme des plantes qu'on greffe l'une sur l'autre. L'originalité du fils n'en est pas moins réelle pour avoir quelques traits de ressemblance avec celle du père. Seulement l'assimilation des élémens absorbés n'est pas encore complète chez M. Verdi, et il lui faudra quelque temps de gestation pour revendiquer la propriété exclusive des emprunts qu'il a faits.

Quoi qu'il en soit, M. Verdi a déjà ressenti, comme ses prédécesseurs, l'heureuse influence du public parisien, et le succès des *Vêpres siciliennes* n'est pas contestable. L'exécution aura contribué pour sa part à ce bon résultat. Mlle Cruvelli, dans le rôle d'Hélène, n'altère pas trop les effets que le compositeur lui a ménagés : elle chante avec assez de goût sa partie dans le beau duo du quatrième acte, et au cinquième elle lance avec fierté le boléro à la tête de ses adversaires. M. Gueymard se tire adroitement du rôle ingrat d'Henri, dont il chante plusieurs morceaux avec succès, et M. Bonnehée est remarquable dans le personnage de Guy de Montfort, dont sa belle voix de baryton fait ressortir la tendresse paternelle. En somme, les admirateurs de *la cara Italia* doivent être satisfaits. Le succès toujours croissant de Mme Ristori et celui que vient d'obtenir M. Verdi sur la scène de l'Opéra prouvent que la sève italienne est loin d'être épuisée, et que ce beau pays peut espérer de meilleurs jours.

P. SCUDO.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 juin 1855.

Quelque complication d'intérêts qu'il y ait dans la grande crise où l'Europe se voit engagée, quelques diversions que créent par instans les négociations et les efforts des cabinets, le regard ne peut se détacher de cette presqu'île de Crimée où la lutte apparaît dans ce qu'elle a de plus simple et de plus énergique. Là, il n'y a en vérité ni diplomatie savante, ni subtilités ingénieuses, ni tactiques évasives : c'est le sang de nos armées qui coule, c'est un héroïsme chaque jour renouvelé. Et depuis huit mois déjà il en est ainsi dans ce coin de terre, où l'on dirait que s'est concentrée toute la force de résistance de la Russie. Après les cruelles fatigues de l'hiver, l'heure des opérations plus actives est arrivée. Au milieu de ces opérations mêmes, l'épidémie vient encore éprouver chefs et soldats : rien ne peut affaiblir la mâle et stoïque intrépidité de ces armées durcies par le feu et par les souffrances. Il y a peu de jours, c'était ce combat du 7 juin, qui laissait les soldats alliés en possession du Mamelon-Vert et des redoutes du Carénage après une mêlée sanglante et rapide. Hier encore, le 18, c'est l'attaque de la tour Malakof et du *grand redan*, tentée par les Français et les Anglais. La prise de Malakof eût sans doute précipité les événemens; cette première attaque n'a malheureusement point réussi, bien que nos soldats eussent pris pied déjà dans l'ouvrage russe. Il n'est resté pour le moment de cette tentative qu'un accident de la guerre à réparer et des pertes douloureuses dont le chiffre indique assez la puissance de l'attaque et la vigueur de la résistance. Ce chiffre s'élève à plus de trois mille hommes mis hors de combat, et plusieurs généraux paraissent avoir été atteints. L'un d'eux même, le général Brunet, qui commandait une des divisions d'attaque, a succombé. C'est là une de ces inévitables et passagères alternatives de l'un des siéges les plus mémorables qui se soient vus assurément. En même temps que ces opérations se poursuivent devant Sébastopol, l'expédition de la mer d'Azof s'est achevée avec un plein

succès. Elle a obtenu le seul résultat désirable : elle a amené l'évacuation d'Anapa, elle a fait sentir le poids de nos armes aux ports russes, et après avoir chassé le pavillon moscovite de ces eaux intérieures, elle a pu se retirer en laissant une garnison à Yeni-Kalé. De toutes les opérations entreprises jusqu'ici, l'expédition de la mer d'Azof est celle qui paraît avoir produit la plus profonde impression à Saint-Pétersbourg. Ce coup a été ressenti plus que tous les autres, soit qu'il fût imprévu, soit qu'il doive exercer une influence sérieuse sur la situation des armées russes en Crimée.

Quoi qu'il advienne, tout l'indique assez, cette guerre qui est allée choisir son champ de bataille à l'extrémité de l'Europe n'est point certainement une guerre ordinaire. La Russie sait bien qu'elle est réduite à défendre une politique séculaire, toute une tradition de conquêtes et d'envahissemens. Bien plus, la Russie savait qu'elle aurait un jour ou l'autre à livrer ce suprême combat. Sans cela, comment se serait-elle trouvée prête au moment voulu? Dans quelle pensée aurait-elle élevé ces forteresses formidables, certes fort inutiles pour la défendre contre la Turquie? Pourquoi s'obstinerait-elle encore dans une guerre où la seule condition de paix qu'on lui veuille imposer, c'est de désarmer son ambition? De leur côté, les puissances occidentales savent bien qu'il s'agit désormais pour elles de livrer l'indépendance de l'Europe ou de la raffermir. S'il n'en était point ainsi, comment prodigueraient-elles leurs soldats, leurs trésors et leurs vaisseaux dans une lutte dont les difficultés et les proportions dépasseraient le but? La guerre actuelle a cela de particulier, qu'elle n'est le fruit d'aucune animosité nationale; c'est le choc violent de deux politiques, dont l'une est une menace incessante pour l'Occident, dont l'autre est l'expression réfléchie des intérêts les plus élevés de la civilisation. Tel est le conflit qui tient en ce moment l'Europe attentive et qui se poursuit dans ces terribles engagemens devant Sébastopol, en attendant qu'il se dénoue par la victoire.

Il n'est point en effet d'autre issue maintenant. C'est à la puissance des armes de réaliser ce que la diplomatie n'a pas pu faire, et si les armes restent le seul arbitre de cette grande question, sur qui donc peut peser la responsabilité de la continuation de la guerre? Le dénoûment même des conférences de Vienne est là pour le dire. C'est le 4 juin que les négociations ont été définitivement closes et que le dernier protocole a été signé. Par le fait, avant cette dernière formalité, on savait déjà que les négociations étaient désormais sans but, que les propositions de l'Autriche n'avaient pu être acceptées par la France et par l'Angleterre, et qu'ainsi il ne restait plus même un élément de discussion entre les représentans des diverses puissances réunies à Vienne. Or de tout ce travail de la diplomatie que résulte-t-il avec une palpable évidence, si ce n'est que la résistance de la Russie a été le seul, l'invincible obstacle à une pacification? Rien n'est plus curieux certainement qu'un article publié dans le *Journal de Saint-Pétersbourg*, en réponse à une circulaire de M. le ministre des affaires étrangères de France. C'est avec une modération calculée et l'art le plus subtil que le nouveau manifeste russe arrive à représenter tous les actes de la conférence de Vienne comme autant de témoignages spontanés de l'esprit de conciliation du cabinet du tsar. Il semble même en vérité que quelques-unes des conditions débattues

dans la conférence émaneraient de l'initiative du gouvernement russe, et il n'y aurait plus qu'à se demander après cela comment la guerre a pu éclater. Est-il question de la liberté de la navigation du Danube, la Russie assure que l'Angleterre et la France n'ont pas besoin de verser leur sang pour un résultat désormais acquis. Il n'est pas moins vrai que ce résultat est le prix de la guerre et du sang versé. S'agit-il des principautés, la Russie proclame que sa tâche est accomplie et que tous les vœux de sa politique sont comblés dès que les immunités des provinces danubiennes sont placées sous la garantie collective de l'Europe. Le manifeste du cabinet de Pétersbourg s'étend assez complaisamment sur les bienfaits dont le protectorat russe a doté les principautés : bienfaits d'une singulière nature, il faut l'avouer, et redoutés des Moldo-Valaques encore plus que la suzeraineté ottomane! La Russie oublie qu'il y a deux ans à peine elle envahissait les principautés en pleine paix, sans nul motif, ce qui était étrangement respecter leurs immunités, et qu'il a fallu l'arrivée des armées alliées en Orient, la menace de l'intervention autrichienne, pour la faire reculer derrière le Pruth. La Russie oublie que la mission du prince Menchikof date de deux ans à peine, qu'à cette époque elle ne voulait souffrir aucune intervention dans ses différends avec la Turquie, et que la première note de Vienne elle-même disparaissait sous le coup de ses hautaines interprétations. En un mot, la Russie oublie comment est née la guerre et comment l'Occident a été nécessairement conduit par la force des choses à poser le principe d'une limitation de la puissance moscovite.

Il faut bien l'observer en effet : la guerre est là tout entière aujourd'hui, ou elle est sans objet. Toutes les autres conditions ne sont que des corollaires ou l'application de ce principe de limitation. Puisque la Russie est en si bonne voie de dispositions pacifiques dans ses manifestes, il semblerait naturel qu'elle eût réservé un peu de ces dispositions pour arriver à résoudre la question dans laquelle se résume toute la guerre désormais. Et sur ce point quel a été son système de conduite? Elle n'a cessé de repousser toute limitation de forces. L'article officiel du *Journal de Saint-Pétersbourg* fait même connaître que le prince Gortchakof n'avait accepté les quatre garanties qu'en les interprétant à sa manière. L'intention de la Russie de ne rien concéder a éclaté assez clairement dans les négociations de Vienne, et elle est devenue plus palpable encore dans la dernière conférence, dont le protocole est aujourd'hui public. L'Autriche présentait un projet de pacification. Ce projet reposait sur le principe de la limitation, ainsi que l'a fait remarquer M. de Bourqueney. Le représentant du tsar a-t-il admis ce principe? Il a nettement articulé au contraire un nouveau refus. Dès lors à quoi pouvait-il servir d'en référer à Saint-Pétersbourg, comme l'a offert le prince Gortchakof? Il n'y avait plus de but pour la discussion; par le fait même, la conférence se trouvait rompue, et la responsabilité de cette rupture pèse évidemment tout entière sur la Russie. Le cabinet de Pétersbourg affirme, dans son dernier manifeste, que ce sont les puissances occidentales qui ont rendu les négociations infructueuses par leur refus d'accéder aux propositions autrichiennes. On voit ce qui en est. La vérité est que l'Angleterre et la France n'ont point trouvé le projet de l'Autriche efficace dans la forme, et que la Russie en a

repoussé le principe même. Ce principe, la Russie l'a rejeté avec une extrême netteté, on doit lui rendre cette justice. Il faut seulement en conclure que ces négociations étaient frappées dès l'origine d'une virtuelle impuissance par la volonté arrêtée du cabinet de Pétersbourg. On pourrait dire que la Russie les avait rompues avant qu'elles fussent ouvertes.

C'est donc ici pour les affaires de l'Europe le point de départ d'une phase nouvelle qui peut être féconde en incidens et en péripéties. La première et la plus grave question qui s'y rattache aujourd'hui sans aucun doute est celle de la politique autrichienne. Intéressée dans tout ce qui s'agite en Orient, mêlée au premier rang comme grande puissance dans la crise actuelle, liée à la France et à l'Angleterre par le traité du 2 décembre, l'Autriche est arrivée à un moment d'épreuve décisive pour son influence et sa considération. Il s'agit de savoir quelle idée elle se fait de son propre rôle, quel sens elle attache aux engagemens qu'elle a contractés. Malheureusement il est difficile de nourrir de grandes illusions sur la politique de l'Autriche. La dernière circulaire de M. de Buol, relative aux communications que le cabinet de Vienne avait reçues de la France à l'occasion de ce qu'on a nommé les propositions autrichiennes, un discours récent de lord Clarendon dans le parlement anglais, laissent peu de doutes sur l'attitude de notre alliée du 2 décembre. C'est l'attitude d'une puissance qui veut et qui ne veut pas, qui avait peut-être conçu plus d'espérances qu'il ne fallait de son intervention en faveur de la paix, et qui, émue de son insuccès même, se réfugie dans l'abstention justement à l'heure où la force des choses semblait la mettre en demeure d'agir. Un des traits les plus frappans de toute cette politique, c'est la contradiction permanente entre les paroles et les actes. Par les paroles, l'Autriche a été une grande puissance; il lui resterait à montrer qu'elle l'est également par les actes. L'Autriche ne saurait s'y tromper : l'attitude qu'elle semble prendre, qui se dessine chaque jour davantage, n'est point une attitude de pure expectative; c'est une situation parfaitement rétrograde, qui peut dégénérer en une véritable retraite. Il y a peu de temps, le gouvernement de l'empereur François-Joseph avait sur pied une armée puissante; il sollicitait de l'Allemagne la levée des contingens fédéraux : aujourd'hui il réduit lui-même son effectif. A l'ouverture des conférences, M. de Buol disait que l'empereur acceptait les conséquences de son alliance avec l'Occident, quelque graves qu'elles pussent être; maintenant il déclare que l'Autriche attendra « de pied ferme la marche des événemens et le moment propice pour renouer des négociations de paix. » Chose étrange, dans cette même circulaire, le ministre de l'empereur François-Joseph affirme qu'il est d'accord avec la France sur la nécessité de réduire la puissance politique de la Russie en général! Mais s'il en est ainsi, l'Autriche pense-t-elle que cette réduction de la puissance russe s'opérera toute seule? Ou bien est-elle persuadée que les forces de la France et de l'Angleterre suffisent pour atteindre le but, sauf à se féliciter quand le résultat sera acquis? Le cabinet de Vienne n'a point semblé dédaigner jusqu'ici ce rôle commode, qui consiste à attendre le bénéfice des événemens. C'est là cependant une route périlleuse par où l'Autriche pourrait arriver à un isolement complet. Le gouvernement autrichien est dans cette situation particulière, que son isolement même ne

peut pas être une neutralité. Une déclaration de neutralité entraînerait nécessairement la retraite de l'armée autrichienne des principautés, et on dit que l'Autriche, dans les momens où elle ressent le plus l'embarras de sa situation, parle de quitter en effet les provinces danubiennes; mais la retraite des principautés serait la violation d'un engagement formel contracté avec l'un des belligérans. Dès lors ne serait-il pas plus simple pour l'Autriche de se rattacher nettement à l'esprit de l'alliance de l'Occident et d'en accepter les conséquences avec la fermeté d'une grande puissance? Peut-être même l'effet de cette résolution ne se ferait-il pas attendre, si, comme on l'assure, quelque lassitude se fait sentir à Saint-Pétersbourg, et s'il est vrai que des agens russes aient fait depuis peu des insinuations pacifiques. Ce qu'il y a de singulier, c'est que les tergiversations du gouvernement autrichien paraissent avoir remis un moment la Prusse en humeur d'intervention. Il faut bien s'entendre : la Prusse n'est nullement disposée à prendre un rôle actif; mais elle a cherché, dit-on, à se rapprocher des cabinets de l'Occident, et il n'est point impossible qu'elle n'ait vu dans les faiblesses de l'Autriche un moyen de regagner son ascendant en Allemagne. L'alliance du 2 décembre n'a point répondu jusqu'ici à toutes les espérances qu'on avait conçues, cela est certain. Dans tous les cas, les puissances occidentales n'ont point à s'en accuser, et elles n'ont nullement à regretter leurs déférences envers l'Autriche. Leur but était bien clair. — Une alliance active avec la première puissance allemande, c'était une guerre moins longue, moins compliquée, une pacification plus prompte et plus facile. — Si l'Autriche manque à ce grand rôle, que tout lui assignait, la conséquence est malheureusement facile à prévoir. La guerre peut se prolonger et s'étendre. C'est une grande question où l'Autriche peut n'avoir plus de rôle, et où, par une singularité assez frappante, elle peut voir sa place prise par le Piémont, qui aura certainement un négociateur dans les conférences d'où sortira la paix. Le Piémont aujourd'hui gagne son rang d'état de premier ordre; par le fait, n'est-il pas en ce moment la quatrième puissance? n'a-t-il pas montré une décision qui semble manquer à l'Autriche? Ainsi donc se dessine aujourd'hui la situation de l'Europe au lendemain de ces conférences de Vienne, qui ont eu du moins pour résultat de marquer le point où est arrivée la question d'Orient.

C'est à la France et à l'Angleterre maintenant de poursuivre seules ce grand but d'une pacification durable qu'elles auraient voulu poursuivre de concert avec l'Autriche. Même sans ce secours elles sont en mesure de l'atteindre, et, quels que soient les efforts qui restent à accomplir, elles obtiendront le prix de la lutte maintenant engagée. L'Angleterre multiplie les moyens pour avoir des soldats, et on dit aujourd'hui que lord Raglan va quitter le commandement de l'armée anglaise de Crimée, ce qui pourrait bien donner une nouvelle activité aux opérations militaires dans la péninsule. D'un autre côté, des mesures financières vont être sans doute décrétées en France. Le corps législatif et le sénat viennent d'être convoqués extraordinairement. Ils auront probablement à voter un emprunt, peut-être une nouvelle levée d'hommes. La rapidité avec laquelle a été couvert l'emprunt récent de la ville de Paris indique assez que les ressources de la France ne sont point au-dessous des besoins de la guerre. C'est dans les opérations financières

et dans les travaux du corps législatif que va se renfermer pendant quelques jours la vie intérieure, vie tranquille et monotone où vient se mêler heureusement parfois quelque incident littéraire, une de ces séances de l'Académie qui rassemblent un instant un monde choisi et lettré.

Il y avait donc ces jours derniers à l'Institut une séance solennelle pour la réception de M. de Sacy. Par une coïncidence singulière, M. de Salvandy, qui avait eu déjà à recevoir M. Dupanloup et M. Berryer, se trouvait encore chargé de recevoir M. de Sacy. Après la chaire sacrée et la tribune politique, la presse avait son tour. Autre coïncidence : l'académicien auquel succédait M. de Sacy avait été lui-même un journaliste renommé autrefois, et depuis, hélas! oublié : c'était M. Jay, le fondateur de deux journaux fameux, le polémiste classique toujours prêt à guerroyer contre les tentatives littéraires nouvelles. Il avait écrit un livre auquel il avait donné le nom de *Conversion d'un Romantique*. Un classique était naturellement l'auteur de cette conversion. « Pure vanterie! a dit spirituellement M. de Sacy; personne n'a converti les romantiques. En gens d'esprit, ils se sont convertis tout seuls, » et ils sont à l'Académie. M. Jay, à ce qu'il paraît, employait d'habitude mieux son temps qu'à convertir les romantiques. Il était heureux et vivait retiré dans le calme de la vie de famille, dans cette obscurité des hommes qui n'ont plus d'histoire. A vrai dire, la vie de M. Jay n'a été qu'un épisode dans les discours des deux orateurs. L'intérêt réel de cette séance était dans cette sorte de bienvenue donnée à la presse au sein de l'Académie. Bien loin de décliner le caractère de journaliste dans son ingénieux et remarquable discours, M. de Sacy l'a revendiqué au contraire; il a tenu à constater qu'il était reçu pour des articles de journaux. Et le journal, par le fait, n'est-il pas devenu dans notre temps une forme littéraire, une tribune politique quand il y avait des tribunes politiques, — une puissance véritable parfois? Il s'est assoupli à tout et a fini par être un peu la littérature d'un siècle qui se hâte de vivre; c'est une œuvre permanente, une improvisation de tous les instans, un livre qui recommence toujours, comme on l'a dit; mais de cette œuvre rapide, de cette flamme de tous les jours, que reste-t-il bientôt? Chose étrange, c'est à une époque où il semblait que la presse dût avoir le plus de puissance, qu'elle a reçu le plus rude coup! C'est sous la république, quand l'obligation de la signature a été imposée, ce jour-là, le caractère collectif de la presse s'est effacé. Un des mérites de M. de Sacy, c'est qu'en honorant sa profession il l'aime, et il ne l'a point caché. Il a mis ainsi une sorte de coquetterie à faire entrer la presse avec lui dans l'enceinte académique. Un autre héros de cette fête, c'est l'Académie elle-même, dont les deux orateurs ont exalté la grandeur en lui décernant le gouvernement des intelligences. Peut-être même sous ce rapport M. de Sacy et M. de Salvandy ont-ils vu ce qui devrait être plus encore que ce qui est. Si l'Académie, en effet, est quelquefois exposée à essuyer des critiques, n'est-ce point parce qu'elle manque de cette initiative, de cette puissance de direction qui assure l'influence des grands corps littéraires? Les discours de M. de Salvandy et de M. de Sacy ont été du reste un éloquent enchaînement d'aperçus, de jugemens littéraires et même politiques, où les deux orateurs se sont rencontrés souvent, où ils ont différé quelquefois. Il y a eu un instant comme

un éclair de polémique au sujet de Richelieu. M. de Sacy avait émis quelques doutes sur l'utilité réelle de l'œuvre du grand cardinal. Il s'était demandé si, en frappant à coups redoublés l'aristocratie, Richelieu n'avait pas détruit un intermédiaire utile, sans lequel un pays risque de flotter sans cesse entre l'anarchie et le despotisme. M. de Salvandy a défendu Richelieu, et il n'a point admis que la noblesse eût disparu à ce point de la France depuis le passage du cardinal; il l'a montrée partout au contraire. La vérité est-elle dans le jugement de M. de Salvandy ou dans celui de M. de Sacy? Elle est peut-être dans l'un et dans l'autre. Oui, sans doute la noblesse a continué d'exister — individuellement, si l'on peut ainsi parler; elle s'est illustrée, mais elle n'a point été un corps politique, comme en Angleterre. Et n'est-ce pas là une des causes des perturbations qui ont rempli l'histoire de notre pays?

Ainsi, même à l'Académie, surtout à l'Académie, pourrait-on dire aujourd'hui, se retrouve cette invincible préoccupation des destinées publiques, comme si, à tout prendre, il était difficile de parler de Richelieu, de Bossuet, de Montesquieu, sans revenir à tout ce qui nous émeut et nous intéresse, à tous les problèmes qui s'agitent encore. C'est le privilége et c'est aussi le péril des lettres contemporaines, de n'être plus seulement le luxe d'une société ordonnée et polie; elles touchent à tout, à la vie politique pour en exprimer les vicissitudes, à la vie morale pour en préciser les règles, aux événemens pour en dégager le sens, à l'histoire pour en résumer les lumières. C'est le côté par où les lettres sont une puissance. De cette sévère et forte inspiration est née l'*Histoire de Jean Sobieski et du royaume de Pologne*, que M. de Salvandy publiait il y a trente ans, et qu'il réédite aujourd'hui en y ajoutant des développemens nouveaux. Ce n'est plus ici la France de Richelieu ou de notre temps dont M. de Salvandy parlait l'autre jour à l'Académie; c'est une France du nord, abandonnée et à demi éclipsée, que mille liens rattachent encore à la France du midi. Depuis le passage de Henri III sur le trône de Pologne, il semble que ce pays n'ait plus été un étranger pour nous, tant les rapports de goûts, d'affections et d'alliances se sont multipliés, et le malheur n'a fait que redoubler cet intérêt. Il y a trente ans, le livre de M. de Salvandy était une étude historique élevée et substantielle; dans les circonstances présentes, il a presque le mérite de l'à-propos, car il remet à nu ces deux choses éternellement instructives : l'anarchie épuisant toutes les forces d'un peuple et une iniquité qui a laissé l'Europe sans défense sur un de ses points les plus vulnérables. La Pologne a péri par sa propre faute, cela n'est point douteux; l'héroïsme même n'a été qu'un piége pour elle, un moyen de se dissoudre avec toutes les apparences chevaleresques. C'était à coup sûr une gigantesque anarchie que cette république sans bases populaires, cette monarchie sans garantie de permanence et de durée, ces confédérations de seigneurs rebelles, ce *liberum veto*, qui, sous prétexte de sauvegarder la liberté individuelle, faisait de la volonté d'un seul l'arbitre des destinées du pays, en exigeant l'unanimité des suffrages dans le vote des lois. La décomposition d'un peuple par le vice de ses mœurs et de ses institutions est là tout entière palpitante et douloureuse. C'est le côté intérieur de l'histoire de la Pologne; le côté européen, c'est le démem-

brement qui est la conséquence de cette anarchie, c'est ce rapt concerté et exécuté par trois gouvernemens, comme si le malheur ou la faiblesse d'un pays autorisait à se partager ses dépouilles.

Il est resté de curieux témoignages des sentimens dans lesquels les auteurs du partage de 1772 accomplirent cet acte. Catherine de Russie marchait dès longtemps à son but, intervenant par tous les moyens, revendiquant une sorte de protectorat, pratiquant en un mot la même politique que ses successeurs ont pratiquée depuis à l'égard de la Turquie. S'il ne suggéra pas le premier la pensée du partage, le roi de Prusse, le grand Frédéric, saisit du moins l'occasion aux cheveux, comme il le dit. Marie-Thérèse d'Autriche est la seule qui ressent quelque trouble de ces combinaisons ténébreuses. On dirait que le souvenir de Vienne sauvée par Sobieski lui revient comme un remords. Elle signe ce partage, « puisque tant de grands et savans personnages veulent qu'il en soit ainsi; mais longtemps après ma mort, dit-elle, on verra ce qui résulte d'avoir foulé aux pieds tout ce que jusqu'à présent on a tenu pour juste et pour sacré. » Il y a près d'un siècle déjà que ce premier partage s'est accompli « très paisiblement, » comme le disait Frédéric, et toutes les fois que l'Europe s'agite, elle souffre de cette vieille blessure, qui se rouvre aussitôt. Ce spectre de la Pologne se relève et vient embarrasser ceux qui se sont distribué ses dépouilles. Jamais peut-être il n'y eut plus terrible exemple de ce qu'il en coûte pour tuer un peuple qui ne veut pas mourir. Et qu'on remarque bien ici comment le droit se confond avec l'intérêt le plus évident, le plus positif. Il y avait au nord une barrière entre la Russie et l'Europe; cette barrière a été supprimée. Ce jour-là, l'équilibre de l'Europe a été rompu, et il n'est point rétabli encore. L'Autriche et la Prusse ont cru agrandir leurs domaines; elles n'ont fait que travailler au profit de la Russie en la rapprochant de l'Allemagne. C'est depuis ce moment que la Russie a étendu son influence sur les états germaniques, captant les uns, neutralisant les autres. En cet instant même, si l'Autriche se sent faible en Galicie, à quoi cela tient-il, si ce n'est à la proximité de la Russie? A quoi tiennent les tergiversations de la Prusse, si ce n'est à la crainte secrète de se voir envahir par les provinces polonaises? Pour l'Autriche et la Prusse, cette spoliation a été une faiblesse; pour la Russie seule, elle a été un agrandissement. On voit que tout n'est point vérité dans ce mot de Frédéric au sujet du partage : « Tout dépend des occasions et du moment où les choses se font! »

Certes, s'il est un tableau éloquent et fait pour parler à l'imagination, c'est celui de tous ces peuples qui sont les acteurs du drame de la civilisation et qui remplissent la scène de leur gloire ou de leurs malheurs. Tout change et se renouvelle en eux; une seule chose reste immuable, c'est le ciel qui éclaire tous ces contrastes ou ces évolutions d'une même destinée, et qui semble faire partie aussi de l'histoire de certains pays. M. Antoine de Latour a visité l'Espagne avec le sentiment délicat et fin de tous ces contrastes de la vie d'un peuple. Il ne ressemble pas à beaucoup de voyageurs, il s'occupe à peine du présent, ou du moins il ne le cherche pas dans ce tourbillon d'événemens et de crises qui s'élève de temps à autre à la surface. L'auteur des *Études sur l'Espagne* n'est point un statisticien, un économiste

faisant un inventaire des pauvretés et des élémens de fortune de la Péninsule. C'est un voyageur de l'esprit pour ainsi dire, qui étudie les monumens, la littérature et les mœurs, non pour en reproduire simplement l'aspect extérieur, mais pour en ressaisir le sens, l'idéal en quelque sorte. Entre tous ces royaumes qui ont fini par se fondre dans un royaume unique, au milieu de l'Espagne même, M. de Latour a choisi cette Espagne plus accentuée et plus originale qu'on nomme l'Andalousie et Séville. C'est qu'en effet l'Andalousie est un monde à part et entièrement distinct par le ciel, par les mœurs, par tous les souvenirs. On n'y peut faire un pas sans rencontrer l'image de toutes les civilisations différentes qui ont régné tour à tour. Des rues de Séville portent encore des noms qui rappellent l'histoire de don Pèdre le Justicier, plus loin vous trouverez les souvenirs de la conquête de saint Ferdinand, et à côté, arrêtez-vous au pied de la tour de la Giralda : elle ressemble à une captive mauresque laissée en pays chrétien, et jetant mélancoliquement les heures depuis quatre siècles aux générations qui passent. C'est de là aussi que partaient au XVIe siècle tous ces hardis navigateurs qui allaient conquérir un monde. La bibliothèque colombine est restée comme le dépôt de ces traditions avec les archives des Indes, qui gardent encore les pages inconnues de ce grand poème de la découverte de l'Amérique écrit par Colomb, par Fernand Cortez, par Pizarre lui-même, bien qu'il demeure incertain si Pizarre savait écrire. Séville a eu enfin son école littéraire, ses poètes, tels que Herrera le *divin*, Rioja, Jauregui, Cespedes, et elle a eu surtout son école de peinture, qu'on ne peut bien connaître que là. C'est à Séville que Murillo a laissé quelques-unes de ses plus belles œuvres, et au premier rang *la Vision de saint Antoine de Padoue*. L'auteur des *Études sur l'Espagne* n'avait qu'à regarder autour de lui pour voir se relever tout ce monde familier à l'imagination populaire. Il va sur une place de Séville, sur la place de Doña Elvire, et là il trouve au berceau la comédie espagnole avec le batteur d'or Lope de Rueda; il frappe à une maison, et il est dans la demeure de doña Estrella de Tavera, cette autre Chimène d'un autre Cid, que Lope de Vega a immortalisée sous le nom de *l'Étoile de Séville*. Ainsi la réalité ramène sans cesse au passé, dont elle se sépare à peine. C'est qu'en effet le passé vit partout en Espagne. Le présent tend chaque jour sans doute à l'envahir; le présent fait parfois des usines avec des cloîtres, ou il supprime ces cloîtres pour ouvrir des rues et des places : il en reste encore assez cependant pour saisir l'imagination et la retenir captive au spectacle de la lutte du passé et du présent. Nulle part peut-être n'apparaît mieux cette lutte émouvante que dans une excursion du voyageur à quelques lieues de Séville. D'un côté sont les ruines d'Italica, les souvenirs romains de l'Espagne : c'est là que naquit Trajan; — à peu de distance est le monastère de Saint-Isidore, qui résume tout un épisode de l'histoire chrétienne de l'Andalousie; — tout près est une humble maison où mourut Fernand Cortez : — n'est-ce point là l'assemblage de tous les souvenirs? Entrez au monastère de Saint-Isidore : c'est aujourd'hui une prison de femmes depuis la suppression des couvens. De la réunion de tous ces contrastes naît l'attrait profond et saisissant de la vie espagnole, et cet attrait passe dans le livre de M. de Latour sous le voile d'une délicate et ingénieuse observation. N'échappe-t-on

pas ainsi au spectacle des perturbations vulgaires de l'Espagne actuelle?

La vie politique n'est point heureusement partout agitée des mêmes troubles. Rien ne ressemble moins aux débats intérieurs de l'Espagne que les laborieuses discussions qui remplissent depuis quelque temps la session des chambres hollandaises. La Hollande est tout entière à des questions pratiques et utiles. Au premier rang est la mesure présentée par le gouvernement pour l'abolition des droits d'accise sur la mouture. Plusieurs propositions avaient été faites déjà par des députés. Le projet du gouvernement se distinguait de ces propositions en ce qu'il allait plus loin et abolissait les droits d'une façon plus complète. Ce projet n'a point laissé de rencontrer une certaine opposition parmi quelques amis du cabinet qui, malgré l'amélioration réelle des finances, s'effrayaient d'une abolition d'impôts aussi étendue. Il s'agissait en effet d'une suppression de quatre ou cinq millions. D'autres accusaient le cabinet d'une certaine inconsistance dans cette question. Le ministre des finances, M. Vrolik, et le ministre des affaires étrangères, M. van Hall, ont vivement défendu cette réforme; ils se fondaient sur ce qu'une abolition partielle des droits de mouture n'atteindrait nullement le but qu'on se proposait, celui de faire baisser le prix des substances alimentaires de première nécessité. Ils faisaient remarquer d'ailleurs que les bonis coloniaux étaient devenus assez réguliers pour combler le déficit créé par cette abolition d'impôts. C'est certainement la première fois qu'un gouvernement a eu à lutter pour réduire des taxes contre une chambre disposée à les maintenir. La réforme n'en a pas moins été adoptée par la seconde chambre. Un autre projet avait trait à la reconstitution de la marine. Depuis longtemps, la marine hollandaise était dans un sensible déclin, et les chambres comme le gouvernement se préoccupent de la rétablir sur un pied respectable. Au commencement de cette année, le budget de la marine avait été repoussé, parce qu'il ne présentait pas de moyens suffisans et définis pour arriver à cette reconstitution. Ce vote amena la retraite du ministre de la marine, M. Ensly, qui fut remplacé par M. Smit van den Broecke. Le nouveau ministre a préparé tout un plan de réformes tendant à faire dominer dans la marine hollandaise la vapeur et l'hélice, et qui s'exécuterait dans un laps de temps de douze années. Une augmentation de un à deux millions de florins au budget était nécessaire pour l'exécution de ce plan. Le projet du gouvernement n'a rencontré qu'une faible opposition, plus encore sur la forme que sur le fond, et une majorité considérable l'a sanctionné.

Il se présentait devant les chambres de La Haye deux questions d'une autre nature. La première était la convention signée avec la France pour la garantie de la propriété littéraire et la suppression de la contrefaçon. Le principe n'a point été contesté, et il ne pouvait pas l'être. Des objections ont été seulement élevées au sujet de l'égalisation des droits d'entrée et de sortie sur les livres. C'est, si l'on s'en souvient, la seconde convention de ce genre négociée dans ces dernières années; la première, conclue en 1852, avait été repoussée par les chambres hollandaises. Le gouvernement a fait assez clairement une question de cabinet de la convention actuelle, qui est le résultat de laborieuses négociations, et qui consacre un principe juste en lui-même, outre qu'elle contient certaines concessions faites par la France

à la Hollande. Ici encore le vote de la chambre a été approbatif; mais un autre traité a été moins heureux : c'est celui qui avait été négocié avec le Portugal pour une délimitation meilleure des possessions hollandaises et portugaises dans l'île de Timor. Le principal motif du rejet de ce traité est l'absence d'une disposition qui consacre la liberté religieuse en faveur des Hollandais qui passent sous la domination portugaise par l'échange des territoires, tandis que cette liberté existe en faveur des catholiques qui passent sous le pouvoir hollandais. La question de délimitation reste donc incertaine, et la Hollande se trouve privée d'un territoire qui contient justement des mines de cuivre. Enfin le gouvernement hollandais vient de conclure des traités avec la France, la Belgique et les États-Unis pour l'admission d'agens consulaires aux Indes orientales : acte intelligent qui ne peut avoir pour résultat que d'étendre ou de consolider les rapports du commerce, et qui a été favorablement accueilli en Hollande. Dans quelques jours, la session des chambres de La Haye va se clore, et elle n'aura point été inutile aux intérêts du pays.

Au-delà de l'Atlantique, les *know nothing* (1) ont le privilége d'absorber l'attention du public américain. Grâce à eux, la question de Cuba a pu sommeiller paisiblement pendant toute cette année, et les expéditions toujours projetées contre le Mexique ou tel autre pays du nouveau continent ont pu être étouffées en germe. C'est ce qui est arrivé notamment au colonel Kinney, chef d'une expédition pour la *colonisation* du Nicaragua, qui s'est vu arrêter au moment où il allait s'embarquer. Le colonel Walker a été plus heureux : il est parvenu à s'échapper de San-Francisco avec soixante-cinq hommes, et il est parti pour la conquête ou la *colonisation* du Nicaragua. Espérons que sa nouvelle entreprise obtiendra aussi peu de succès que sa dernière tentative contre la Basse-Californie.

Ce sont donc les *know nothing* qui attirent en ce moment l'attention de l'Amérique. Au mois de mai, ils ont tenu une réunion à New-York, et ce mois-ci, dans une convention tenue à Philadelphie, ils ont formulé leur programme définitif. Un grand avenir semble réservé à ce parti nouveau, dont on connait maintenant tous les principes et toutes les tendances. Le parti des *know nothing* est une réaction à la fois contre l'élément européen amené en Amérique par l'émigration et contre l'égoïsme des anciens partis, qui, en se fractionnant à l'infini, étaient devenus des coteries où des intérêts de localité, de camaraderie ou même de famille avaient fini par l'emporter sur les intérêts du pays. En outre ce parti se donne comme plus national que les whigs et les démocrates; il ne représente ni le nord ni le sud, il représente l'Union tout entière; enfin il replace la république des États-Unis sur sa base première, le protestantisme. L'Amérique accuse, si l'on peut ainsi parler, de plus en plus son *individualité* comme nation. Avec le parti des *know nothing*, elle cherche à mettre un peu d'ordre dans le chaos qu'ont produit soixante ans de liberté illimitée, et que les anciens partis semblaient vouloir éterniser. Ce mouvement commence à peine, et il faut s'attendre à le voir amener

(1) *Know nothing*, c'est-à-dire ceux qui ne savent et ne veulent rien savoir de ce qui n'est pas américain et commun à la république tout entière.

des conséquences incalculables. Les émigrans ne recevront plus à l'avenir un accueil aussi facile; les lois de naturalisation seront révisées : il ne sera plus permis à des Irlandais ou à des Allemands débarqués de la veille de bouleverser le résultat des élections. L'élément européen, en un mot, ne jouera plus le même rôle dans les affaires américaines. Peu à peu par conséquent le flot de l'émigration se détournera des États-Unis, qui développeront leurs forces normales et nationales sans avoir à compter avec des étrangers habitués à des idées et à des mœurs contraires aux leurs. La propagande catholique, en dépit de l'article de la constitution qui assure à tous les cultes la tolérance la plus complète, ne pourra plus s'exercer avec la même liberté. Déjà des couvens ont été visités, et ces visites ont donné lieu à quelques scènes scandaleuses ou ridicules, mais qui sont un indice de ce qui se prépare. Un des articles du programme des *know nothing* est d'ailleurs formulé ainsi : « hostilité aux prétentions du pape, dont les prêtres et les prélats de l'église catholique romaine sont ici, dans cette république arrosée et fécondée par le sang protestant, les intermédiaires. » Un autre article recommande la liberté d'éducation pour toutes les sectes, mais avec la *Bible parole de Dieu* pour base universelle. Ainsi les deux élémens européens principaux, l'émigration et le catholicisme, vont se trouver d'ici à peu de temps ouvertement attaqués et restreints. Sur la question de l'esclavage, les *know nothing* s'en tiennent aux principes du compromis, qu'aucun des deux partis américains n'est plus en état de défendre, et qui est cependant la sauvegarde de l'Union. Les whigs en effet, généralement abolitionistes, après avoir perdu leurs chefs modérés, Daniel Webster et Henri Clay, dont ce compromis était en partie l'œuvre, ont échoué à la dernière élection présidentielle, parce que leur candidat le plus éminent était accusé de tendances abolitionistes et se présentait sous le patronage de M. Seward, et les démocrates, qui ont triomphé en s'appuyant sur ces principes, ont été infidèles à leurs promesses. M. Pierce et son cabinet ont montré une tendance *free soiliste* très prononcée. Ni les whigs, ni les démocrates modérés ne sont en état de former une majorité suffisante pour assurer le choix d'un président favorable au compromis, et la prochaine élection présidentielle sera probablement l'œuvre des *know nothing*.

Les Américains gouverneront l'Amérique, tel est le premier article du programme *know nothing*. Plus d'élémens étrangers ni d'influence étrangère, et quant à la fédération, plus de nord ni de sud, d'est ni d'ouest : il n'y aura qu'une république, une, indivisible et américaine. Ainsi l'Amérique, riche d'élémens de prospérité épars et sans lien, cherche à les unir; elle cherche un frein contre l'anarchie et l'éparpillement des forces morales et matérielles. Le programme des *know nothing* est son premier pas vers la concentration des forces, la cohésion, l'homogénéité et l'unité.

CH. DE MAZADE.

SOUVENIRS MILITAIRES DE LA RÉPUBLIQUE ET DE L'EMPIRE, par le baron Berthezène (1). — Les documens historiques sur les guerres du consulat et de l'empire abondent en ce moment. L'*Histoire de la Campagne de* 1800, par

(1) 2 vol. in-8°. Dumaine, 1855.

le duc de Valmy, les extraits d'une *Histoire des Guerres de l'empire*, par le duc de Bellune, les *Mémoires de Masséna*, du *maréchal Soult*, la *Campagne de* 1812 par le lieutenant-général Fezensac, les *Souvenirs militaires* du baron Berthezène, tiennent le premier rang parmi ces travaux. Ce dernier ouvrage, qui est aussi le plus récent, est peut-être également le plus utile à consulter, pour le côté stratégique qui s'y trouve amplement développé et pour la franchise dont l'auteur fait preuve en toutes circonstances. Ces *Souvenirs militaires* comprennent les campagnes d'Italie 1797-1800, de Prusse 1806-1808, d'Autriche 1809, de Russie 1812, d'Allemagne 1813, de Belgique 1815. Le général Berthezène a été acteur dans toutes ces campagnes, acteur important dans quelques-unes, et il fait défiler devant nos yeux tous les menus détails, le côté intime et vulgaire, stratégiquement parlant, de ces grandes guerres que nous voyons dans le lointain comme une masse confuse, et qui sont déjà devenues pour nous l'histoire, cette sorte d'histoire généralisée par une vague tradition. Le général expose avec concision, avec netteté, les grands mouvemens de guerre, les manœuvres qui amènent les armées en présence, et les combinaisons qui décident la victoire sur le champ de bataille. Ses narrations de la campagne de Russie et de la bataille de Waterloo peuvent être, sous ce rapport, rangées au nombre de nos meilleures pages d'histoire militaire. Dans un tel cadre, on comprend que la personnalité de l'auteur apparaisse rarement. Pourtant quelques considérations politiques et sociales sur les pays où il a fait la guerre, sur l'état de la France pendant l'empire, des observations sur les rivalités des généraux, sur l'arbitraire, l'incurie et les rapines de l'administration, quelques discussions des plans ou de la politique de Napoléon, nous ont permis d'apprécier la sincérité du narrateur. Ses jugemens sont généralement sévères et formulés en peu de mots; ses réflexions indiquent un esprit sérieux et observateur. Nous sommes loin néanmoins d'adopter toutes ses idées. Dans ce livre, c'est presque toujours le soldat qui parle; de là proviennent les qualités et les défauts, — l'utilité, l'autorité pour tout ce qui touche à la stratégie, à l'art, à l'histoire purement militaire, — la bonne foi, mais la partialité incontestable pour ce qui est la philosophie de l'histoire. Le général Berthezène jette sur la France de l'empire le regard de l'officier supérieur heureux et victorieux; on comprend qu'il y a place pour d'autres points de vue qui ne mènent ni aux mêmes éloges, ni à la même satisfaction. Après l'empire, c'est encore le même regard qu'il jette autour de lui, le regard de l'officier supérieur, mais passionné, exaspéré par les défaites, se préoccupant uniquement d'une partie glorieuse de la France, l'armée. Nul ne peut l'en blâmer; mais nos pères, si vivement attaqués, ont pu penser que la gloire achetée au prix de tant de sang et de misères n'est pas tout pour une nation. La possibilité de la vie physique et morale, la paix après une telle dépense de vies humaines, la liberté après une telle contrainte, le large développement de l'intelligence, de la littérature et de l'art, entrent pour quelque chose aussi, ce nous semble, dans l'existence, le bonheur et la dignité d'un peuple. C.-D. D'HÉRICAULT.

V. DE MARS.